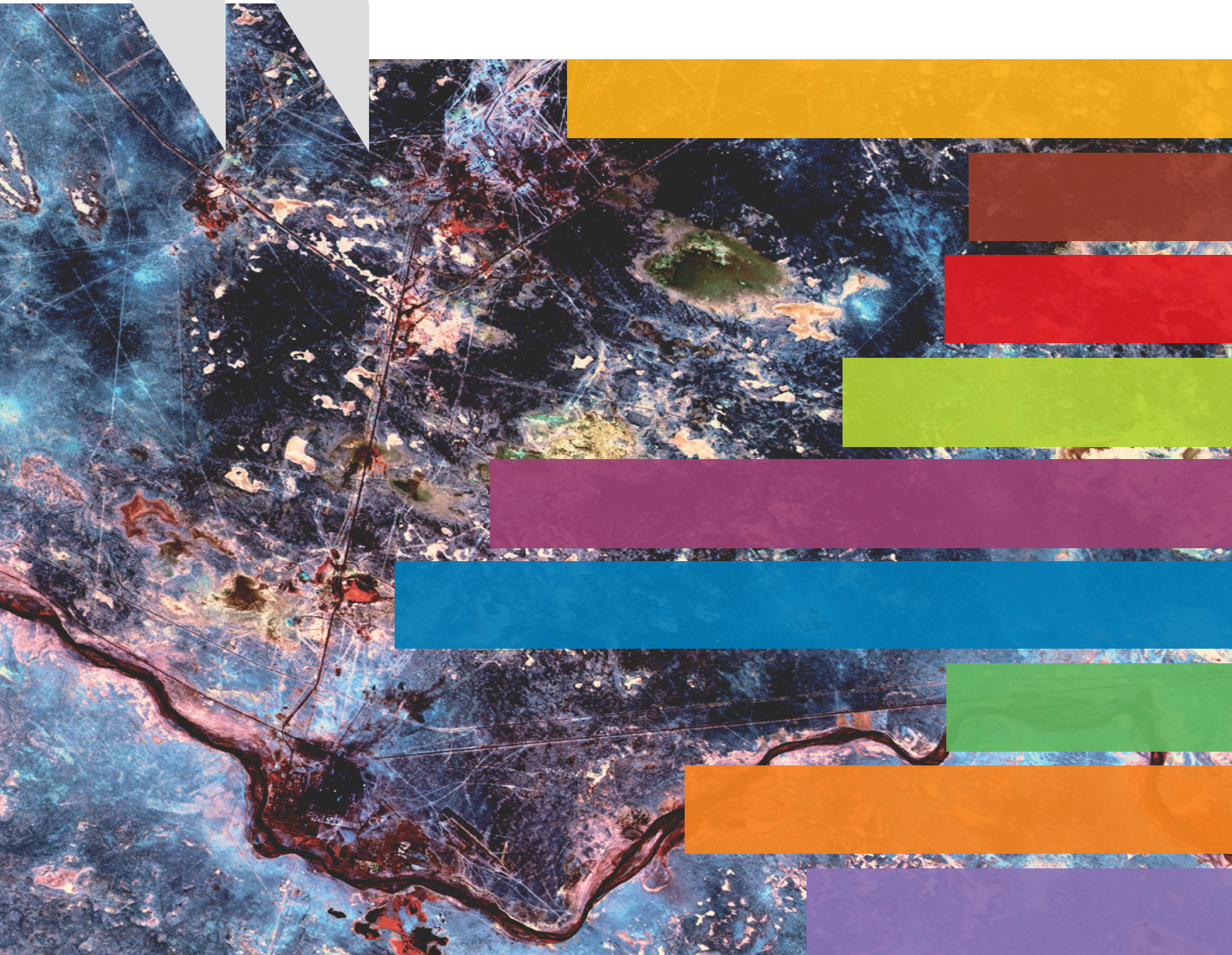




Panorama des régions de l'OCDE 2009



Panorama des régions de l'OCDE

2009



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Publié en anglais sous le titre :

OECD Regions at a Glance

2009

Crédits photos :

Illustration de la couverture : © InterNetwork Media/Photodisc/Getty Images

Chapitre 1 : © Image Source Limited/Inmage Ltd.

Chapitre 2 : © image100/Corbis/Inmage Ltd.

Chapitre 3 : © Corbis/Inmage Ltd.

Chapitre 4 : © Radius Images/Corbis

Chapitre 5 : © Corbis/Inmage Ltd.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2009

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Moyennant des politiques de développement judicieuses, les économies régionales peuvent dynamiser la croissance nationale. Pour apprécier et améliorer la compétitivité d'une région sur l'échiquier mondial, il faut disposer de statistiques et de données fiables, mais ces informations sont souvent lacunaires et difficilement comparables d'un pays à l'autre.

Le Panorama des régions entend répondre à ces besoins. Source précieuse d'informations pour les décideurs, les chercheurs et les citoyens, il illustre et confronte, principalement à l'aide de graphiques et cartes tirés de la base de données régionales de l'OCDE, les tendances qui se dessinent dans les régions de l'OCDE concernant la démographie, l'économie, l'emploi, l'éducation, la santé, les résultats environnementaux et les activités fondées sur la connaissance.

La présente édition du Panorama des régions s'articule autour de quatre grands thèmes, auxquels s'ajoute un « coup de projecteur » sur la dimension spatiale de l'innovation. La partie I porte sur le rôle de l'innovation dans la compétitivité régionale et dans la croissance économique nationale. La partie II fait ressortir le phénomène de concentration géographique des ressources régionales et l'impact de cette agglomération des activités économiques sur la croissance nationale. La partie III met en évidence les disparités économiques, souvent importantes et persistantes, entre régions d'un même pays, d'où l'idée que les mécanismes du marché et les effets d'entraînement en termes de prospérité sont peut-être insuffisants ou lents à s'enraciner. Elle recense les ressources inutilisées qui peuvent être mobilisées pour exploiter l'avantage concurrentiel et améliorer les performances économiques des régions. Les deux thèmes précédemment évoqués – la concentration spatiale des ressources et l'aptitude à les utiliser – se rejoignent ensuite dans la partie IV, où une analyse de la croissance économique régionale vise à dégager l'impact de certains facteurs déterminants. Enfin, la partie V souligne l'importance des liens entre le bien-être individuel et les biens collectifs. Un plus large accès à des services publics de qualité – dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'environnement et la sécurité – donne aux citoyens le sentiment de partager les bienfaits de la croissance économique, tout en contribuant à renforcer le potentiel d'une région et sa compétitivité.

L'élaboration du Panorama des régions est coordonnée par Monica Brezzi, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial. La présente édition a été préparée par Brunella Boselli, Monica Brezzi, Enrique Garcilazo et Vicente Ruiz. Eric Gonnard a prêté son concours pour les données statistiques indispensables à cet ouvrage. Les délégués auprès du Comité des politiques de développement territorial (TDPC) et de son Groupe de travail sur les indicateurs territoriaux (WPTI) ont apporté les éléments utiles sur le cadre d'action et les outils statistiques appliqués ici aux économies régionales.

Table des matières

Synthèse	7
Définition et description des régions	11
Symboles et abréviations	13
I. Coup de projecteur : l'innovation dans les régions	15
1. Dépenses de recherche et de développement	16
2. Personnel affecté aux activités de recherche et de développement	22
3. Concentration régionale des brevets	24
4. Coopération régionale en matière de brevets	30
5. Inscriptions dans l'enseignement supérieur	34
6. Main-d'œuvre hautement qualifiée	40
7. Emploi dans les secteurs à haute intensité de savoir	46
II. Les régions, ressorts de la croissance nationale	53
8. Répartition de la population et typologie régionale	54
9. Concentration géographique de la population	60
10. Contribution régionale à la croissance du PIB national	62
11. Contribution régionale aux variations de l'emploi	68
12. Concentration géographique de la population âgée	74
13. Concentration géographique du PIB	80
14. Concentration géographique des activités économiques	86
III. Exploiter au mieux les atouts régionaux	89
15. Disparités régionales du PIB par habitant	90
16. Disparités régionales de la productivité du travail	96
17. Disparités régionales de spécialisation	102
18. Disparités régionales des taux de chômage	108
19. Disparités régionales des taux d'activité	114
IV. Les principaux moteurs de la croissance régionale	121
20. Performances régionales globales	122
21. Facteurs régionaux et performances régionales	124
22. Facteurs régionaux : population et PIB par habitant	128
23. Facteurs régionaux : productivité du travail	130
24. Facteurs régionaux : emploi, taux d'activité et vieillissement	134

V. Le bien-être régional, facteur de compétitivité	139
25. État de santé : taux de mortalité ajusté selon l'âge.....	140
26. Ressources sanitaires : nombre de médecins.....	144
27. Sécurité : crimes et délits déclarés contre les biens.....	146
28. Sécurité : meurtres déclarés.....	150
29. Environnement : déchets municipaux.....	154
30. Environnement : véhicules particuliers par habitant.....	156
31. Taux de participation aux scrutins nationaux.....	160
32. Accès à l'éducation.....	164
Annexe A. Grilles territoriales et typologie régionale	167
Annexe B. Sources et description des données	173
Annexe C. Indices et formules	192

Ce livre contient des...



StatLinks 

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Synthèse

Les comparaisons internationales portant sur les économies et les sociétés s'effectuent le plus souvent au niveau des pays – les statistiques font référence au produit national brut, par exemple, de la même manière, la santé et l'éducation sont généralement chiffrées et débattues dans une perspective nationale. Or, les performances économiques et les indicateurs sociaux varient tout autant à l'intérieur des pays qu'entre les pays – il suffit de penser au contraste entre le nord et le sud de l'Italie, entre le dynamisme de la Silicon Valley et le marasme de la « Rust Belt » aux États-Unis, ou encore entre l'urbanisation poussée de London et la ruralité des îles Shetland. Il importe de cerner les différences et les points communs entre les structures économiques régionales pour concevoir des stratégies efficaces propices à la compétitivité des régions et, par contrecoup, à la croissance nationale.

Le *Panorama des régions de l'OCDE* vise à mettre ces disparités en évidence au moyen d'indicateurs qui permettent de distinguer, parmi toutes les régions, celles qui progressent plus vite – ou au contraire plus lentement – que le reste du pays ou que l'ensemble des 30 pays de la zone OCDE. L'analyse dans le temps des profils de croissance et des inégalités persistantes fait ressortir les facteurs en jeu.

Cette troisième édition du *Panorama des régions de l'OCDE* comprend cinq parties.

- **Coup de projecteur : l'innovation dans les régions.** L'attention est attirée sur le rôle de l'innovation dans l'économie régionale, à l'aide d'une série d'indicateurs allant des dépenses de recherche et développement au nombre de demandes de brevets et à la coopération dans ce domaine entre régions, en passant par le niveau de formation de la main-d'œuvre régionale, dont dépend la capacité d'inventer et d'absorber l'innovation.
- **Les régions, ressorts de la croissance nationale.** L'examen porte sur le degré de concentration des facteurs de croissance nationaux – population, emploi et activités économiques – dans certaines régions, et la part des régions dans la croissance économique et l'emploi au niveau national.
- **Exploiter au mieux les atouts régionaux.** Il s'agit de quantifier les disparités régionales en termes de performances économiques et d'évaluer les atouts locaux qui peuvent être mis au service de la compétitivité des régions.
- **Les principaux moteurs de la croissance régionale.** Il s'agit d'examiner le rôle joué par des facteurs tant nationaux que régionaux dans la croissance des régions. Certaines régions peuvent enregistrer de bons résultats parce que l'ensemble de l'économie du pays se porte bien (facteurs nationaux), parce qu'elles disposent de ressources et sont capables de les mobiliser (facteurs régionaux), ou bien pour ces deux raisons à la fois.

- **Le bien-être régional, facteur de compétitivité.** Sont évoquées les différences entre régions mesurées par des indicateurs de « qualité de vie » tels que les ressources sanitaires, l'accès à l'éducation et la criminalité, qui entrent tous en ligne de compte dans l'attrait d'une région pour la population et pour les entreprises.

I. Coup de projecteur : l'innovation dans les régions

L'aptitude des régions à promouvoir l'innovation est déterminante non seulement pour leur propre croissance, mais aussi pour le développement économique national. Le dossier spécial de la présente édition du *Panorama des régions de l'OCDE* passe en revue un certain nombre d'indicateurs se rapportant à l'innovation.

- **Investissement dans la recherche et le développement :** Les emplois et les dépenses en matière de recherche et développement (R-D) tendent à se concentrer sur le territoire national, de sorte que quelques régions devancent le reste du pays. Aux États-Unis, par exemple, l'un des pays les mieux placés pour les activités de R-D, les dépenses de R-D représentent près de 6 % du PIB dans l'État du Maryland et moins de 0.5 % dans celui du Wyoming.
- **Demandes de brevets et coopération entre régions :** Le nombre de demandes de brevets est un bon critère d'appréciation des activités inventives d'une région. En 2005, 45 % de l'ensemble des demandes de brevets déposées dans les pays de l'OCDE provenaient de 10 % seulement des régions. Les innovations sont plus susceptibles de résulter d'un processus de co-invention entre des pairs travaillant dans des régions proches à l'intérieur d'un même pays.
- **Niveau de formation :** Le niveau de qualification de la main-d'œuvre détermine la capacité à produire de l'innovation dans une région donnée, dont la compétitivité à venir dépend en partie du nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur. La part de la population ayant une formation de niveau supérieur varie grandement d'une région à l'autre; les écarts sont les plus marqués en République tchèque, aux États-Unis, en République slovaque et au Portugal. Dans 20 pays de l'OCDE sur les 23 considérés, il existe une corrélation positive dans les régions entre les effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur et le nombre de travailleurs qualifiés.
- **Emploi dans les secteurs à haute intensité de savoir :** Le processus de spécialisation dans des activités à forte intensité de savoir est engagé dans beaucoup de régions de l'OCDE. Dans deux tiers des pays membres, les régions qui se spécialisent le plus rapidement ont transformé leurs structures de production ces dernières années, en abandonnant les activités traditionnelles dans le secteur manufacturier au profit d'industries de haute technologie.

II. Les régions, ressorts de la croissance nationale

L'aptitude d'une région à contribuer à la croissance économique nationale peut être très variable, selon sa part dans la population nationale et l'emploi, la répartition de son territoire entre régions rurales et régions urbaines, et le poids relatif des industries qu'elle accueille.

- **Population :** Dans les pays de l'OCDE, 10 % à peine des régions sont habitées par 40 % environ de la population totale, et la densité va en augmentant depuis quelques années. En 2005, près de la moitié de la population de la zone OCDE vivait dans des régions urbaines, alors que celles-ci occupaient 6 % seulement de la superficie.

- **Activité économique :** Il s'avère que 10 % des régions de l'OCDE ont été à l'origine de 38 % du PIB total, indicateur clé de l'activité économique. Cette concentration a été particulièrement marquée en Turquie, en Grèce et au Portugal, où 10 % des régions, les mieux placées en termes de production, ont assuré à elles seules la moitié au moins du PIB national. Ces dernières années (1999-2006), le PIB et la création d'emplois au niveau national ont été dynamisés par un petit nombre de régions très performantes : en Grèce, aux États-Unis et en Suède, 10 % à peine des régions ont représenté plus de 60 % de la croissance de l'emploi total.

III. Exploiter au mieux les atouts régionaux

Dans les pays de l'OCDE, les écarts peuvent être très grands d'une région à l'autre – en effet, ces dernières années (1995-2005), les différences en termes de PIB et d'emploi ont été plus prononcées entre régions qu'entre pays.

Si les disparités entre pays tendent à s'estomper depuis peu, il n'en va pas de même à l'intérieur des pays. Ainsi, au cours des 10 dernières années, l'écart de revenu entre régions rurales et régions urbaines n'a pas diminué.

Comment expliquer ces différences ? Elles tiennent pour une large part à des écarts de productivité et d'utilisation de la main-d'œuvre disponible.

- **Productivité du travail :** En 2005, la productivité du travail (PIB par actif occupé) atteignait en moyenne 59 000 USD dans la zone OCDE. Ce chiffre masque cependant d'importantes différences entre les pays, la productivité du travail étant quatre fois plus élevée aux États-Unis qu'en Turquie et au Mexique. Des écarts sensibles sont également à signaler entre les régions : en Turquie, au Mexique et en Pologne, les régions arrivant en tête affichaient une productivité du travail plus de quatre fois supérieure à celle des régions les moins performantes.
- **Chômage :** En 2006, les écarts de chômage étaient presque deux fois plus grands entre les régions des pays de l'OCDE qu'entre ces pays eux-mêmes. Au Canada, en Allemagne, en République slovaque et en Espagne, les taux de chômage allaient de 5 % seulement dans certaines régions à plus de 20 % dans d'autres. En outre, les taux de chômage se sont maintenus à un niveau élevé dans certaines régions pendant la dizaine d'années antérieure à 2006, alors qu'ils allaient généralement en diminuant au niveau national. Des disparités régionales marquées sont constatées non seulement pour les taux de chômage, chômage de longue durée compris, mais aussi pour les taux d'activité, notamment chez les femmes.

IV. Les principaux moteurs de la croissance régionale

L'essor des régions s'explique à la fois par des facteurs nationaux (l'état de l'économie en général et le cycle conjoncturel, entre autres exemples) et par des facteurs régionaux (politiques régionales et tendances démographiques locales, telles que l'afflux de migrants dans une ville donnée). Si toutes les régions d'un pays enregistrent une croissance plus rapide que la moyenne de l'OCDE, on peut dire que les facteurs nationaux l'emportent ; mais si une région particulière croît plus rapidement que les autres à l'intérieur du même pays et à l'échelle de la zone OCDE, les facteurs régionaux sont déterminants.

Parmi les 20 régions les plus performantes de la zone OCDE, celles de l'Irlande ont bénéficié d'une croissance nationale vigoureuse durant les cinq premières années considérées ; la même observation vaut pour certaines régions coréennes. En revanche,

dans l'État de Quintana Roo, au Mexique, et dans l'Attiki, en Grèce, ce sont les facteurs régionaux qui ont joué le rôle le plus déterminant.

Les facteurs régionaux peuvent être très importants pour la croissance comme pour le déclin de l'économie régionale. Dans un peu plus de la moitié des 201 régions de l'OCDE où le PIB a diminué entre 1995 et 2005, les facteurs régionaux expliquent 25 % au moins de ce recul. Certains d'entre eux méritent d'être examinés plus avant.

- **Évolution démographique** : Entre 1995 et 2005, 60 des 112 régions de l'OCDE qui connaissent une croissance rapide ont augmenté leur part du PIB surtout sous l'effet de facteurs régionaux. L'accroissement de la population a joué un rôle clé dans 13 d'entre elles seulement (22 %). Ailleurs, on observe une progression du PIB par habitant, parfois associée à la croissance démographique.
- **Productivité du travail** : Il s'agit d'une composante décisive de la croissance – la productivité du travail a été la principale source de progrès économique dans cinq des sept régions, dont la part dans le PIB total de l'OCDE a le plus augmenté durant la période 1995-2005.

V. Le bien-être régional, facteur de compétitivité

Les indicateurs économiques – notamment le PIB par habitant et l'emploi – ne rendent pas pleinement compte de la qualité de vie d'une région. La sécurité, la santé, l'éducation et l'environnement sont autant d'éléments du « bien-être » régional. Les disparités entre les régions de l'OCDE concernant l'accès aux services correspondants sont très nettes, et lourdes de conséquences non seulement pour la qualité de vie de la population, mais aussi pour la capacité des régions à attirer les entreprises et à devenir compétitives.

- **Santé** : Au Mexique, aux États-Unis et au Portugal, l'état de santé de la population, mesuré par le taux de mortalité ajusté selon l'âge, fait apparaître d'importants écarts d'une région à l'autre, plus grands qu'entre les pays de l'OCDE. L'emplacement géographique conditionne aussi l'accès aux services de santé, et les régions rurales sont souvent défavorisées par rapport aux régions urbaines. En 2005, les disparités régionales les plus fortes en termes de densité de médecins étaient observées aux États-Unis et en République tchèque.
- **Accès à l'éducation** : La demande de personnel qualifié va aujourd'hui en augmentant, et le diplôme de fin d'études secondaires est désormais le minimum requis pour pouvoir entrer dans le monde du travail. Or, en 2006, un quart de la population active de l'OCDE n'avait reçu qu'un enseignement de base, et la proportion atteignait la moitié dans certaines régions du Mexique, de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie.

Définition et description des régions

Grilles régionales

Dans toute analyse économique au niveau infranational, le choix de l'unité territoriale est primordial, car le terme *région* peut recouvrir des réalités très différentes aussi bien dans un pays que d'un pays à l'autre.

Afin de s'attaquer à ce problème, l'OCDE a établi une classification des régions dans chaque pays membre (tableau A.1, annexe A) en fonction de deux niveaux territoriaux (TL). Le niveau supérieur (niveau territorial 2 – TL2) comprend 335 grandes régions et le niveau inférieur (niveau territorial 3 – TL3) 1 681 petites régions. Toutes les régions se situent à l'intérieur des frontières nationales et correspondent dans la plupart des cas à des découpages administratifs. Chaque région de niveau TL3 fait partie d'une région de niveau TL2 (à l'exception de l'Allemagne et des États-Unis).

Cette classification – qui, pour les pays européens, recoupe largement celle d'Eurostat – facilite la comparaison entre régions de même niveau territorial. Les deux niveaux retenus, qui ont une existence officielle et sont relativement stables dans tous les pays membres, servent au demeurant de cadre pour la mise en œuvre des politiques régionales dans la plupart des pays.

L'analyse présentée dans cette publication porte sur les régions de niveau inférieur (TL3) ou sur celles de niveau supérieur (TL2) quand on ne dispose pas de données plus détaillées. Pour le Canada et l'Australie, les indicateurs du marché du travail se rapportent à des groupes de régions de niveau TL3, faute de données suffisantes. Ces groupes ne faisant pas partie des grilles territoriales officielles de l'OCDE, on les désignera ici, pour plus de simplicité, sous l'appellation « grilles non officielles (GNO) », et ce sont eux qui seront comparés aux régions de niveau TL3 dans les autres pays (tableau A.1, annexe A).

Typologie régionale

Un second problème important pour l'analyse des économies régionales réside dans la « géographie » spécifique de chaque région. Ainsi, au Royaume-Uni, on pourrait contester la pertinence d'une comparaison entre la région fortement urbanisée de London et la région rurale des îles Shetland, bien que l'une et l'autre appartiennent au même niveau territorial. Pour tenir compte de ces différences, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue au niveau TL3 des régions essentiellement urbaines (EU), essentiellement rurales (ER) et intermédiaires (IN). Cette typologie, qui est fonction du pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales ou urbaines permet de faire des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie (tableau A.2 et graphiques A.1 à A.4, annexe A). La typologie régionale de l'OCDE repose sur trois critères. Le premier détermine si une collectivité est rurale en fonction de sa densité de population. Est considérée comme rurale toute collectivité dont la densité de population est inférieure

à 150 habitants au kilomètre carré (500 habitants au Japon pour tenir compte du fait que la densité de population au niveau national dépasse 300 habitants au kilomètre carré). Le deuxième critère classe les régions en fonction du pourcentage de leur population qui vit dans des collectivités rurales. Ainsi, en application de la règle générale, une région de niveau TL3 pourra être :

- Essentiellement rurale (dans le texte « rurale » ou ER) si plus de 50 % de sa population vit dans des collectivités rurales.
- Essentiellement urbaine (dans le texte « urbaine » ou EU) si moins de 15 % de sa population vit dans des collectivités rurales.
- Intermédiaire (IN) si la proportion de sa population qui vit dans des collectivités rurales est comprise entre 15 % et 50 %.

Le troisième critère est celui de la taille des centres urbains. En conséquence :

- Une région que la règle générale considérerait comme rurale est classée dans la catégorie intermédiaire si elle possède un centre urbain de plus de 200 000 habitants (500 000 pour le Japon) représentant au moins 25 % de la population régionale.
- Une région que la règle générale considérerait comme intermédiaire est classée dans la catégorie essentiellement urbaine si elle possède un centre urbain de plus de 500 000 habitants (1 000 000 pour le Japon) représentant au moins 25 % de la population régionale.

La typologie régionale concerne uniquement le niveau territorial inférieur (TL3), la taille des régions de niveau TL2 ne permettant pas de les classer comme essentiellement urbaines, intermédiaires ou essentiellement rurales. Pour les besoins de l'analyse, on a cependant calculé le pourcentage de la population entrant dans les catégories EU, IN et ER au niveau TL2 en additionnant les résultats obtenus selon la typologie régionale appliquée au niveau TL3. À titre d'exemple, en France, la population de la région Rhône-Alpes (niveau TL2) se répartit à hauteur de 28 % dans des régions de niveau TL3 classées EU, 67 % dans des régions de niveau TL3 classées IN, et 5 % dans des régions de niveau TL3 classées ER.

Symboles et abréviations

TL2	Niveau territorial 2
TL3	Niveau territorial 3
GNO	Grille non officielle
Australie (GNO)	Régions de la grille non officielle en Australie
EU	Région essentiellement urbaine
IN	Région intermédiaire
ER	Région essentiellement rurale
Australie (TL2)	Régions de niveau TL2 en Australie
Total OCDE	Somme des valeurs pour toutes les régions des pays de l'OCDE, à l'exclusion du Luxembourg (qui n'est pas découpé en régions)
Total OCDE (nombre)	Somme des valeurs pour l'ensemble des régions des pays de l'OCDE dont le nombre figure entre parenthèses : par exemple, OCDE25.
Moyenne OCDE	Moyenne des valeurs pour toutes les régions des pays de l'OCDE
Moyenne OCDE (nombre)	Moyenne des valeurs pour l'ensemble des régions des pays de l'OCDE dont le nombre figure entre parenthèses
PPA	Parités de pouvoir d'achat
USD	Dollar des États-Unis
Moyenne nationale	Valeur moyenne des données régionales
LFS	<i>Labour Force Survey</i> (enquête sur les forces de travail)
EFT	Enquête sur les forces de travail
PCT	Traité de coopération en matière de brevets (<i>Patent Co-operation Treaty</i>)
SFIC	Services à forte intensité de connaissance
SMHT	Secteur manufacturier de haute technologie





I. COUP DE PROJECTEUR : L'INNOVATION DANS LES RÉGIONS

1. Dépenses de recherche et de développement
2. Personnel affecté aux activités de recherche et de développement
3. Concentration régionale des brevets
4. Coopération régionale en matière de brevets
5. Inscriptions dans l'enseignement supérieur
6. Main-d'œuvre hautement qualifiée
7. Emploi dans les secteurs à haute intensité de savoir

Le dynamisme de l'innovation régionale joue un rôle essentiel pour la compétitivité économique des régions en général comme pour la croissance nationale sur le long terme. En examinant ci-après les principaux facteurs de l'innovation au niveau régional et la façon dont celle-ci se déploie dans les différentes régions de l'OCDE, nous verrons notamment qu'il existe une étroite corrélation entre les dépenses et le personnel de R-D et que ceux-ci sont très fortement concentrés dans le même type de région à l'intérieur des pays, c'est-à-dire le plus souvent dans la région de la capitale ou dans les grandes agglomérations urbaines. Que les pays qui investissent beaucoup dans la R-D au niveau national présentent généralement des disparités régionales marquées. Que les dépôts de brevets sont plutôt le résultat d'activités de recherche appliquée effectuées par le secteur privé, même si les données tendent à montrer que les travaux théoriques menés dans les institutions publiques ont aussi des retombées sur ce plan. Que la proximité entre chercheurs paraît importante pour le progrès technologique et que dans les pays qui enregistrent le plus grand nombre de demandes de brevets, celles-ci sont surtout le fruit d'une collaboration à l'échelle nationale. Nous examinerons également dans cette partie le contexte dans lequel se développent les activités d'innovation, le potentiel d'innovation des régions ainsi que leur aptitude à promouvoir et à absorber l'innovation. Beaucoup de régions de l'OCDE connaissent actuellement une phase de transformation de leurs structures de production, caractérisée par l'abandon des industries traditionnelles au profit des industries de haute technologie et par l'abandon des services à faible intensité de savoir au profit de services plus spécialisés. L'association entre main-d'œuvre qualifiée et universités montre que certaines régions sont mieux équipées que d'autres, grâce à leurs stocks actuels et futurs de capital humain, pour faire face au changement technologique.

1. DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et de développement (R-D) sont souvent considérées comme un indicateur représentatif de l'importance attachée à l'innovation. Au niveau régional, il s'agit des dépenses consacrées aux activités de R-D exécutées au sein d'une unité territoriale déterminée. Selon la définition qu'en donne le *Manuel de Frascati, 2002*, la R-D englobe « les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications ».

En 2005, l'intensité de R-D (dépenses de R-D en pourcentage du PIB) était en moyenne de 2.3 % dans les pays de l'OCDE, mais elle variait beaucoup d'un pays à l'autre. La Suède est le pays qui dépense le plus pour la R-D, suivie de la Finlande, du Japon et de la Corée, tandis que le Mexique, la République slovaque, la Pologne et la Turquie affichent la plus faible intensité de R-D. Entre 1995 et 2005, la Finlande et l'Islande sont les pays qui ont le plus accru leurs dépenses de R-D (plus de 60 %) (graphique 1.1).

Les différences sont encore plus importantes entre les régions d'un même pays qu'entre les pays eux-mêmes (graphique 1.2). Les États-Unis, la Suède, la Finlande et la Corée affichent les plus fortes disparités régionales en matière d'intensité de R-D au niveau TL2. Aux États-Unis, l'État du Maryland consacre 5.8 % de son PIB à la R-D, alors que la proportion correspondante n'est que de 0.45 % dans l'État du Wyoming.

L'Irlande, la Grèce, la République slovaque, la Belgique et le Portugal se caractérisent en revanche par une répartition assez uniforme de l'intensité de R-D entre les régions. Globalement, il semble que l'on observe une plus grande dispersion interne de l'intensité de R-D dans les pays où celle-ci atteint ses niveaux les plus élevés. Cela tient souvent au fait qu'une région affiche des valeurs nettement supérieures à la moyenne nationale : c'est le cas en Australie, notamment, où le territoire de la capitale dépense 2.3 fois plus pour la R-D que la moyenne nationale, ainsi qu'aux États-Unis, en Norvège et au Royaume-Uni, où la région la plus performante affiche une intensité de R-D deux fois supérieure à la moyenne nationale.

En règle générale, c'est le secteur des entreprises qui exécute la plus grande partie des activités de R-D recensées dans les régions de l'OCDE (OCDE, 2007). Les secteurs de l'État et de l'enseignement supérieur font aussi de la R-D, mais les activités des entreprises dans ce domaine sont plus étroitement liées, dans l'ensemble, à la mise au point de nouveaux produits et de nouvelles techniques de production. Le graphique 1.3 illustre l'importance relative des différents secteurs d'exécution de la R-D dans les régions ayant la plus forte intensité de R-D. On y voit la place prépondérante qu'y occupe le secteur des entreprises dans la majorité des cas. La part de la R-D d'entreprise est supérieure à 80 % du total dans les régions de Vaestsvärgen (Suède), de Baden Wuerttemberg (Allemagne), de Stredni Cechy (République tchèque) et de Zuid-Nederland (Pays-Bas).

La situation est sensiblement différente dans l'État du Maryland (voisin de Washington D.C.) aux États-Unis, où 53 % des activités de R-D sont réalisées par le secteur public. On observe une répartition sectorielle analogue des activités de R-D, avec une prépondérance du secteur public, dans le Lazio en Italie et dans la voïvodie de Mazowieckie en Pologne (deux régions qui abritent la capitale du pays).

Définition

La *dépense intérieure brute de R-D* est la dépense totale *intra-muros* affectée à des travaux de R-D exécutés sur le territoire infranational (région) pendant une période donnée (voir le *Manuel de Frascati*, section 6.7.1 et section 6.6). Les dépenses *intra-muros* couvrent l'ensemble des dépenses affectées à la R-D exécutée dans une unité statistique ou dans un secteur de l'économie pendant une période donnée, quelle que soit l'origine des fonds (voir le *Manuel de Frascati*, section 6.2). La dépense intérieure brute de R-D est répartie entre quatre secteurs : les entreprises, l'État, l'enseignement supérieur et les institutions privées sans but lucratif (ISBL).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://stats.oecd.org/wbos/>, Statistiques régionales.

Données nationales : OCDE, base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL2

Pas de données régionales pour le Danemark, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie.

Informations complémentaires

OCDE (2007), *Science, technologie et industrie, Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2002), *Manuel de Frascati*, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/frascaticmanual.

Notes des graphiques

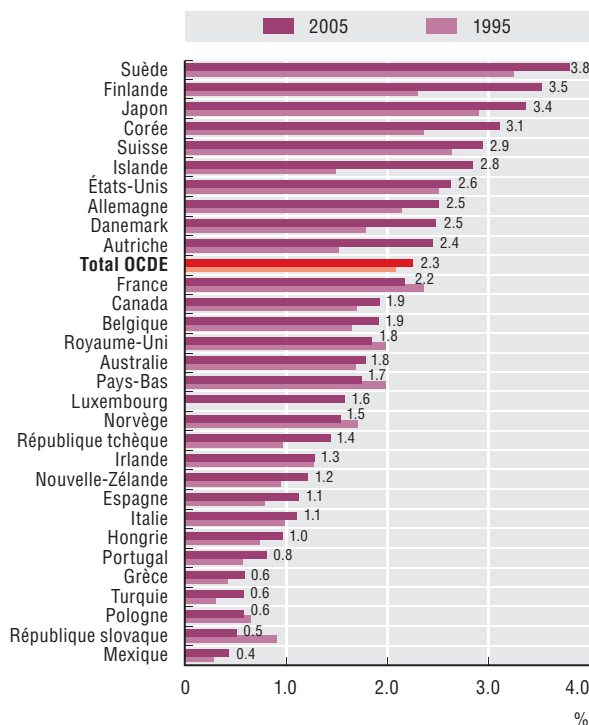
Graphique 1.1 : Australie et Suisse : années 1996 et 2004. Source : OCDE, base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

Graphiques 1.2 et 1.3 : Autriche et France : année 2004.

1. DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

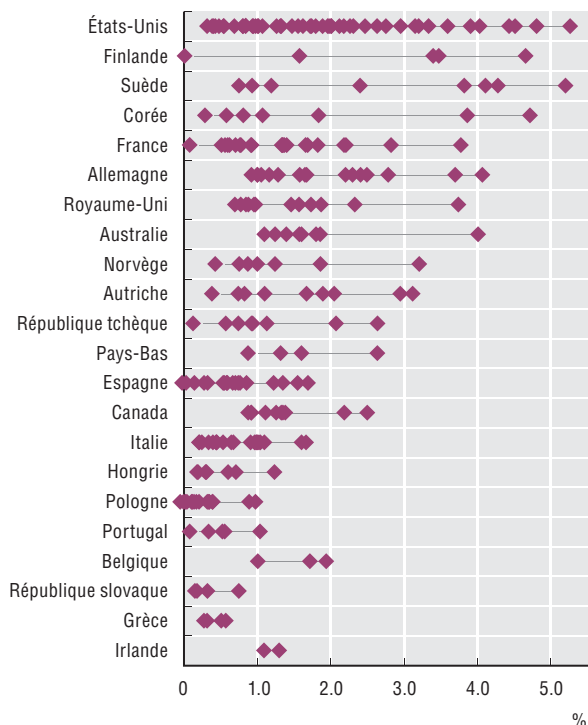
1.1 Intensité des dépenses de R-D, 1995 et 2005

La Suède et la Finlande sont les pays qui dépensent le plus pour la R-D.



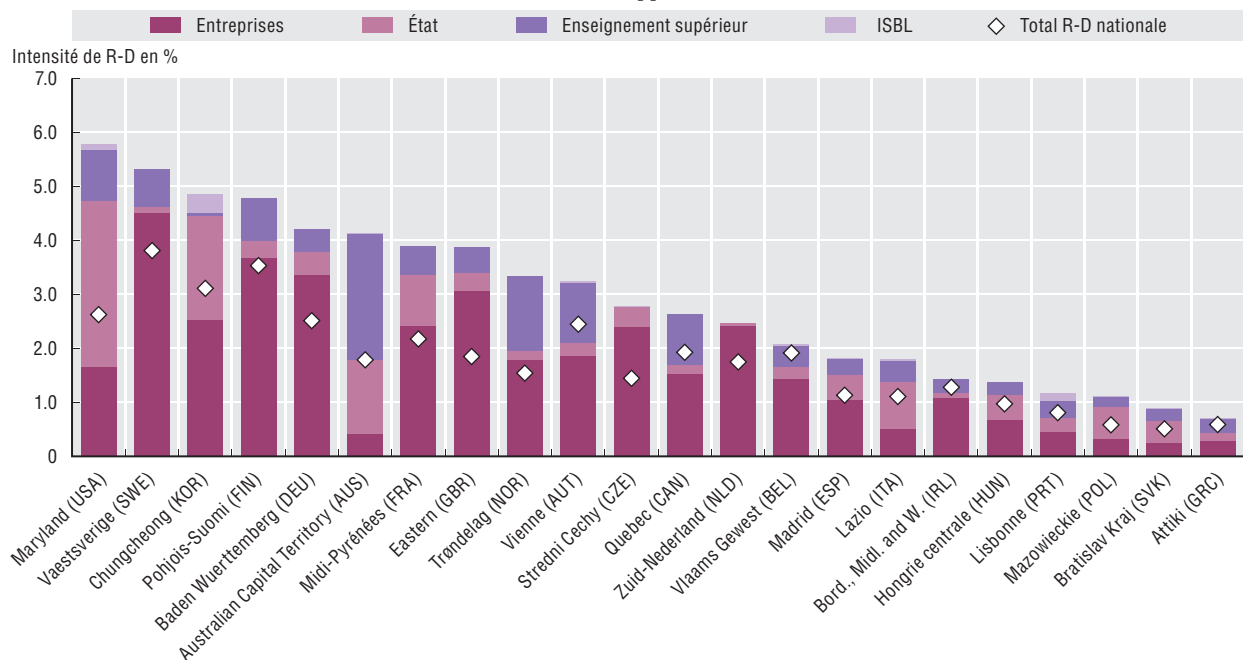
1.2 Fourchette de variation de l'intensité de R-D entre régions de niveau TL2, 2005

Les pays qui ont une forte intensité de R-D affichent de plus grandes disparités régionales.



1.3 Répartition sectorielle de la R-D dans les régions de niveau TL2 ayant la plus forte intensité de R-D par rapport à la moyenne nationale, 2005

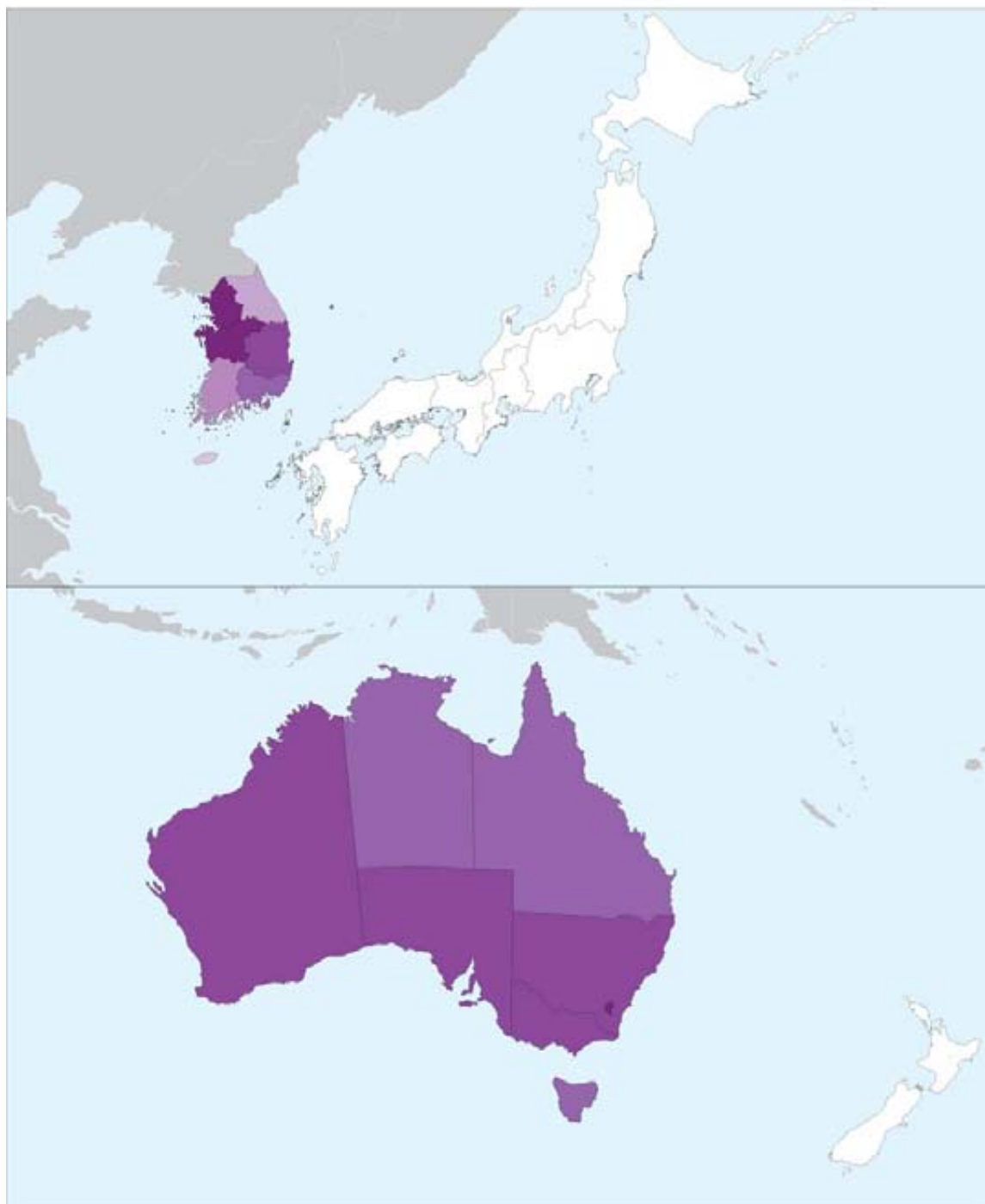
Dans la plupart des régions, le secteur des entreprises exécute la plus grande partie des activités de recherche et de développement.




1. DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

1.4 Intensité de R-D : Asie et Océanie

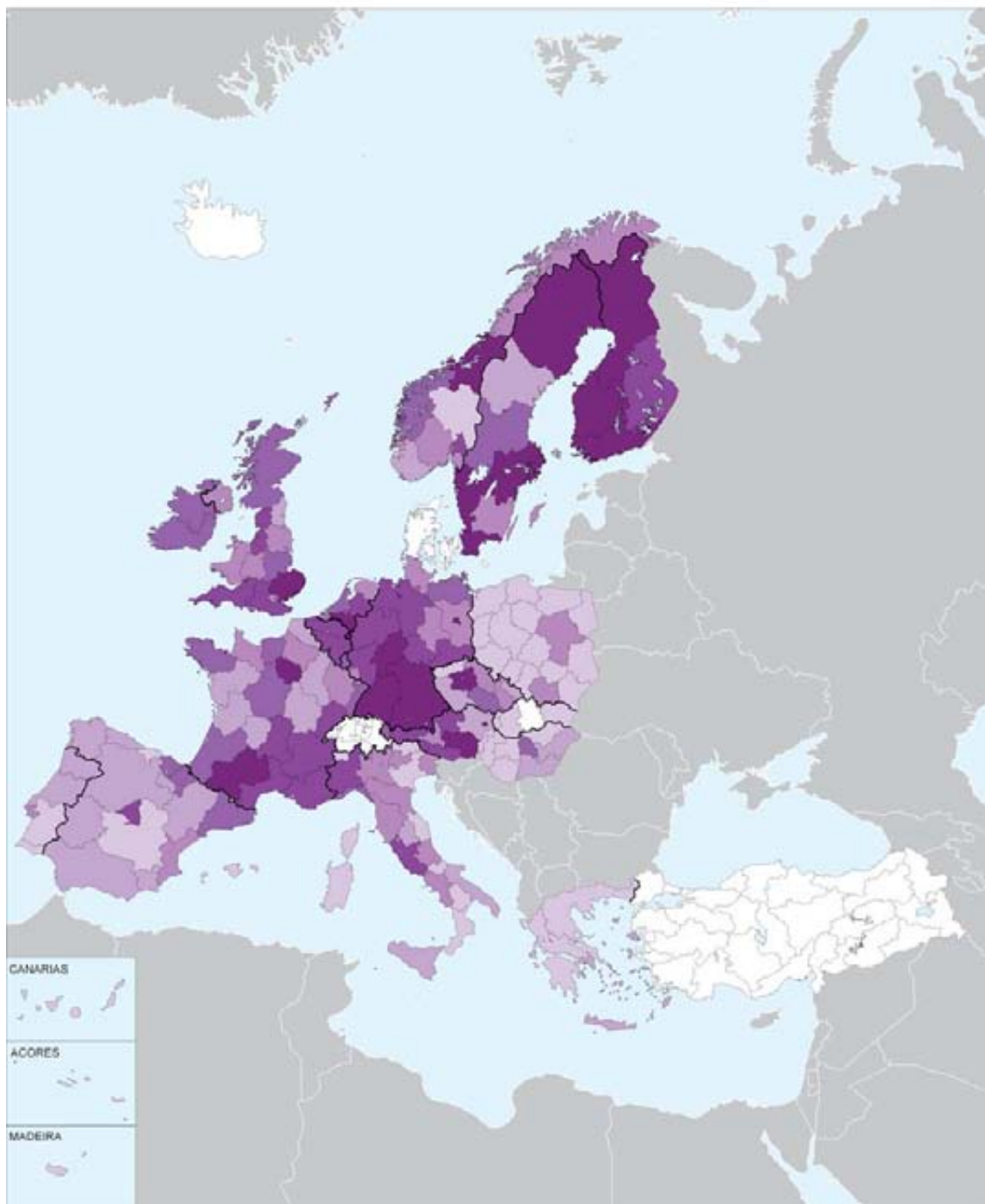
Dépenses de R-D en pourcentage du PIB, régions de niveau TL2, 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552163380122>

1.5 Intensité de R-D : Europe

Dépenses de R-D en pourcentage du PIB, régions de niveau TL2, 2005



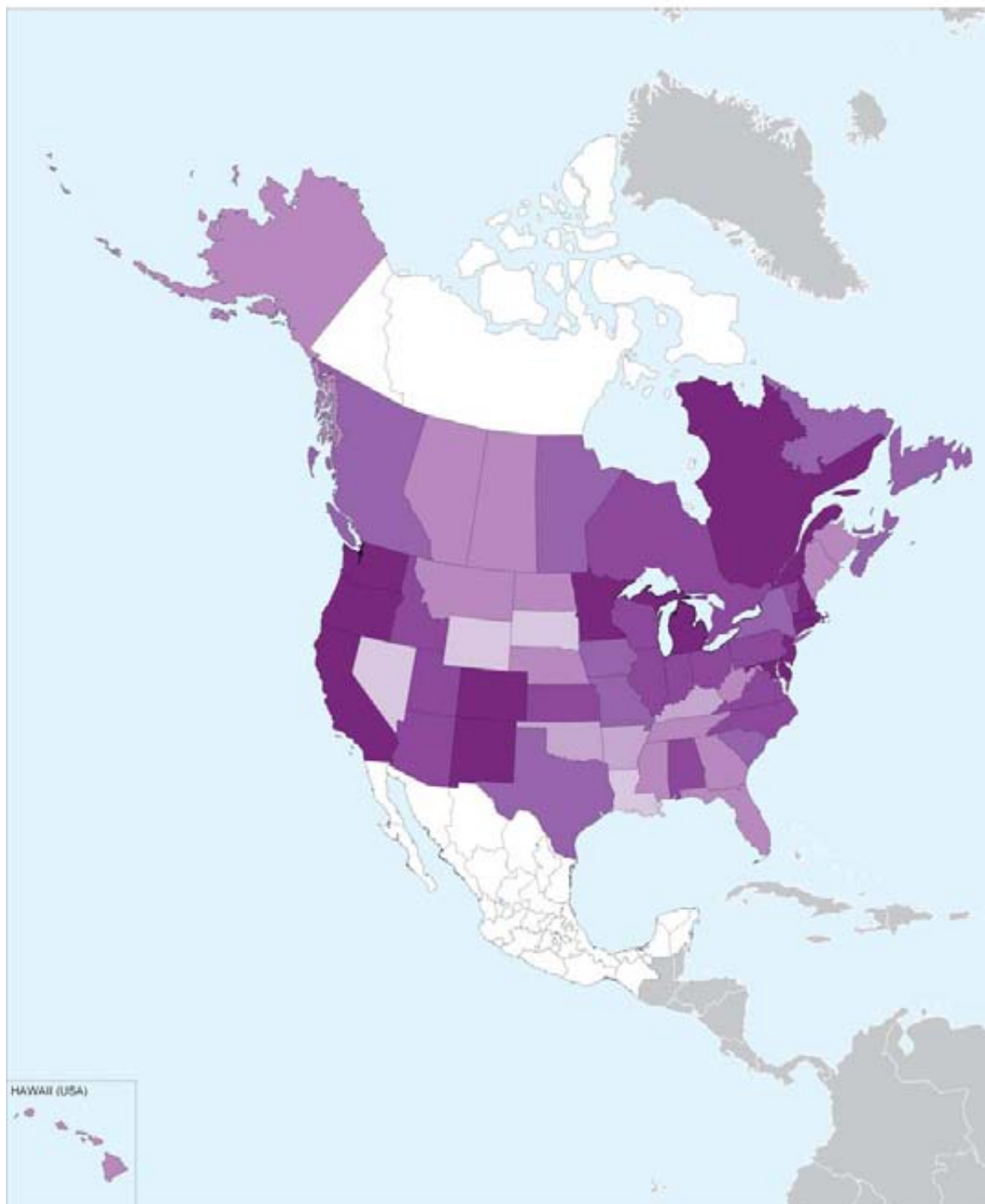
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552163380122>


1. DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

1.6 Intensité de R-D : Amérique du Nord

Dépenses de R-D en pourcentage du PIB, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 2.5%
- Entre 2.5% et 1.7%
- Entre 1.7% et 1.2%
- Entre 1.2% et 0.9%
- Entre 0.9% et 0.6%
- Inférieure à 0.6%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552163380122>

Dépenses de R-D et demandes de brevets : le modèle linéaire

On a souvent tendance à penser qu'un plus gros effort d'investissement dans la recherche fondamentale conduira nécessairement à une expansion de la recherche appliquée et, de là, à un plus grand nombre d'inventions. Cette vision linéaire du processus d'innovation fait de l'investissement dans la R-D au niveau local le facteur clé du progrès technologique et, en dernière analyse, de la croissance économique. En d'autres termes, plus on investit dans la R-D, plus on est capable d'innover, et plus on innove, plus on génère de la croissance.

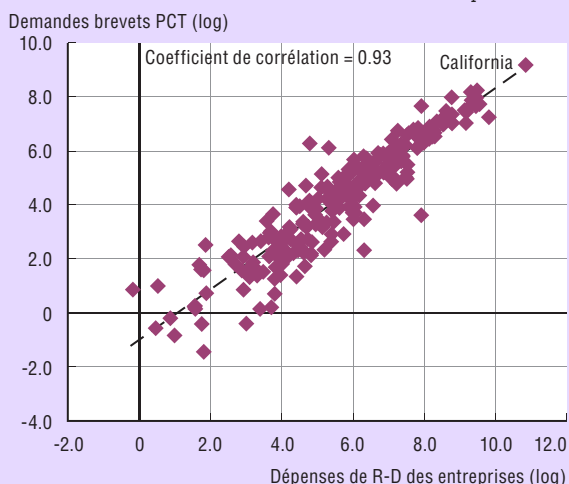
Comme le montre le graphique 1.7, il existe une corrélation très étroite (chiffrée à 0.93) entre les dépenses de R-D des entreprises et le nombre de demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (*Patent Co-operation Treaty – PCT*) dans les régions de l'OCDE (voir le chapitre 3). Les régions où les entreprises dépensent plus pour la R-D sont donc aussi celles qui tendent à innover davantage. On constate également une relation positive entre les dépenses de R-D du secteur public et les demandes de brevets PCT (graphique 1.8), mais le coefficient de corrélation entre les deux variables est plus faible (0.63).

Le secteur des entreprises privilégie généralement la recherche appliquée, c'est-à-dire des activités dirigées vers un but ou un objectif pratique déterminé qui aboutissent plus fréquemment à des résultats brevetables. Dans le secteur public, au contraire, l'accent est plutôt mis sur la recherche fondamentale, laquelle consiste en des travaux théoriques et expérimentaux entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances, sans envisager une application ou une utilisation particulière (*Manuel de Frascati, 2002*).

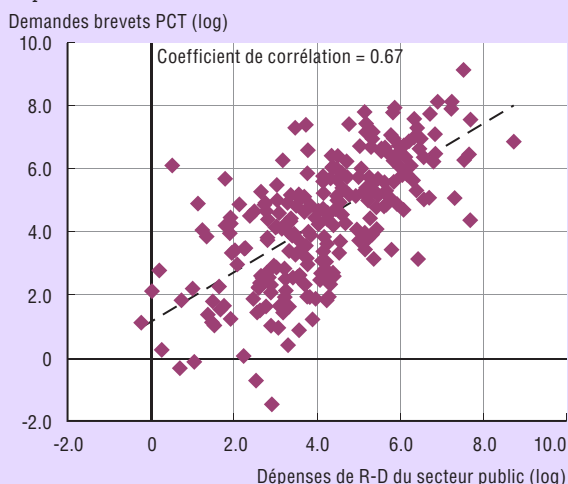
Le modèle linéaire du processus d'innovation a le mérite d'être simple et explicite : les régions qui investissent davantage dans la R-D sont généralement celles qui innovent davantage. Cependant, en isolant la R-D locale de son contexte, il passe complètement sous silence les principaux facteurs qui contribuent concrètement à l'innovation au sein des régions. Ces facteurs sont liés à la situation économique et institutionnelle des territoires, ainsi qu'à leur capacité d'assimilation des innovations de toutes provenances et de toutes origines.

1.7 Corrélation entre les dépenses de R-D des entreprises et les demandes de brevets PCT¹ (régions de niveau TL2)

Les activités de recherche des entreprises débouchent plus souvent sur des résultats brevetables.



1.8 Corrélation entre les dépenses de R-D du secteur public et les demandes de brevets PCT¹ (régions de niveau TL2)



1. Moyenne des années 2000 et 2005 (Australie, Grèce, Norvège et Suède, 1999 et 2005; Autriche, 1998 et 2004; République tchèque, 2001 et 2005; France, 2000 et 2004; Irlande, 2002 et 2005).

Pas de données régionales sur les dépenses de R-D pour le Danemark, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie.

2. PERSONNEL AFFECTÉ AUX ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Le personnel affecté à la recherche et au développement (R-D) comprend toutes les personnes qui participent directement aux activités de R-D comme les chercheurs et les techniciens, mais aussi celles qui leur fournissent des services de soutien. Les effectifs du personnel de R-D dans les régions de l'OCDE sont directement fonction des dépenses de R-D.

La part du personnel de R-D dans l'emploi total varie beaucoup d'un pays à l'autre au sein de la zone OCDE (graphique 2.1). En 2005, la Finlande et la Suède étaient les pays qui comptaient le plus grand nombre de personnes employées dans la R-D, à savoir respectivement 32 et 28 pour 1 000 salariés. À l'opposé, le Mexique n'en comptaient que 2 pour 1 000, et la Turquie, 4 pour 1 000. Le Portugal et la Pologne avaient également des effectifs de R-D inférieurs à 10 pour 1 000.

C'est en République tchèque et en Autriche, où les régions de Prague et de Vienne recensent chacune plus de 40 personnes employées dans la R-D pour 1 000 salariés, soit plus de deux fois la moyenne nationale, que les disparités régionales sont les plus importantes (graphique 2.2). Dans ces deux mêmes pays, les effectifs de R-D des régions de Severozapad et de Vorarlberg ne comptent en effet respectivement que 7 et 11 personnes pour 1 000 salariés.

Au bas de l'échelle des disparités régionales, l'Irlande, la Grèce, les Pays-Bas et le Canada présentent une répartition moins déséquilibrée du personnel de R-D. Dans 13 pays sur les 17 considérés, la région de la capitale est celle qui affiche le plus fort taux d'emploi dans la R-D, avec des niveaux dans la plupart des cas nettement supérieurs à la moyenne nationale. La concentration du personnel de R-D dans la région de la capitale est aussi visible dans les pays qui présentent une moins grande dispersion régionale.

Pour mesurer la concentration géographique du personnel de R-D à l'intérieur d'un pays, on peut comparer la part de cette main-d'œuvre et la part de territoire (surface) de chaque région. D'après cet indicateur, la Grèce est le pays où le personnel de R-D est le plus concentré (69), suivie de la Hongrie, de l'Espagne et de la Corée, la moyenne de l'OCDE se chiffrant à 42 (graphique 2.3). Les pays qui affichent les concentrations les plus faibles sont l'Irlande, la République tchèque et la Belgique, avec des valeurs de 30 tout au plus.

La comparaison des indices de concentration géographique du personnel de R-D et des dépenses de R-D met en évidence une corrélation étroite entre les deux variables (graphique 2.3). L'écart pourrait être dû à des niveaux d'équipement plus ou moins élevés, voire à une tendance au recrutement de personnel contractuel plutôt que d'agents permanents. Les coefficients de concentration sont à peu près les mêmes dans presque tous les pays. Seules La République tchèque, la Hongrie (11 points de différence) et la République slovaque (9 points de différence) se distinguent avec un indice de concentration plus élevé pour les dépenses de R-D que pour le personnel de R-D.

Définition

Le personnel de R-D s'entend de tout le personnel directement affecté à la R-D, c'est-à-dire non seulement les chercheurs mais aussi les personnes qui fournissent des services directement liés aux travaux de R-D, comme les cadres, les administrateurs et le personnel de bureau. Cette population est comptabilisée en termes d'effectifs (*Manuel de Frascati*, section 5.2.1).

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale du personnel de R-D à l'intérieur de chaque pays en comparant le poids de cette population dans chacune des régions de niveau TL2 et le poids territorial (surface des terres) de la région en question (voir la formule à l'annexe C). L'indice prend une valeur comprise entre 0 et 100 : plus cette valeur est élevée, plus la concentration régionale est forte. La taille différente des régions peut influencer sur les comparaisons internationales de l'indice.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://stats.oecd.org/wbos/>, Statistiques régionales.

Données nationales : OCDE, base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Pas de données régionales pour l'Australie, le Danemark, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Informations complémentaires

OCDE, base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

OCDE (2007), *Science, technologie et industrie, Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Notes des graphiques

Graphique 2.1 : Nombre de salariés. Autriche et Suisse, 2004; Mexique, 2003; France, 2001.

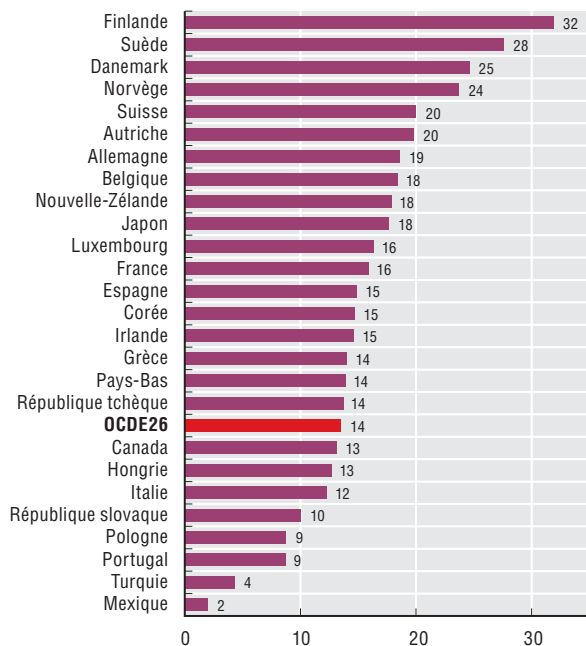
Graphiques 2.2 et 2.3 : Autriche, 2004; France, 2001. Pour le Canada, les données sur le personnel de R-D sont exprimées en équivalents plein-temps (EPT) et les données sur l'emploi, en nombre de salariés.

Graphique 2.1 : Autriche, 2004; France, 2001.

2. PERSONNEL AFFECTÉ AUX ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

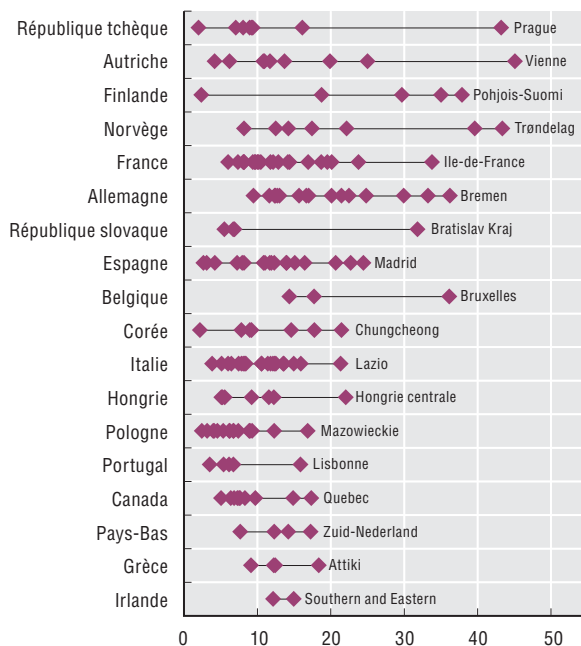
2.1 Personnel de R-D pour 1 000 salariés, 2005

La Finlande et la Suède sont les pays qui comptent le plus grand nombre de salariés affectés à des activités de R-D.



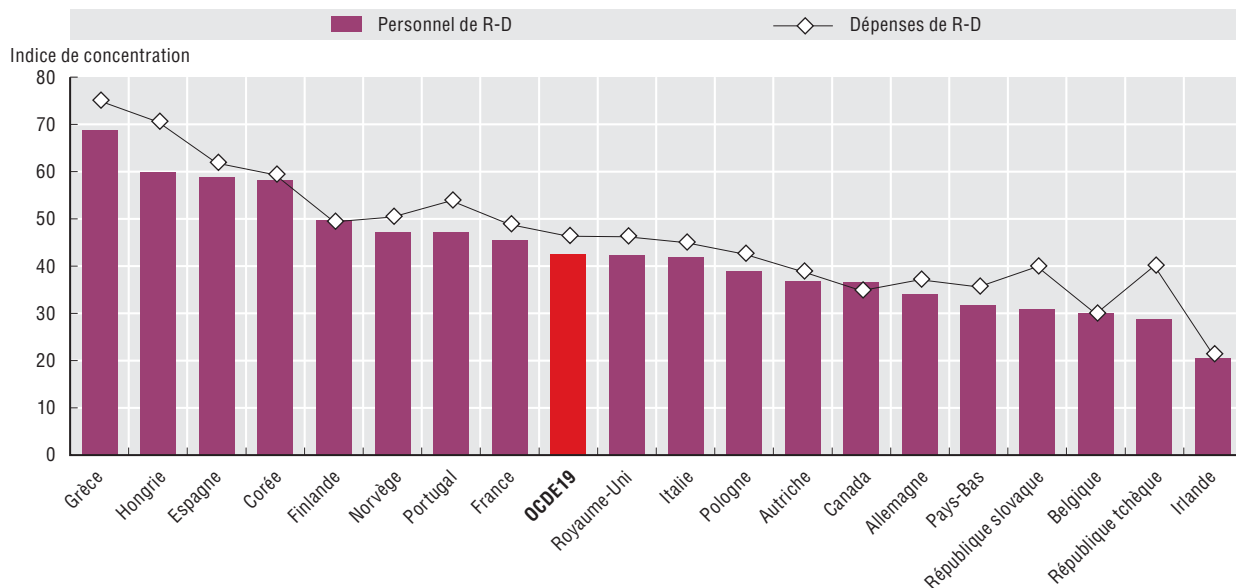
2.2 Fourchette de variation des effectifs de R-D pour 1 000 salariés entre régions de niveau TL2, 2005

Dans beaucoup de pays, la région de la capitale compte la plus forte proportion de personnel de R-D.



2.3 Indice de concentration du personnel de R-D et dépenses de R-D, 2005 (régions de niveau TL2)

La concentration des dépenses de R-D correspond à peu près à celle du personnel de R-D.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551111616602>

3. CONCENTRATION RÉGIONALE DES BREVETS

Les demandes de brevets donnent une indication de l'intensité des activités inventives et de leurs résultats. L'analyse régionale de ces statistiques permet d'apprécier le degré de concentration de l'innovation à l'intérieur des pays et de repérer ainsi parmi les régions celles qui constituent des sources importantes de connaissances. Les données étudiées ont trait aux demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (*Patent Co-operation Treaty* ou PCT), rapportées à l'échelle régionale sur la base du lieu de résidence de l'inventeur.

Le nombre de demandes PCT par million d'habitants varie beaucoup d'un pays à l'autre dans la zone OCDE (graphique 3.1). En 2005, la Finlande, la Suède et la Suisse étaient les principaux déposants (avec un nombre de demandes représentant plus du double de la moyenne OCDE), tandis que le Mexique, la Pologne, la Turquie et la République slovaque figuraient en bas du classement.

À l'intérieur des pays, les demandes PCT sont concentrées dans un petit nombre de régions (graphique 3.2). En 2005, 45 % des demandes de brevets déposées dans les pays de l'OCDE provenaient de 10 % seulement des régions. En Turquie, les régions d'Istanbul, de Bursa et de Kocaeli comptaient à elles seules pour 91 % de toutes les demandes de brevets enregistrées dans le pays. La concentration des brevets tient notamment au fait que les activités dont ils sont le fruit nécessitent des ressources (investissements, capital physique et capital humain) et des infrastructures (laboratoires) qui tendent elles-mêmes à être géographiquement regroupées. Elle s'explique aussi par la concentration sectorielle des activités et le fait que certains secteurs sont plus enclins que d'autres à déposer des brevets.

C'est en Turquie que l'on observe les plus fortes disparités régionales en matière de brevets, la région d'Istanbul affichant près de cinq fois plus de demandes PCT que la moyenne nationale. Vient ensuite le Mexique, où le nombre de demandes varie de 0 dans un petit nombre de régions à 6.2 par million d'habitants dans le Distrito Federal (près de 4 fois la moyenne nationale), suivi de la République slovaque, avec 1.8 demande PCT seulement par million d'habitants dans la région de Stredne Slovancko en 2005, contre 19.8 dans celle de Bratislav Kraj.

L'Irlande et la Belgique sont les pays qui enregistrent les plus faibles variations régionales du nombre de demandes PCT. Les disparités sont également assez peu marquées en Finlande et en Suède, pays qui par ailleurs investissent le plus dans la R-D (graphique 3.3).

Le graphique 3.4 permet de comparer la performance des régions qui enregistrent le plus grand nombre de demandes PCT par million d'habitants avec la moyenne nationale. Si, comme on l'a vu précédemment, la région d'Istanbul, en Turquie, et le Distrito Federal, au Mexique, affichent un résultat nettement supérieur à la moyenne du pays, le nombre de demandes de brevets qu'ils enregistrent est en fait très limité dans l'absolu. C'est la région de la Suisse orientale (Ostschweiz) qui compte le

plus grand nombre de brevets par million d'habitants (537), suivie du Zuid-Nederland aux Pays-Bas (528) et du Massachusetts (438) aux États-Unis. Avec la Navarre (Espagne), la Hongrie centrale et la région de Prague, ces régions déposent plus de deux fois plus de demandes PCT que la moyenne du pays.

Définition

Un brevet est un droit exclusif accordé pour une invention, c'est-à-dire un produit ou un procédé qui constitue en général un nouveau moyen de faire quelque chose ou apporte une nouvelle solution technique à un problème particulier. Le brevet confère à son titulaire une protection pour l'invention dont il est l'auteur, pendant une période limitée (généralement 20 ans).

Le *Traité de coopération en matière de brevets* (*Patent Co-operation Treaty* – PCT) est un traité international administré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui a été signé par plus de 125 pays. Il permet de protéger une invention simultanément dans un grand nombre de pays en déposant pour cela une seule demande « internationale » au lieu de faire enregistrer séparément plusieurs demandes nationales ou régionales.

Source

OCDE, base de données REGPAT et OCDE, base de données régionales, <http://stats.oecd.org/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Pas de données régionales pour l'Islande et la Nouvelle-Zélande.

Informations complémentaires

Travaux de l'OCDE sur les brevets : www.oecd.org/sti/ipr-statistics.

OCDE (2008), « University Inventions and Entrepreneurships: A Regional Perspective », Working Party on Industry Analysis.

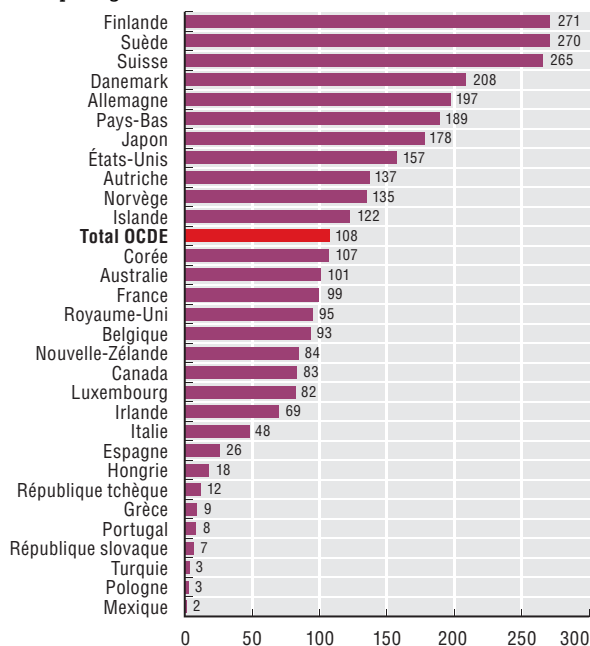
Notes des graphiques

Graphique 3.3 : En pourcentage de la moyenne nationale (moyenne nationale = 100).

3. CONCENTRATION RÉGIONALE DES BREVETS

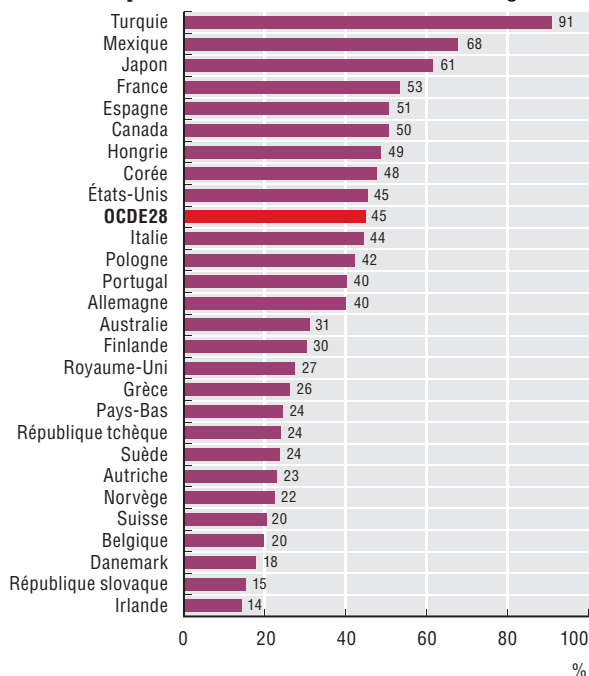
3.1 Nombre de demandes de brevets PCT par million d'habitants, 2005

La Finlande et la Suède sont les pays qui déposent le plus grand nombre de demandes de brevets PCT.



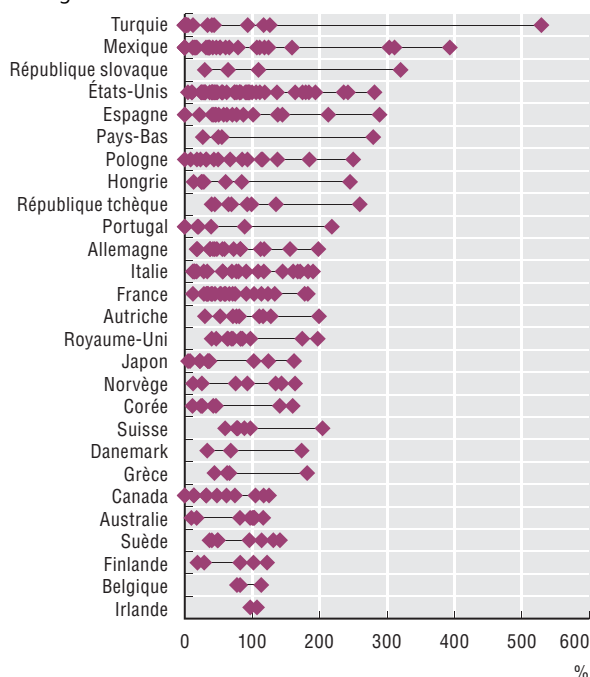
3.2 Part des demandes de brevets émanant des 10 % des régions de niveau TL2 affichant la plus forte concentration des brevets, 2005

45 % des demandes de brevets déposées dans les pays de l'OCDE proviennent de 10 % seulement des régions.



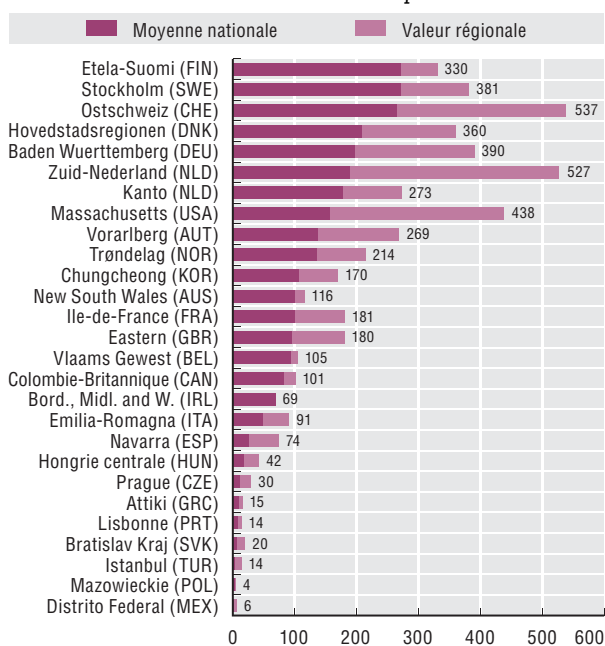
3.3 Fourchette de variation du nombre de demandes de brevets par million d'habitants entre régions de niveau TL2, 2005

La Turquie et le Mexique présentent les plus fortes disparités régionales du nombre de demandes de brevets PCT.



3.4 Régions de niveau TL2 affichant le plus grand nombre de demandes de brevets par million d'habitants par rapport à la moyenne nationale, 2005

La Suisse orientale (Ostschweiz) enregistre le plus grand nombre de demandes de brevets par habitant.

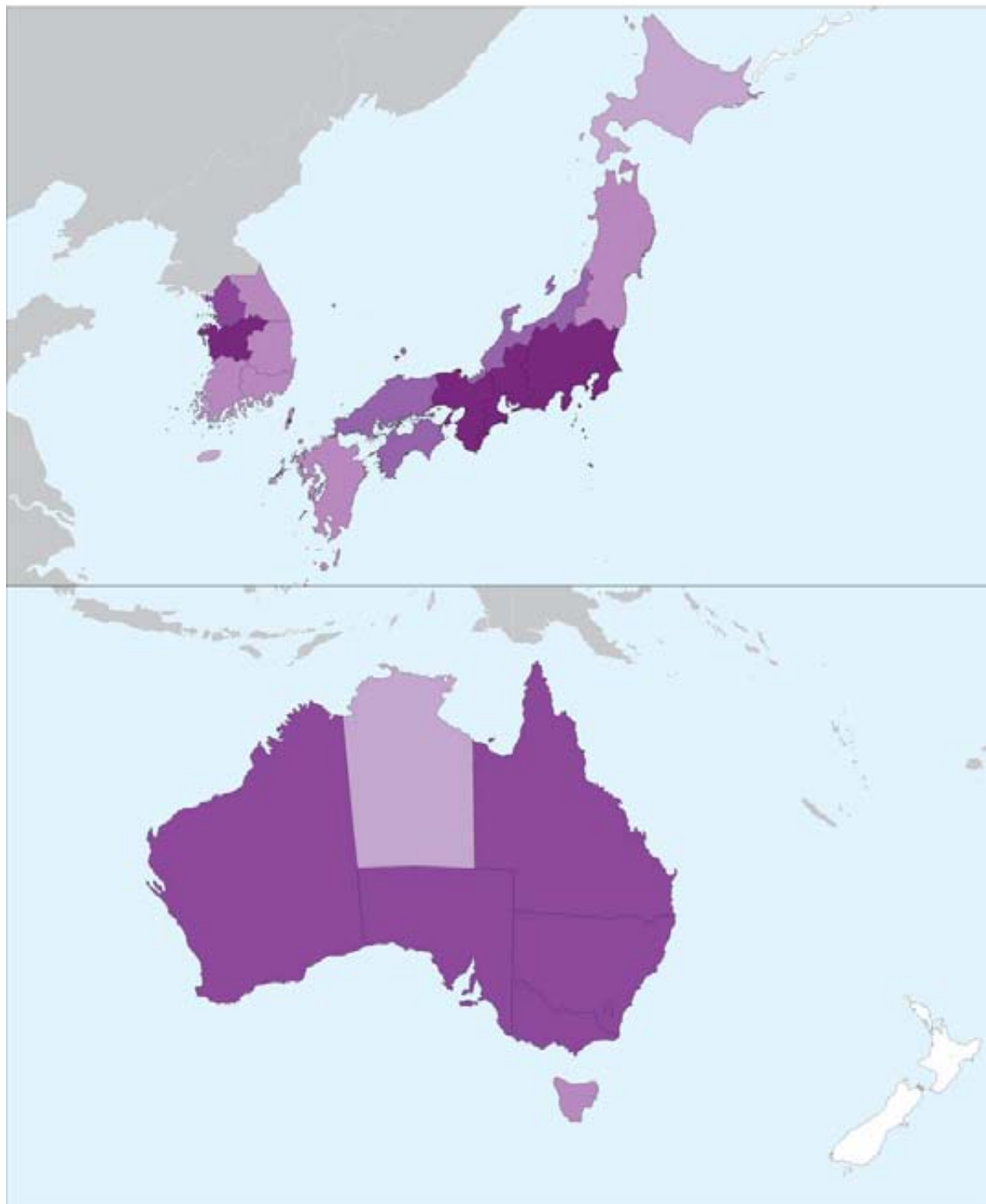



3. CONCENTRATION RÉGIONALE DES BREVETS

3.5 Demandes de brevets PCT par million d'habitants : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 150
- Entre 80 et 150
- Entre 50 et 80
- Entre 15 et 50
- Entre 3 et 15
- Inférieure à 3
- Données non disponibles

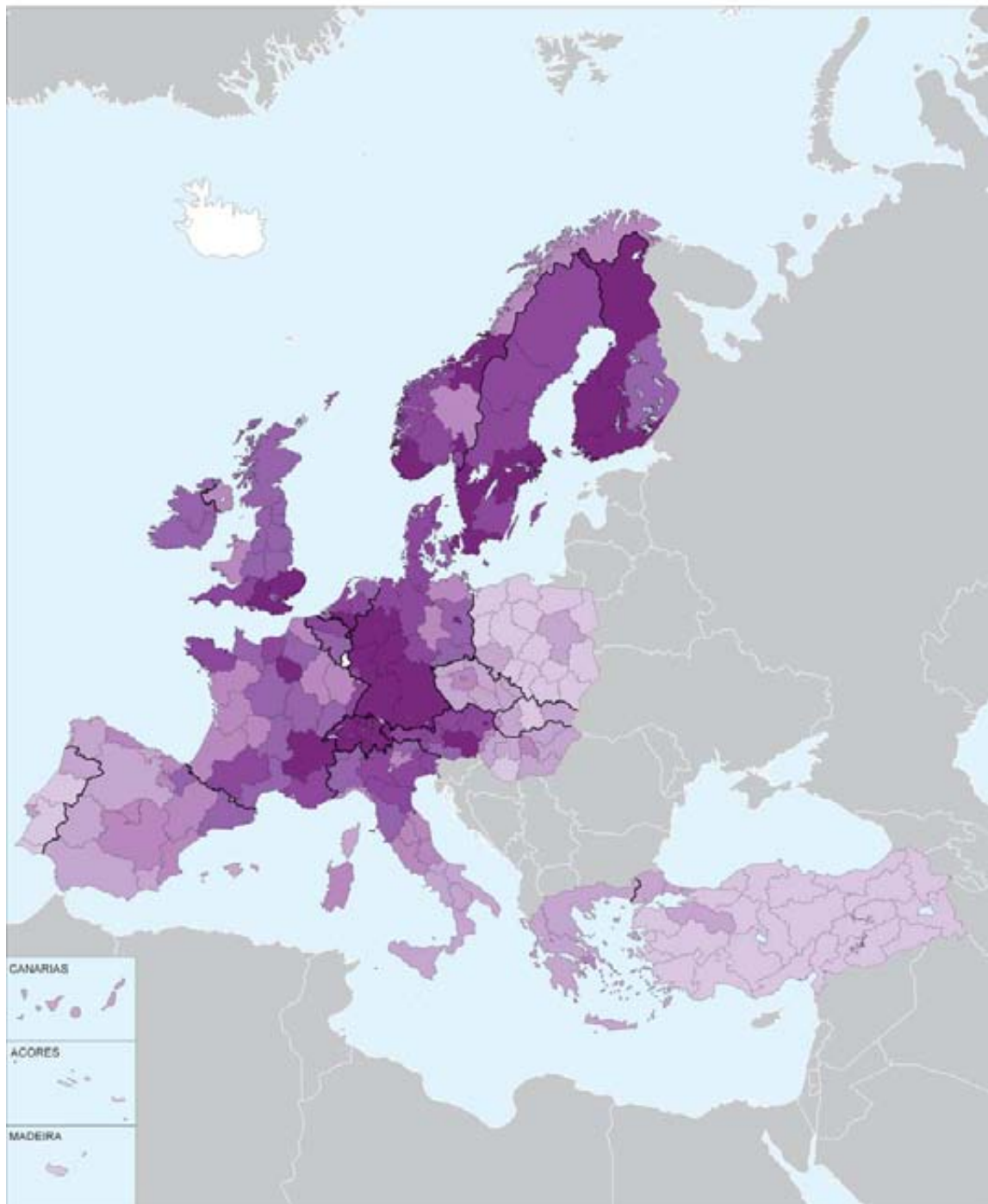



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552182337601>

3.6 Demandes de brevets PCT par million d'habitants : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 150
- Entre 80 et 150
- Entre 50 et 80
- Entre 15 et 50
- Entre 3 et 15
- Inférieure à 3
- Données non disponibles



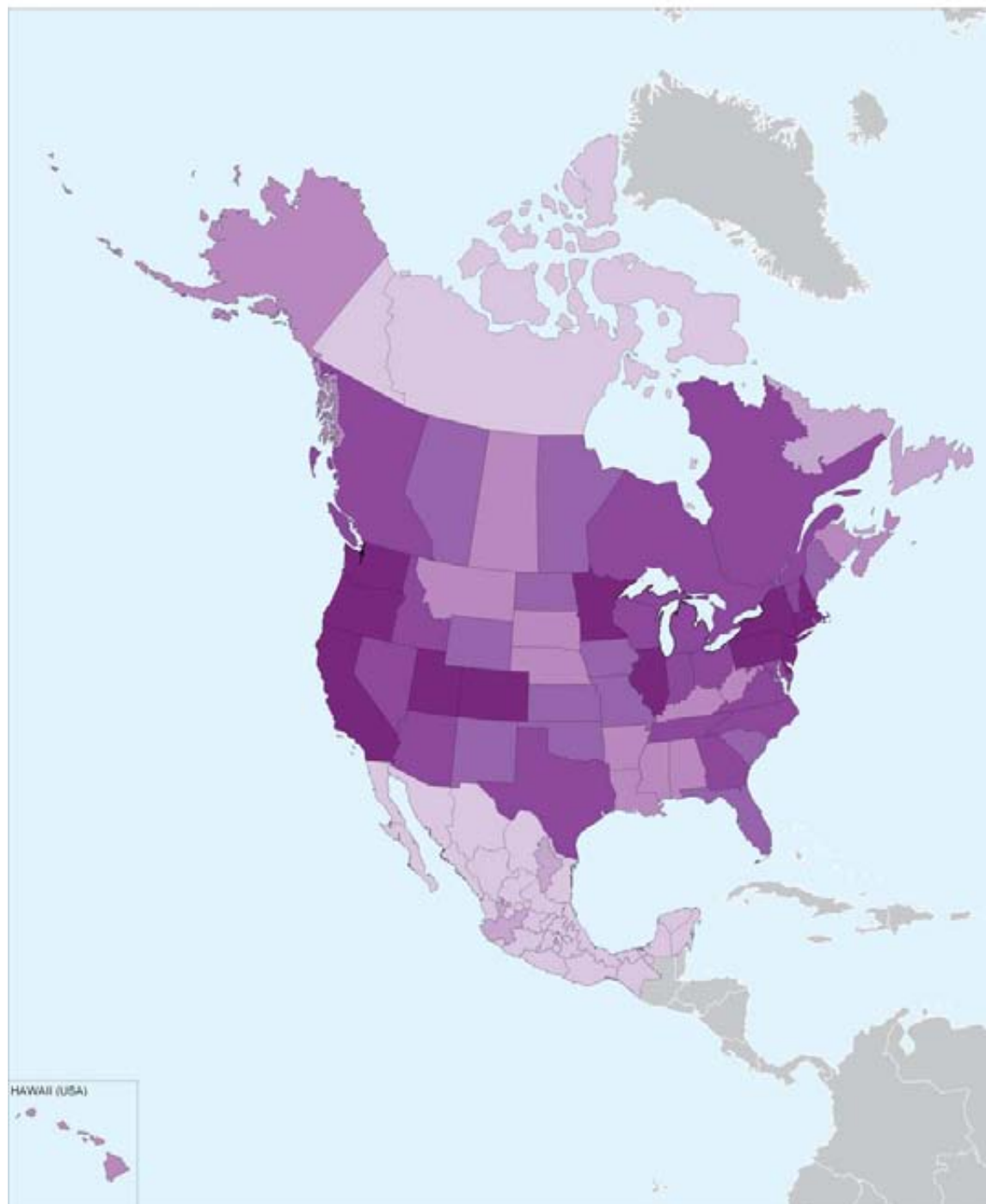
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552182337601>


3. CONCENTRATION RÉGIONALE DES BREVETS

3.7 Demandes de brevets PCT par million d'habitants : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 150
- Entre 80 et 150
- Entre 50 et 80
- Entre 15 et 50
- Entre 3 et 15
- Inférieure à 3
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552182337601>

Y a-t-il un lien entre recherche universitaire et innovation industrielle?

Le concept de « transfert de technologie » entre secteur public et industrie est un élément important de la politique de l'innovation au niveau régional. L'investissement dans les activités de recherche des organisations sans but lucratif fait partie de la panoplie des instruments utilisés par les gouvernements pour stimuler l'innovation régionale. L'idée est d'encourager l'innovation par la proximité des chercheurs en comptant sur les retombées locales positives des activités de recherche menées en dehors du secteur des entreprises.

Les pouvoirs publics ont recours à diverses mesures pour inciter les universités à développer les transferts de technologie vers les entreprises à mieux en tirer parti.

Il est donc particulièrement intéressant pour l'action publique de savoir dans quelle mesure l'activité de recherche des organisations sans but lucratif a des retombées sur l'innovation industrielle dans les régions. Quelle place les autorités nationales ou régionales doivent-elles accorder à la recherche universitaire dans les politiques menées au niveau local en matière d'innovation?

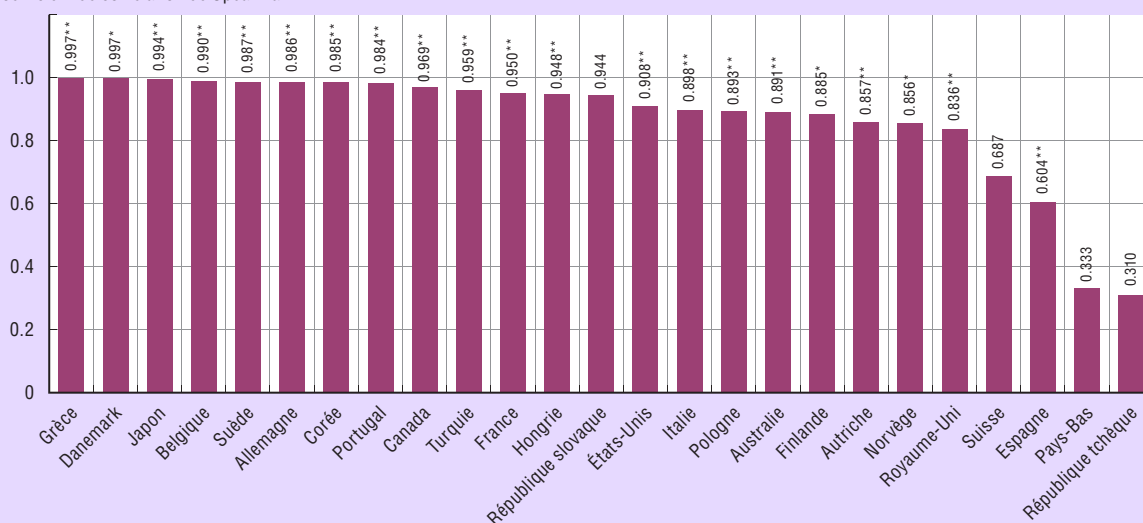
Les statistiques relatives aux brevets permettent d'utiliser l'adresse de l'inventeur pour localiser le travail de recherche qui a conduit à la demande de brevets afin de déterminer s'il s'agit d'une université ou d'une entreprise privée. En analysant ensuite la provenance régionale des demandes de brevets déposées par les entreprises et par les organisations sans but lucratif, on peut se faire une première idée des interactions possibles au niveau local entre les centres publics de recherche et le secteur privé.

Il existe une corrélation positive étroite et significative pour l'ensemble des régions de niveau TL2 entre les dépôts de brevets des entreprises et des organisations sans but lucratif. Pour l'Australie, les États-Unis et la France, cette corrélation est plus forte que dans d'autres pays. Aux États-Unis, une longue tradition de coopération universités-entreprises explique cette situation, tandis qu'en Australie ce sont les liens systématiques que le gouvernement s'est efforcé de promouvoir entre organisations sans but lucratif et industrie. Dans le cas de la France, la forte corrélation positive tient probablement davantage à la collaboration entre les organismes publics de recherche et les entreprises qu'entre celles-ci et les universités.

3.8 Coefficient de corrélation de Spearman entre les dépôts de brevets des entreprises et ceux des organisations sans but lucratif, 2005

Il existe une corrélation positive entre les dépôts de brevets effectués par les entreprises et hors entreprises.

Coefficient de corrélation de Spearman



Note : Pas de données disponibles pour l'Islande, la Nouvelle-Zélande et le Mexique. Le coefficient de corrélation n'est pas calculé pour l'Irlande et le Luxembourg.

* Corrélation significative au seuil de 0.05.

** Corrélation significative au seuil de 0.01.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551111770552>

4. COOPÉRATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE BREVETS

Le pourcentage de demandes de brevets PCT déposées conjointement par des inventeurs qui ne vivent pas dans la même région, qu'ils soient originaires ou non du même pays, est un indicateur de la propension à la coopération et au partage des connaissances entre régions.

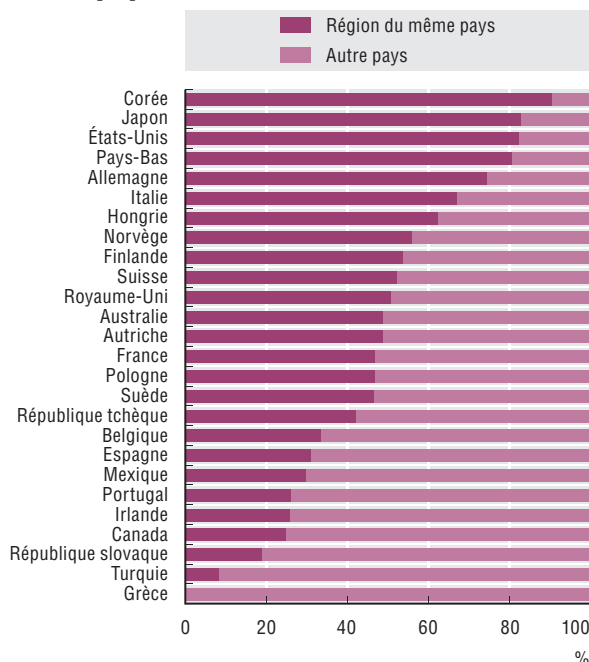
Le graphique 4.1 présente une ventilation des brevets en fonction du lieu de résidence de leurs co-inventeurs (indépendamment de leur pays d'origine). On y voit que dans des pays comme le Japon, les États-Unis et les Pays-Bas, qui se classent parmi les dix premiers pays membres de l'OCDE pour ce qui est du nombre de demandes de brevets PCT par million d'habitants (graphique 3.1), les co-inventions semblent être surtout le fruit d'une collaboration à l'échelle nationale : en 2005, la proportion de co-inventions nationales était supérieure à 70 % dans ces trois pays, ainsi qu'en Corée. D'autres pays comme la Turquie, la République slovaque et le Canada manifestent apparemment une plus grande propension à collaborer avec l'étranger en matière de prise de brevets.

Parmi les régions qui enregistraient le plus grand nombre de brevets détenus conjointement avec des inventeurs étrangers en 2005, la région d'Istanbul, en Turquie, collaborait principalement avec l'Amérique du Nord (94 %), tandis que celle de Zapadne Slovensko, en République slovaque, avait surtout pour partenaires d'autres régions européennes (93 % du total des co-inventions brevetées) (graphique 4.2).

Dans la plupart des régions, le principal partenaire de la co-invention réside sur le même continent. En Europe, toutes les régions étudiées sont plus enclines à collaborer avec une autre région européenne, sauf le South-East du Royaume-Uni, les régions Southern and Eastern de l'Irlande et la région d'Istanbul en Turquie, où les inventeurs sont davantage tournés vers leurs collègues

4.1 Répartition des demandes de brevets PCT détenus en copropriété en fonction du lieu de résidence du co-inventeur (régions de niveau TL2), 2005

Les pays qui déposent le plus grand nombre de demandes de brevets sont aussi ceux qui comptent la plus forte proportion de co-inventions nationales.



des régions d'Amérique du Nord. Aux États-Unis, la California fait également figure d'exception, partageant 64 % de ses co-inventions étrangères avec l'Europe, contre seulement 16 % avec d'autres régions nord-américaines situées en dehors des États-Unis.

Définition

Le document qui accompagne la demande de brevets mentionne le nom et l'adresse de tous les inventeurs ainsi que leur pays de résidence. Si deux inventeurs ou plus résident dans des régions différentes, le brevet est comptabilisé comme une co-invention (les co-inventions faisant intervenir des personnes résidant dans la même région ne sont pas prises en considération).

Source

OCDE, base de données REGPAT.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

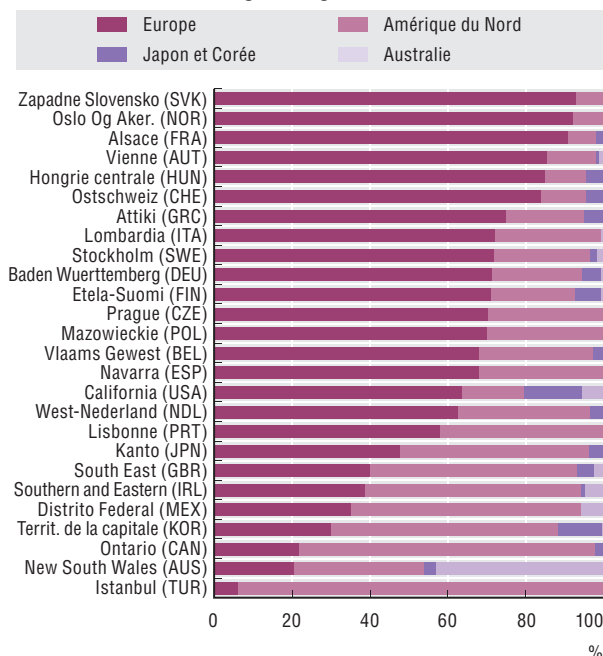
Pas de données régionales pour l'Islande, le Danemark et la Nouvelle-Zélande.

Informations complémentaires

Travaux de l'OCDE sur les brevets : www.oecd.org/sti/ipr-statistics.

4.2 Poids de chaque continent partenaire dans les régions de niveau TL2 comptant le plus grand nombre de co-inventeurs étrangers, 2005

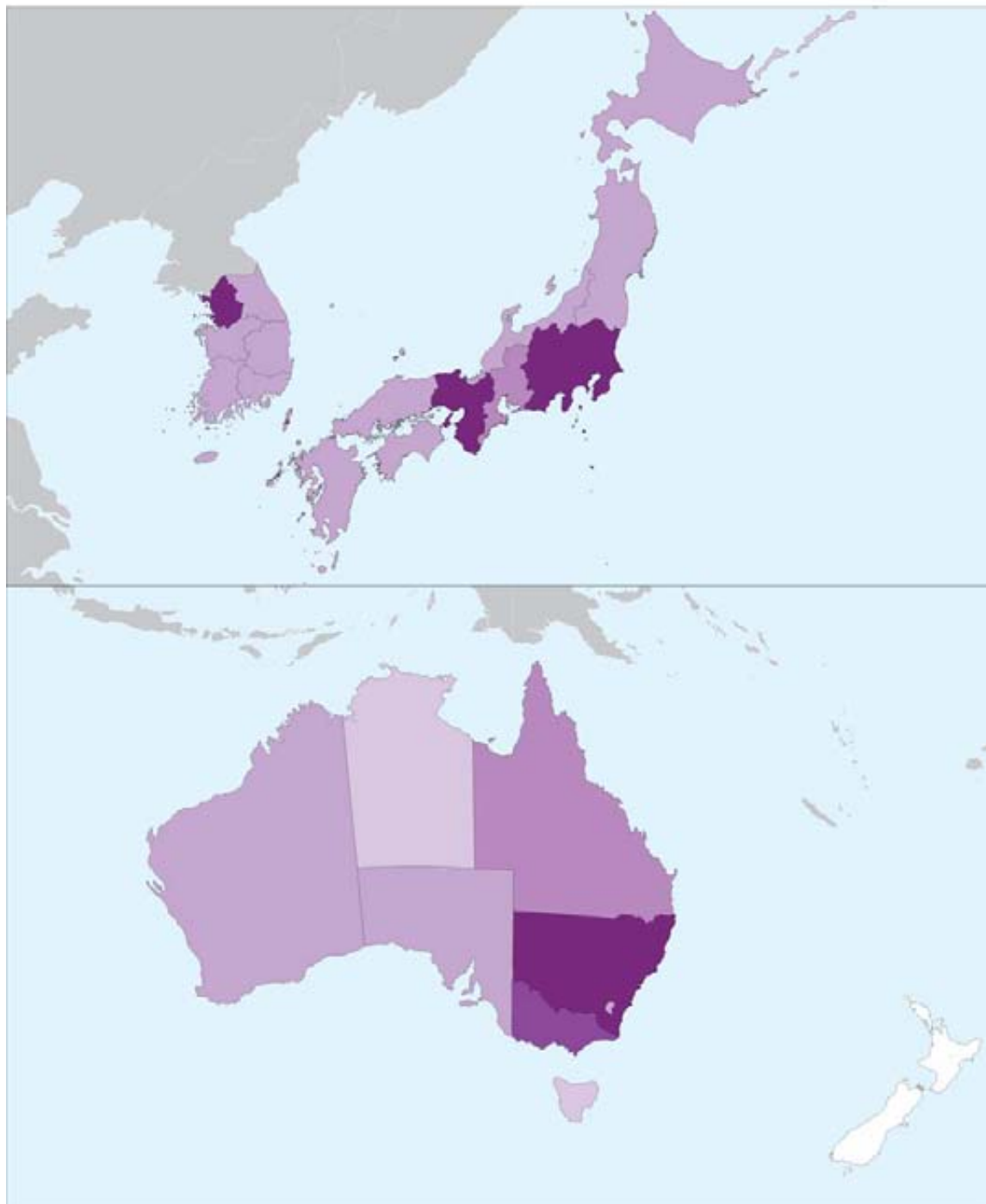
La plupart des régions collaborent principalement avec des co-inventeurs étrangers originaires du même continent.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551118735148>

4.3 Nombre de brevets PCT détenus par au moins un co-inventeur étranger : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005

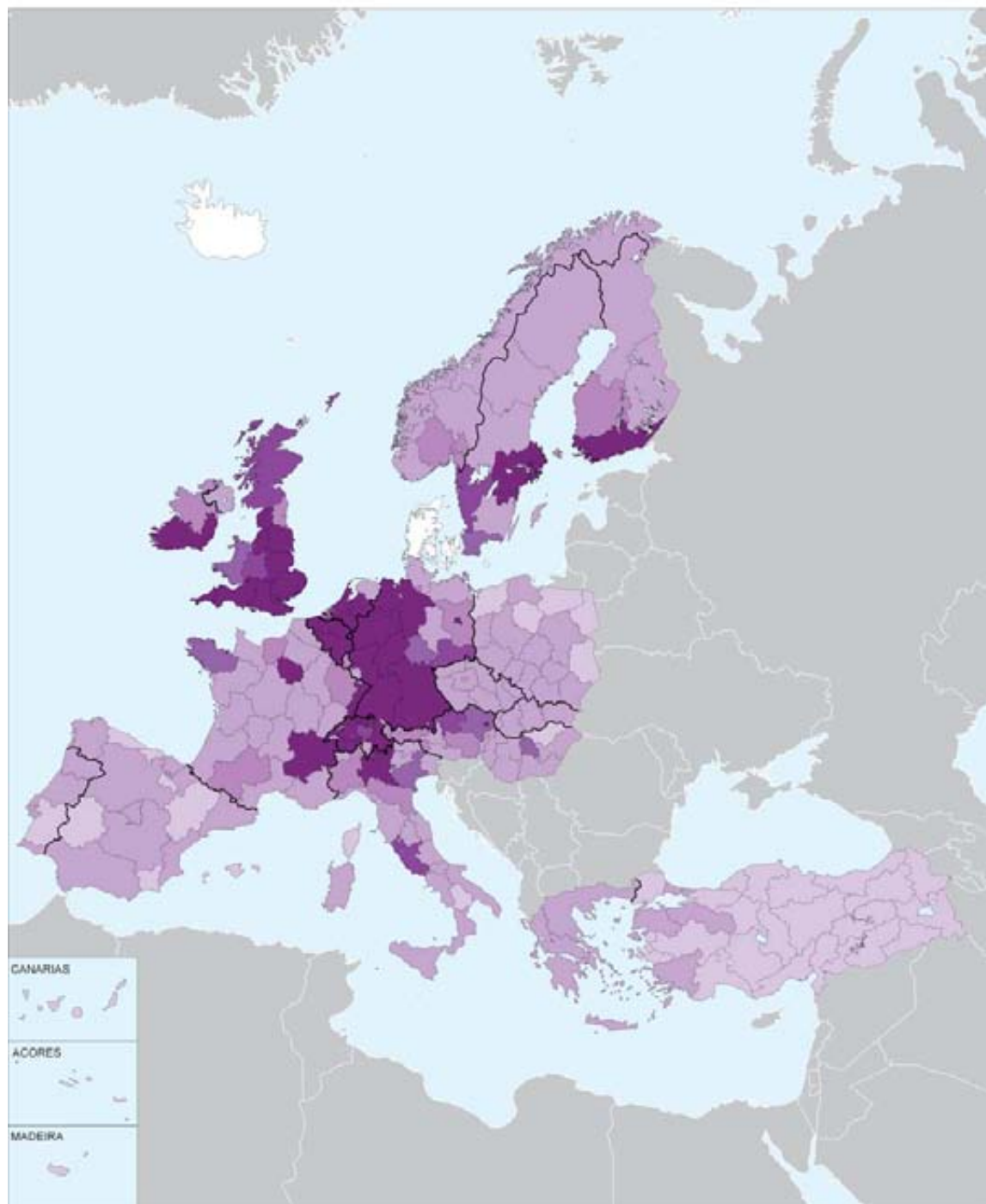



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552213831723>

4. COOPÉRATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE BREVETS

4.4 Nombre de brevets PCT détenus par au moins un co-inventeur étranger : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

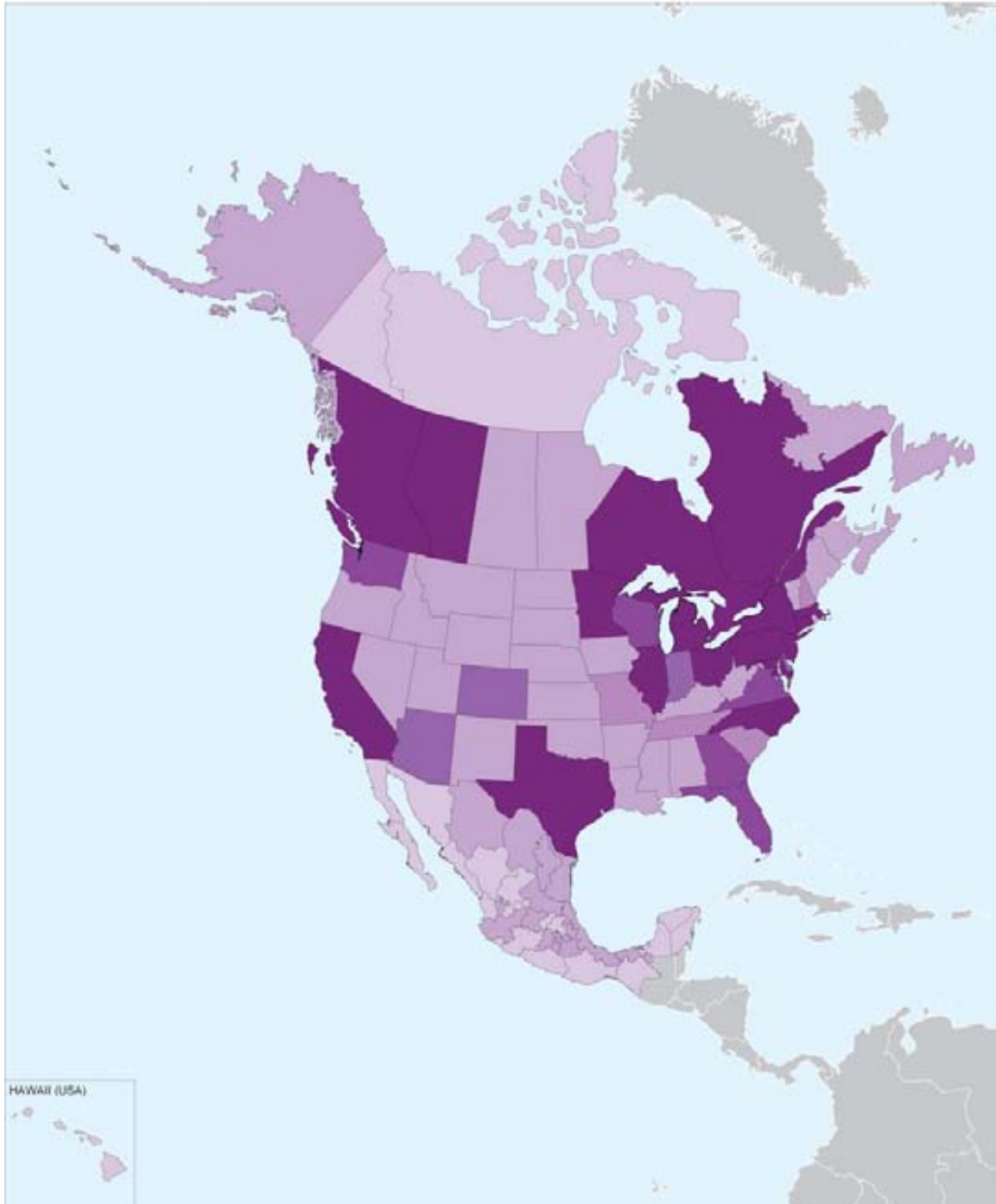



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552213831723>

4. COOPÉRATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE BREVETS

4.5 Nombre de brevets PCT détenus par au moins un co-inventeur étranger : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552213831723>

5. INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur est un indicateur du potentiel futur d'une région en termes d'offre de qualifications. Dans le contexte de l'économie du savoir, une population qui a un niveau élevé d'instruction est un facteur déterminant pour la compétitivité régionale. La présence d'universités sur un territoire est un autre atout important, car elle contribue à l'intégration du système d'innovation.

En 2005, les étudiants de l'enseignement supérieur représentaient 4 % environ de la population totale, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Cette proportion varie sensiblement selon les pays (graphique 5.1). La Corée se classe en tête avec le plus fort taux d'inscriptions (plus de 6 %), suivie des États-Unis et de la Finlande. Le Luxembourg, le Mexique, la Suisse, l'Allemagne, la Turquie et l'Autriche affichent des taux inférieurs à 3 %.

Les disparités sont encore plus marquées d'une région à l'autre au sein d'un même pays. La Suède, la République tchèque et la République slovaque sont les pays où les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur varient le plus selon les régions (graphique 5.2), allant de plus de 10 % à près de zéro. En République tchèque et en République slovaque, comme dans la plupart des autres pays pris en considération, c'est la région de la capitale qui compte la plus forte proportion d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur. À l'autre extrémité, les Pays-Bas, l'Irlande, le Royaume-Uni, le Canada et le Japon présentent une répartition plus uniforme de leurs taux d'inscriptions.

La corrélation entre le taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur et le poids démographique de chaque type de région (EU, IN, ER) est positive pour les régions urbaines dans tous les pays, excepté l'Italie, la Suède et la Corée, les universités étant le plus souvent concentrées dans les grands centres urbains. La corrélation est négative pour les régions rurales dans 15 des 24 pays examinés (graphique 5.3).

Le graphique 5.4 met en évidence le degré de concentration géographique des inscriptions dans l'enseignement supérieur par rapport à celui de l'emploi dans les secteurs de haute technologie (industries manufacturières de pointe et services à forte intensité de savoir). La répartition de l'emploi dans les secteurs de haute technologie dépend de la localisation des infrastructures et du capital physique, tandis que la fréquentation de l'enseignement supérieur dépend de l'emplacement des universités. Dans 14 des 24 pays pour lesquels on dispose de données, la population qui fait des études supérieures est plus concentrée que l'emploi dans les secteurs de haute technologie; cela est particulièrement évident en République tchèque, en Autriche et en Turquie, mais aussi en Norvège, au Danemark et en République slovaque. La situation inverse s'observe dans neuf pays parmi lesquels notamment la Corée et la Grèce.

Définition

Le nombre total d'inscriptions correspond au nombre total d'étudiants, quel que soit leur âge, inscrits dans tous les types d'établissements publics et privés d'enseignement supérieur et autres établissements dispensant un enseignement supérieur structuré (niveaux 5 et 6 de la CITE).

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale des étudiants de l'enseignement supérieur à l'intérieur de chaque pays en comparant le poids de cette population dans chacune des régions de niveau TL2 et le poids territorial (surface des terres) de la région en question (voir la formule à l'annexe C). L'indice prend une valeur comprise entre 0 et 100 : plus cette valeur est élevée, plus la concentration régionale de la population considérée est forte. La taille différente des régions peut influencer sur les comparaisons internationales de l'indice.

Le coefficient de corrélation de Spearman mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence le taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur et la part de la population selon le type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire, essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale l'absence de relation (voir l'annexe C pour la formule).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://stats.oecd.org/wbos/>, Statistiques régionales.

Données nationales : OCDE, base de données sur l'éducation.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL2

Pas de données régionales pour l'Islande, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Informations complémentaires

OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

OCDE (1999), *Nomenclature des systèmes d'éducation, Guide d'utilisation de la CITE 97 dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Notes des graphiques

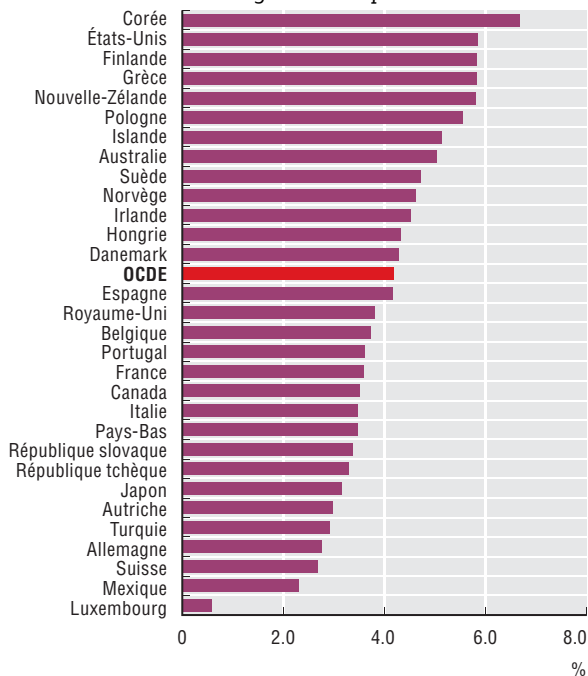
Graphique 5.1 : Luxembourg, 2006.

Graphique 5.3 : Pour chaque pays, il s'agit de la corrélation entre le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur et la part de la population vivant respectivement dans les régions EU, IN et ER.

5. INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

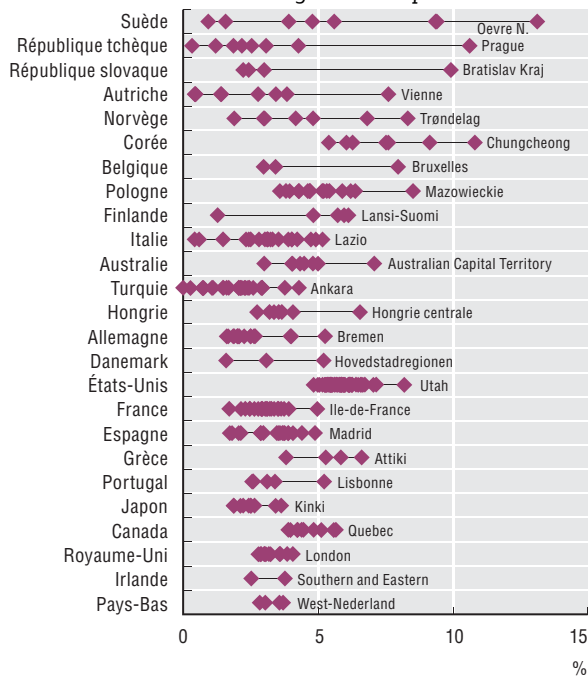
5.1 Taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur pour 100 habitants, 2005

La Corée et les États-Unis sont les pays qui comptent le plus grand nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur.



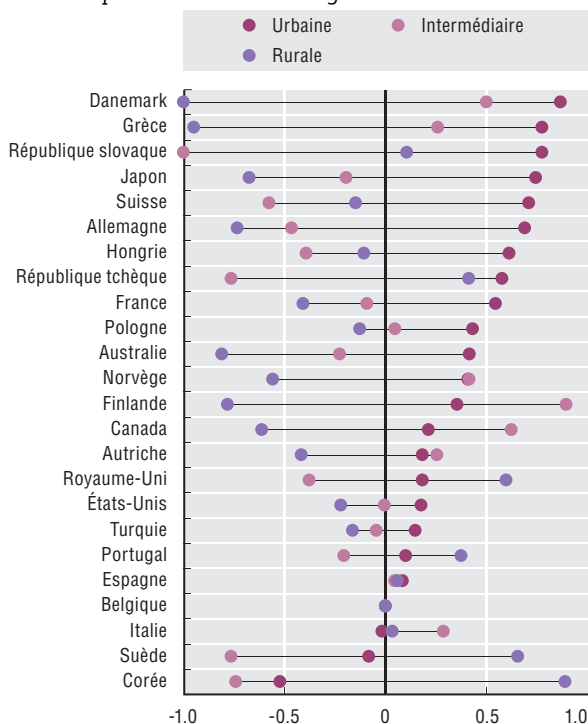
5.2 Fourchette de variation du taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur entre régions de niveau TL2, 2005

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la région de la capitale est celle qui compte la plus forte proportion d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur.



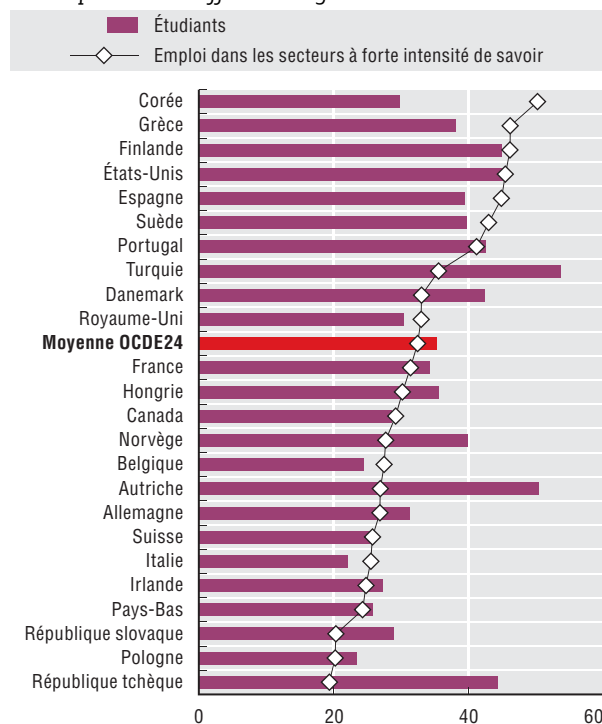
5.3 Coefficient de corrélation de Spearman entre le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur et le type de région, 2005 (TL2)

Les taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur sont plus élevés dans les régions urbaines.



5.4 Concentration régionale des étudiants de l'enseignement supérieur et de l'emploi dans les secteurs de haute technologie, 2005 (TL2)

Les stocks actuels et futurs de personnel hautement qualifié présentent différents degrés de concentration.

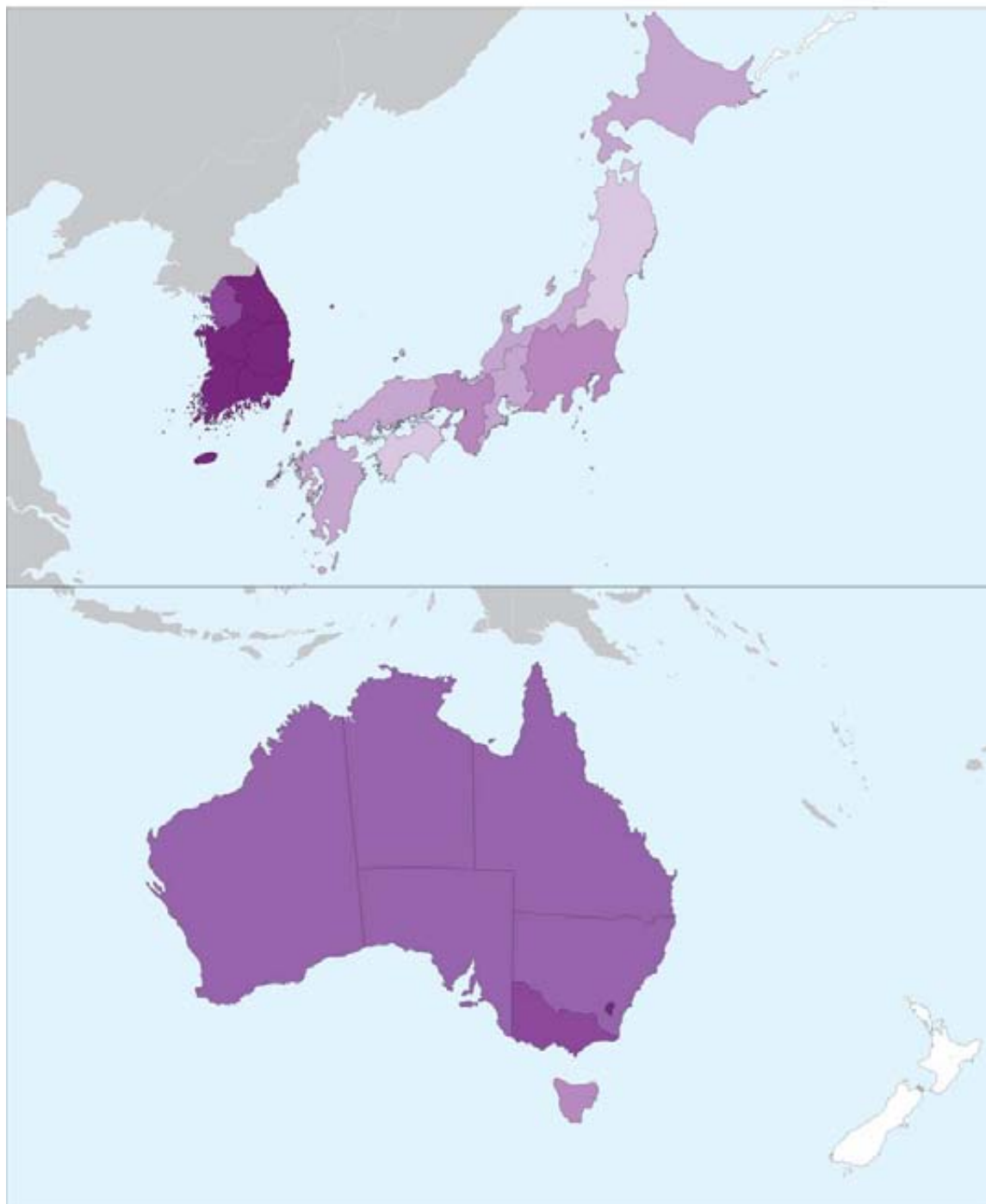



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551224447448>

5. INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

5.5 Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005

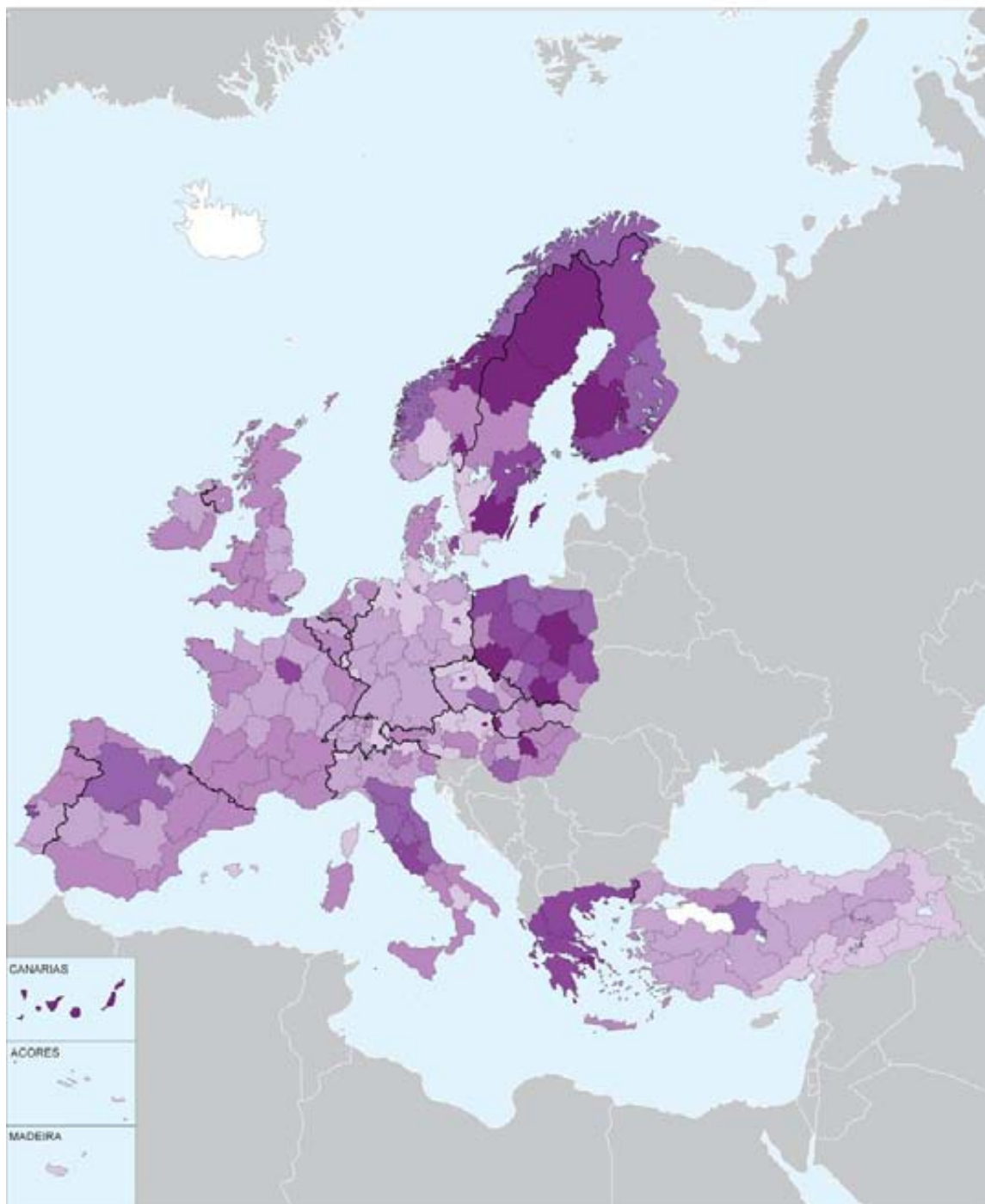



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552236103273>

5.6 Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 6%
- Entre 6% et 5%
- Entre 5% et 4%
- Entre 4% et 3%
- Entre 3% et 2%
- Inférieure à 2%
- Données non disponibles



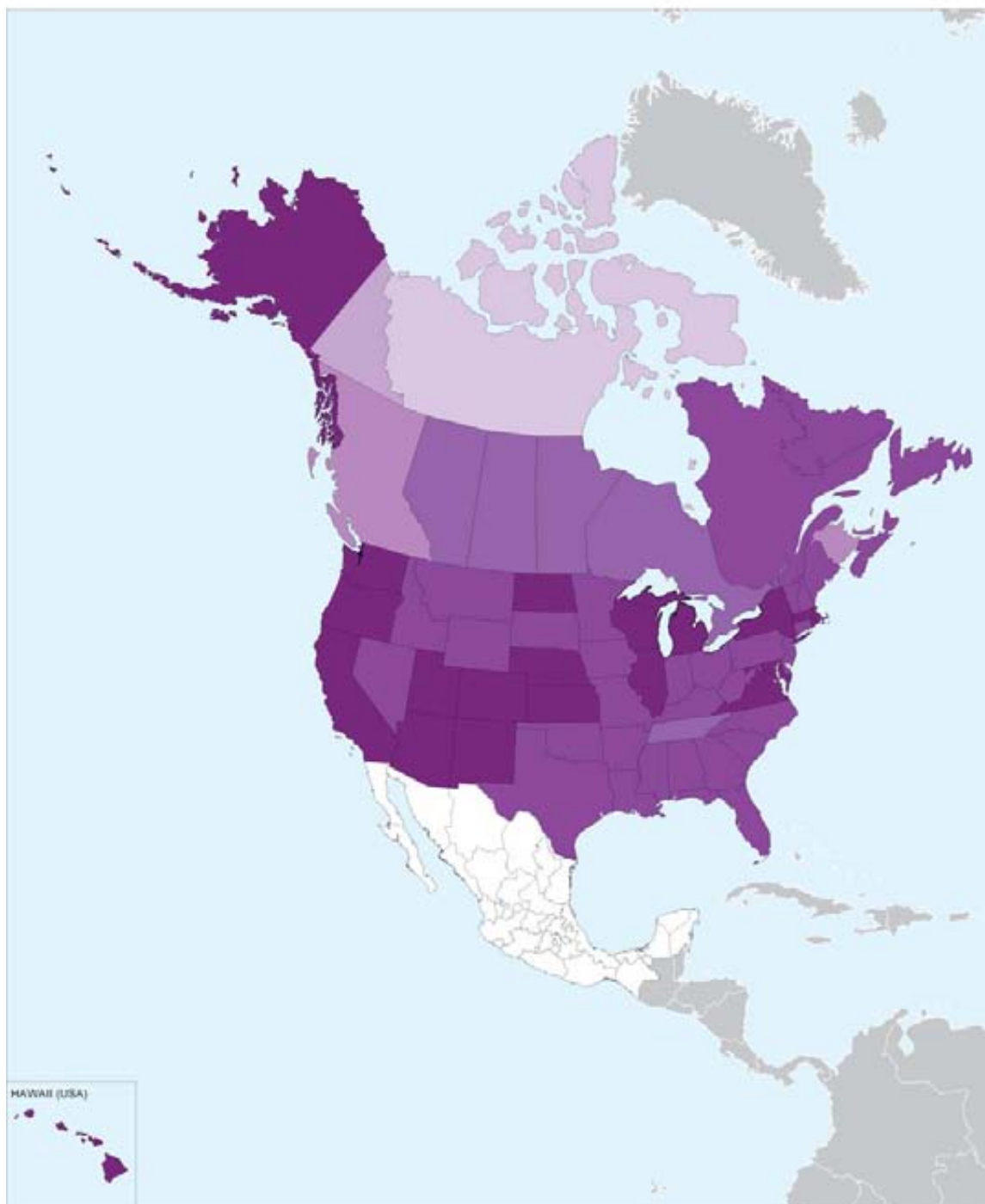
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552236103273>


5. INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

5.7 Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 6%
- Entre 6% et 5%
- Entre 5% et 4%
- Entre 4% et 3%
- Entre 3% et 2%
- Inférieure à 2%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552236103273>

Formation tout au long de la vie

L'aptitude des régions à absorber l'innovation dépend de plus en plus du niveau de connaissances et de compétences de leur main-d'œuvre. Or, bien que le nombre d'années d'études supérieures ait tendance à augmenter chez les jeunes, la formation dispensée à ce stade de la vie n'est généralement pas suffisante pour mener une carrière professionnelle qui peut durer 30 ou 40 ans. La formation tout au long de la vie remédie à ce problème en offrant la possibilité d'apprendre à tous les âges.

L'accélération du progrès scientifique et technique a fait de l'apprentissage tout au long de la vie un élément important du parcours de formation et un concept fondamental pour pouvoir disposer d'une main-d'œuvre plus dynamique et mieux à même de réagir avec agilité aux mutations rapides de l'environnement économique.

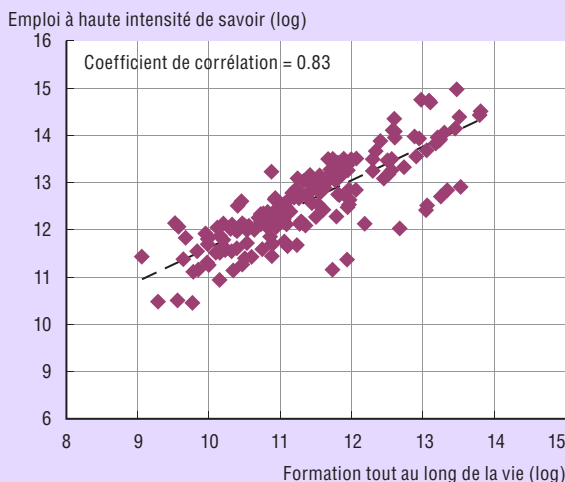
On ne dispose de données sur la participation des adultes au système d'enseignement et de formation (apprentissage tout au long de la vie) que pour les pays de l'Union européenne. Celle-ci attache en effet une attention particulière au développement de la formation tout au long de la vie et en fait une priorité pour l'amélioration des qualifications dans le cadre de la stratégie adoptée par les États membres pour accélérer la croissance et renforcer la compétitivité européenne*.

Le graphique 5.8 met en évidence une corrélation très étroite (coefficient de 0.83) entre l'accès des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie et l'emploi dans les secteurs à haute intensité de savoir. Si l'on admet que la participation à la formation tout au long de la vie est un indicateur représentatif de la capacité d'absorption du changement (transition de l'industrie classique à l'industrie de haute technologie et des services traditionnels aux services à forte intensité de connaissances), cela signifie que les régions qui investissent dans l'éducation et la formation pour se préparer à affronter les mutations de l'environnement économique tendent à avoir une main-d'œuvre plus spécialisée.

La participation des adultes à la formation tout au long de la vie varie d'un pays à l'autre au sein de l'Union européenne. C'est au Royaume-Uni, en Finlande, en Suède et aux Pays-Bas qu'elle atteint les niveaux les plus élevés et, dans 12 des 17 pays considérés, la région de la capitale est celle qui affiche de ce point de vue les meilleurs scores (graphique 5.9). La propension à se former tout au long de la vie dépend, entre autres, de la prime salariale associée à l'éducation et des possibilités d'apprentissage.

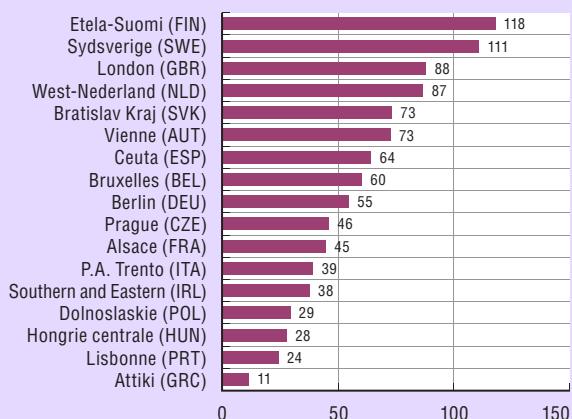
5.8 Corrélation entre la participation à la formation tout au long de la vie et l'emploi dans les secteurs à haute intensité de savoir dans les régions de niveau TL2, 2005¹

Les régions qui investissent dans le capital humain ont une main-d'œuvre plus spécialisée.



5.9 Régions de niveau TL2 affichant le plus fort taux de participation des adultes (25-64 ans) à la formation tout au long de la vie, 2005¹

C'est dans les grands centres urbains que la participation des adultes à la formation tout au long de la vie est la plus forte.



1. On ne dispose de données que pour les pays de l'UE. Les données relatives au Royaume-Uni se rapportent à l'année 2004.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551224447448>

* Le traité de Lisbonne inaugure un nouveau partenariat entre les États membres de l'UE qui vise à concentrer les efforts sur la réalisation d'une croissance plus forte et durable et sur la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

6. MAIN-D'ŒUVRE HAUTEMENT QUALIFIÉE

L'aptitude d'une région à promouvoir et à absorber l'innovation dépend, entre autres facteurs, du niveau de qualification de sa main-d'œuvre. Pour la mesurer, on prend souvent comme indicateur la proportion de la population active ayant une formation supérieure, c'est-à-dire une formation de niveau universitaire courte, moyenne ou longue.

Le niveau de formation de la main-d'œuvre fait apparaître de grandes disparités entre les pays de l'OCDE et des écarts encore plus importants entre leurs régions (graphique 6.1). C'est en République tchèque, aux États-Unis et au Portugal que la proportion d'actifs ayant fait des études supérieures varie le plus d'une région à l'autre. En République tchèque, par exemple, la région de Prague affiche un résultat deux fois supérieur à la moyenne nationale, tandis que celle de Severozapad est en retrait de plus de 40 points.

La Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, l'Irlande et la Suisse présentent les variations régionales les moins marquées. Néanmoins, dans ces quatre pays, une ou deux régions dépassent la moyenne nationale, tandis que toutes les autres se situent en dessous. La concentration est donc une caractéristique importante de la répartition des compétences même dans les pays où celle-ci est plus équilibrée.

Dans 23 des 26 pays considérés, la région de la capitale est celle qui compte proportionnellement le plus d'actifs hautement qualifiés (graphique 6.2). L'Ontario arrive en tête du classement (avec 55 % de main-d'œuvre qualifiée), suivi du territoire de la capitale en Australie, du Pais Vasco en Espagne et de la région de Bruxelles en Belgique.

De manière générale, la corrélation entre la part de main-d'œuvre ayant fait des études supérieures et la part de la population urbaine est positive dans tous les pays examinés, alors qu'elle est négative avec la part de la population rurale dans la plupart d'entre eux (graphique 6.3). La concentration de la population hautement qualifiée dans les régions urbaines est souvent le résultat d'un phénomène migratoire alimenté par un important différentiel de rendement de l'éducation entre villes et campagnes.

L'indice de concentration géographique donne une indication de la répartition spatiale de la main-d'œuvre hautement qualifiée à l'intérieur d'un pays en rapportant la part de cette main-d'œuvre à la part de territoire (superficie) de chaque région. D'après cet indicateur, qui varie de 1 à 100 (graphique 6.4), la Suède et l'Australie, avec une valeur supérieure à 50, sont les pays où la main-d'œuvre qualifiée est la plus concentrée. Viennent ensuite les États-Unis, la Finlande et le Mexique, la moyenne de l'OCDE étant de 35. Avec un résultat légèrement inférieur à celui de la Pologne, de l'Italie et de la Suisse, qui ne dépasse pas la valeur de 25, la République slovaque est le pays où la concentration des compétences est la plus faible.

Définition

Par *main-d'œuvre ayant des qualifications de niveau supérieur* on entend le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus qui ont fait des études supérieures en pourcentage de l'ensemble de la population active. Les études supérieures comprennent aussi bien les études universitaires que les études professionnelles de haut niveau (CITE 97, niveaux 5 et 6).

L'*indice de concentration géographique* donne une image de la répartition spatiale des actifs ayant fait des études supérieures à l'intérieur de chaque pays en comparant le poids de la main-d'œuvre dans chacune des régions de niveau TL2 et le poids territorial (surface des terres) de la région en question (voir la formule à l'annexe C). L'indice prend une valeur comprise entre 0 et 100 : plus cette valeur est élevée, plus la concentration régionale de la population considérée est forte. La taille différente des régions peut influencer sur les comparaisons internationales de l'indice.

La *corrélation de Spearman* mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence la part de la main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur et la part de la population selon le type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire, essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale l'absence de relation (voir la formule à l'annexe C).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://stats.oecd.org/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995 et 2005; TL2

Pas de données régionales pour l'Islande, le Japon et la Turquie.

Informations complémentaires

OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

OCDE (1999), *Nomenclature des systèmes d'éducation, Guide d'utilisation de la CITE 97 dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Notes des graphiques

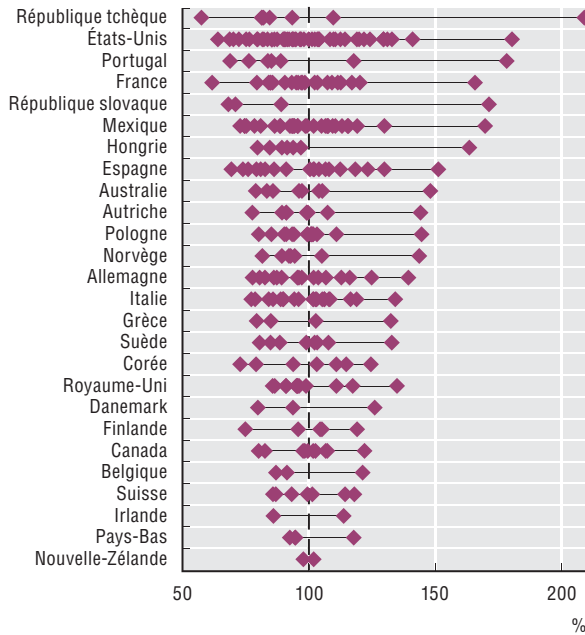
Graphique 6.1 : En pourcentage de la moyenne nationale.

Graphique 6.3 : Pour chaque pays, il s'agit de la corrélation entre la part de la main-d'œuvre régionale ayant une formation de niveau supérieur et la part de la population vivant respectivement dans les régions EU, IN et ER.

Graphique 6.4 : Australie et Italie, 2005 et 2001; Finlande, Corée, Mexique et États-Unis, 2005 et 2000.

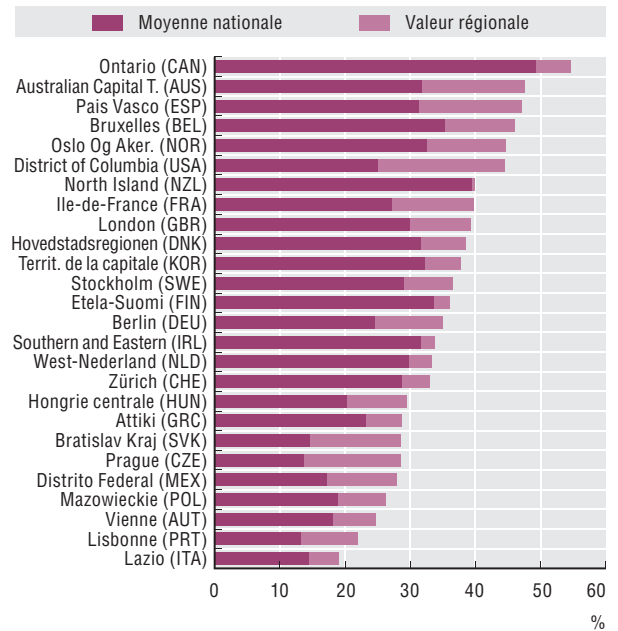
6.1 Fourchette de variation de la part de main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur dans les régions de niveau TL2, 2005

C'est en République tchèque et en République slovaque que les variations régionales sont les plus grandes.



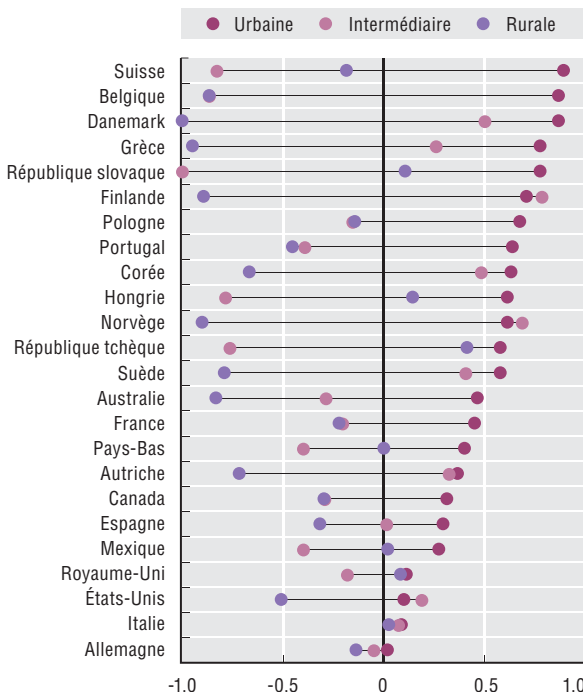
6.2 Régions de niveau TL2 comptant la plus forte proportion de main-d'œuvre hautement qualifiée par rapport à la moyenne nationale, 2005

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la région de la capitale est celle qui compte la plus forte proportion de main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur.



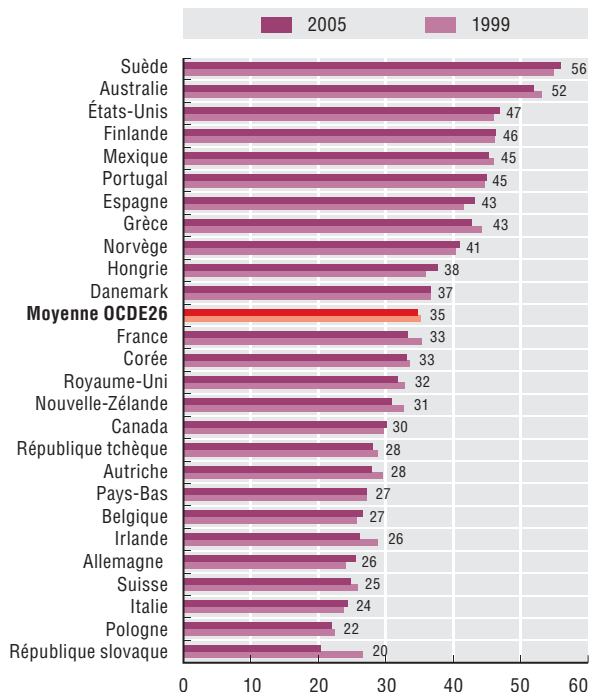
6.3 Coefficient de corrélation de Spearman entre la part de main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur et la part de la population selon le type de région au niveau TL2, 2005

Les régions urbaines comptent la plus forte proportion de main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur.



6.4 Indice de concentration de la main-d'œuvre hautement qualifiée dans les régions de niveau TL2, 1999 et 2005

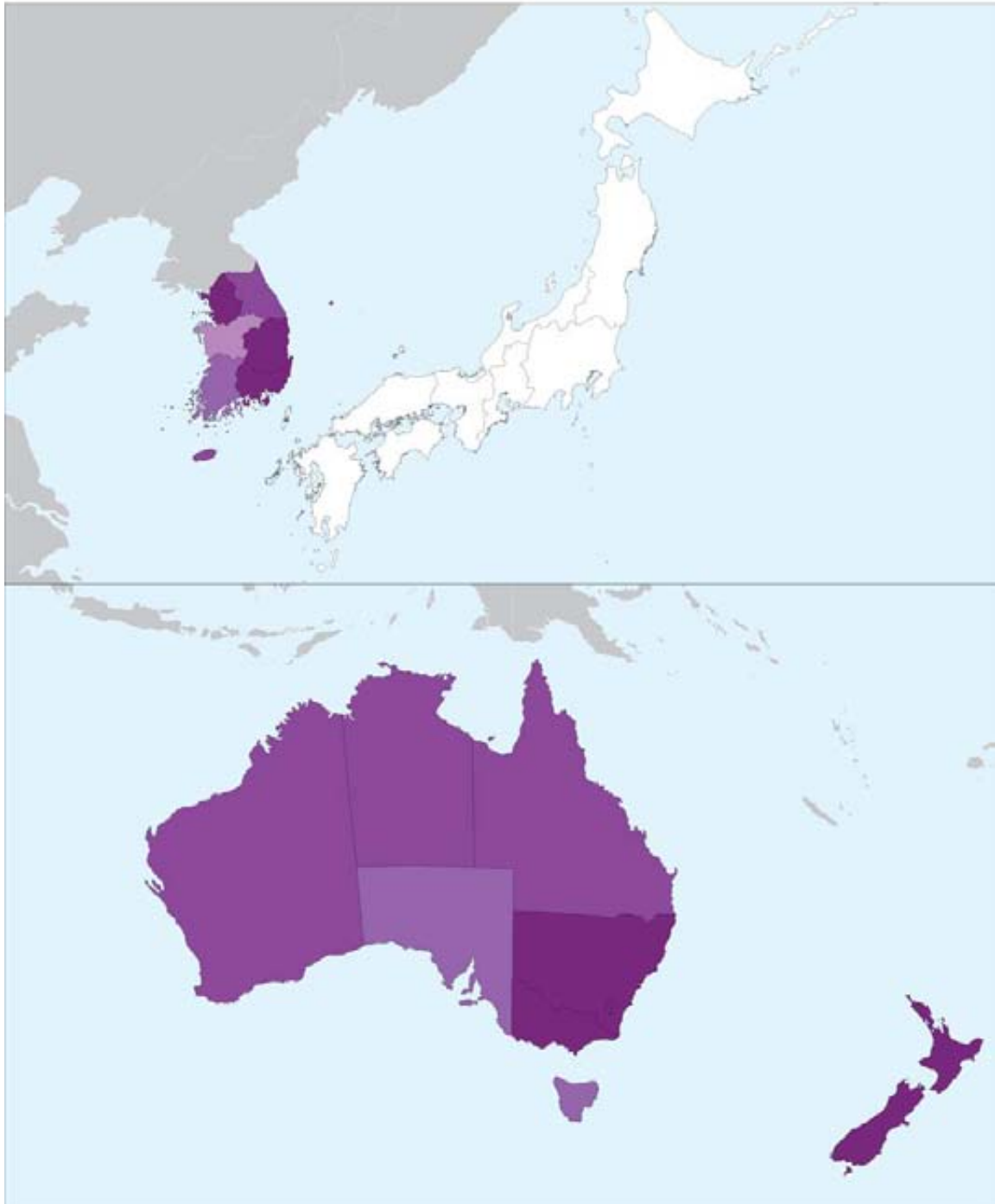
C'est en Suède et en Australie que la main-d'œuvre hautement qualifiée est la plus concentrée.




6.5 Pourcentage de la main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 32%
- Entre 32% et 27%
- Entre 27% et 23%
- Entre 23% et 18%
- Entre 18% et 14%
- Inférieure à 14%
- Donnée non disponibles

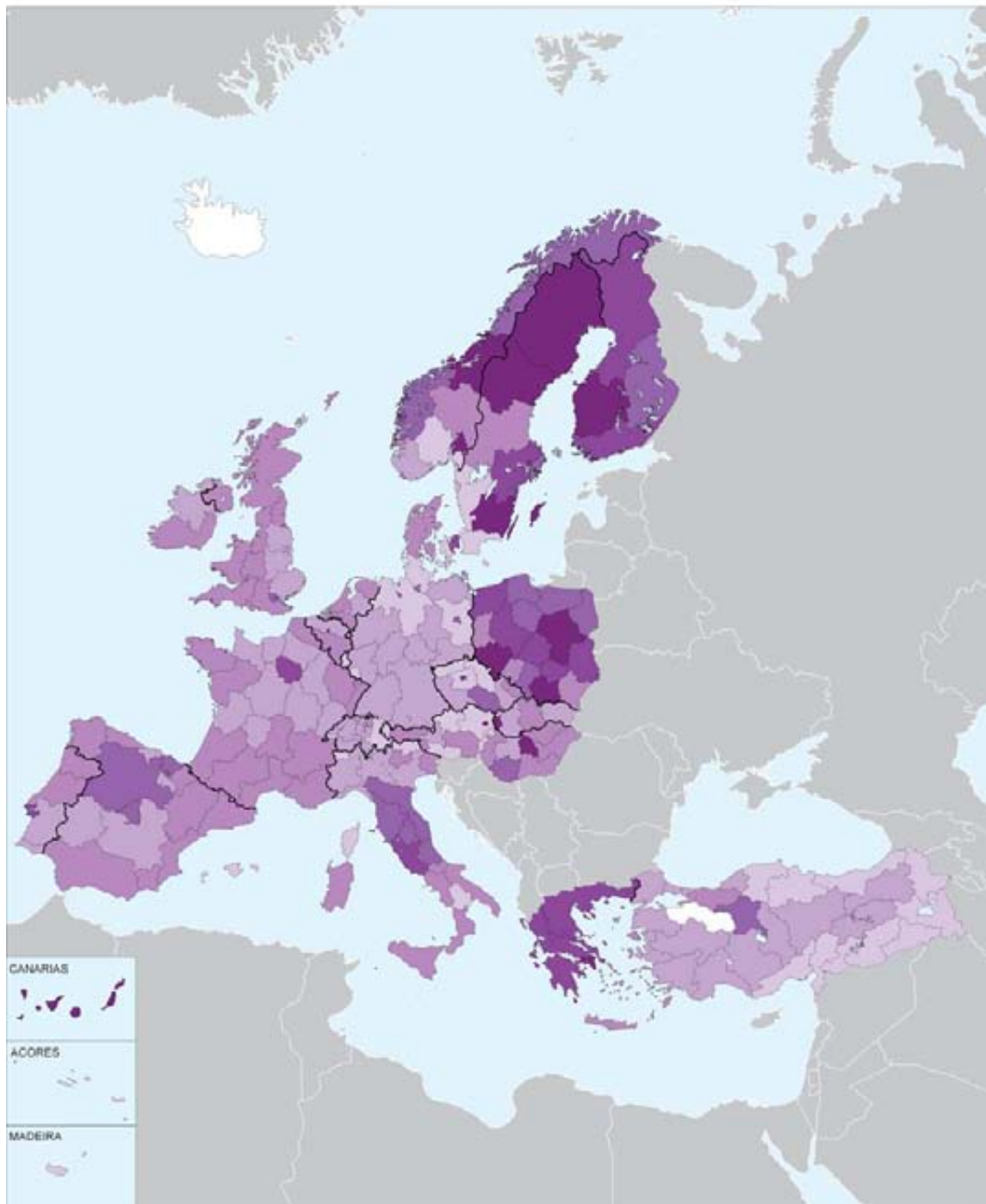



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552278786182>

6.6 Pourcentage de la main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 6%
- Entre 6% et 5%
- Entre 5% et 4%
- Entre 4% et 3%
- Entre 3% et 2%
- Inférieure à 2%
- Données non disponibles

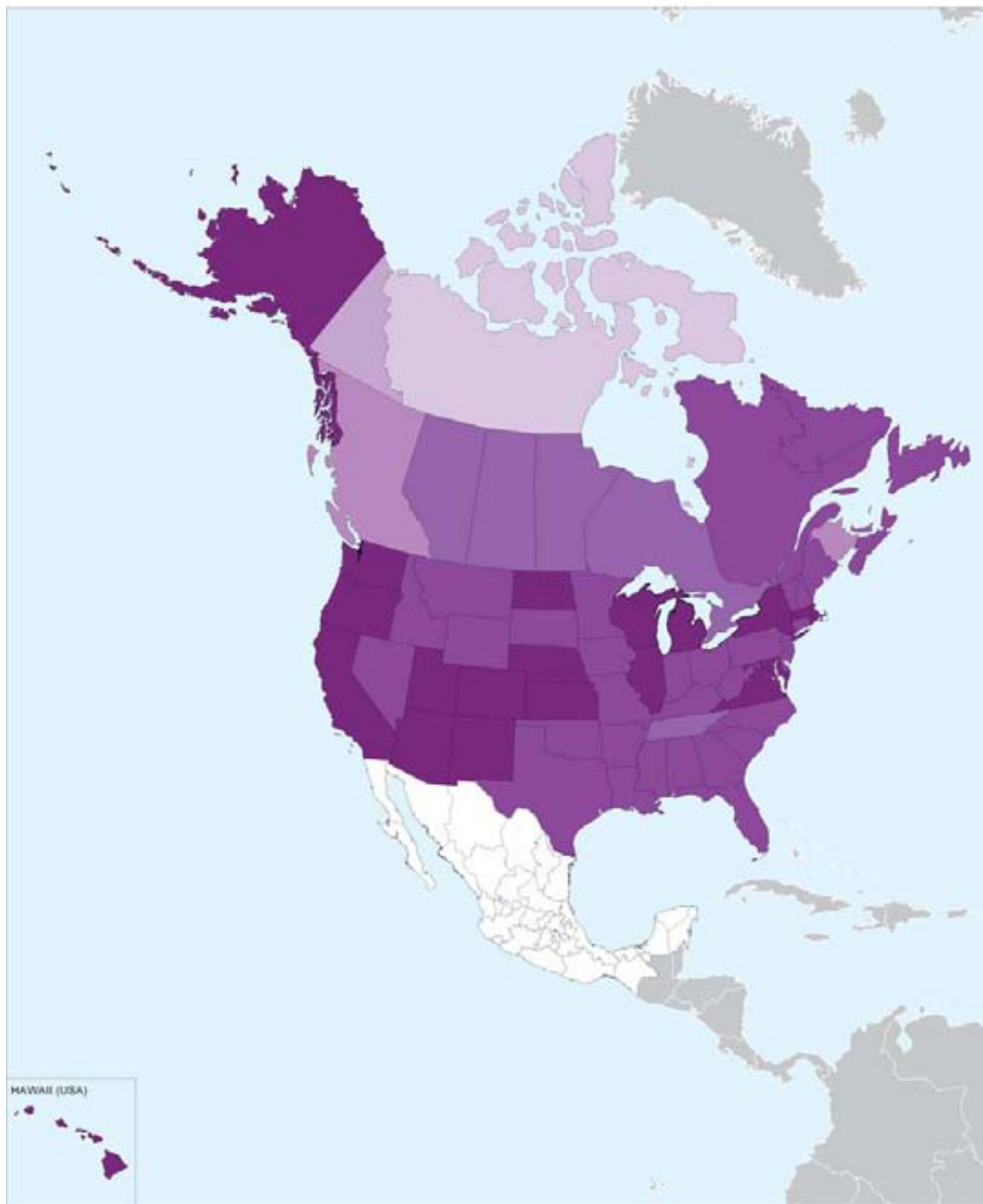


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552278786182>

6. MAIN-D'ŒUVRE HAUTEMENT QUALIFIÉE

6.7 Pourcentage de la main-d'œuvre ayant une formation de niveau supérieur : Amérique du Nord¹

Régions de niveau TL2, 2005



1. Pour les États-Unis, le pourcentage est celui de la population âgée de 18 ans et plus et non pas celui de la main-d'œuvre (voir annexe C).
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552278786182>

Quelle relation y a-t-il entre les stocks actuel et futur de capital humain d'une région ?

Le capital humain est un atout déterminant pour le succès d'un système régional d'innovation. Le pourcentage de la population active ayant une formation de niveau supérieur et le taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur sont des indicateurs du stock actuel et futur de capital humain d'une région. Le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur peut aussi être considéré comme représentatif de la présence d'établissements d'enseignement supérieur (EES) sur un territoire donné. La présence de capital humain et d'universités, d'une part, et les interactions qu'il peut y avoir entre les deux, d'autre part, sont des éléments essentiels pour la mise en place et le bon fonctionnement des systèmes régionaux d'innovation.

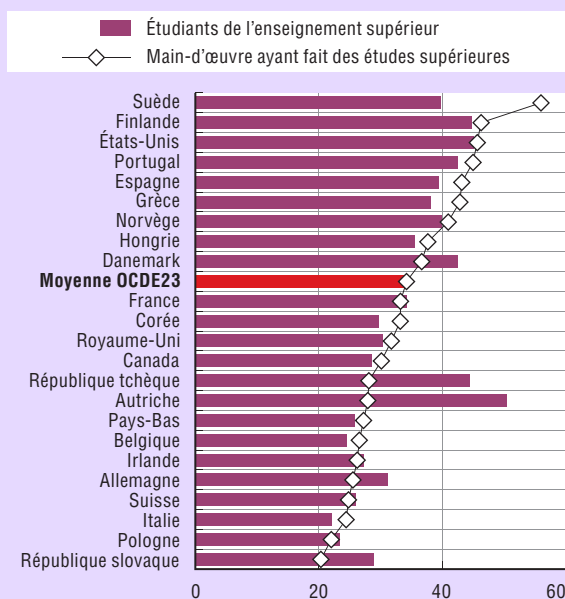
La répartition géographique des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur est essentiellement fonction des lieux où sont situés les établissements qui dispensent ce type d'enseignement. Les EES sont en eux-mêmes un atout pour l'innovation dans la mesure où ils sont généralement les principaux bénéficiaires des crédits publics alloués dans ce domaine et, de plus en plus souvent, des partenaires actifs des programmes de recherche du secteur privé. La présence d'EES dans une région constitue donc un avantage important non seulement pour la formation de la main-d'œuvre de demain, mais aussi pour l'accès des entreprises à des connaissances nouvelles et à un soutien technique.

La main-d'œuvre hautement qualifiée a tendance à se déplacer en fonction du rendement salarial de l'éducation et elle se concentre généralement autour de pôles de compétences spécialisées. En 2005, la Suède était le pays où l'indice de concentration géographique atteignait son plus haut niveau pour la main-d'œuvre qualifiée, alors qu'il était beaucoup moins élevé pour les étudiants de l'enseignement supérieur, signe sans doute que les EES sont plus également répartis entre les régions. De manière générale, les deux indices de concentration prennent des valeurs comparables dans la plupart des pays. Seules la République tchèque et l'Autriche semblent présenter une plus forte concentration d'étudiants de l'enseignement supérieur que de main-d'œuvre qualifiée (graphique 6.8).

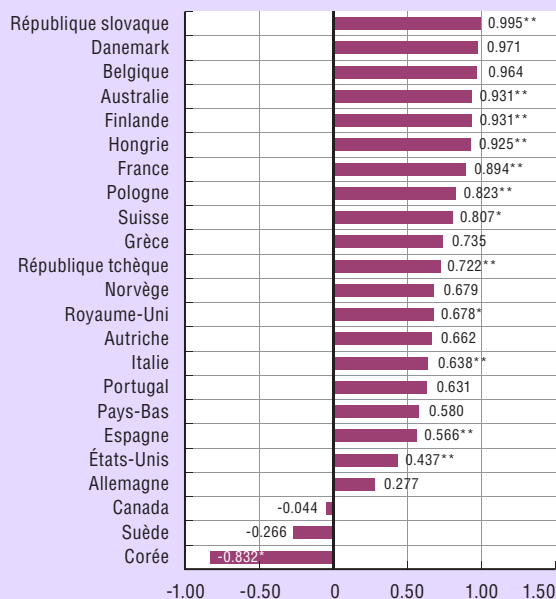
On observe une corrélation positive entre la proportion de main-d'œuvre qualifiée et le taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur dans 20 des 23 pays considérés, ce qui donne à penser que la présence d'étudiants et d'ESS en un lieu et l'offre de qualifications sont liées (graphique 6.9).

6.8 Indice de concentration des étudiants de l'enseignement supérieur et de la main-d'œuvre ayant fait des études supérieures dans les régions de niveau TL2, 2005

Il existe une relation entre le nombre d'étudiants et d'établissements d'enseignement supérieur et l'offre de main-d'œuvre qualifiée.



6.9 Corrélation entre le taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur et la part de main-d'œuvre ayant fait des études supérieures dans les régions de niveau TL2, 2005



* Corrélation significative au seuil de 0.05.

** Corrélation significative au seuil de 0.01.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551255146583>

7. EMPLOI DANS LES SECTEURS À HAUTE INTENSITÉ DE SAVOIR

Les secteurs à haute densité de savoir suscitent beaucoup d'intérêt parce qu'ils sont associés à l'innovation en matière de produits et de procédés de production, et aux effets qui en découlent en termes de productivité, de compétitivité internationale, de création d'emplois bien rémunérés et de croissance économique en général.

La main-d'œuvre employée dans les secteurs du savoir est souvent affectée à des activités de R-D où elle travaille à faire progresser les connaissances scientifiques et à les utiliser pour mettre au point des produits et des procédés de production; une autre partie se consacre à des applications technologiques dans des domaines divers tels que conception d'équipements, de procédés et de structures; informatique; vente, achat et commercialisation; gestion de la qualité; etc. Toutes ces activités sont classées en deux groupes : le *Secteur manufacturier de haute technologie (SMHT)* et les *Services à forte intensité de connaissance (SFIC)*.

SMHT et SFIC sont généralement concentrés dans certaines régions puisque les investissements, les infrastructures et le capital physique et humain tendent eux-mêmes à être géographiquement regroupés.

L'indice de concentration géographique fournit une indication de la répartition spatiale de la main-d'œuvre employée dans les secteurs à haute densité de savoir à l'intérieur d'un pays en rapportant la part de cette main-d'œuvre à la part de territoire (superficie) de chaque région (graphique 7.1). En 2005, c'était la Corée qui affichait la plus forte concentration des SFIC, suivie à une certaine distance de la Grèce, de la Finlande et de l'Espagne. La Grèce, la Turquie, la Finlande et l'Espagne présentaient quant à elles l'indice de concentration géographique le plus élevé pour les industries SMHT. À l'opposé, les indices de concentration les plus bas s'observaient en République tchèque, en Pologne, aux Pays-Bas et en Irlande pour ce qui est des industries de haute technologie, et en République slovaque, en Pologne et en Norvège pour ce qui est des services à forte intensité de savoir (graphique 7.1).

Les grandes disparités internationales du taux d'emploi dans les secteurs à haute densité de savoir masquent des différences encore plus grandes entre les régions (graphique 7.2). La Turquie, la Corée et le Portugal enregistrent d'importantes variations régionales, et dans plusieurs pays, il semble qu'une région se détache nettement des autres en haut du classement.

Les graphiques 7.3 et 7.4 comparent les régions qui ont le plus fort taux d'emploi respectivement dans les SMHT et dans les SFIC par rapport à la moyenne de leur pays. C'est le Baden Wuerttemberg en Allemagne qui arrive en tête pour l'industrie, suivi de la Franche-Comté en France et de la Transdanubie occidentale en Hongrie.

Comme on peut le voir sur le graphique 7.4, dans le secteur des services à forte intensité de connaissance, les régions qui ont le taux d'emploi le plus élevé sont pratiquement toutes des régions qui abritent la capi-

tale de leur pays et où se trouvent donc généralement concentré l'essentiel des administrations publiques. Stockholm arrive en tête, suivie de London.

Définition

On entend par *emploi dans les secteurs à haute densité de savoir* l'emploi dans le secteur manufacturier de haute technologie et dans les services à forte intensité de savoir.

Le *secteur manufacturier de haute technologie* recouvre les divisions/groupes/classes suivants de la CITI : 2423 Fabrication de préparations pharmaceutiques, de produits chimiques à usage médical et de produits d'herboristerie; 30 Fabrication de machines de bureau, de machines comptables et de matériel de traitement de l'information; 33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique et d'horlogerie; 353 Construction aéronautique et spatiale.

Les *services à forte intensité de connaissance* recouvrent les divisions suivantes de la CITI : 61 Transports par eau; 62 Transports aériens; 64 Postes et télécommunications; 65 Intermédiation financière (sauf activités d'assurance et de caisses de retraite); 66 Activités d'assurances et de caisses de retraite (sauf sécurité sociale obligatoire); 67 Activités auxiliaires de l'intermédiation financière; 70 Activités immobilières; 71 Location de machines et d'équipements sans opérateur et de biens personnels et domestiques; 72 Activités informatiques et activités rattachées; 73 Recherche-développement; 74 Autres activités de services aux entreprises; 80 Éducation; 85 Santé et action sociale; 92 Activités récréatives, culturelles et sportives.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://stats.oecd.org/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Pas de données régionales pour l'Australie, l'Islande, le Mexique et le Japon.

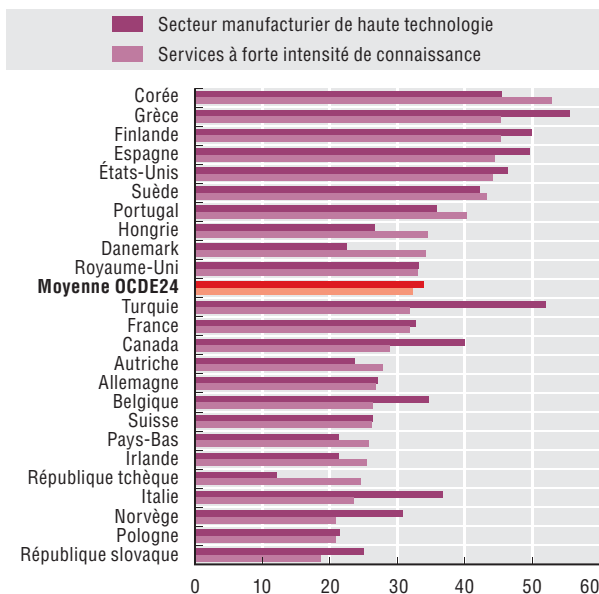
Notes des graphiques

Graphique 7.2 : En pourcentage de la moyenne nationale.

7. EMPLOI DANS LES SECTEURS À HAUTE INTENSITÉ DE SAVOIR

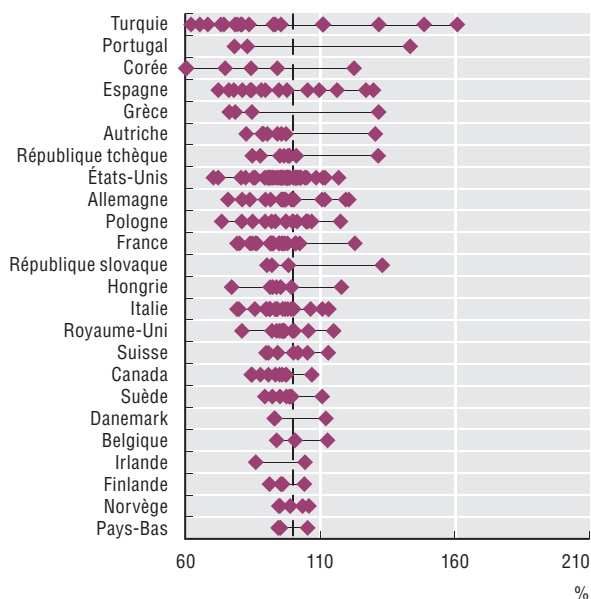
7.1 Indice de concentration régionale de l'emploi dans le secteur manufacturier de haute technologie et les services à forte intensité de connaissance au niveau TL2, 2005

C'est en Corée et en Grèce que les services à forte intensité de savoir sont les plus concentrés.



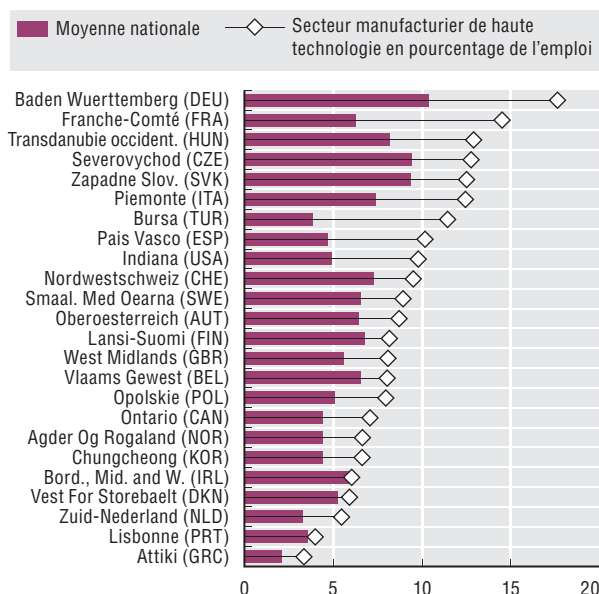
7.2 Fourchette de variation de l'emploi dans les secteurs à haute densité de savoir en pourcentage de l'emploi total entre régions de niveau TL2, 2005

Dans plusieurs pays, il semble qu'une région se classe nettement devant les autres.



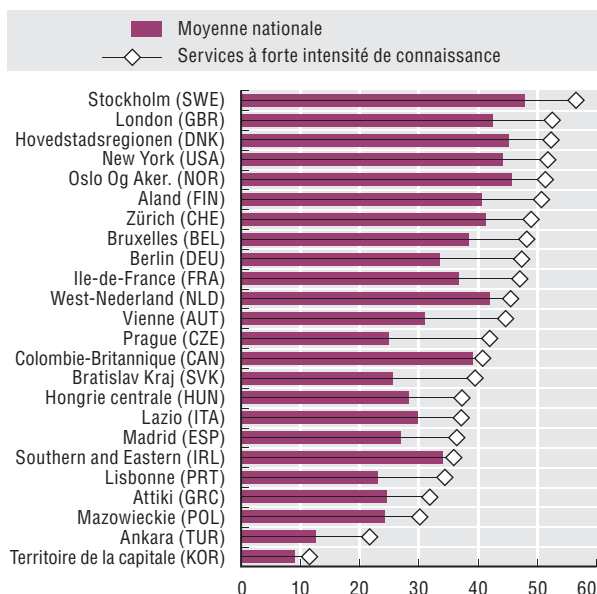
7.3 Régions de niveau TL2 affichant la plus forte proportion d'industries manufacturières de haute technologie par rapport à la moyenne nationale, 2005

Le Land de Baden Wuerttemberg, en Allemagne, a le taux d'emploi le plus élevé dans le secteur des industries manufacturières de haute technologie.



7.4 Régions de niveau TL2 affichant la plus forte proportion de services à forte intensité de connaissance par rapport à la moyenne nationale, 2005

La région de Stockholm, en Suède, a le taux d'emploi le plus élevé dans les services à forte intensité de connaissance.




StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551264477502>

7. EMPLOI DANS LES SECTEURS À HAUTE INTENSITÉ DE SAVOIR

7.5 Part du secteur manufacturier de haute technologie dans le total des activités manufacturières : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005



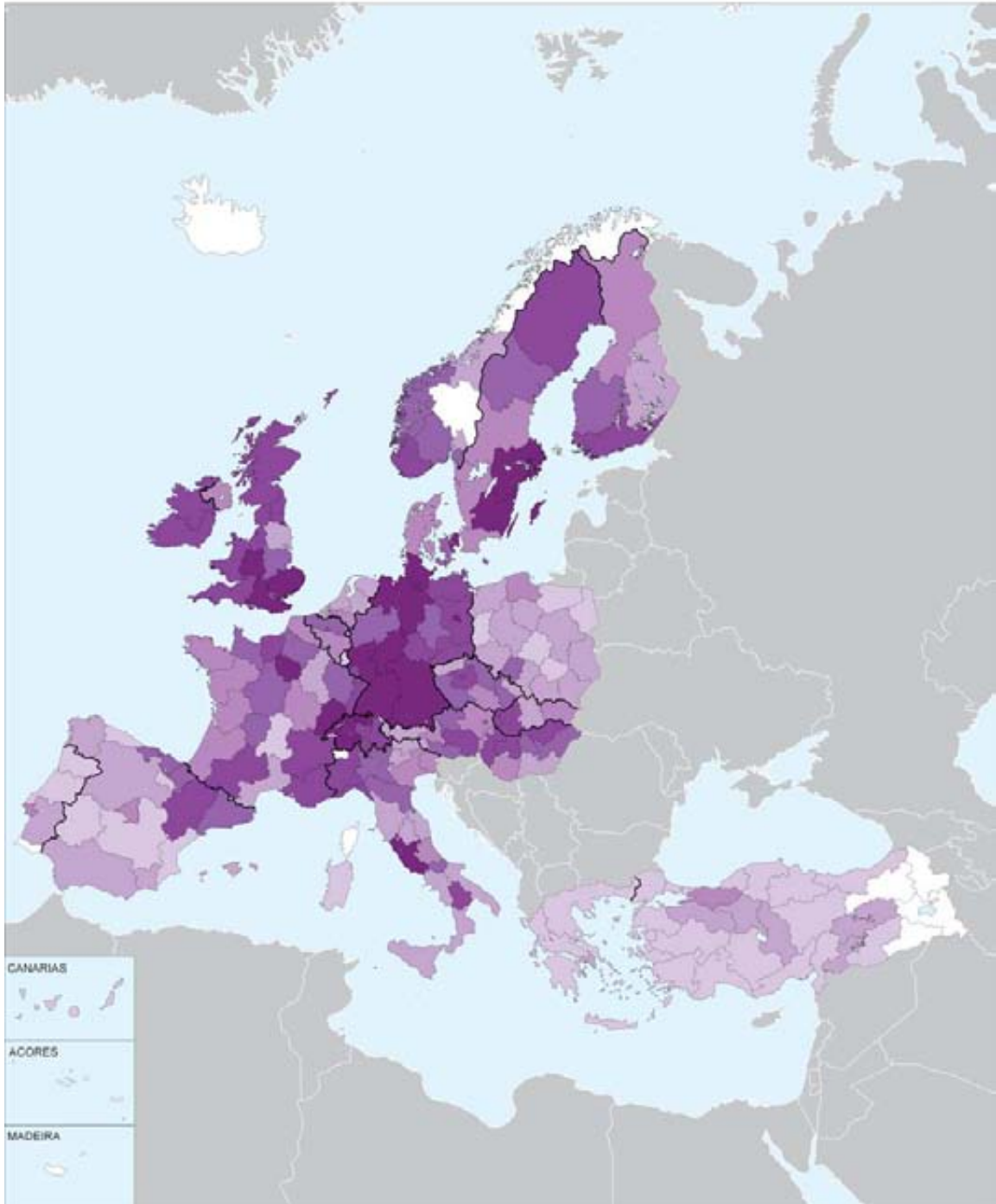
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552352712624>

7. EMPLOI DANS LES SECTEURS À HAUTE INTENSITÉ DE SAVOIR

7.6 Part du secteur manufacturier de haute technologie dans le total des activités manufacturières : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 46%
- Entre 40% et 46%
- Entre 35% et 40%
- Entre 30% et 35%
- Entre 20% et 30%
- Inférieure à 20%
- Données non disponibles



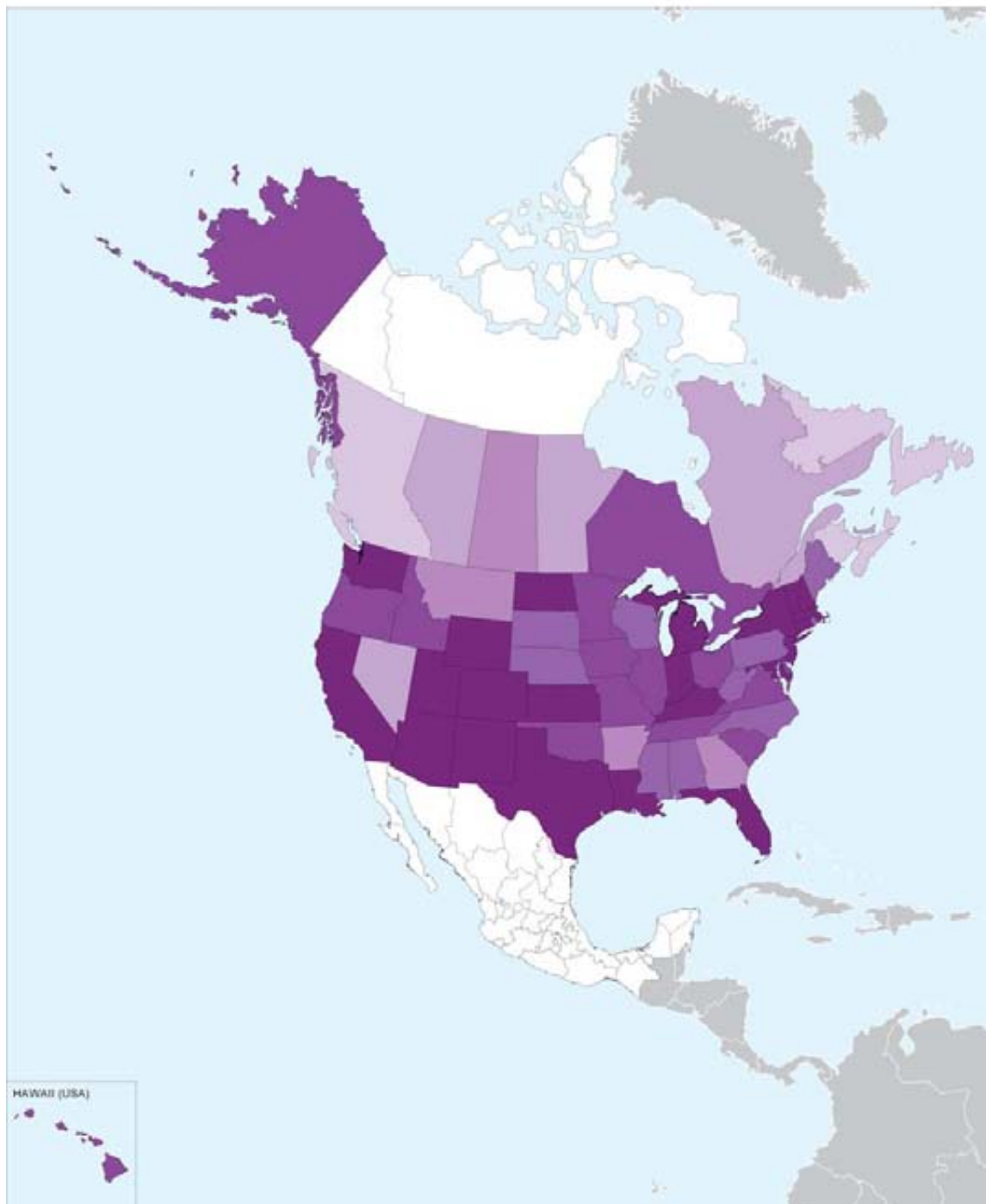
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552352712624>


7. EMPLOI DANS LES SECTEURS À HAUTE INTENSITÉ DE SAVOIR

7.7 Part du secteur manufacturier de haute technologie dans le total des activités manufacturières : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 46%
- Entre 40% et 46%
- Entre 35% et 40%
- Entre 30% et 35%
- Entre 20% et 30%
- Inférieure à 20%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552352712624>

Régions en phase de spécialisation rapide dans les secteurs à haute densité de savoir

On peut mesurer le degré de spécialisation industrielle d'une région à l'aide du rapport entre le poids d'une industrie dans une région et le poids de cette même industrie dans le pays. Les valeurs de l'indice supérieures et inférieures à 1 indiquent une spécialisation respectivement plus forte ou plus faible que la moyenne nationale.

Les graphiques 7.8 et 7.9 présentent les régions qui ont vu leur indice de spécialisation progresser le plus rapidement au cours de la période 1995-2005 dans le SMHT et dans le SFIC.

S'agissant du SMHT, à l'exception des régions Zuid-Nederland aux Pays-Bas, Vlaams Gewest en Belgique, Lansi Suomi en Finlande et Border, Midland and Western en Irlande (comparer avec le graphique 7.3), les régions qui se sont spécialisées le plus rapidement ne sont pas celles qui affichaient la plus forte proportion d'activités manufacturières de haute technologie en 2005. De plus, dans la moitié des cas environ, ces régions avaient un indice de spécialisation relativement bas en 2005. Dans la plupart des pays de l'OCDE, on observe un phénomène de rattrapage régional dans le SMHT (graphique 7.8).

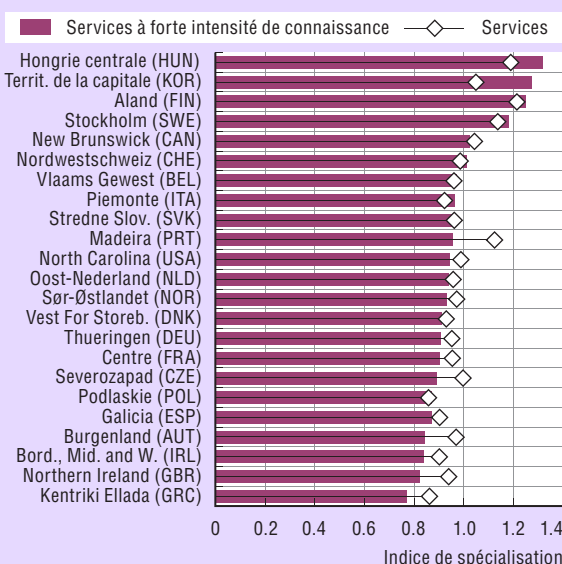
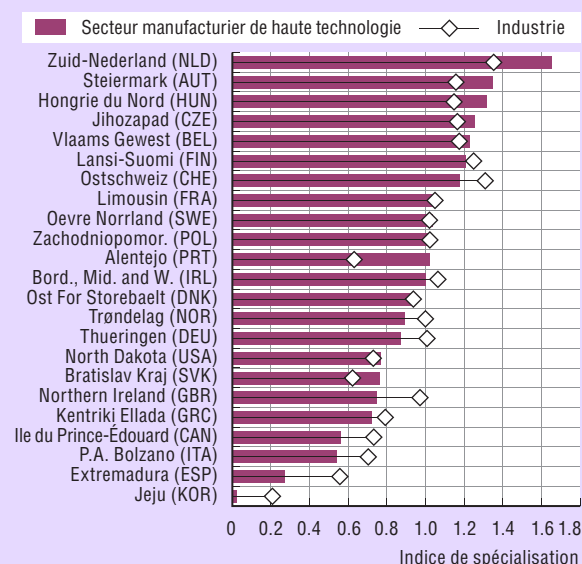
La quasi-totalité des régions qui ont un indice de spécialisation inférieur à 1 dans les activités manufacturières de haute technologie ont ceci en commun d'être davantage spécialisées dans l'industrie en général que dans le SMHT en particulier. Il est probable qu'elles traversent actuellement une phase de transformation de leur appareil de production caractérisée par un abandon des industries traditionnelles au profit d'activités à plus fort contenu technologique.

Dans le SFIC, les seules régions qui se spécialisent rapidement et qui avaient la plus forte proportion de SFIC de leur pays en 2005 sont la Hongrie centrale, la région de la capitale en Corée, celle d'Aland en Finlande et celle de Stockholm en Suède (comparer avec le graphique 7.4). Ces régions sont les seules à afficher un indice de spécialisation supérieur à 1. Toutes les autres se spécialisent rapidement, mais elles ne dépassent pas encore la moyenne nationale. La plupart des régions en phase de spécialisation rapide sont plus spécialisées dans les services en général que dans les SFIC en particulier, ce qui est le signe d'une évolution en faveur d'activités plus techniques au sein du secteur.

7.8 Indice de spécialisation industrielle en 2005 des régions de niveau TL2 où la spécialisation dans les SMHT a progressé le plus rapidement entre 1995 et 2005

7.9 Indice de spécialisation dans les services en 2005 des régions de niveau TL2 où la spécialisation dans les SFIC a progressé le plus rapidement entre 1995 et 2005

On observe des phénomènes de rattrapage régional dans le secteur des activités manufacturières de haute technologie et dans le secteur des services à forte intensité de connaissance.



Pour la République tchèque, l'Irlande, la Norvège et la République slovaque, la croissance est calculée sur la période 1998-2005; pour la Finlande, sur la période 1999-2005; pour la Hongrie, sur la période 1997-2005; pour la Pologne, sur la période 2004-06; pour la Suisse, sur la période 2001-05; pour le Royaume-Uni, sur la période 1996-2005.

On ne dispose pas de données régionales pour l'Australie, l'Islande, le Mexique et le Japon.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551264477502>





II. LES RÉGIONS, RESSORTS DE LA CROISSANCE NATIONALE

8. Répartition de la population et typologie régionale
9. Concentration géographique de la population
10. Contribution régionale à la croissance du PIB national
11. Contribution régionale aux variations de l'emploi
12. Concentration géographique de la population âgée
13. Concentration géographique du PIB
14. Concentration géographique des activités économiques

Les régions sont les ressorts de la croissance et leurs performances ont un impact sur l'économie nationale. Les ressources naturelles et humaines étant généralement concentrées, la capacité plus ou moins grande des régions à les mobiliser, à les valoriser et à les articuler pose la question de leur potentiel de développement. Les effets de la concentration sur la croissance économique nationale, souvent alimentée par quelques régions au sein d'un pays, sont perceptibles : en 2005, 38 % de la production totale des pays de l'OCDE étaient à mettre à l'actif de seulement 10 % de leurs régions. La géographie, les perspectives économiques et une offre plus large de services ont renforcé la concentration de la population et de la production, parallèlement aux migrations. Les jeunes tendant à émigrer des zones rurales vers les zones urbaines, il en résulte en outre une concentration croissante des personnes âgées dans les régions rurales qui fait pression sur la capacité à fournir les services demandés. D'un autre côté, les externalités négatives comme les encombrements, la pollution ou l'insuffisance des services montrent que les économies agglomérées ne sont pas nécessairement celles qui se prêtent le mieux à une allocation efficace des ressources.

8. RÉPARTITION DE LA POPULATION ET TYPOLOGIE RÉGIONALE

La densité de la population régionale dans les pays de l'OCDE varie d'un niveau voisin de zéro dans la région de Stikine (Canada) à 20 500 personnes au km² à Paris (France) (graphiques 8.4-graphique 8.6).

La France, la Corée et le Royaume-Uni affichent la plus forte variation régionale en matière de densité de la population : la différence entre la région la plus densément peuplée et la région la moins densément peuplée dans ces pays est supérieure à 10 000 personnes au km².

Paris était la région qui avait la plus forte densité de population en France, avec plus de 20 000 personnes au km², alors que la région de la capitale, son pendant en Islande, ne comptait que 179 personnes au km² (graphique 8.1).

En 2005, près de la moitié de la population totale des pays de l'OCDE (46 %) vivait dans des régions essentiellement urbaines, qui représentaient moins de 6 % de la superficie totale. La concentration dans les régions urbaines était supérieure à 50 %, aux Pays-Bas, en Belgique, au Royaume-Uni, en Australie, au Japon, en Italie, au Canada et au Portugal (graphique 8.3).

Les régions essentiellement rurales rassemblaient près du quart de la population totale (24 %) et occupaient 80 % de la superficie. En Irlande, en Finlande, en Suède et en Norvège, la part de la population nationale vivant dans les régions rurales était plus de deux fois supérieure (50 % au minimum) à la moyenne OCDE (graphique 8.3).

Au cours des dix dernières années, la population des régions urbaines a augmenté de 8 points de pourcentage en moyenne. Pendant cette période, la part de la population nationale vivant dans les régions urbaines a progressé dans 17 pays, en particulier en Turquie, en Nouvelle-Zélande, au Canada et en Finlande (plus de deux points de pourcentage). Le pourcentage de la population habitant dans les régions intermédiaires s'est accru durant les dix dernières années essentiellement en Corée, en Islande, en Hongrie et en Norvège (plus d'un point de pourcentage). La part de la population vivant dans les régions rurales a aussi augmenté, bien que dans une proportion beaucoup plus faible que celle observée dans les régions urbaines, en Irlande, aux États-Unis, en Belgique, en Pologne et au Royaume-Uni (graphique 8.2).

Définition

L'OCDE a établi une typologie régionale afin de tenir compte des différences géographiques et de permettre des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie. Les régions ont été classées comme *essentiellement rurales* (ER), *intermédiaires* (IN) et *essentiellement urbaines* (EU) en fonction du pourcentage de leur population vivant dans des unités locales rurales. Premièrement, une unité locale est définie comme rurale si sa densité de population est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré (seuil fixé à 500 habitants pour le Japon et la Corée). Deuxièmement, une région de niveau TL3 est classée comme :

- Essentiellement rurale, si plus de 50 % de sa population vit dans des unités locales rurales.
- Intermédiaire, si entre 15 % et 50 % de sa population vit dans des unités locales rurales.
- Essentiellement urbaine, si moins de 15 % de sa population vit dans des unités locales rurales.

Enfin, si une région essentiellement rurale possède un centre urbain de plus de 200 000 habitants (500 000 pour le Japon et la Corée) rassemblant au moins 25 % de la population régionale, la région est classée comme intermédiaire. Si une région intermédiaire possède un centre urbain de plus de 500 000 habitants (1 000 000 pour le Japon et la Corée) représentant au moins 25 % de la population régionale, la région est classée comme essentiellement urbaine.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe A : Grilles territoriales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Informations complémentaires

OCDE (2007), *Regional typology: Updated statistics*.

OCDE (2006), *Villes, compétitivité et mondialisation*.

OCDE (2006), *Le nouveau paradigme rural : politiques et gouvernance*.

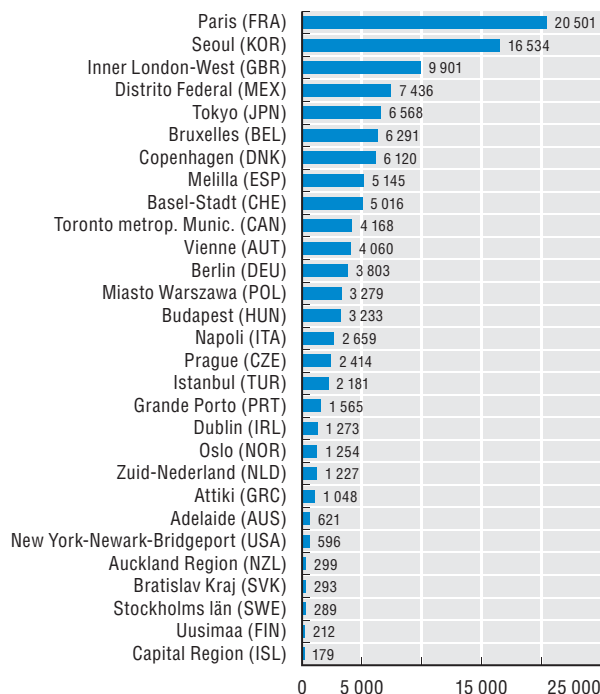
Notes des graphiques

Graphique 8.1 : Le Distrito Federal (Mexique) comprend les délégations suivantes : Azcapotzalco, Coyoacan, Cuajimalpa de Morelos, Gustavo A. Madero, Iztacalco, Iztapalapa, Magdalena Contreras La, Alvaro Obregon, Tlalpan, Xochimilco, Benito Juarez, Cuauhtemoc, Miguel Hidalgo, Venustiano Carranza (DF).

8. RÉPARTITION DE LA POPULATION ET TYPOLOGIE RÉGIONALE

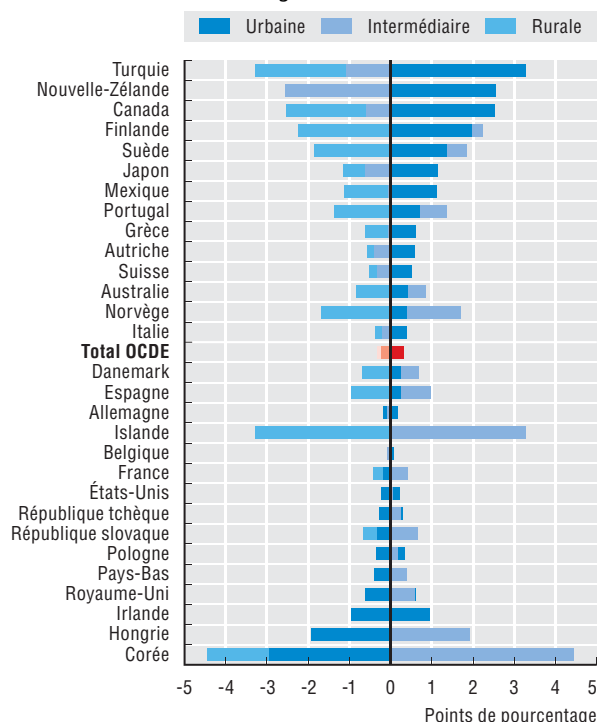
8.1 Région de niveau TL3 la plus densément peuplée dans chaque pays (nombre d'habitants au km²), 2005

En 2005, Paris avait la densité de population la plus élevée en France.



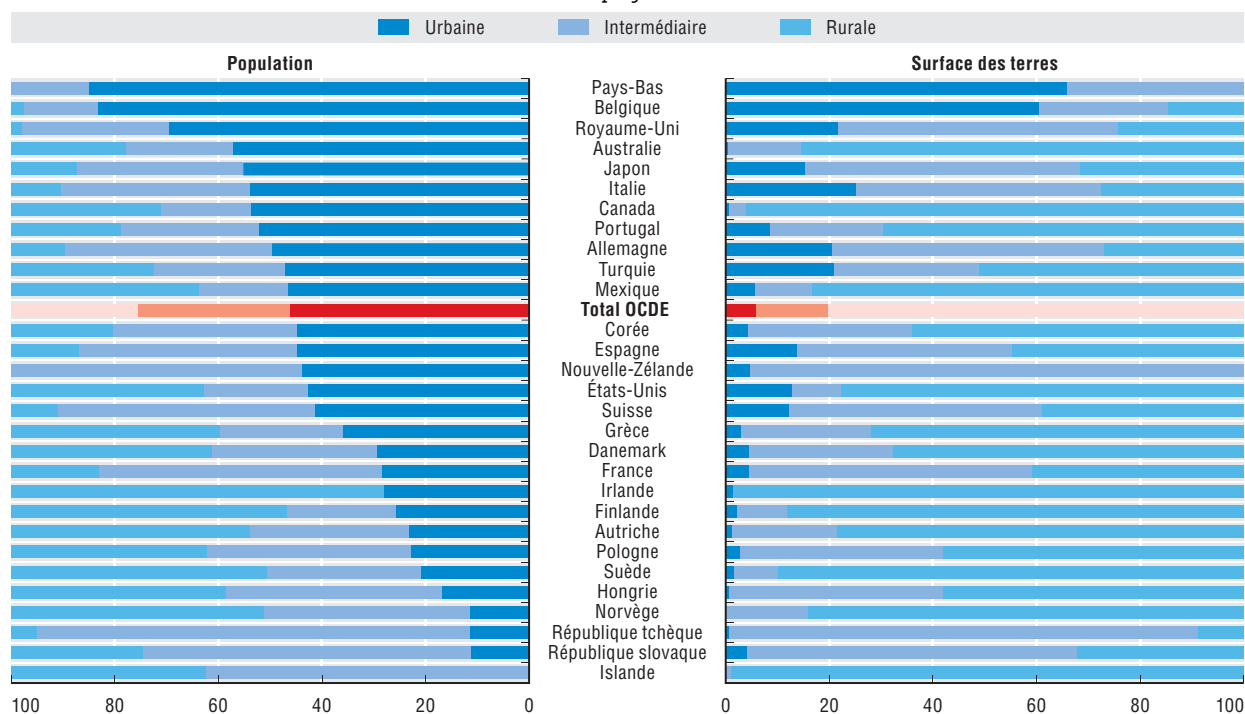
8.2 Régions EU, IN et ER : évolution en points de pourcentage de la part de la population nationale dans chaque pays, 1995 à 2005

Entre 1995 et 2005, la Turquie a connu la plus forte augmentation de la part de la population vivant dans les régions urbaines.



8.3 Régions EU, IN et ER : distribution de la population et de la superficie, 2005

En 2005, 46 % de la population des pays de l'OCDE vivaient dans des régions urbaines représentant moins de 6 % de la superficie totale du territoire.



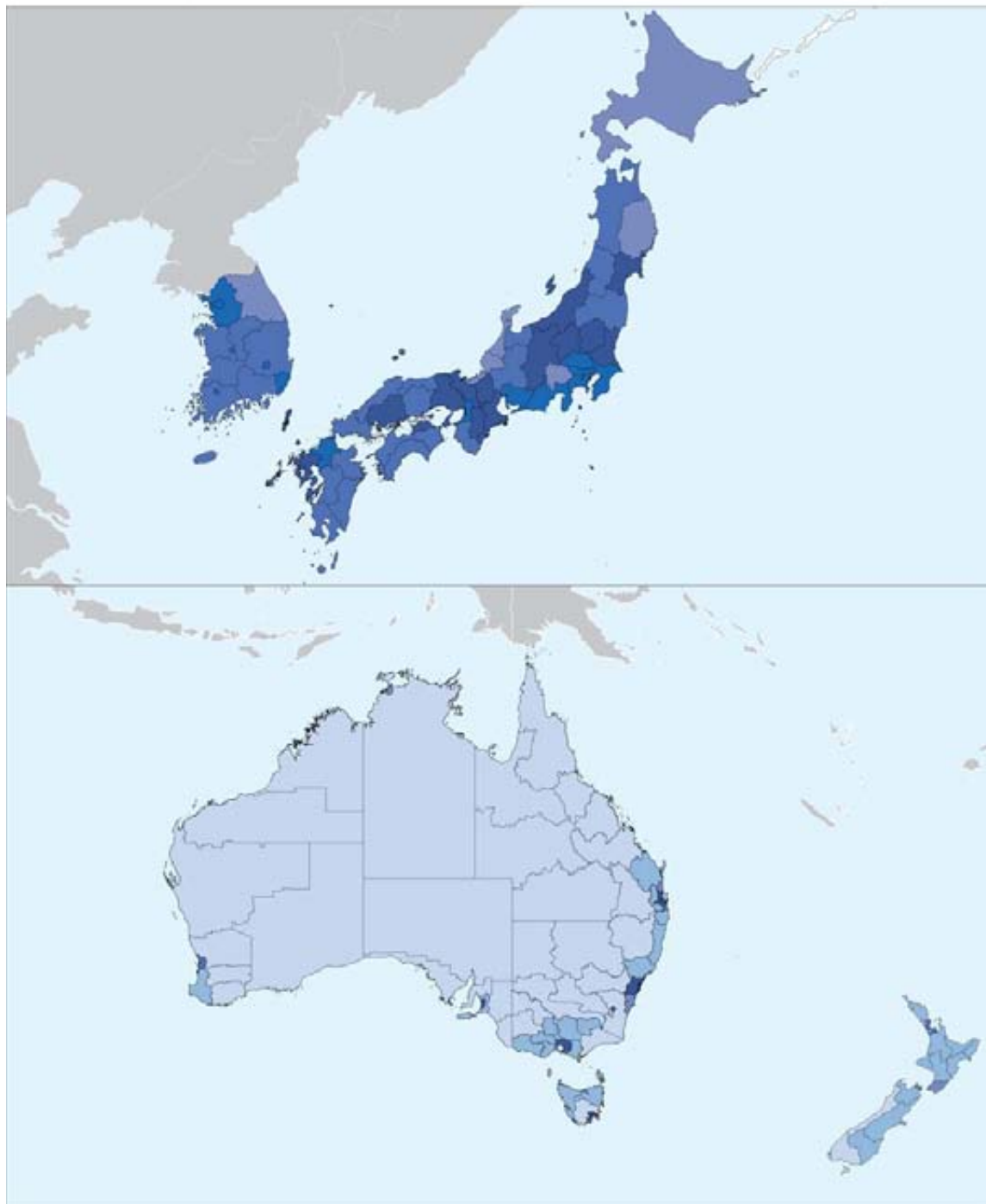
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551266302724>


8. RÉPARTITION DE LA POPULATION ET TYPOLOGIE RÉGIONALE

8.4 Densité de la population régionale : Asie et Océanie

Nombre d'habitants au km², régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 800
- Entre 300 et 800
- Entre 100 et 300
- Entre 30 et 100
- Entre 4 et 30
- Inférieure à 4
- Données non disponibles

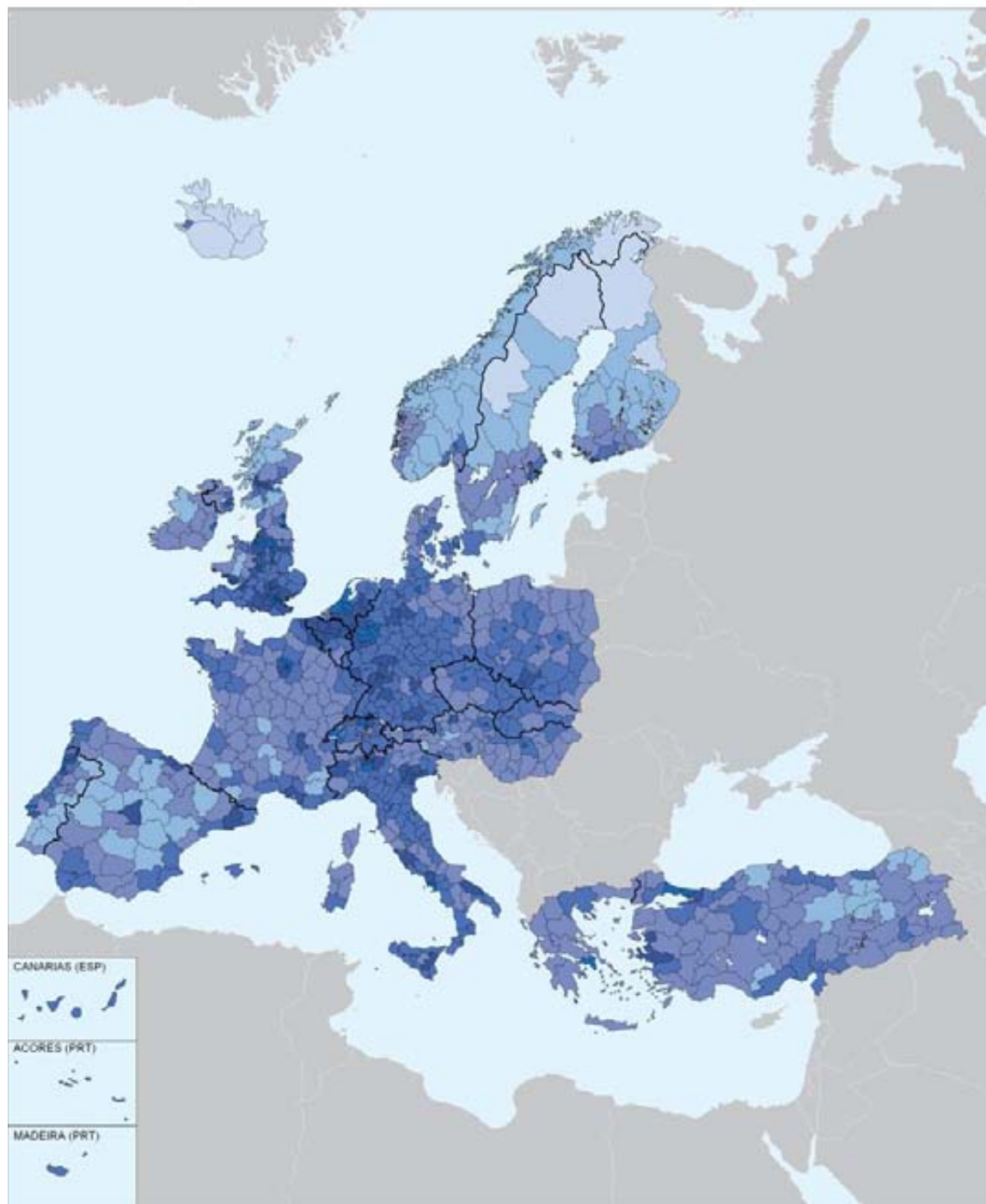



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552381833143>

8.5 Densité de la population régionale : Europe

Nombre d'habitants au km², régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 800
- Entre 300 et 800
- Entre 100 et 300
- Entre 30 et 100
- Entre 4 et 30
- Inférieure à 4
- Données non disponibles



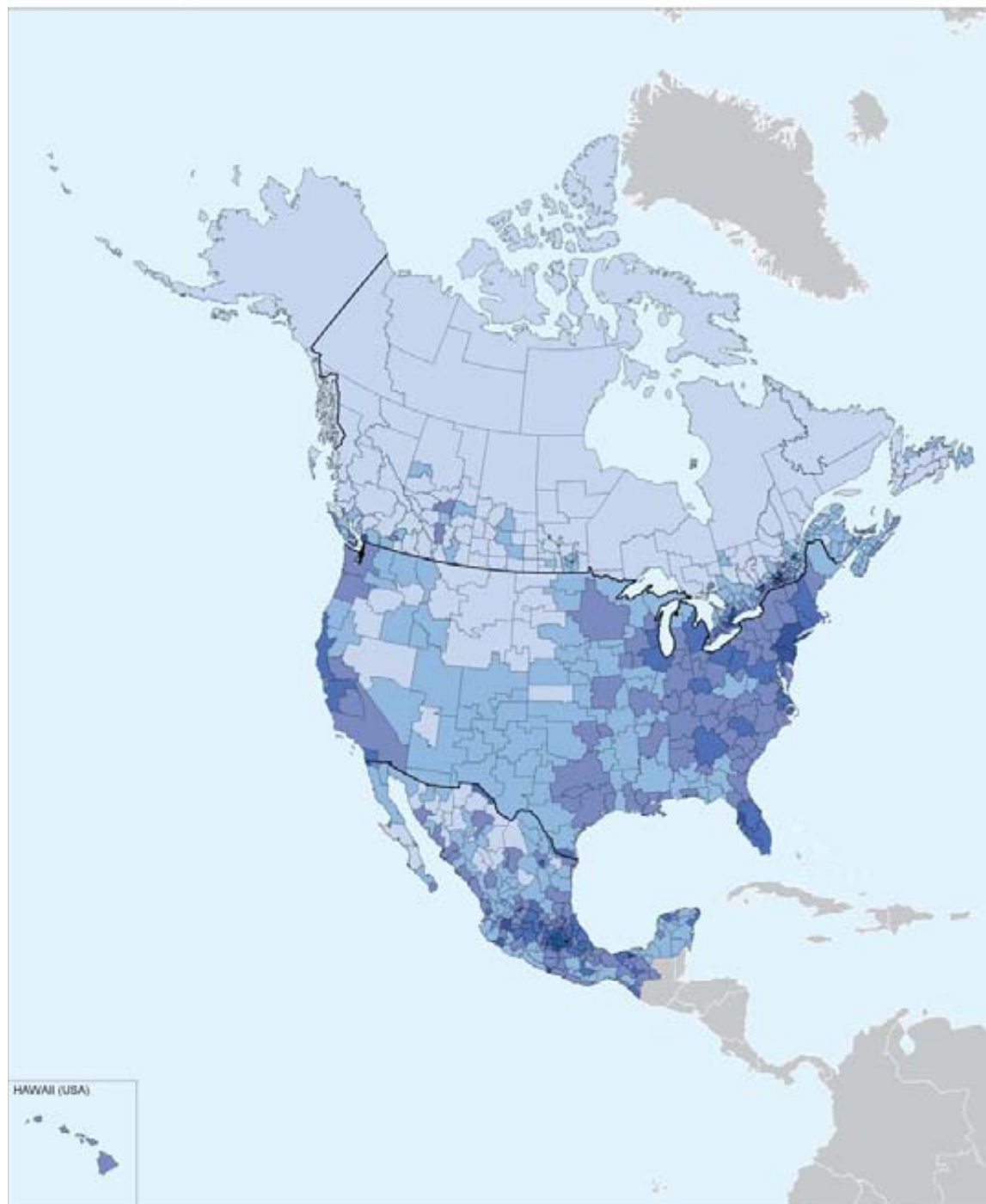
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552381833143>


8. RÉPARTITION DE LA POPULATION ET TYPOLOGIE RÉGIONALE

8.6 Densité de la population régionale : Amérique du Nord

Nombre d'habitants au km², régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 800
- Entre 300 et 800
- Entre 100 et 300
- Entre 30 et 100
- Entre 4 et 30
- Inférieure à 4
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552381833143>

Population des grandes régions urbaines

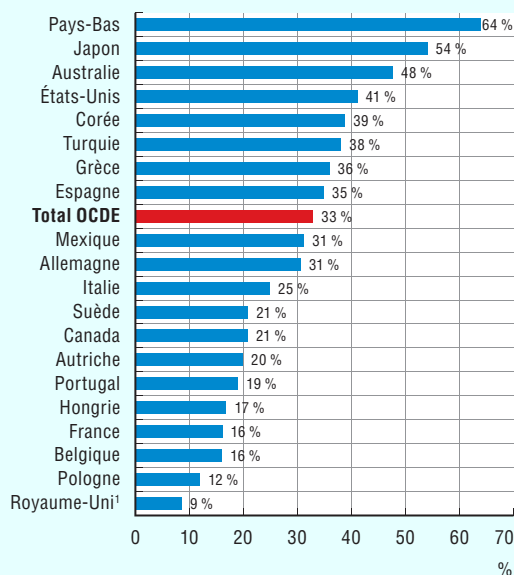
Au cours des dix dernières années, la population des régions essentiellement urbaines des pays de l'OCDE a enregistré une progression de 8 %. Cette évolution a notamment eu pour effet d'accroître le poids des grandes régions urbaines, à savoir les régions urbaines comptant au moins 1.5 million d'habitants. La population des pays de l'OCDE vivant dans de grandes régions urbaines dépassait 383 millions de personnes en 2005, alors qu'elle atteignait à peine 343 millions dix années plus tôt.

En 2005, un tiers de la population des pays de l'OCDE vivait dans de grandes régions urbaines. L'importance des grandes régions urbaines varie selon les pays : plus de 40 % de la population nationale vivent dans de grandes régions urbaines aux Pays-Bas, au Japon, en Australie et aux États-Unis, contre 9 % seulement au Royaume-Uni. Enfin, dans dix pays de l'OCDE, aucune région urbaine ne rassemble plus de 1.5 million d'habitants (graphique 8.7).

Dans les grandes régions urbaines, la croissance de la population a été plus forte que celle de la population totale de la zone OCDE (1.5 fois supérieure), ce qui tend à indiquer que les migrations ont ajouté leurs effets au jeu de la démographie pour modifier la taille des régions urbaines. Cela étant, la croissance de la population est très variable au sein des pays. Par rapport au taux de croissance démographique national, la croissance de la population dans les grandes régions urbaines a été particulièrement intense en Allemagne (8 fois plus élevée), en France et en Suède (4 fois plus élevée) et en Australie et en Turquie (près de 3 fois plus élevée). En revanche, en Hongrie et, dans une moindre mesure, en Pologne, où la population totale a diminué ces dix dernières années, le recul démographique observé dans les grandes agglomérations urbaines a été plus marqué (graphique 8.8).

8.7 Pourcentage de la population nationale vivant dans de grandes régions urbaines de niveau TL3, 2005

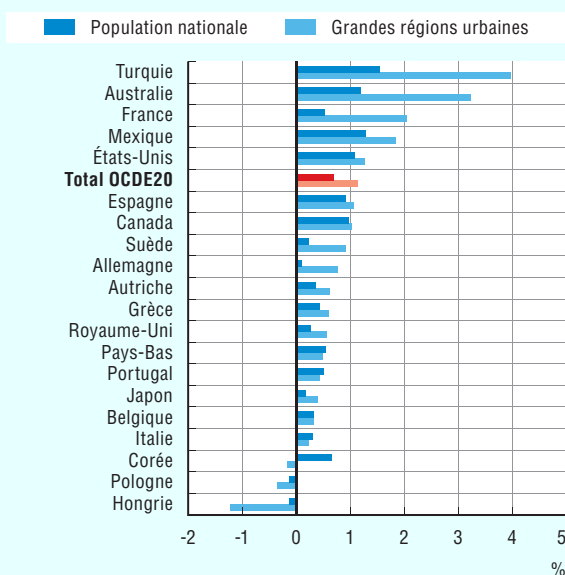
Aux Pays-Bas, 64 % de la population vivaient dans des régions urbaines comptant plus de 1.5 million d'habitants en 2005.



1. La proportion serait de 12.4 % si l'on ajoutait les régions TL3 de l'Inner London East (près de 1.08 million d'habitants) et de l'Outer London South (1.166 million d'habitants).

8.8 Variation annuelle en pourcentage de la population totale des grandes régions urbaines de niveau TL3 et de la population nationale, 1995 à 2005¹

En Turquie, la population des grandes régions urbaines a augmenté de 4 % par an entre 1995 et 2005.



1. Pologne : 1999-2005.

9. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

En 2005, 10 % seulement des régions rassemblaient 40 % environ de la population totale des pays de l'OCDE (graphique 9.1).

La répartition géographique s'explique par des différences de conditions climatiques et environnementales qui découragent les habitants de s'établir dans certaines zones et favorisent leur concentration autour d'un petit nombre de centres urbains. Les perspectives économiques plus nombreuses et la plus grande diversité de services qu'engendre l'urbanisation renforcent ce processus.

Au cours des dix dernières années, la population des pays de l'OCDE a progressé de 1 % par an en moyenne pour atteindre près de 1 167 millions en 2005. D'après la classification de l'OCDE, la population des régions varie entre 300 habitants environ dans l'Australian Capital Territory (Australie) et près de 23 millions dans la zone New York-Newark-Bridgeport (États-Unis).

Avec plus de la moitié des habitants vivant dans 10 % des régions, l'Australie, le Canada, l'Islande et les États-Unis sont les pays qui présentent les plus fortes concentrations de population (graphique 9.1).

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale de la population au sein d'un pays en comparant le poids démographique et la superficie de chacune de ses régions. D'après cet indicateur, la répartition de la population est la moins homogène au Canada, en Australie et en Islande et la concentration géographique, la plus faible en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie et en Belgique.

Au cours des dix dernières années, la concentration géographique de la population s'est sensiblement accentuée en Islande, en Turquie, en Nouvelle-Zélande, en Corée, en Norvège et en Finlande (plus de deux fois plus rapidement que la moyenne OCDE), mais s'est légèrement atténuée en République tchèque, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en République slovaque et en Belgique (graphique 9.2).

Le nombre d'habitants de la région la plus peuplée de chaque pays varie entre 23 millions dans le cas de New York-Newark-Bridgeport, aux États-Unis, et 187 000 pour la région de la capitale de l'Islande. Dans dix pays, plus d'un cinquième de la population nationale est concentrée dans la région la plus peuplée. Le pourcentage de la population nationale vivant dans la région la plus peuplée varie entre 3 % dans l'Inner London-East, au Royaume-Uni, et 62 %, dans la région de la capitale de l'Islande (graphique 9.3).

Définition

La population totale d'une région donnée peut être définie comme la population annuelle moyenne de cette région ou la population à une date donnée de l'année considérée.

L'OCDE a établi une classification des régions dans chaque pays membre, afin de faciliter la comparaison de toutes les entités qui se situent au même niveau territorial. Cette classification distingue deux niveaux territoriaux : le *niveau supérieur (TL2)*, qui comprend 335 grandes régions, et le *niveau inférieur (TL3)*, qui compte 1 681 petites régions. Ces deux niveaux ont une existence officielle et servent de cadre pour la mise en œuvre des politiques régionales dans la plupart des pays.

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale de la population au sein de chaque pays en comparant le poids démographique et le poids territorial (surface des terres) de chacune des régions de niveau TL3 (voir la formule à l'annexe C). L'indice prend une valeur entre 0 et 100 : plus cette valeur est élevée, plus la concentration régionale de la population est forte. La taille différente des régions peut influencer sur les comparaisons internationales de l'indice.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Informations complémentaires

Grilles territoriales, www.oecd.org/gov/regional/statistic-sindicators.

Notes des graphiques

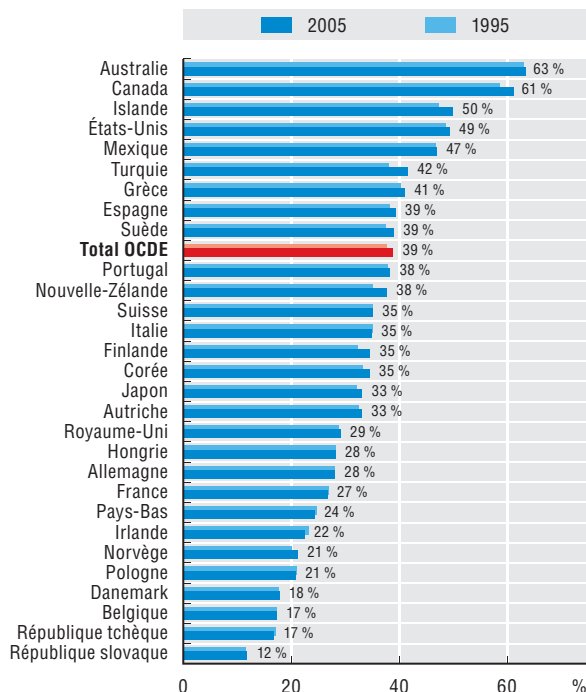
Graphiques 9.1 et 9.2 : Nouvelle-Zélande : 1996-2005.

Graphique 9.3 : Le Distrito Federal (Mexique) comprend les délégations suivantes : Azcapotzalco, Coyoacan, Cuajimalpa de Morelos, Gustavo A. Madero, Iztacalco, Iztapalapa, Magdalena Contreras La, Alvaro Obregon, Tlalpan, Xochimilco, Benito Juarez, Cuauhtemoc, Miguel Hidalgo, Venustiano Carranza (DF).

9. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

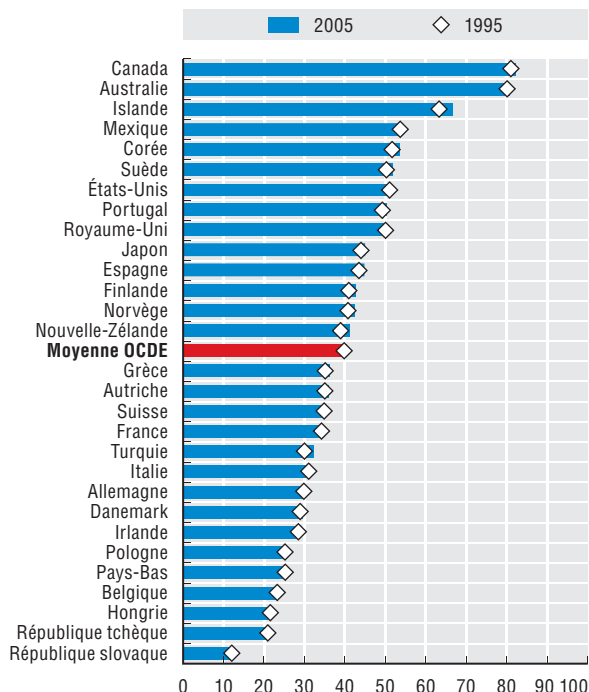
9.1 Pourcentage de la population nationale vivant dans les 10 % des régions de niveau TL3 les plus peuplées

Près de 40 % de la population des pays de l'OCDE vivaient dans seulement 10 % des régions en 2005.



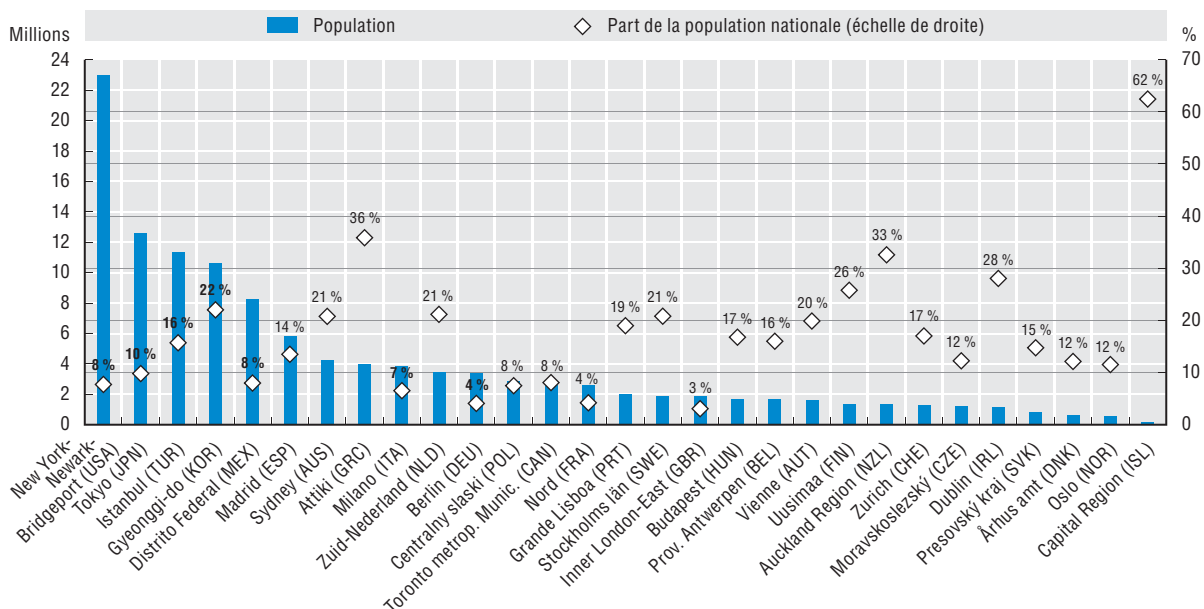
9.2 Indice de concentration géographique de la population dans les régions de niveau TL3

C'est au Canada, en Australie et en Islande que la population est la plus concentrée.



9.3 Région de niveau TL3 la plus fortement peuplée dans chaque pays, 2005

En 2005, la région New York-Newark-Bridgeport était la plus peuplée des États-Unis, rassemblant 8 % de la population nationale.



10. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

Les performances économiques varient sensiblement d'une région de l'OCDE à l'autre. De fait, l'écart des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) au sein des pays sur la période 1995-2005 sont près de trois fois supérieurs (17 points de pourcentage) que les écarts entre les pays de l'OCDE (6 points de pourcentage).

Entre 1995 et 2005, le PIB des pays de l'OCDE s'est accru à un taux annuel moyen de 2.7 % en termes réels, mais a accusé un ralentissement de près de 1 point de pourcentage au cours des cinq dernières années par comparaison avec la période 1995-2000 (graphique 10.1).

Pendant la même période, les écarts de croissance entre régions d'un même pays ont dépassé 6 points de pourcentage en Turquie, en Pologne, en Hongrie, en Grèce et au Royaume-Uni ce qui tend à indiquer que les performances nationales doivent beaucoup au dynamisme d'un nombre limité de régions (graphique 10.2).

Entre 1995 et 2005, la croissance du PIB de l'ensemble des pays de l'OCDE a été alimentée à hauteur de 44 % en moyenne par 10 % des régions. En Grèce, la quasi-totalité de la croissance du PIB national est imputable à la région de l'Attiki. La contribution à la croissance des 10 % de régions affichant l'expansion la plus rapide a été également élevée (supérieure à 50 % de la croissance du PIB) en Suède, en Finlande, en Hongrie, en Italie et au Japon (graphique 10.3).

Sur les 897 régions considérées, 21 seulement, situées dans 6 pays, l'Autriche, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni, ont enregistré un recul de leur contribution au PIB total entre 1995 et 2005.

Le scénario de croissance diffère d'un pays à l'autre. La Hongrie, la Pologne et la Corée ont connu une croissance marquée par de fortes variations régionales, tandis que l'Irlande, la République slovaque et l'Australie ont affiché un taux de croissance supérieur à la moyenne OCDE et de faibles variations des taux régionaux (graphique 10.2).

Les 20 régions qui ont enregistré la plus forte croissance au cours de la période 1995-2005 se répartissent entre divers pays. Toutes les régions de l'Irlande figurent cependant parmi ces 20 régions, ce qui tend à indiquer que la croissance nationale peut être assurée par une exploitation équilibrée d'atouts régionaux. Pour d'autres pays comme la Corée et la Hongrie, la croissance nationale semble en revanche dépendre davantage d'atouts régionaux spécifiques (graphique 10.4).

Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur standard de la valeur de l'activité de production (biens et services) des unités productrices résidentes. Le PIB régional est mesuré conformément à la définition du Système de comptabilité nationale de 1993. Afin de permettre des comparaisons entre les périodes et entre les pays, il est exprimé à prix constants (année 2000) au moyen du déflateur de l'OCDE et est ensuite converti en dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de manière à ce que le PIB de chaque pays soit indiqué dans une monnaie commune.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

OCDE, prix et parités de pouvoir d'achat, <http://dotstat/wbos/>, Séries de référence.

OCDE, PIB national, <http://dotstat/wbos/>, Comptes nationaux.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Australie, Canada, Mexique et États-Unis : niveau TL2 uniquement.

PIB régional non connu pour l'Islande et la Suisse.

Notes des graphiques

Graphique 10.1 : PIB à prix constants de 2000 (PPA). Calculs effectués à partir des Comptes nationaux des pays de l'OCDE.

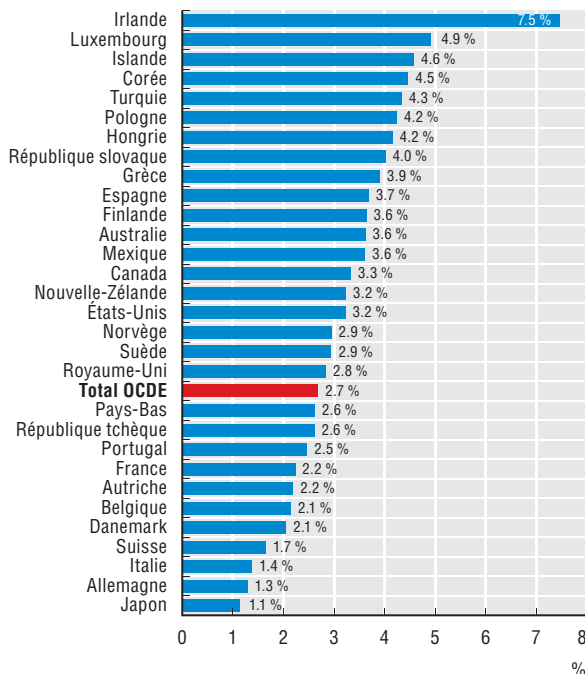
Graphiques 10.2 à 10.4 : Années connues pour l'Italie 2000-05, pour le Mexique 1995-2004, pour la Nouvelle-Zélande 2000-03 pour la Turquie (1995-2001) et pour les États-Unis (1997-2005).

Graphiques 10.3 à 10.4 : La Turquie n'est pas prise en compte faute de données concernant le PIB sur des années comparables.

10. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

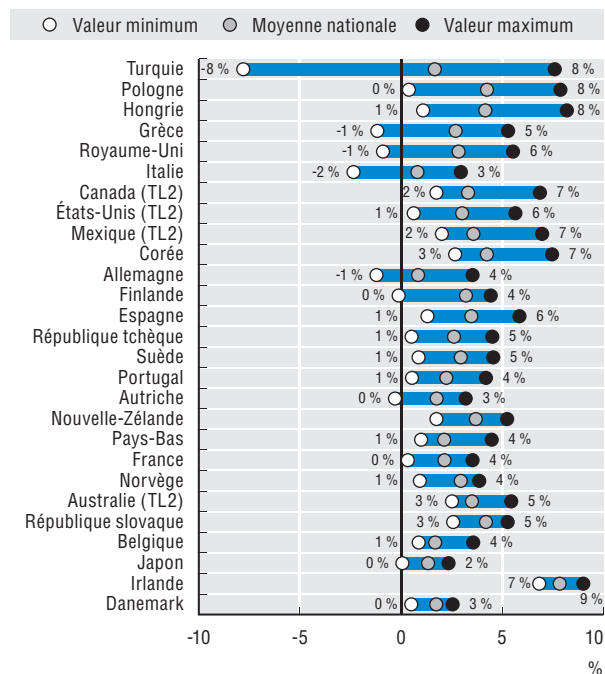
10.1 Taux de croissance annuel du PIB national, 1995-2005

Entre 1995 et 2005, le PIB a crû de 7.5 % par an en Irlande et de 1.1 % au Japon.



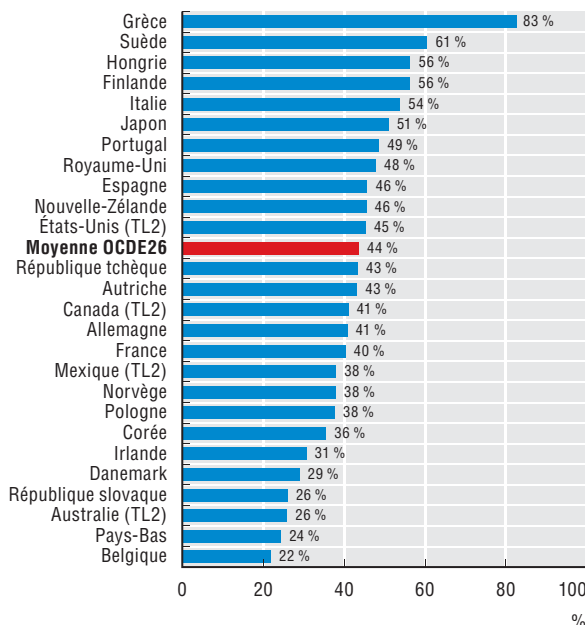
10.2 Classement des pays en fonction des écarts de croissance annuelle du PIB régional au niveau TL3, 1995-2005

Entre 1995 et 2005, c'est en Turquie que les écarts de croissance du PIB entre régions ont été les plus importants.



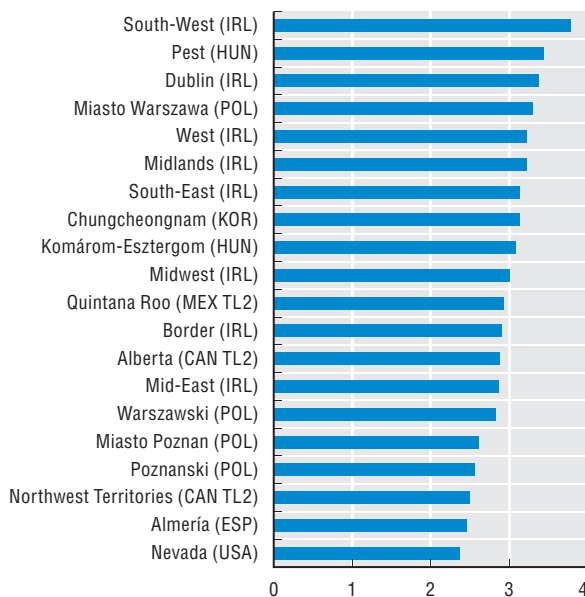
10.3 Pourcentage de la croissance du PIB national dû aux 10 % de régions de niveau TL3 affichant la plus forte croissance, 1995-2005

Entre 1995 et 2005, la croissance du PIB de l'ensemble des pays de l'OCDE a été alimentée à hauteur de 44 % par 10 % des régions.



10.4 Indice de croissance des régions de niveau TL3 affichant la plus forte croissance (zone OCDE = 1), 1995-2005

De toutes les régions de l'OCDE, c'est le Sud-Ouest de l'Irlande qui a connu la croissance la plus rapide au cours de la période 1995-2005.

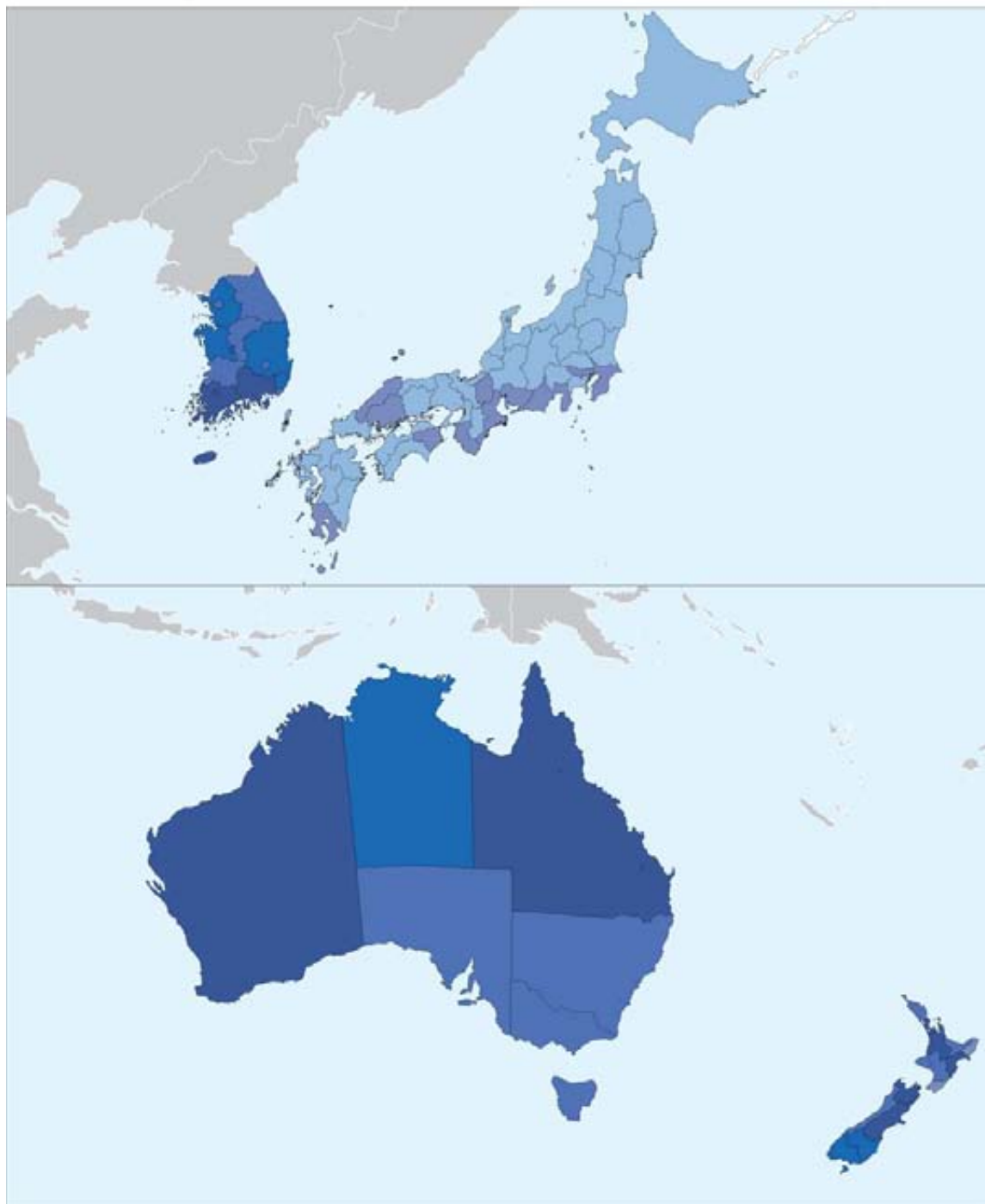


10. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL


10.5 Croissance du PIB régional : Asie et Océanie

Taux de croissance annuel moyen (en USD constants de 2000, PPA), régions de niveau TL3; 1995-2005

- Supérieure à 5.0%
- Entre 3.5% et 5.0%
- Entre 2.5% et 3.5%
- Entre 1.5% et 2.5%
- Entre 0.0% et 1.5%
- Inférieure à 0.0%
- Données non disponibles



Australie : régions de niveau TL2.

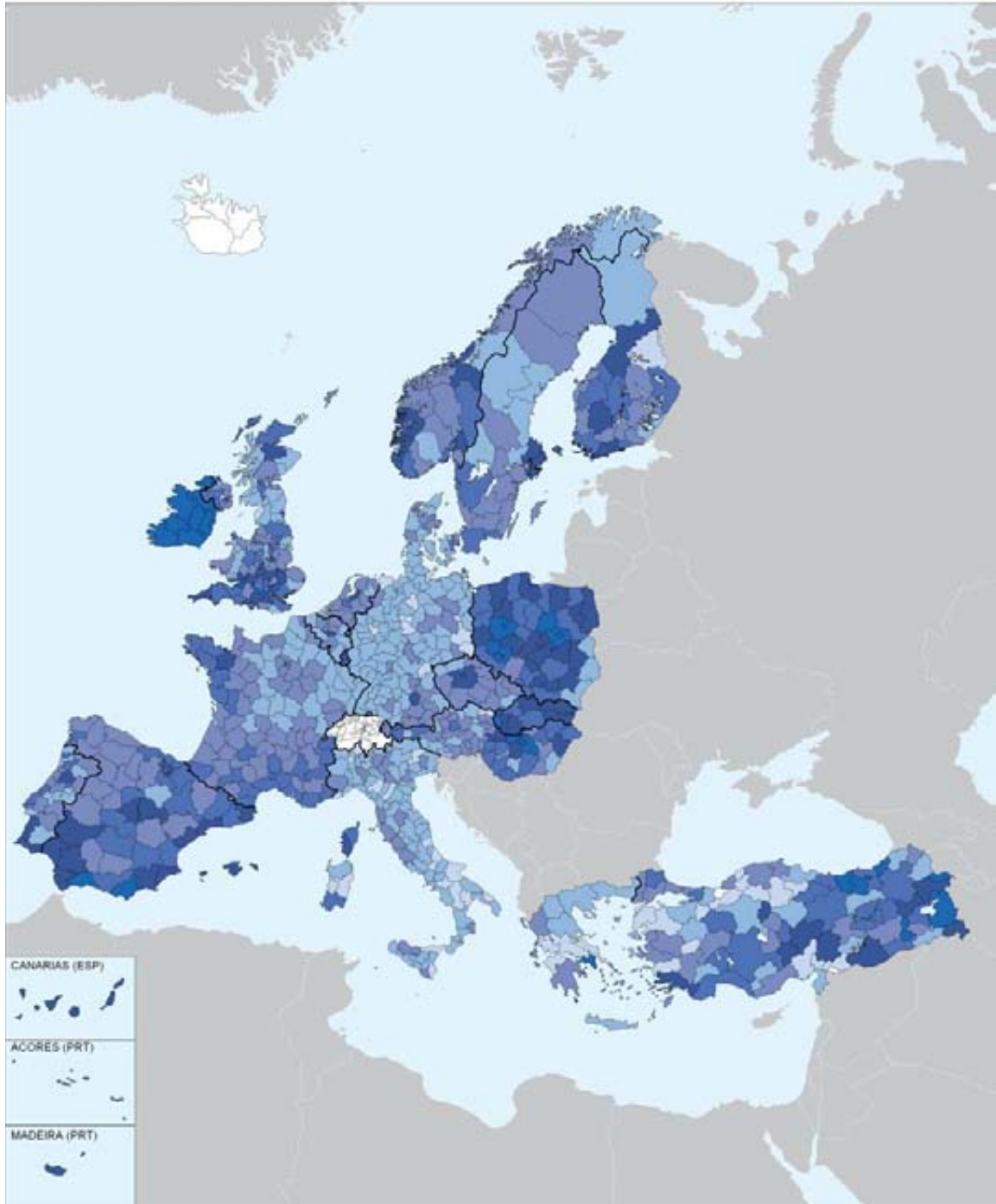
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552387600058>

10. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

10.6 Croissance du PIB régional : Europe

Taux de croissance annuel moyen (en USD constants de 2000, PPA), régions de niveau TL3, 1995-2005

- Supérieure à 5.0%
- Entre 3.5% et 5.0%
- Entre 2.5% et 3.5%
- Entre 1.5% et 2.5%
- Entre 0.0% et 1.5%
- Inférieure à 0.0%
- Données non disponibles



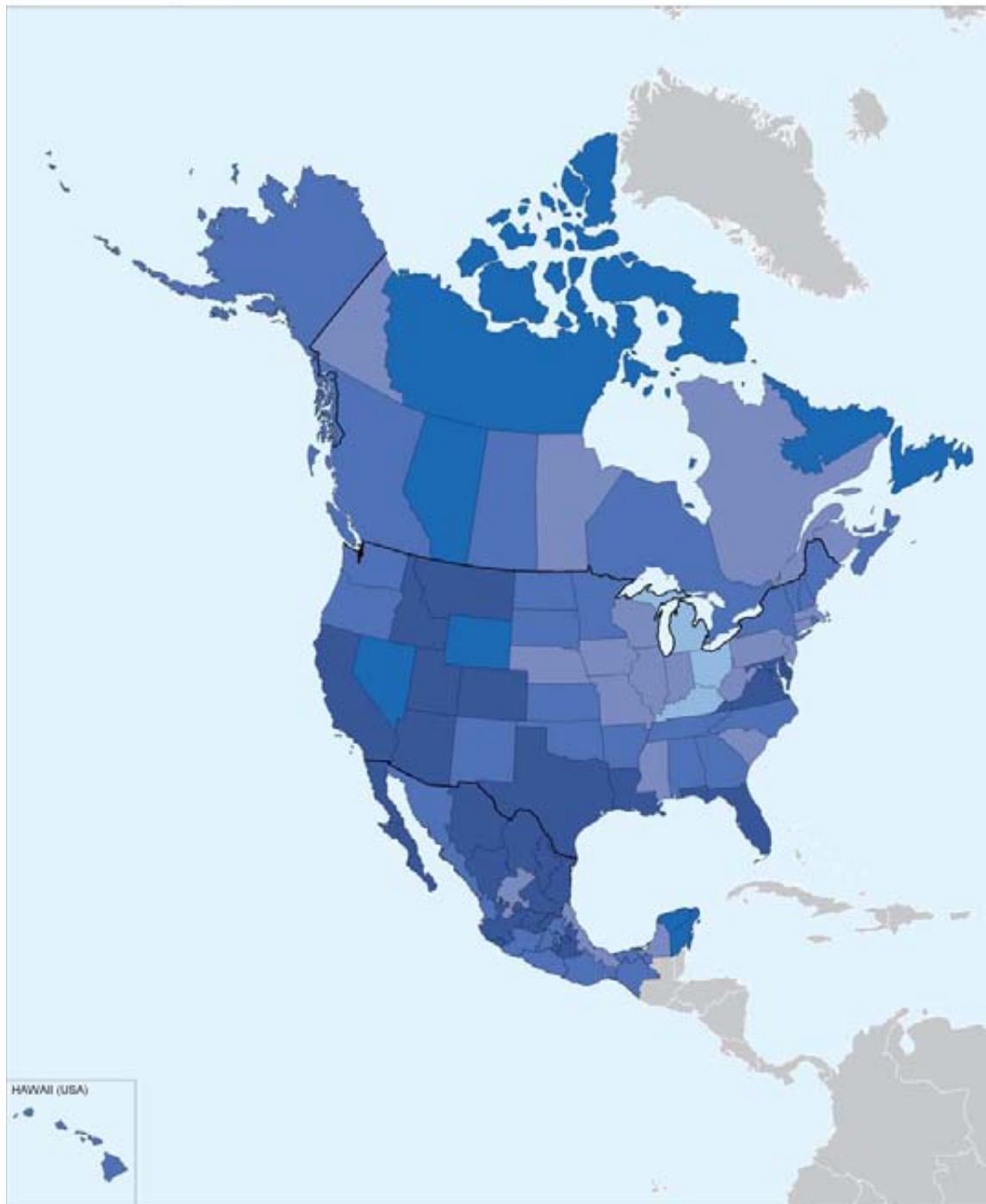
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552387600058>


10. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

10.7 Croissance du PIB régional : Amérique du Nord

Taux de croissance annuel moyen (en USD constants de 2000, PPA), régions de niveau TL2, 1995-2005

- Supérieure à 5.0%
- Entre 3.5% et 5.0%
- Entre 2.5% et 3.5%
- Entre 1.5% et 2.5%
- Entre 0.0% et 1.5%
- Inférieure à 0.0%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552387600058>

Évolution de la croissance du PIB par habitant dans les régions essentiellement urbaines et essentiellement rurales

Pendant la période 1995-2005, le taux de croissance annuel moyen du PIB total dans les régions urbaines a été plus fort que dans les régions intermédiaires et rurales. La situation est très différente selon les pays : en Grèce, en Suède et en Hongrie, les régions urbaines ont enregistré un taux de croissance supérieur de près de 2 points de pourcentage à celui des régions rurales, tandis qu'en Corée, en Turquie et en Allemagne les régions rurales ont connu une croissance moyenne plus forte que les régions urbaines, même si la différence est minime.

Lorsqu'on examine le PIB par habitant, on constate que l'écart entre régions rurales et urbaines ne s'est pas resserré au cours des dix dernières années. En 2005 comme en 1995, le PIB par habitant des régions urbaines dépassait la moyenne de l'OCDE de 20 %, alors que celui des régions rurales représentait environ 85 % de cette moyenne. Il importe de noter que la plupart des régions qui avaient un PIB par habitant inférieur à la moyenne de l'OCDE en 1995 se sont rapprochées de cette moyenne au cours de la période 1995-2005 (elles ont crû plus vite que le taux de croissance moyen de la zone OCDE). Le degré de convergence est à peu près le même dans les trois types de région : 62, 60 et 61 % respectivement dans les régions urbaines, intermédiaires et rurales (tableau 10.8).

10.8 Répartition des régions en fonction du PIB moyen par habitant de la zone OCDE en 1995 et du taux de croissance moyen de la zone OCDE sur la période 1995-2005¹

78 % des régions intermédiaires qui avaient un PIB par habitant supérieur à la moyenne en 1995 se retrouvent avec un PIB par habitant inférieur à la moyenne en 2005.

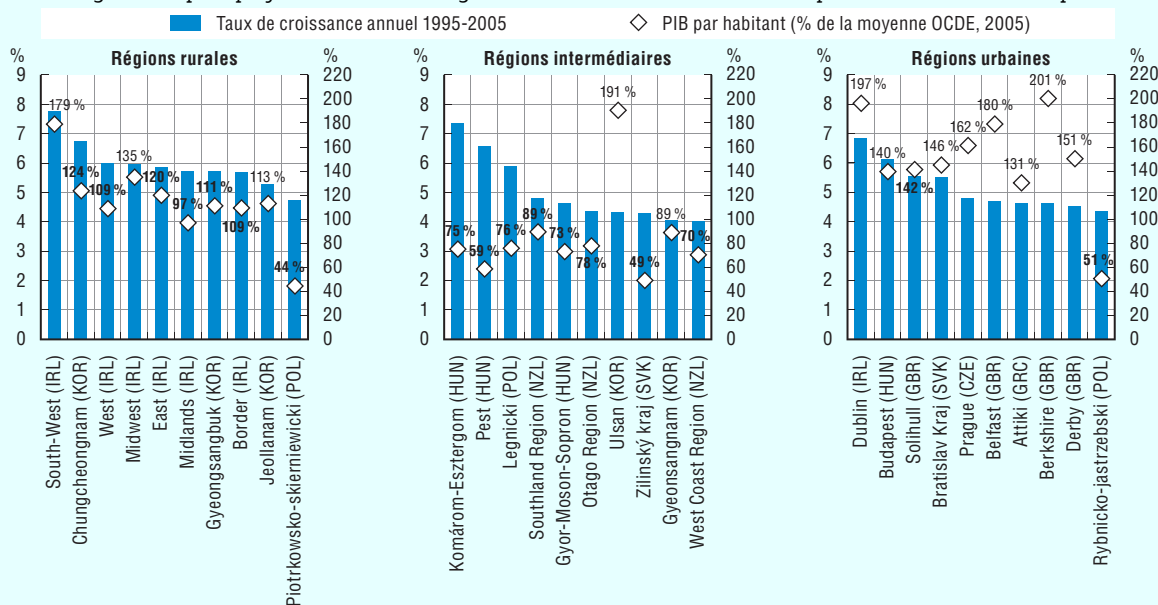
Régions rurales				Régions intermédiaires				Régions urbaines			
PIB par habitant, 1995	Croissance du PIB 1995-2005		Total (%)	PIB par habitant, 1995	Croissance du PIB 1995-2005		Total (%)	PIB par habitant, 1995	Croissance du PIB 1995-2005		Total (%)
	Inf. à la moyenne (%)	Sup. à la moyenne (%)			Inf. à la moyenne (%)	Sup. à la moyenne (%)			Inf. à la moyenne (%)	Sup. à la moyenne (%)	
Inf. à la moyenne	39	61	100	Inf. à la moyenne	40	60	100	Inf. à la moyenne	38	62	100
Sup. à la moyenne	66	34	100	Sup. à la moyenne	78	22	100	Sup. à la moyenne	66	34	100

À l'inverse, 70 % des 395 régions qui avaient un PIB par habitant supérieur à la moyenne de l'OCDE en 1995 ont enregistré un taux de croissance inférieur à la moyenne entre 1995 et 2005. Dans ce groupe, les évolutions diffèrent selon le type de région : 78 % des régions intermédiaires qui avaient un PIB par habitant supérieur à la moyenne en 1995 se retrouvent avec un PIB par habitant inférieur à la moyenne en 2005, contre 66 % les régions rurales et urbaines (tableau 10.8).

La typologie régionale n'influe pas sur les résultats des régions les plus performantes (graphique 10.9).

10.9 Régions affichant le taux de croissance du PIB par habitant le plus élevé sur la période 1995-2005 (échelle de gauche) et le PIB par habitant le plus élevé en pourcentage du PIB par habitant moyen de la zone OCDE en 2005 (échelle de droite)¹

Les régions les plus performantes ont enregistré un taux de croissance du PIB par habitant de 4 à 8 % par an.



1. Les données portent uniquement sur les régions de niveau TL3, ce qui exclut l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis. La Turquie n'est pas prise en compte faute de données sur des années comparables. Pologne : années 2000-05.

11. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI

Les écarts en matière de croissance de l'emploi sont plus marqués au sein des pays qu'entre les pays. Sur la période 1999-2006, l'écart entre pays des taux de croissance annuels de l'emploi a atteint 4.4 points de pourcentage, les taux variant de -0.2 % en Pologne à 4.2 % en Espagne (graphique 11.1).

Pendant la même période, l'écart entre les taux de croissance régionaux de l'emploi dépassait 7 points de pourcentage en Pologne, au Mexique et en Espagne. En Italie, aux États-Unis, en Corée, en France et au Canada, cet écart était inférieur mais restait significatif (supérieur à 5 points de pourcentage). Seuls la Belgique, le Danemark, la Suisse et la Norvège affichaient une croissance nationale de l'emploi reflétant des taux de croissance régionaux plus uniformes (graphique 11.2).

On observe de larges disparités régionales en matière d'évolution de l'emploi aussi bien dans les pays où la croissance de l'emploi a été forte (comme en Espagne) que dans ceux où elle a été faible ou négative (comme en Pologne).

Il apparaît que la création d'emplois au niveau national est dans une large mesure le fait d'un petit nombre de régions. En moyenne, 10 % des régions de l'OCDE ont contribué à hauteur de 47 % à la création d'emplois globale dans les pays de l'OCDE entre 1999 et 2006. La contribution régionale à la création d'emplois a été particulièrement marquée dans certains pays. En Grèce, aux États-Unis et en Suède, plus de 60 % de la croissance de l'emploi sont à mettre au compte de 10 % des régions (graphique 11.3).

Le phénomène est le même en ce qui concerne les diminutions d'emploi. En moyenne, 54 % des pertes d'emploi intervenues dans les pays de l'OCDE entre 1999 et 2006 se sont concentrées dans 10 % seulement des régions.

L'évolution de l'emploi constatée au niveau national est donc la résultante de la création d'emplois dans certaines régions et du recul de l'emploi dans d'autres. Autrement dit, la mobilité de la main-d'œuvre des régions en déclin vers les régions en croissance peut contribuer à la croissance totale de l'emploi, d'où la nécessité de tenir explicitement compte des facteurs régionaux dans les politiques du marché du travail destinées à stimuler l'emploi global.

Parmi les 20 régions affichant la plus forte expansion de l'emploi figuraient 17 régions espagnoles (graphique 11.4), dont 12 intermédiaires, 4 essentiellement urbaines et 1 essentiellement rurale.

Globalement, la croissance de l'emploi a été moins rapide dans les régions essentiellement rurales que dans les régions intermédiaires et essentiellement urbaines des pays de l'OCDE, même si dans huit pays elle a atteint son niveau le plus élevé dans une région rurale.

Définition

Les personnes ayant un emploi sont celles qui, au cours de la semaine de référence, ont effectué un travail d'une durée d'au moins une heure contre rémunération ou en vue d'un bénéfice, ou qui occupaient un emploi mais en étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

OCDE, statistiques annuelles de la population active, <http://dotstat/wbos/>.

Années de référence et niveau territorial

1999-2006; TL3

Mexique : régions de niveau TL2

Les régions de l'Australie et du Canada sont regroupées selon des grilles non officielles (GNO) différentes des grilles territoriales du niveau TL3 (voir annexe A).

Informations complémentaires

Directives du BIT, <http://ilo.org>.

OCDE (2002-07), *Bébés et employeurs : comment réconcilier travail et vie de famille* (série).

Notes des graphiques

Graphique 11.1 : Source : Base de données de l'OCDE sur les statistiques annuelles de la population active.

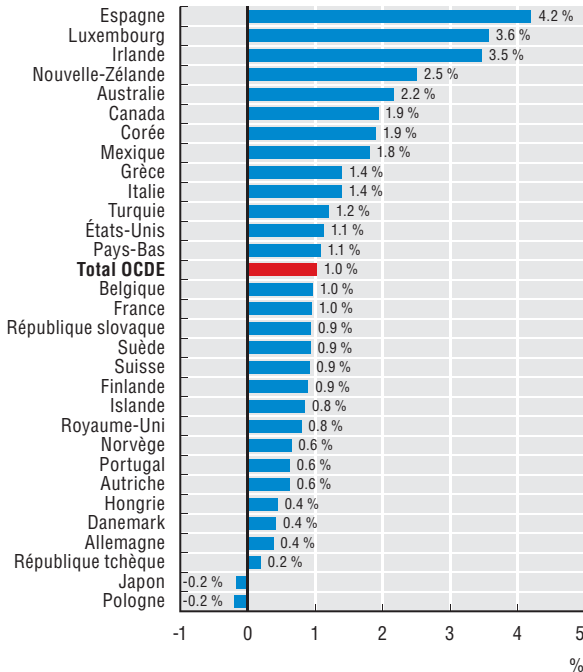
Graphique 11.2 : La Turquie n'est pas prise en compte faute de données sur des années comparables. Années connues pour l'Islande : 1999-2005, et pour le Mexique au niveau TL2 : 2000-06.

Graphique 11.3 : Seuls ont été retenus les pays où la croissance de l'emploi a été positive. La Turquie n'est pas prise en compte faute de données sur des années comparables. Années connues pour l'Islande : 1999-2005, et pour le Mexique au niveau TL2 : 2000-06.

11. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI

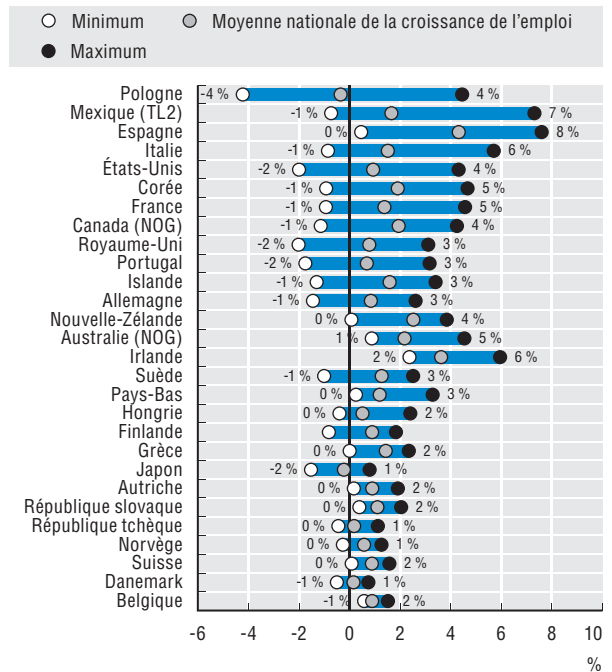
11.1 Taux de croissance annuel de l'emploi national, 1999-2006

Entre 1999 et 2006, l'emploi a augmenté de 4.2 % par an en Espagne, alors qu'il a diminué de 0.2 % par an en Pologne et au Japon.



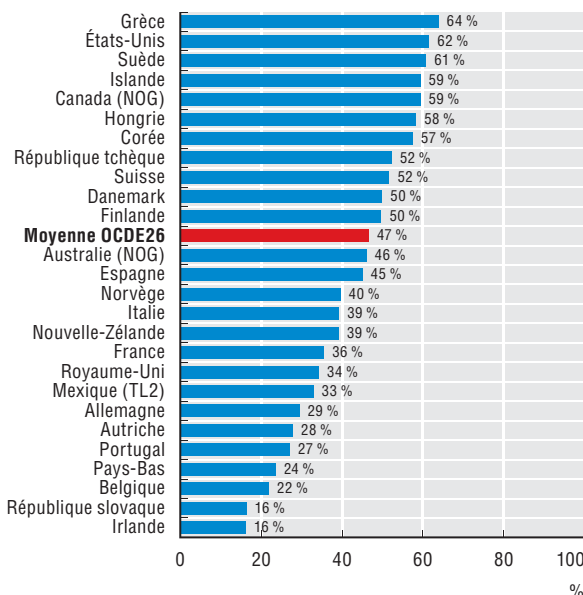
11.2 Classement des pays en fonction des écarts de croissance annuelle de l'emploi entre régions de niveau TL3, 1999-2006

Au cours de la période 1999-2006, c'est en Pologne que l'écart de croissance de l'emploi entre les régions a été le plus important.



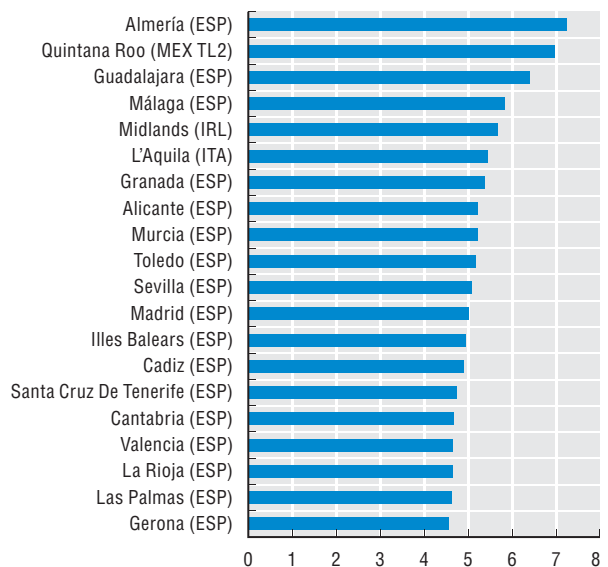
11.3 Pourcentage de la croissance de l'emploi national, dû aux 10 % de régions de niveau TL3 affichant la plus forte croissance, 1999-2006

Entre 1999 et 2006, 47 % de la croissance totale de l'emploi dans les pays de l'OCDE ont eu pour origine 10 % des régions.



11.4 Indice de croissance de l'emploi des régions de niveau TL3 affichant la plus forte croissance de l'emploi (OCDE = 1), 1999-2006

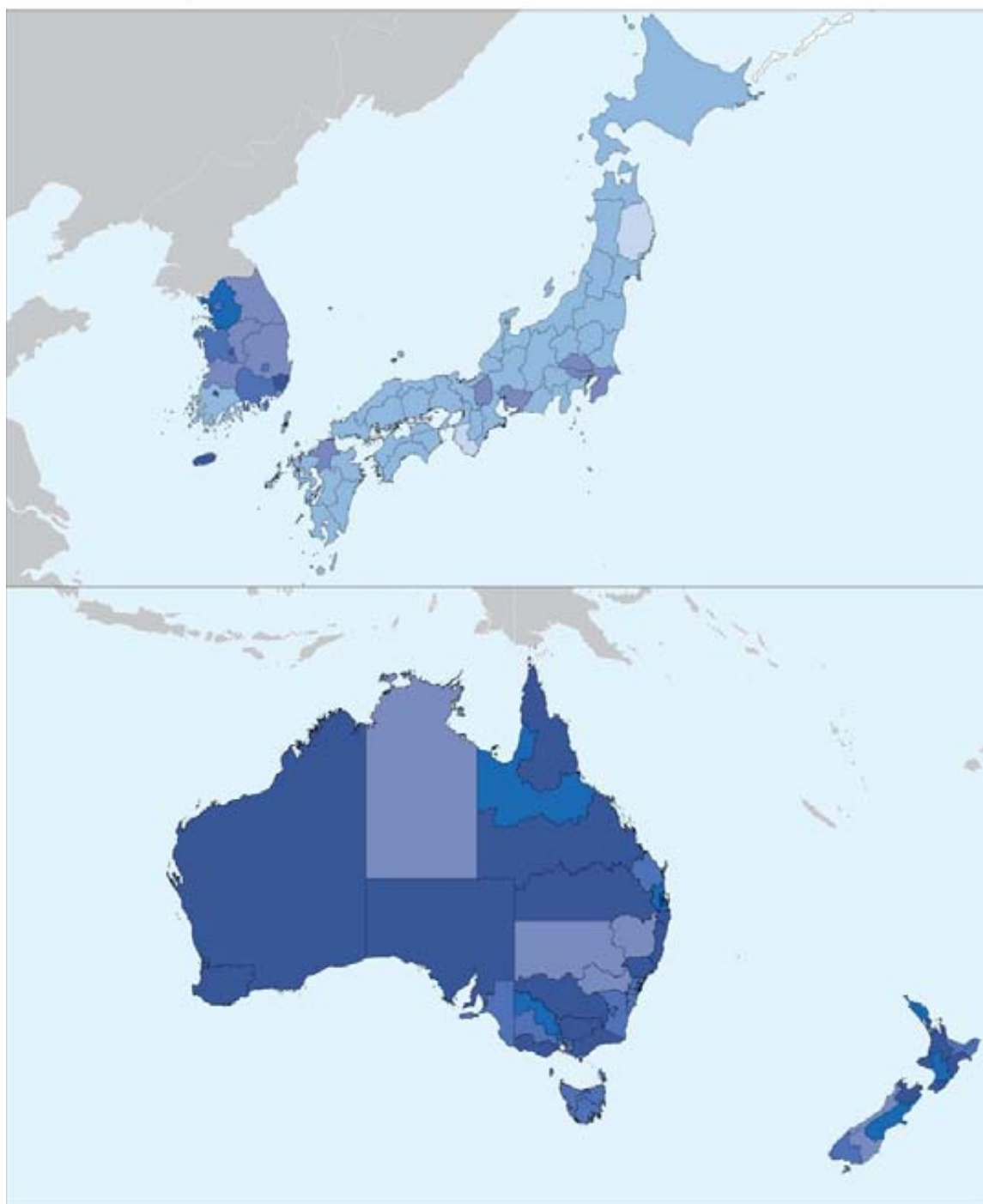
De toutes les régions de l'OCDE, c'est celle d'Almería, en Espagne, qui a connu la plus forte croissance de l'emploi entre 1999 et 2006.




11. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI

11.5 Croissance de l'emploi régional : Asie et Océanie

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi, régions de niveau TL3; 1999-2006



Australie : GNO.

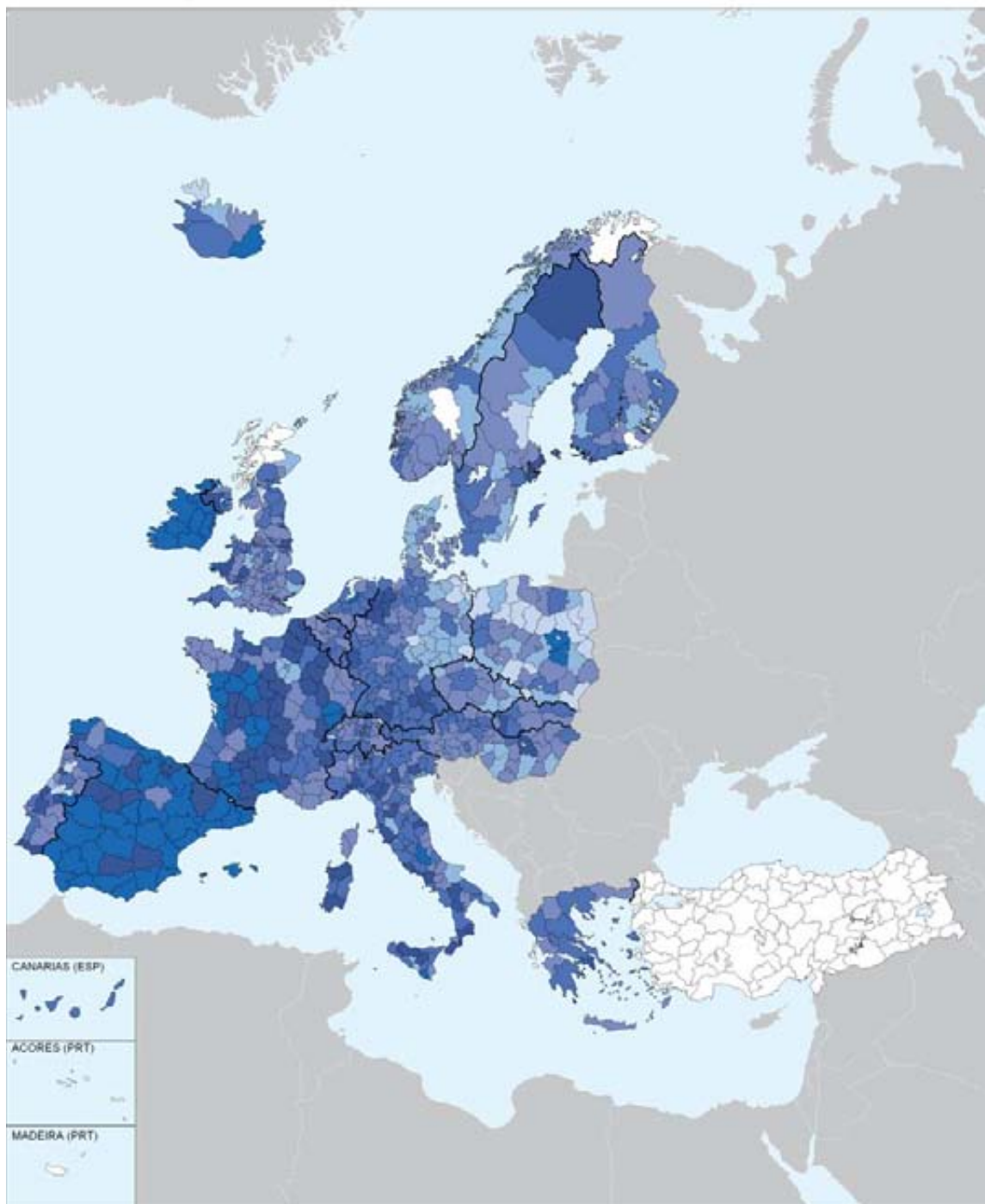
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552408132861>


11. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI

11.6 Croissance de l'emploi régional : Europe

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi, régions de niveau TL3, 1999-2006

- Supérieure à 3.0%
- Entre 2.0% et 3.0%
- Entre 1.0% et 2.0%
- Entre 0.0% et 1.0%
- Entre -1.0% et 0.0%
- Inférieure à -1.0%
- Données non disponibles



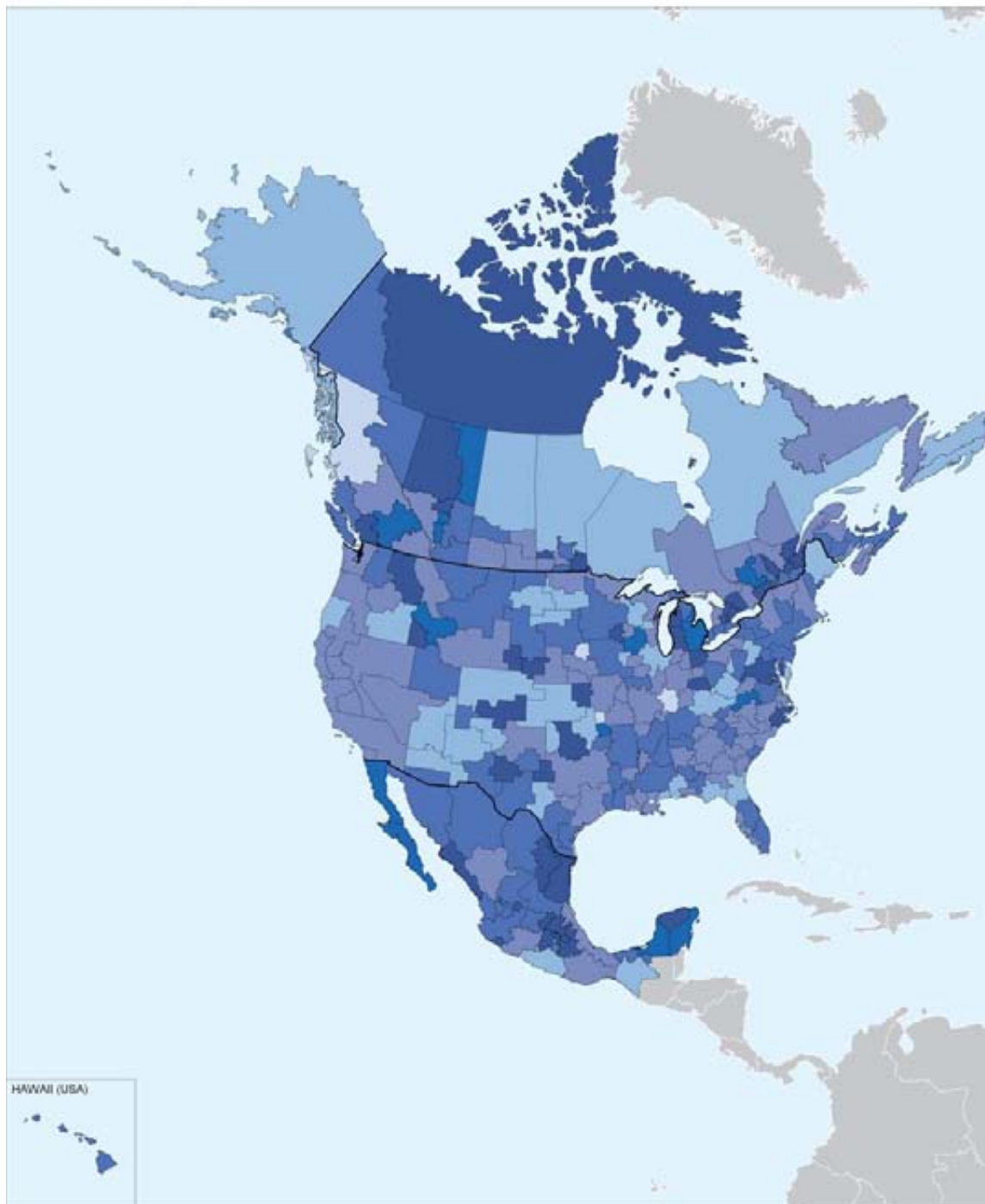
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552408132861>

11. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI


11.7 Croissance de l'emploi régional : Amérique du Nord

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi, régions de niveau TL3, 1999-2006

- Supérieure à 3.0%
- Entre 2.0% et 3.0%
- Entre 1.0% et 2.0%
- Entre 0.0% et 1.0%
- Entre -1.0% et 0.0%
- Inférieure à -1.0%
- Données non disponibles



Mexique : régions de niveau TL2; Canada : grille non officielle (GNO).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552408132861>

11. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI

Accroître le nombre de femmes qui travaillent pour renforcer la compétitivité des régions

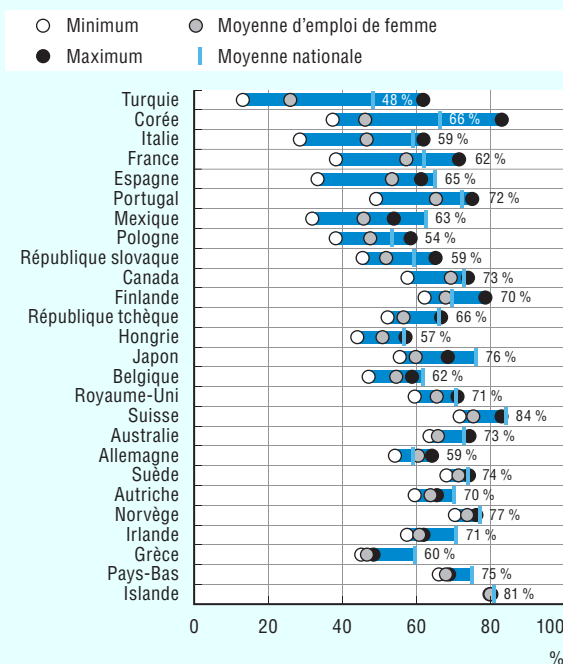
Le nombre de femmes qui travaillent augmente dans les pays membres de l'OCDE : entre 1999 et 2006, le taux d'emploi féminin est passé de 54.9 à 56.9 %. Cela dit, dans 15 % des régions, moins de 40 % des femmes d'âge actif occupaient un emploi en 2006. Les politiques visant à accroître le taux d'activité des femmes sont à l'ordre du jour dans beaucoup de pays de l'OCDE, car l'écart entre les taux d'emploi des hommes et des femmes ne s'est resserré du fait d'une forte remontée de l'activité féminine que dans très peu de pays. En 2006, dans près d'un tiers des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données régionales, le taux d'emploi des femmes était inférieur de plus de 10 points de pourcentage au taux global; en Turquie, en Corée et au Mexique, l'écart allait même jusqu'à 20 points (graphique 11.8).

La plupart des régions ont encore un long chemin à parcourir pour accroître l'offre de main-d'œuvre féminine et réaliser pleinement leur potentiel économique. En 2006, la Turquie, la Corée, l'Italie et la France présentaient les disparités régionales les plus importantes en matière d'emploi féminin. Les écarts étaient moins grands au Mexique, en Pologne et en Espagne, mais dans certaines régions de ces pays le rapport emploi féminin/population, était inférieur à 40 %. À l'opposé, l'Islande, la Norvège et la Suisse, et, dans une moindre mesure, l'Australie, la Finlande, la Corée, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni réunissaient la plupart des régions affichant des taux élevés d'emploi féminin (supérieurs à 70 %) (graphique 11.8).

Les pays de l'OCDE qui présentent de fortes disparités régionales de l'emploi féminin tendent aussi à avoir des taux d'emploi plus bas, ce qui donne à penser que les efforts déployés pour réduire les inégalités territoriales en matière d'activité des femmes ont peut-être un impact direct sur les politiques nationales de l'emploi. Les taux d'emploi sont généralement plus élevés parmi les personnes qui ont fait des études supérieures et les écarts entre hommes et femmes plus grands parmi les groupes les moins instruits (OCDE, *Regards sur l'éducation*, 2008). Il suffit de considérer la situation de l'ensemble de la population active pour apprécier la relation positive qui existe entre emploi féminin et formation supérieure au niveau régional. Comme l'indique le graphique 11.9, il existe une corrélation positive dans 17 des 22 pays considérés, mais elle n'est statistiquement significative que dans cinq d'entre eux.

11.8 Classement des pays en fonction des écarts de taux d'emploi féminin entre régions de niveau TL2, 2006¹

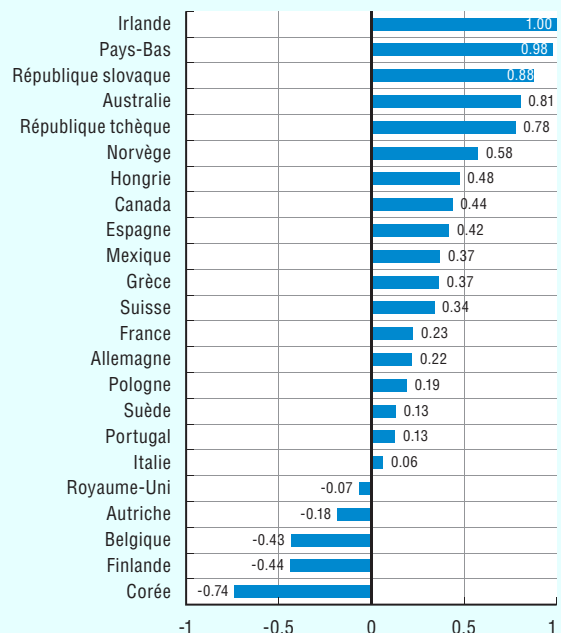
La Turquie, la Corée et l'Italie sont les pays qui présentent les plus grandes disparités régionales en matière d'emploi féminin.



1. Dernière année connue pour l'Allemagne et l'Islande : 2005. Pas de données régionales pour le Danemark, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

11.9 Corrélation de Pearson entre taux d'emploi des femmes et études supérieures, 2005

L'Irlande et les Pays-Bas enregistrent le coefficient de corrélation le plus élevé entre études supérieures et emploi féminin.



12. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

La population âgée (personnes de 65 ans et plus) des pays de l'OCDE a augmenté près de trois fois plus vite que la population totale entre 1995 et 2005. En 2005, la part des personnes âgées dans la population totale était de 14 %.

Au Japon, en Italie et en Allemagne, la population âgée représentait près d'un cinquième de la population totale en 2005. À l'autre extrémité, en Turquie, en Corée et au Mexique, les personnes âgées représentaient moins de 10 % (graphique 12.1).

Les personnes âgées tendant à se concentrer dans un petit nombre de régions dans chaque pays, celles-ci doivent faire face à différents problèmes d'ordre économique et social résultant du vieillissement de leur population. En 2005, 35 % de la population âgée vivaient dans 10 % seulement des régions de l'OCDE. Cette proportion n'a pas sensiblement évolué au cours des dix dernières années si ce n'est en Irlande, en raison de l'augmentation de la population en général, et de la population âgée dans la région de Dublin (graphique 12.2).

L'indice de concentration géographique compare la répartition géographique de la population âgée et la superficie de chacune des régions d'un pays. D'après cet indicateur, le Canada (82), l'Australie (82) et l'Islande (65) étaient les pays qui, en 2005, présentaient la plus forte concentration de personnes âgées par rapport à la moyenne OCDE38. Une relative concentration de la population âgée sur le territoire peut faciliter la fourniture des services (graphique 12.3).

La concentration de personnes âgées peut s'expliquer par la concentration de la population totale – population plus nombreuse et donc davantage de personnes âgées – ou par les disparités régionales touchant la structure par âge – même population mais personnes âgées plus nombreuses. Une comparaison des indices de concentration de la population totale et de la population âgée révèle qu'en 2005, en moyenne, la seconde était moins concentrée que la première (graphique 12.3).

Comme les régions urbaines (c'est-à-dire celles où la population totale est très concentrée) attirent plutôt les jeunes, les personnes âgées restent généralement dans les régions où l'indice global de concentration géographique de la population est moins élevé. C'est ce que l'on observe notamment en Corée, au Portugal, en France, en Nouvelle-Zélande, au Japon et en Irlande, où les personnes âgées sont en effet plus concentrées dans les régions « périphériques », loin des agglomérations. En Pologne, en Belgique, en République slovaque et en Hongrie, au contraire, la part des personnes âgées semble être plus élevée là où la population est plus concentrée, en général dans les régions urbaines (cartes 12.5-12.7).

Entre 1995 et 2005, 23 % seulement des régions rurales de l'OCDE ont vu leur part de population augmenter (par rapport à la moyenne nationale), contre la moitié des

régions urbaines et 45 % des régions intermédiaires. La Belgique, l'Allemagne et la Pologne sont les seuls pays dans lesquels la population des régions rurales a augmenté plus rapidement que celle des régions urbaines ou intermédiaires (graphique 12.4).

Définition

La population régionale âgée est la population régionale âgée de 65 ans et plus.

Le taux de dépendance des personnes âgées est défini comme le rapport entre la population âgée et la population d'âge actif (15-64 ans).

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale de la population âgée au sein de chaque pays en comparant le poids démographique et le poids territorial (surface des terres) de chacune des régions de niveau TL3 (voir l'annexe C pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 100 : plus cette valeur est élevée, plus la concentration régionale de la population âgée est forte. La taille différente des régions peut influencer sur les comparaisons internationales de l'indice.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Informations complémentaires

Grilles territoriales, www.oecd.org/gov/regionaldevelopment/statisticsindicators.

Notes des graphiques

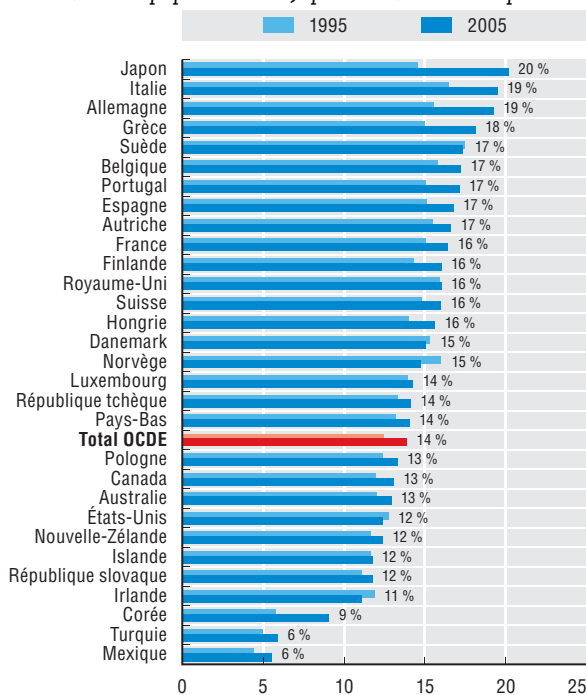
Graphiques 12.1 à 12.4 : Première année connue : Australie (1996), Autriche (2001), Islande (1997), Pologne (2000), République slovaque (1996).

Graphique 12.4 : Part de la population régionale dans la population nationale.

12. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

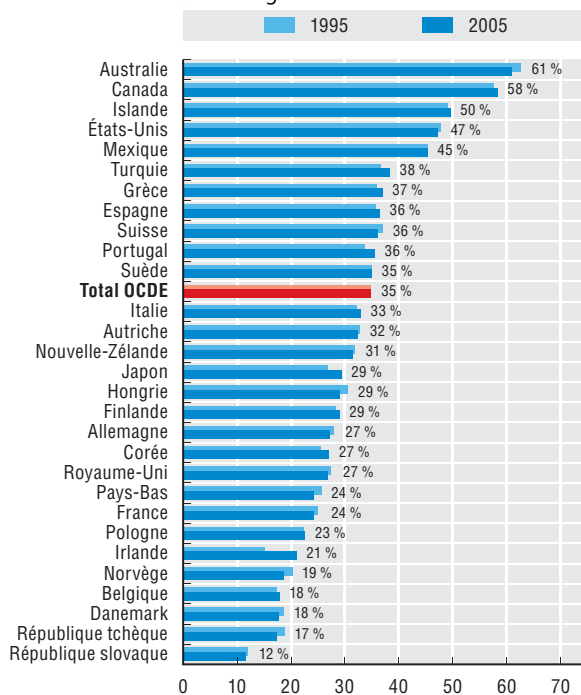
12.1 Population âgée de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale (TL3)

En 2005, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient 20 % de la population au Japon et 6 % au Mexique.



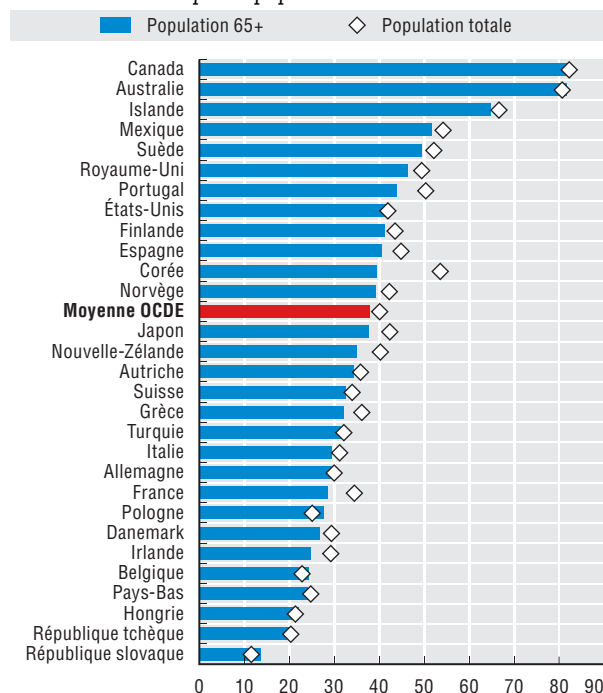
12.2 Pourcentage de personnes âgées vivant dans les 10 % de régions de niveau TL3 ayant la population âgée la plus nombreuse

35 % de la population âgée vit dans seulement 10 % des régions de l'OCDE.



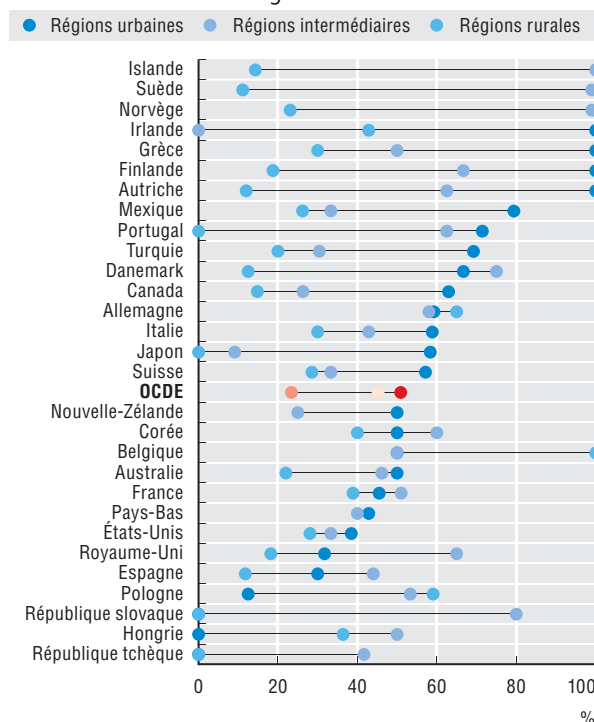
12.3 Indice de concentration géographique de la population âgée et de la population dans les régions de niveau TL3, 2005

La population âgée est généralement moins concentrée que la population totale.



12.4 Pourcentage des régions de niveau TL3 dont la population a augmenté, par type de région, 1995-2005

Entre 1995 et 2005, la population a augmenté dans 23 % des régions rurales, 50 % des régions urbaines et 45 % des régions intermédiaires.

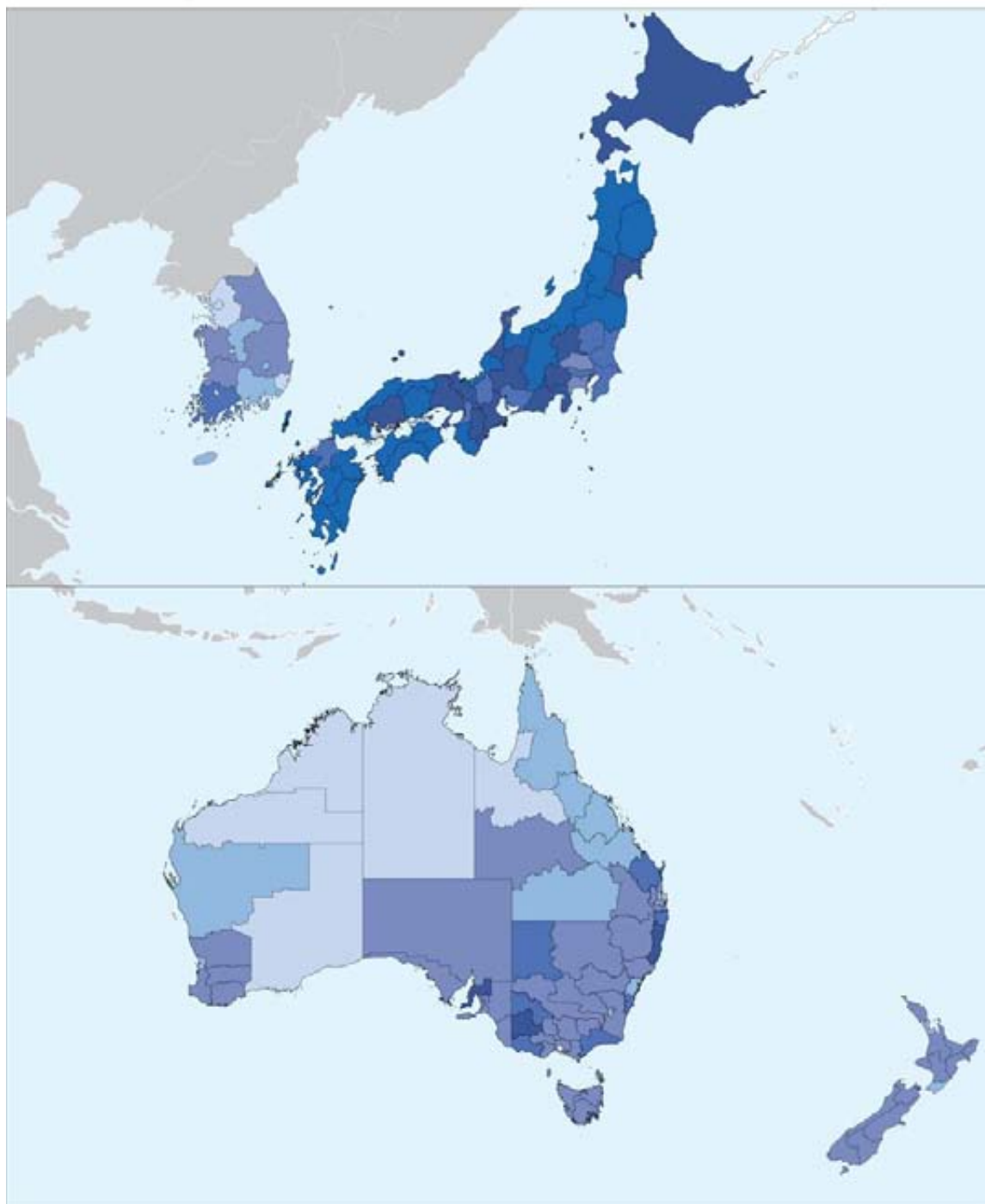



12. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

12.5 Taux de dépendance de la population régionale âgée : Asie et Océanie

Population âgée rapportée à la population d'âge actif, régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 35%
- Entre 30% et 35%
- Entre 25% et 30%
- Entre 18% et 25%
- Entre 10% et 18%
- Inférieure à 10%
- Données non disponibles



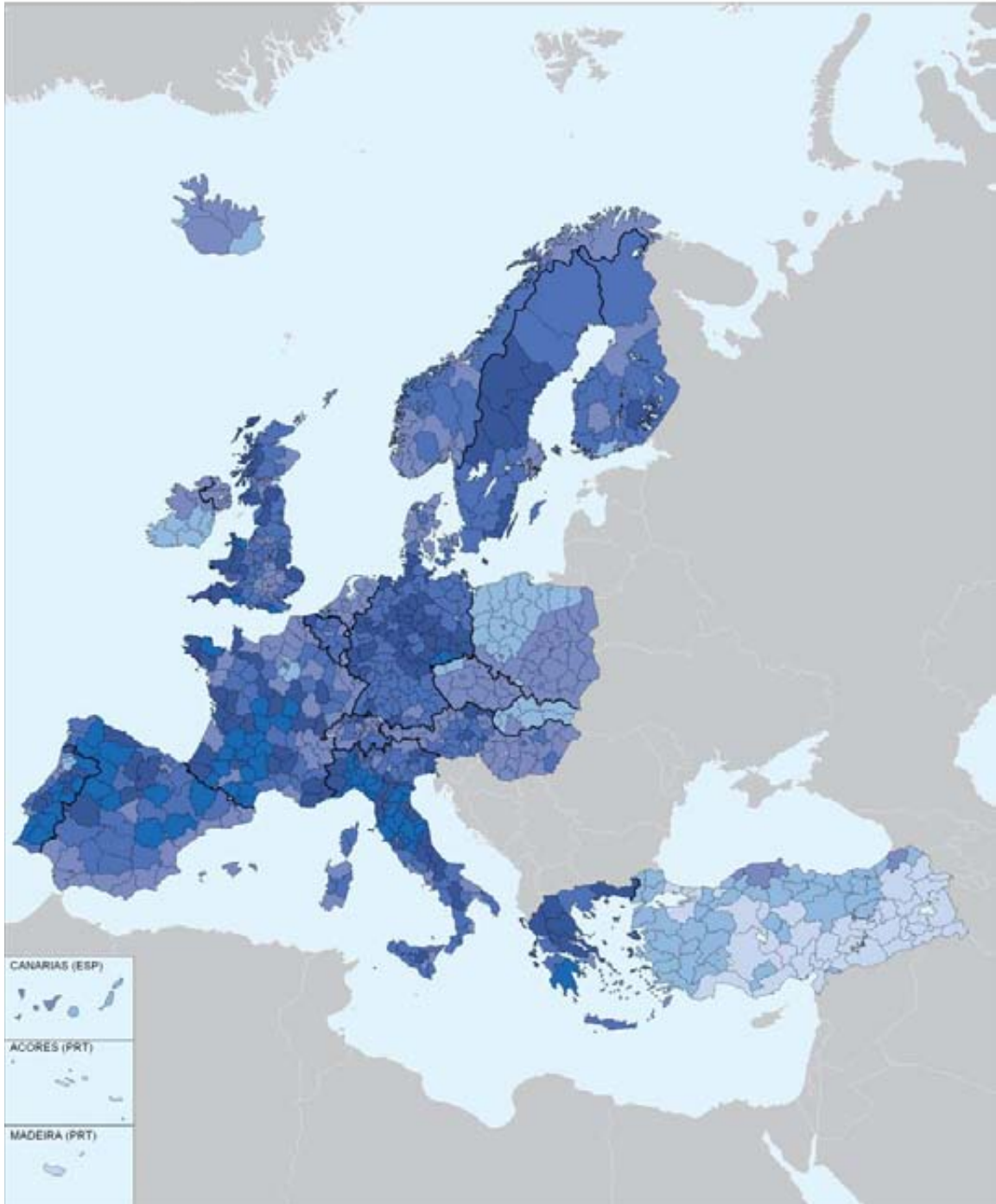
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552440266454>

12. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

12.6 Taux de dépendance de la population régionale âgée : Europe

Population âgée rapportée à la population d'âge actif, régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 35%
- Entre 30% et 35%
- Entre 25% et 30%
- Entre 18% et 25%
- Entre 10% et 18%
- Inférieure à 10%
- Données non disponibles



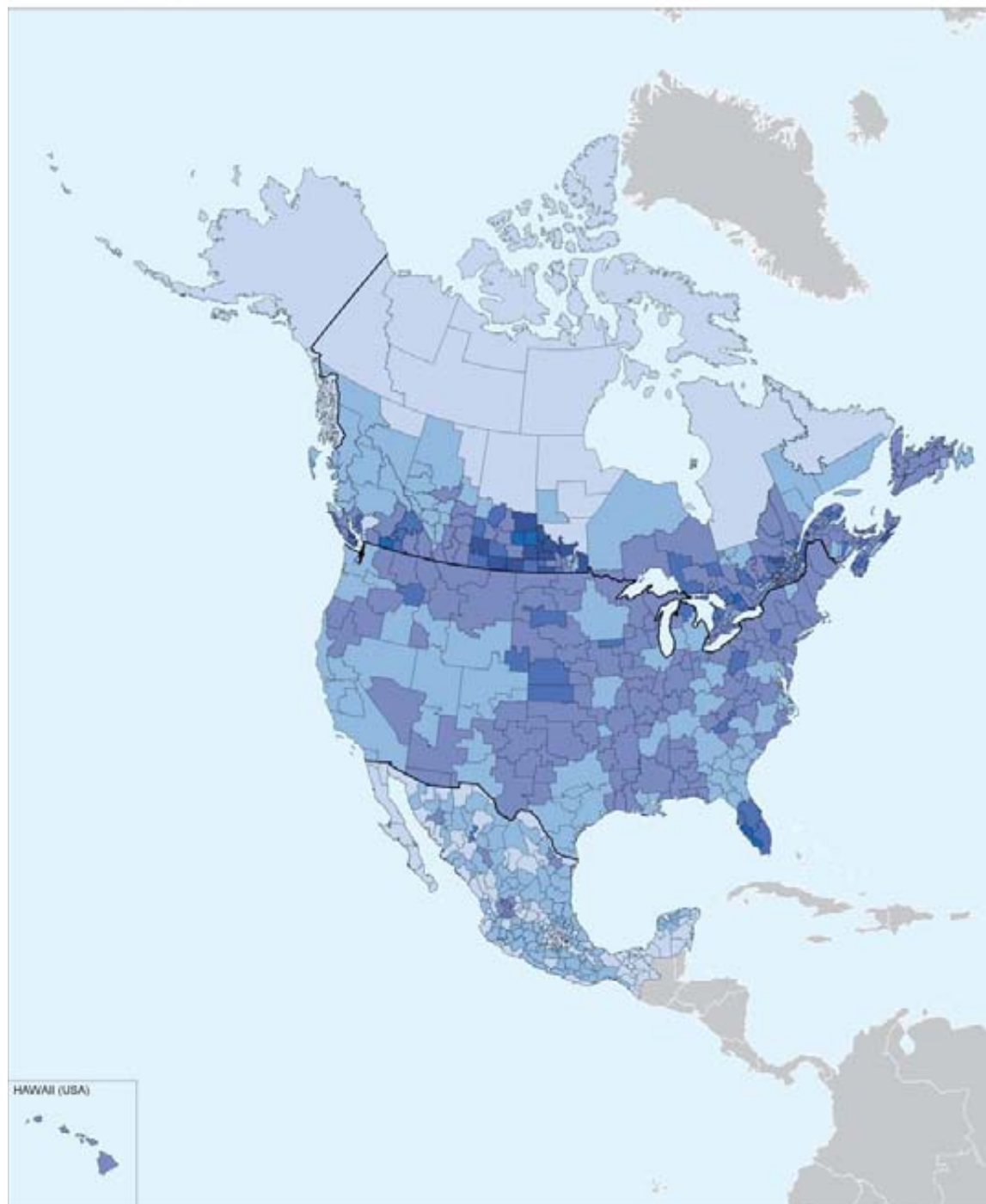
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552440266454>


12. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

12.7 Taux de dépendance de la population régionale âgée : Amérique du Nord

Population âgée rapportée à la population d'âge actif, régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 35%
- Entre 30% et 35%
- Entre 25% et 30%
- Entre 18% et 25%
- Entre 10% et 18%
- Inférieure à 10%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552440266454>

Le défi du vieillissement de la population dans les régions rurales

Le taux de dépendance des personnes âgées – à savoir le rapport entre le nombre de personnes âgées (65 ans et plus) et le nombre de personnes d'âge actif (15-64 ans) – donne une indication de l'équilibre entre actifs et retraités. En 2005, ce ratio était en moyenne de 20 % dans les pays de l'OCDE, avec de fortes disparités entre les pays (30 % au Japon contre 9 % en Turquie et au Mexique) ainsi qu'entre les régions d'un même pays. Plus le taux de dépendance des personnes âgées est élevé, plus lourde est la charge à supporter, en termes de ressources financières et autres, pour la région qui doit répondre aux besoins de cette population. La question peut alors se poser de savoir si les autorités régionales disposent d'une base d'imposition suffisante pour prélever les nouveaux impôts qui permettront de financer les services nécessaires.

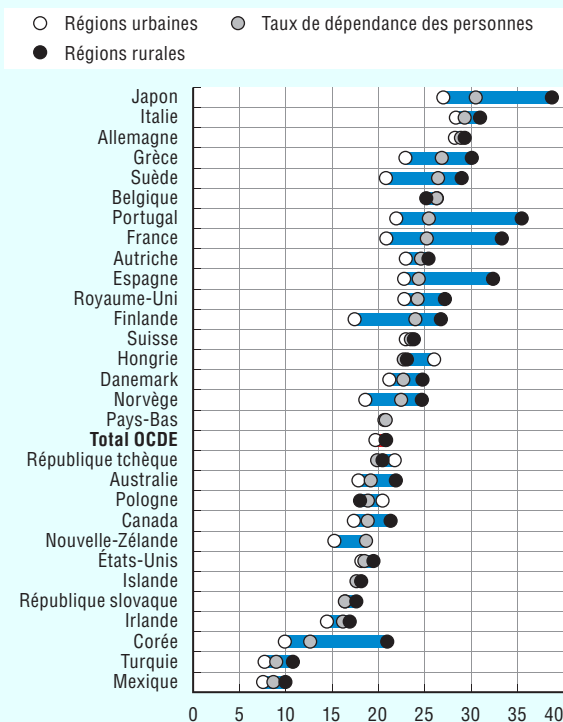
En 2005, le taux de dépendance des personnes âgées mesuré au niveau régional dans l'ensemble des pays de l'OCDE était plus élevé dans les régions rurales (21 %) que dans les régions urbaines (20 %), excepté en Pologne, en Belgique, en République tchèque et en Hongrie. Cette situation générale masquait des différences plus marquées dans certains pays comme le Portugal, la France, la Finlande, le Japon, l'Espagne et la Corée (graphique 12.8).

Outre son poids économique, le degré de concentration géographique de la population âgée est une seconde difficulté. En effet, si les régions qui abritent un grand nombre de personnes âgées peuvent réaliser des économies d'échelle dans la fourniture de certains services, en particulier dans le domaine de la santé et des services à la personne, ce n'est pas le cas de celles où la population âgée est moins nombreuse et entraîne par conséquent des coûts plus élevés.

Seulement 24 % de la population âgée des pays de l'OCDE vivait dans les régions rurales en 2005, et les personnes âgées étaient proportionnellement plus nombreuses dans les régions urbaines (44 %) que dans les régions intermédiaires (32 %) (graphique 12.9). Avec des taux de dépendance plus élevés et des concentrations plus faibles de personnes âgées, les régions rurales risquent donc plus que les autres de se trouver confrontées au défi du vieillissement.

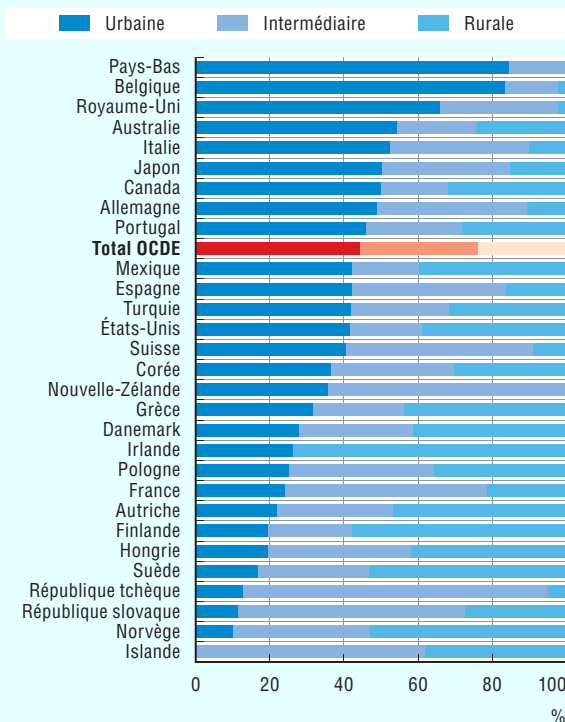
12.8 Taux de dépendance des personnes âgées : moyenne nationale, régions ER, et EU de niveau TL3, 2005

Dans 25 pays, le taux de dépendance des personnes âgées était plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines.



12.9 Répartition de la population âgée dans les régions EU, IN, ER de niveau TL3, 2005

24 % seulement de la population âgée vivait dans les régions rurales en 2005.



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/551452522283>

13. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

L'activité économique n'est pas répartie de façon égale parmi les régions des pays de l'OCDE. Ainsi, en 2005, 10 % des régions de l'OCDE étaient à l'origine de 38 % du produit intérieur brut (PIB) total. En Turquie, en Grèce et au Portugal, les 10 % des régions les plus productives contribuaient pour moitié ou plus au PIB national. La répartition du PIB entre les régions était, en revanche, plus uniforme en Belgique, en République slovaque, au Danemark et aux Pays-Bas, où les 10 % des régions les plus productives contribuaient tout juste au quart du PIB national (graphique 13.1).

La part du PIB national due aux 10 % des régions ayant le PIB le plus élevé a augmenté sensiblement au cours des dix dernières années en Grèce (10 points de pourcentage), en Hongrie et en Suède (5 points de pourcentage), en République tchèque et en Finlande (4 points de pourcentage).

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale du PIB entre toutes les régions d'un pays, en comparant la part de PIB et la part de territoire (surface des terres) de chacune d'entre elles. D'après cet indicateur, en 2005, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni étaient les pays qui affichaient la plus forte concentration du PIB. À l'exception de la Corée, la production est partout plus concentrée que la population, ce qui montre que les économies d'agglomération tendent à se spécialiser dans les activités à forte intensité capitaliste (graphique 13.2).

Entre 1995 et 2005, l'indice de concentration géographique du PIB a augmenté de 1.2 point dans les pays de l'OCDE. C'est en Grèce et en Hongrie que la hausse a été la plus élevée (respectivement 8.7 et 6.4 points). Cette hausse a été essentiellement due à l'accroissement de la part de production représentée dans le PIB national par les trois régions les plus productives : l'Attiki (Grèce), Budapest et Pest (Hongrie). Par ailleurs, d'après l'indice de concentration, le PIB est réparti de façon moins inégale que ce n'était le cas en 1995 en Australie, en Allemagne, en Autriche, en Corée, au Mexique, au Portugal, en Turquie, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande (graphique 13.3).

Les régions essentiellement urbaines attirent la plus forte part de l'activité économique. En 2005, 55 % du PIB total des pays de l'OCDE provenaient des régions urbaines. La contribution des régions essentiellement rurales au PIB global s'élevait à 13 %, même si en Irlande et dans les pays scandinaves la production des régions rurales représentait plus de 40 % du PIB national (graphique 13.4).

Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur standard de la valeur de l'activité de production (biens et services) des unités productrices résidentes. Le PIB régional est mesuré conformément à la définition figurant dans le Système de comptabilité nationale de 1993. Afin de permettre des comparaisons entre les périodes et entre les pays, il est exprimé à prix constants (année 2000) au moyen du déflateur de l'OCDE et est ensuite converti en dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de manière à ce que le PIB de chaque pays soit indiqué dans une monnaie commune.

L'indice de concentration géographique donne une image de la répartition spatiale du PIB au sein de chaque pays en comparant le poids du PIB et le poids de la superficie (surface des terres) de chacune des régions de niveau TL3 (voir l'annexe C pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 100 : plus cette valeur est élevée, plus la concentration régionale du PIB est forte. La taille différente des régions peut influencer sur les comparaisons internationales de l'indice.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

OCDE, prix et parités de pouvoir d'achat, <http://dotstat/wbos/>, Séries de référence.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Australie, Canada, Mexique et États-Unis : niveau TL2 uniquement.

PIB régional non connu pour l'Islande et la Suisse.

Notes des graphiques

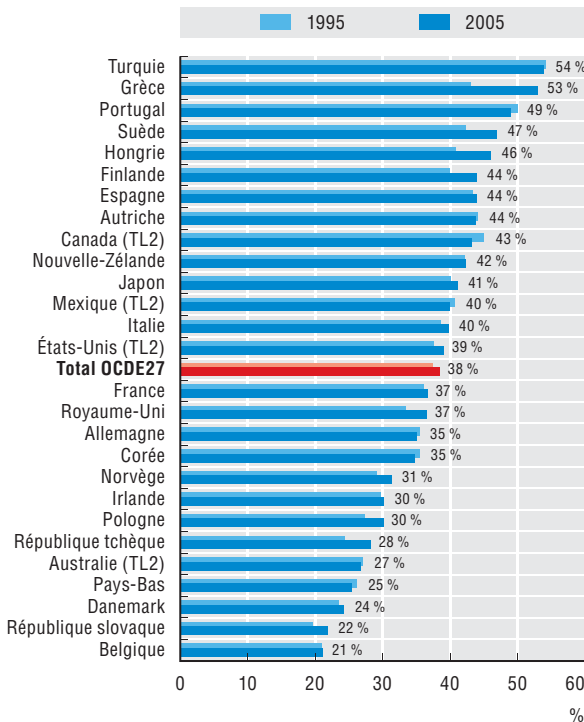
Graphiques 13.1 à 13.4 : Dernière année connue pour les valeurs du PIB : Mexique (2004), Nouvelle-Zélande (2003) et Turquie (2001). Première année connue pour les États-Unis (1997).

Graphique 13.4 : L'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis ne sont pas pris en compte, le PIB n'étant connu que pour les régions de niveau TL2.

13. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

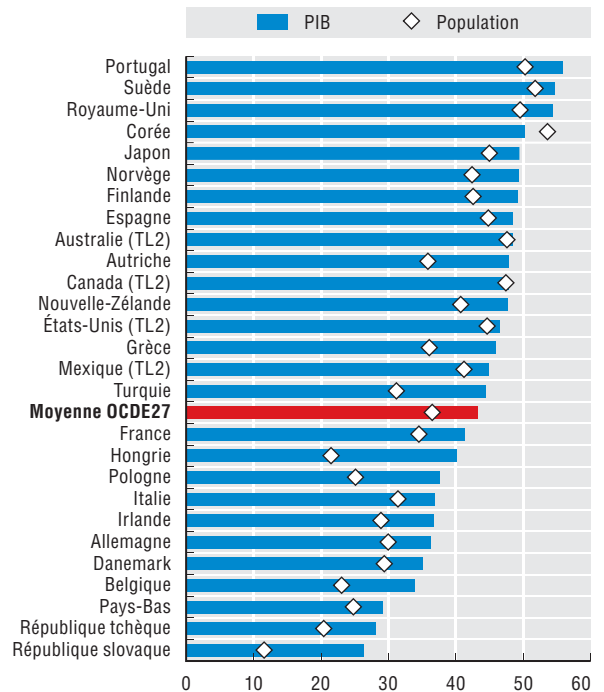
13.1 Pourcentage du PIB national provenant des 10 % des régions de niveau TL3 les plus productives

En Turquie, 54 % du PIB national était concentré dans 10 % des régions.



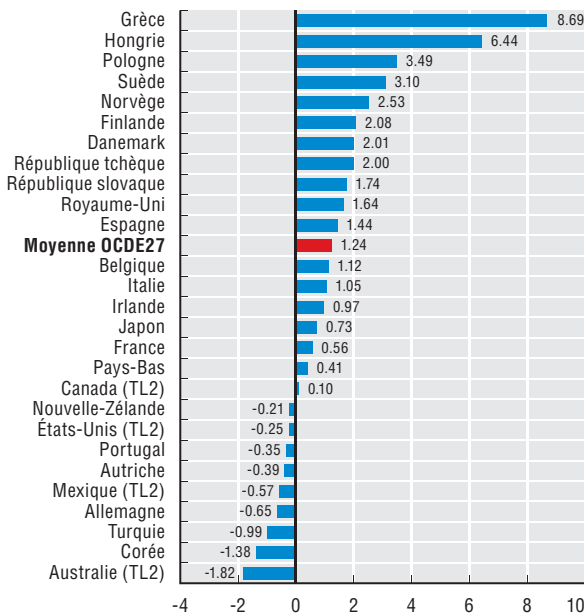
13.2 Indice de concentration géographique du PIB et de la population dans les régions de niveau TL3, 2005

En 2005, le PIB était plus concentré que la population dans tous les pays de l'OCDE, sauf la Corée.



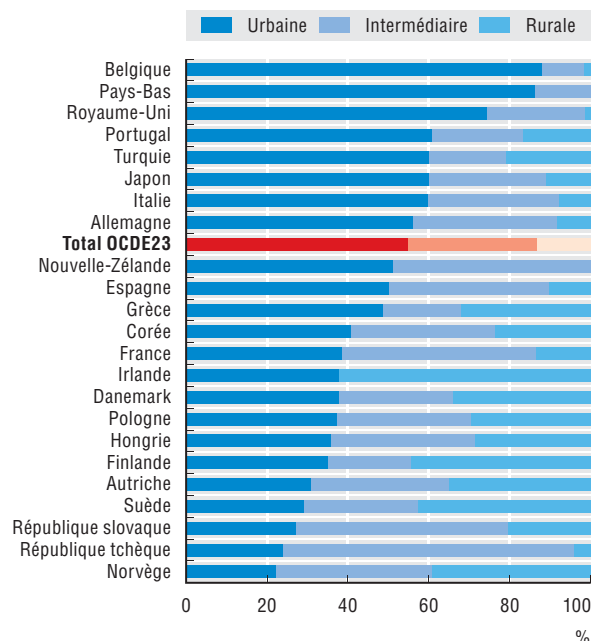
13.3 Variation de l'indice de concentration géographique du PIB entre 1995 et 2005

Entre 1995 et 2005, c'est en Grèce que l'indice de concentration géographique du PIB a le plus augmenté.



13.4 Répartition du PIB entre les régions de niveau TL3 EU, IN et ER, 2005

En 2005, 55 % du PIB total de l'OCDE provenaient des régions urbaines.

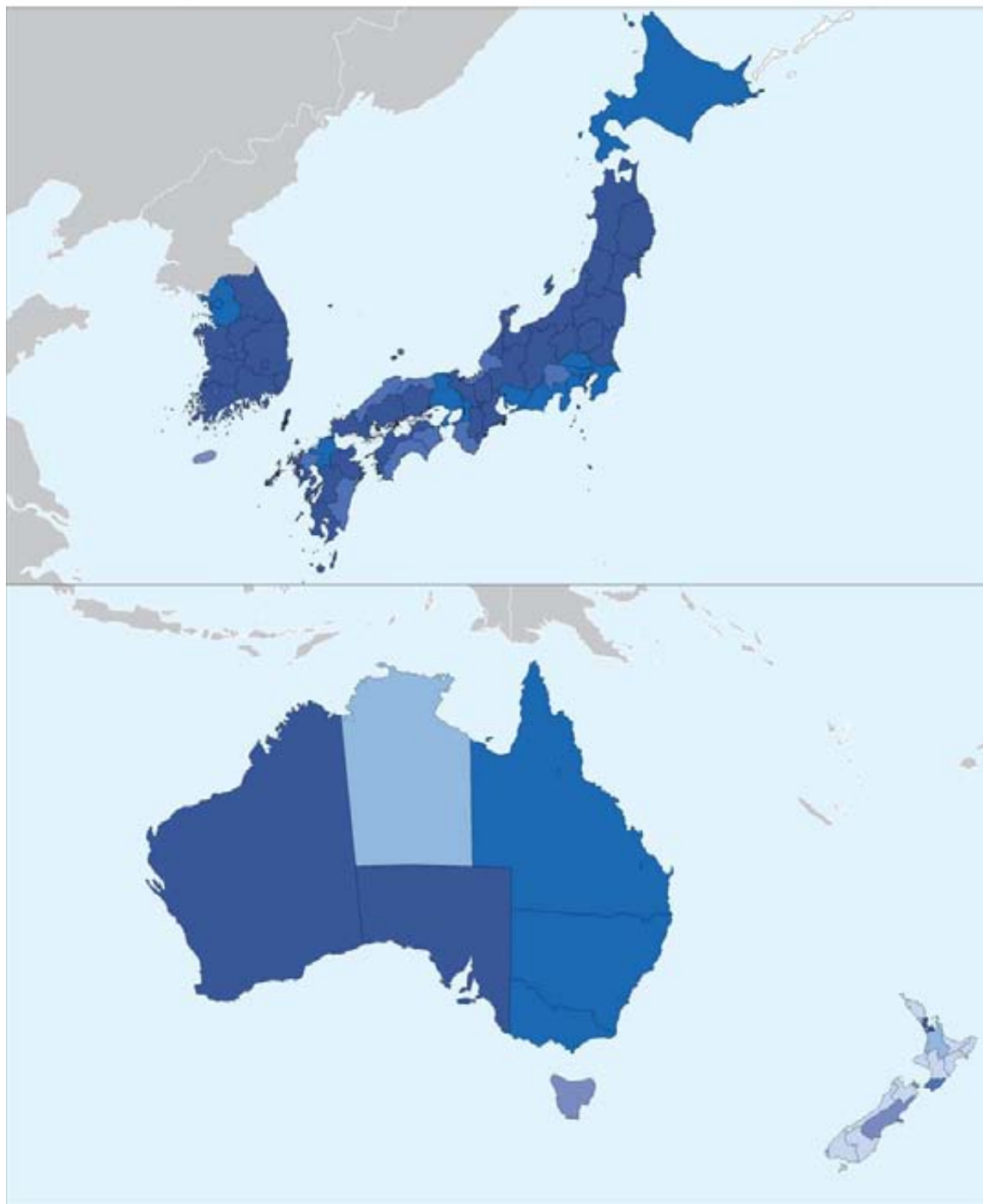


13. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB


13.5 PIB régional : Asie et Océanie

En millions USD à prix constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 100 000
- Entre 25 000 et 100 000
- Entre 12 000 et 25 000
- Entre 8 000 et 12 000
- Entre 5 000 et 8 000
- Inférieure à 5 000
- Données non disponibles



Australie : régions de niveau TL2.

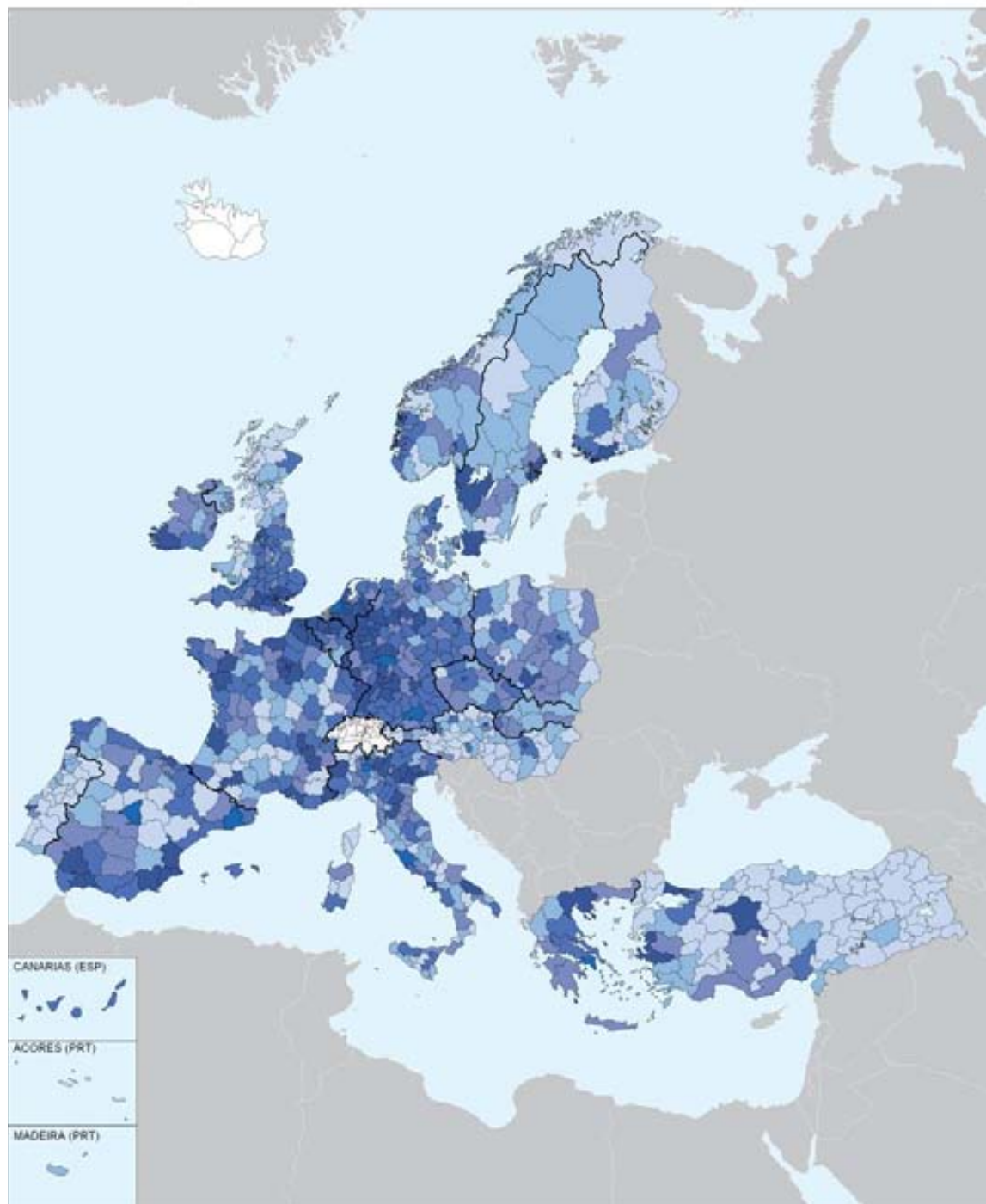
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552448386026>


13. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

13.6 PIB régional : Europe

En millions USD à prix constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 100 000
- Entre 25 000 et 100 000
- Entre 12 000 et 25 000
- Entre 8 000 et 12 000
- Entre 5 000 et 8 000
- Inférieure à 5 000
- Données non disponibles



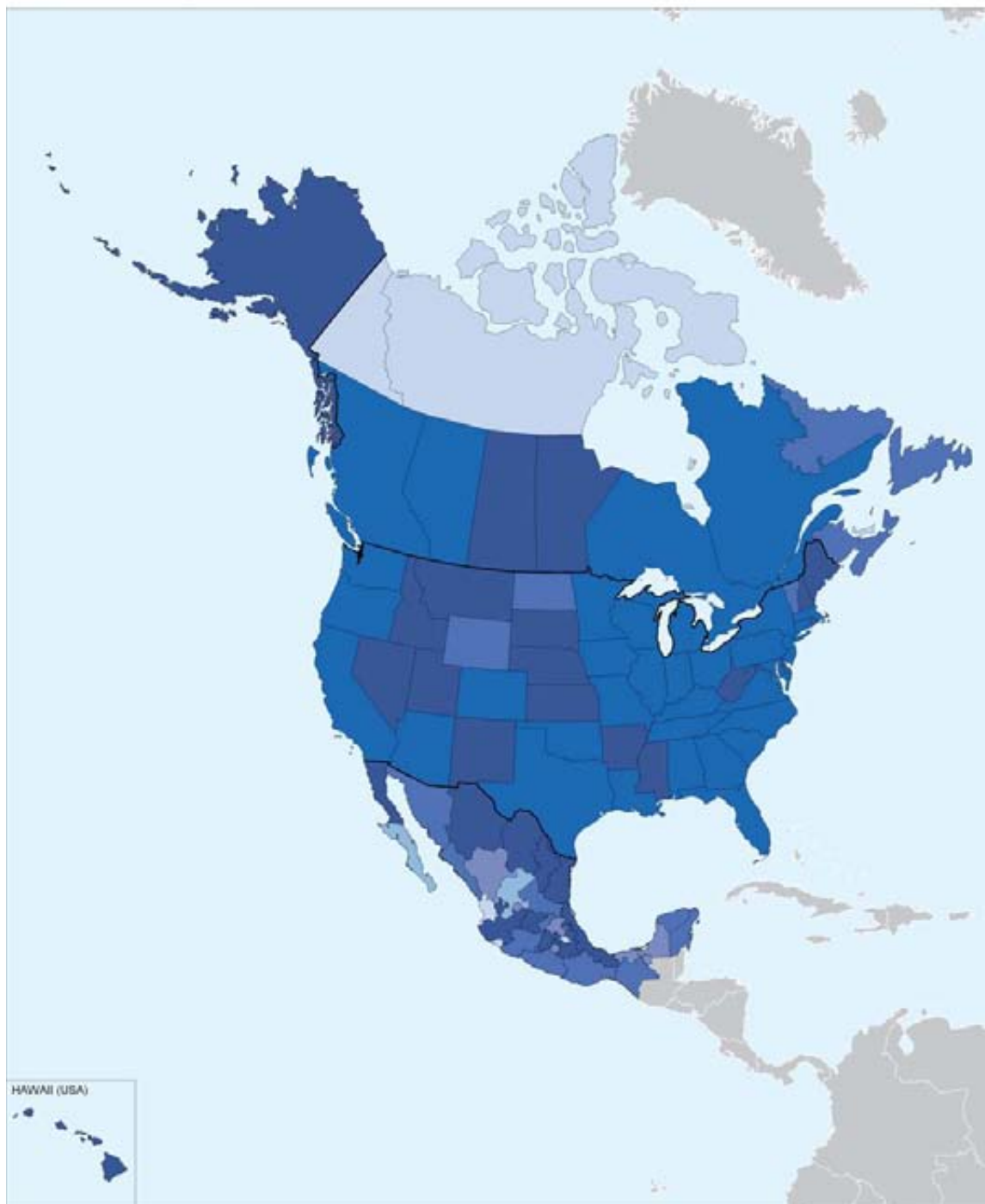
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552448386026>


13. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

13.7 PIB régional : Amérique du Nord

En millions USD à prix constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 100 000
- Entre 25 000 et 100 000
- Entre 12 000 et 25 000
- Entre 8 000 et 12 000
- Entre 5 000 et 8 000
- Inférieure à 5 000
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552448386026>

Concentration du PIB et économies d'agglomération

L'activité économique nationale est concentrée dans quelques régions seulement : les régions ayant le PIB le plus élevé dans chaque pays de l'OCDE ont contribué, ensemble, à hauteur de 16 % du PIB total de la zone OCDE en 2005. Au sein de chaque pays, la région ayant le PIB le plus élevé a représenté, en 2005, une part différente du PIB national, allant de 5 % à München (Allemagne) à 49 % dans l'Attiki (Grèce) (graphique 13.8).

Les régions ayant la plus forte production dans chaque pays, en 2005, présentent trois caractéristiques communes : il s'agit de régions urbaines où se situe, dans la plupart des cas, la capitale du pays; elles occupent une superficie allant de moins de 1 % à 10 % tout au plus du territoire national, ce qui confirme qu'une large part de l'économie nationale se situe dans des zones restreintes ou pôle de développement. Enfin, elles conservent leur position avec le temps : à la seule exception de München (Allemagne) et de Miasto Warszawa (Pologne), ces régions étaient déjà les plus productives de leur pays en 1995.

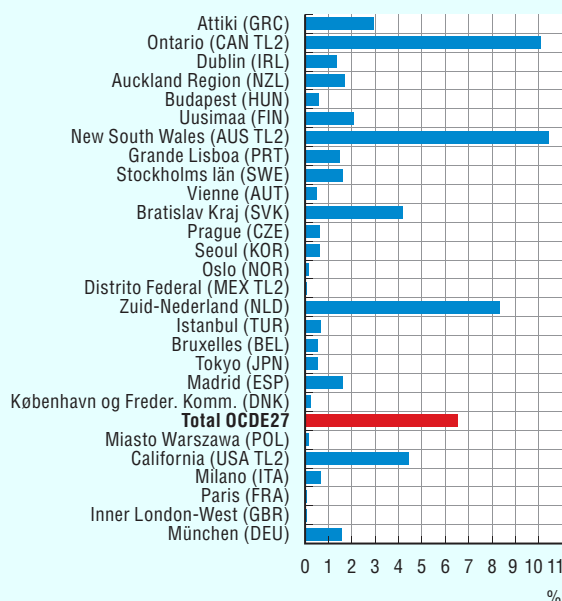
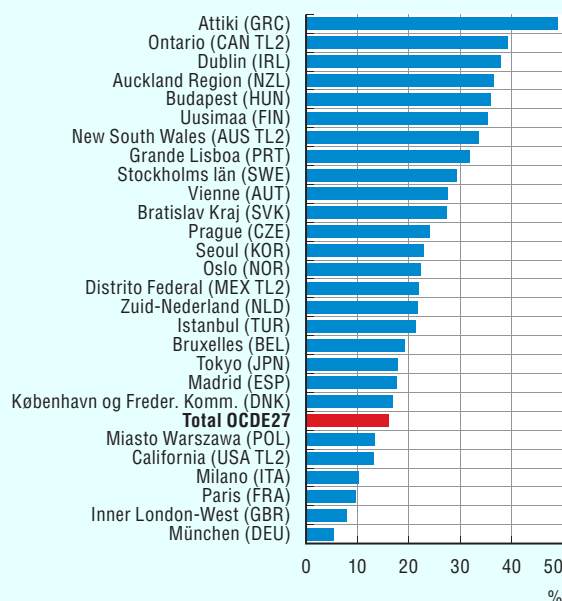
Au cours des dix dernières années, la part de la plupart d'entre elles (20 sur 27) dans le produit national a augmenté, de plus de 4 points de pourcentage notamment dans l'Attiki (Grèce), à Stockholm (Suède) et dans la région métropolitaine de Prague (République tchèque), tandis que la part dans le PIB national de Séoul (Corée) et de l'Ontario (Canada) a diminué de plus de 1 point de pourcentage.

La concentration de l'activité économique tient aux avantages que procurent l'agglomération. La croissance relative des régions urbaines est liée à l'attrait qu'elles présentent pour les entreprises et la population. Celle-ci a tendance à se déplacer vers les bassins d'emploi, tandis que les entreprises recherchent plutôt la présence de vastes marchés (du travail et des biens) où elles pourront réaliser des économies d'échelle. Néanmoins, la concentration n'est pas nécessairement un gage de bonne allocation des ressources : il n'existe pas de preuve indiscutable du lien entre concentration et niveau de bien-être dans les pays de l'OCDE. Un développement plus équilibré sur le plan géographique au sein des pays tend à limiter les coûts possibles de la concentration (engorgements de la circulation, dégradation de l'environnement, contraintes sur l'offre de services et de main-d'œuvre, etc.) et peut contribuer à la croissance économique de l'ensemble du pays en stimulant la demande.

13.8 Pourcentage du PIB national provenant de la région de niveau TL3 la plus productive, 2005¹

13.9 Pourcentage du territoire national représenté par la région de niveau TL3 la plus productive, 2005

En 2005, la région de l'Attique, en Grèce, fournissait plus de 40 % du PIB national, alors qu'elle ne représente que 3 % du territoire.



1. Dernière année connue : Mexique 2004, Nouvelle-Zélande 2003 et Turquie 2001. Régions de niveau TL2 pour l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis.

14. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Les activités économiques sont inégalement réparties dans les pays de l'OCDE et l'on observe également des différences de concentration sectorielle considérables entre régions d'un même pays. On ne dispose pas de données régionales comparables sur la taille des branches d'activité, c'est-à-dire sur le nombre total de personnes qu'emploie chacune d'elles, que pour six grands secteurs (voir la définition dans l'encadré). Par conséquent, ces informations ne peuvent donner qu'une image générale de la concentration régionale des activités économiques.

En 2005, c'est dans le secteur de la construction que la part de l'emploi dans les régions de l'OCDE était le plus concentrée autour de la valeur médiane, tandis que le secteur public, suivi du secteur manufacturier, affichaient les résultats les plus dispersés. Les ressources naturelles jouent un rôle important dans certaines activités telles que l'agriculture, la pêche et les activités extractives, où il existe donc de très grandes disparités de spécialisation entre les régions (graphique 14.1).

En 2005, le secteur commerce, hôtels et restaurants, transports, entreposage et communications absorbait près de 30 % de l'emploi dans la zone OCDE, avec des valeurs nationales comprises entre 22 % en Turquie et 49 % au Mexique. La part de l'emploi régional dans une branche d'activité à l'intérieur d'un pays donne une indication de la mesure dans laquelle l'économie de la région considérée, compte tenu de sa spécialisation, peut tirer parti des effets de diffusion et de ramification qui s'opèrent entre les entreprises.

À l'intérieur des pays, la part de l'emploi attribuable au secteur commerce, hôtels et restaurants, transports, entreposage et communications dans la région où ces activités étaient le plus concentrées était comprise entre 62 % dans l'État de Quintana Roo, au Mexique, et 25 % dans la région de Wlaams Gewest, en Belgique (graphique 14.2).

Le secteur public absorbait 28 % de l'emploi dans les pays de l'OCDE en 2005. Logiquement, dans la plupart des pays, la région de la capitale était celle qui représentait la plus forte part de l'emploi public. La Ciudad Autonoma de Ceuta (Espagne), l'Australian Capital Territory (Australie) et le District of Columbia (États-Unis) affichaient les écarts les plus importants par rapport à la moyenne de leur pays (graphique 14.3).

Malgré sa taille, le secteur des activités de fabrication, des activités extractives et de la production et distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau a graduellement vu son importance diminuer dans les régions de l'OCDE au cours de ces dernières années : il ne représentait plus que 15.5 % de l'emploi total en 2005, contre 19 % en 1995. La spécialisation des régions dans les diverses activités de ce secteur est examinée au chapitre 17.

L'évolution structurelle de l'activité économique, caractérisée par le déclin de l'agriculture et de l'industrie au profit des services, a diversement affecté les régions, en particulier dans la branche intermédiation financière, immobilier, locations et services aux entreprises. En 2005, ce secteur représentait 16 % de l'emploi total de la zone OCDE, et dans huit pays, plus de 25 % de l'emploi d'une seule région. Prague, en République tchèque, London, en Angleterre, et Bratislav Kraj, en République slovaque, affichaient les résultats les plus élevés par rapport à la moyenne nationale (graphique 14.4).

Définition

Les branches d'activité sont définies selon la *Classification internationale type des industries (CITI) Rév. 3.1*. Leur taille est définie par le nombre total de personnes qu'elles emploient.

Les données régionales dont on dispose pour chaque économie ont été regroupées en six secteurs : 1) Agriculture, sylviculture et pêche; 2) Activités de fabrication, activités extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau; 3) Construction; 4) Commerce, hôtels et restaurants, transports, entreposage et communications; 5) Intermédiation financière, immobilier, locations et activités de services aux entreprises; 6) Éducation, administration publique et défense, santé et autres activités publiques.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>.
Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; niveau TL2

Notes des graphiques

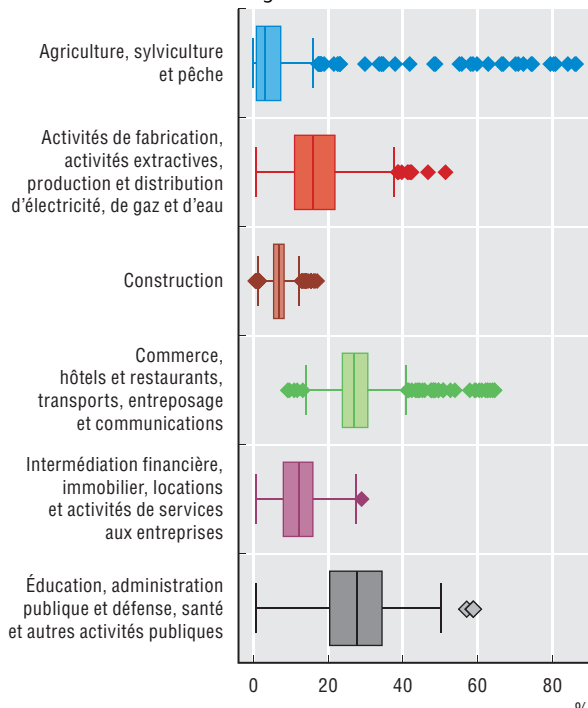
Graphique 14.1 : Minimum et maximum (points), écart interquartile (rectangle) et valeur médiane (ligne verticale dans le rectangle).

Graphiques 14.3 et 14.4 : Corée, Mexique et Pays-Bas, 2004; Turquie, 2002; Suisse, 2000.

14. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

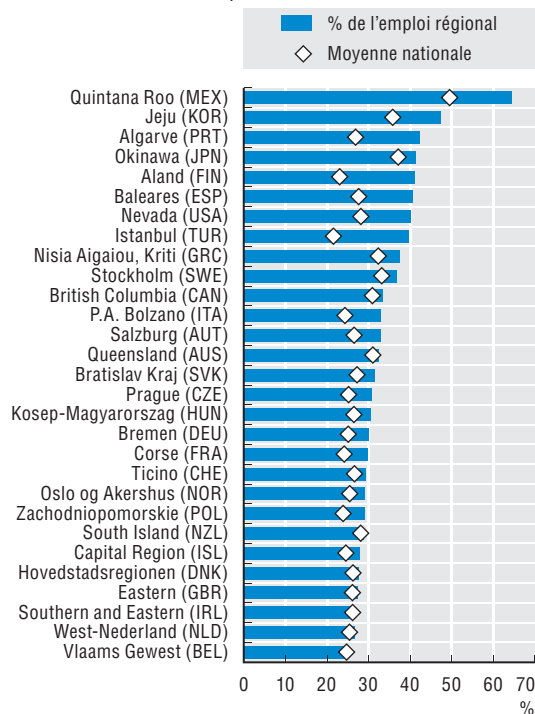
14.1 Part de l'emploi par secteur (régions de niveau TL2), 2005

Le secteur de la construction est celui qui affiche la plus forte concentration de l'emploi dans les régions de l'OCDE.



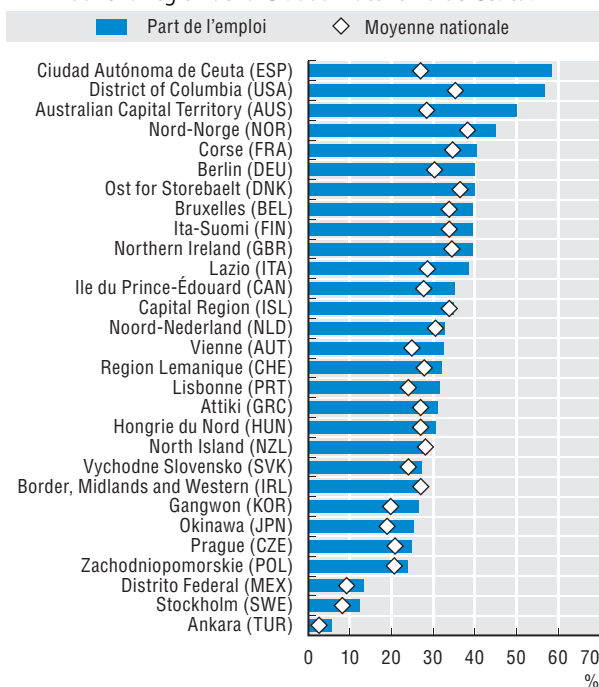
14.2 Régions de niveau TL2 affichant la plus forte part de l'emploi dans le secteur commerce, hôtels et restaurants, transports, entreposage et communications dans chaque pays, 2005

Au Mexique, la région de Quintana Roo était celle qui employait la plus forte proportion de sa main-d'œuvre dans le secteur commerce, hôtels et restaurants.



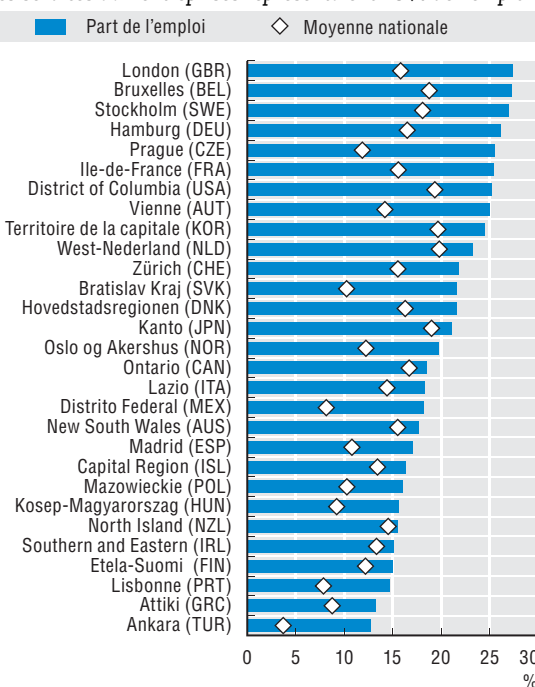
14.3 Régions de niveau TL2 affichant la plus forte part de l'emploi dans le secteur administrations publiques, défense, santé et éducation, 2005

En Espagne, le secteur public représentait 60 % de l'emploi dans la région de la Ciudad Autónoma de Ceuta.



14.4 Régions de niveau TL2 affichant la plus forte part de l'emploi dans le secteur financier, immobilier et des services aux entreprises, 2005

Dans la région de London, les secteurs financier, immobilier, ainsi que les services aux entreprises représentaient 28 % de l'emploi



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551488650885>





III. EXPLOITER AU MIEUX LES ATOUTS RÉGIONAUX

15. Disparités régionales du PIB par habitant
16. Disparités régionales de la productivité du travail
17. Disparités régionales de spécialisation
18. Disparités régionales des taux de chômage
19. Disparités régionales des taux d'activité

Les écarts de performance économique sont souvent moins grands d'un pays à l'autre que d'une région à l'autre au sein d'un même pays. Dans près d'un tiers des pays de l'OCDE, le PIB par habitant de la région la plus riche était plus de quatre fois supérieur à celui de la région la plus pauvre en 2005. En outre, si les disparités entre les pays ont tendance à s'estomper depuis quelques années, les disparités régionales, elles, persistent avec le temps. L'écart de PIB par habitant entre régions essentiellement rurales et régions essentiellement urbaines ne s'est pas resserré au cours des dix dernières années. Cette situation tient pour l'essentiel à des différences de productivité entre les régions. Pour accroître la productivité du travail et améliorer ainsi les conditions de vie, les régions devraient faire un meilleur usage de leurs atouts. Entre autres ressources à mobiliser, le capital humain et le potentiel d'innovation ont été examinés dans la première partie. La spécialisation économique, l'utilisation de la main-d'œuvre et la participation au marché du travail, notamment des femmes et des jeunes, sont d'autres facteurs de la compétitivité régionale qui sont passés en revue ci-après.

15. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

Le PIB par habitant varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre. En 2005, le PIB par habitant du Luxembourg était près de six fois plus élevé que celui de la Turquie (graphique 15.1).

Les écarts régionaux de PIB par habitant au sein d'un pays sont souvent importants. Ainsi, au Royaume-Uni, le PIB par habitant de l'Inner London-West est plus de quatre fois supérieur à la moyenne nationale, alors que celui de l'île d'Anglesey n'en représente que la moitié. On observe des disparités de même ampleur aux États-Unis, en Turquie et en Pologne. Il n'y a qu'en Australie, aux Pays-Bas, en Suède et en Nouvelle-Zélande que le PIB par habitant de la région la plus riche représente moins du double du PIB par habitant de la région la plus pauvre (graphique 15.2).

Alors que la fourchette de variation montre l'écart entre les régions affichant respectivement le plus fort et le plus faible PIB par habitant, l'indice de Gini mesure les disparités entre toutes les régions d'un même pays. D'après cet indicateur, la Turquie, le Mexique et la République slovaque sont les pays qui présentent les plus fortes disparités régionales en termes de PIB par habitant (graphique 15.3).

Les écarts régionaux de PIB par habitant observés à l'intérieur d'un pays s'expliquent en partie par les déplacements domicile-travail qui ont généralement pour effet d'accroître le PIB par habitant de la région urbaine où se situe le lieu de travail et de le diminuer dans celle du lieu de résidence. Ces résultats confirment cependant la tendance à la concentration de l'activité économique et de la croissance autour de quelques pôles, dont il résulte un accroissement des disparités également visible dans les écarts régionaux de PIB par actif occupé (chapitre 16).

Au cours des dix dernières années, les disparités régionales mesurées à l'aide de l'indice de Gini se sont accentuées dans 16 pays sur 27, avec des pointes nettement supérieures à la moyenne de l'OCDE (plus de 2.5 fois l'indice moyen) en Hongrie, en Corée, en République tchèque, en République slovaque et en Irlande. Ces pays figurent également parmi ceux dont la croissance du PIB par habitant a été la plus forte sur la période 1995-2005, ce qui donne à penser qu'il existe souvent une corrélation entre l'évolution du PIB par habitant au niveau régional et celle observée au niveau national (c'est-à-dire avec le cycle économique).

En comparant les disparités régionales du PIB par habitant et le poids démographique des régions à faible PIB par habitant (inférieur au PIB régional médian par habitant), on obtient une mesure des différentes incidences économiques des disparités au sein d'un pays. En 2005, plus de 40 % de la population totale de la zone OCDE vivaient dans une région à faible PIB par habitant; cette proportion variait entre 26 % en Grèce et plus de 60 % en Australie (graphique 15.4).

Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur standard de la valeur de l'activité de production (biens et services) des unités productrices résidentes. Le PIB régional est mesuré conformément à la définition du Système de comptabilité nationale de 1993. Afin de permettre des comparaisons entre les périodes et entre les pays, il est exprimé à prix constants (année 2000) au moyen du déflateur de l'OCDE et est ensuite converti en dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de manière à ce que le PIB de chaque pays soit indiqué dans une monnaie commune.

Le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB d'un pays ou d'une région par sa population.

L'indice de Gini est un indicateur des disparités entre les régions d'un pays donné (voir l'annexe C pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 1, le zéro correspondant à l'absence de disparités. Comme un poids identique est assigné à chaque région indépendamment de sa taille, les différentes valeurs de l'indice selon les pays peuvent être dues en partie au fait que la taille moyenne des régions n'est pas la même dans tous les pays.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

OCDE, prix et parités de pouvoir d'achat, <http://dotstat/wbos/>, Séries de référence

OCDE, PIB national par habitant, <http://dotstat/wbos/>, Comptes nationaux.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Australie, Canada, Mexique et États-Unis : niveau TL2 uniquement.

PIB régional non connu pour l'Islande et la Suisse.

Notes des graphiques

Graphique 15.1 : En USD à prix constants de 2000 (PPA). Calculs effectués à partir des Comptes nationaux des pays de l'OCDE.

Graphique 15.2 : En pourcentage du PIB national par habitant.

Graphiques 15.2 et 15.4 : Les variations du PIB régional par habitant s'expliquent en partie par les déplacements domicile-travail. Années connues pour l'Italie (2000-05), pour le Mexique (1995-2004), pour la Nouvelle-Zélande (2000-03), pour la Pologne (2000-05), pour la Turquie (1995-2001) et pour les États-Unis (1997-2005).

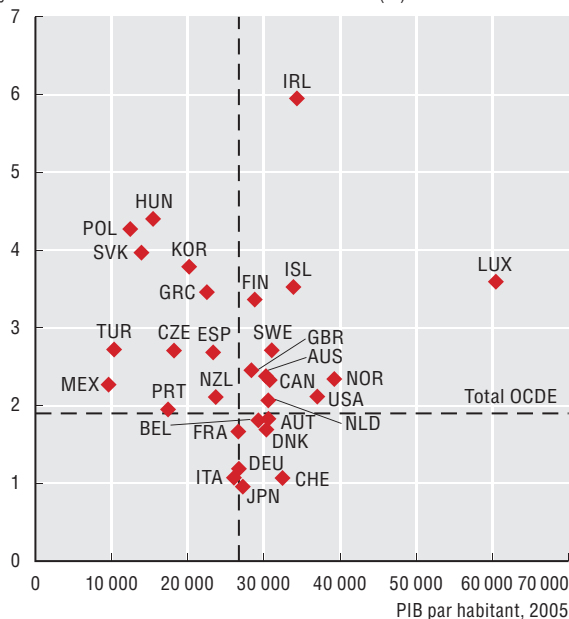
Graphique 15.4 : Les régions à faible PIB par habitant sont celles dont le PIB par habitant est inférieur à la valeur médiane nationale.

15. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

15.1 PIB national par habitant, 2005 et taux de croissance annuel moyen sur la période 1995-2005

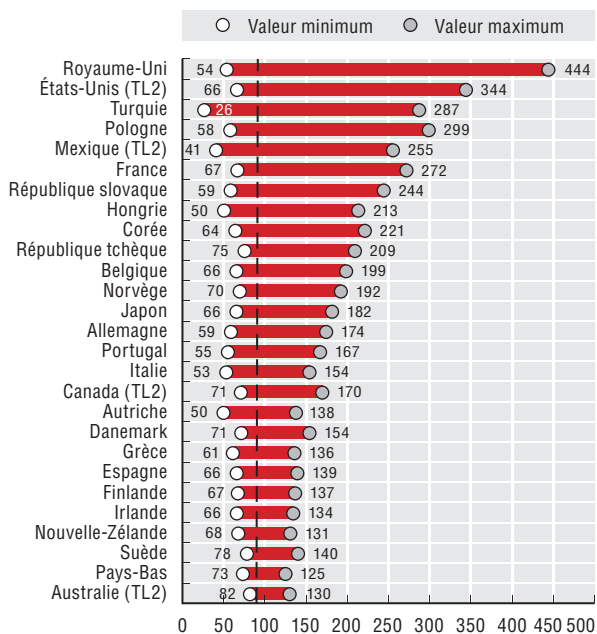
En 2005, le PIB par habitant du Luxembourg était plus de six fois supérieur à celui du Mexique.

Moyenne annuelle du taux de croissance 1995-2005 (%)



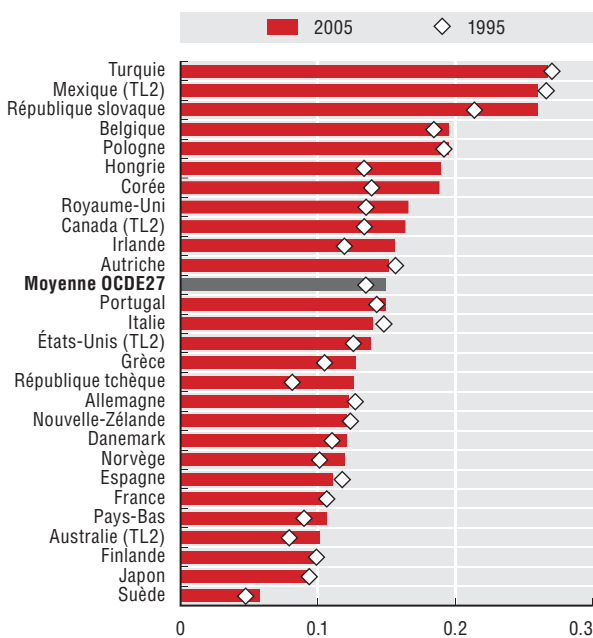
15.2 Fourchette de variation du PIB par habitant des régions de niveau TL3, 2005

En 2005, c'est au Royaume-Uni que l'on observait le plus grand écart de PIB régional par habitant.



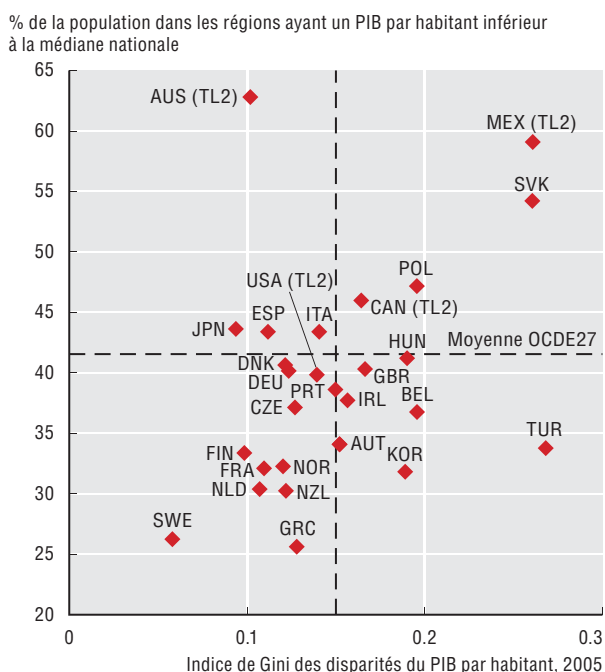
15.3 Indice de Gini des disparités du PIB par habitant entre régions de niveau TL3

En 2005, c'est en Turquie, au Mexique et en République slovaque que l'indice de Gini des disparités du PIB par habitant était le plus élevé.



15.4 Indice de Gini des disparités du PIB par habitant et pourcentage de la population vivant dans des régions à faible PIB par habitant (TL3), 2005

Au Mexique, près de 60 % de la population vivait dans des régions dont le PIB par habitant était inférieur à la valeur médiane nationale en 2005.

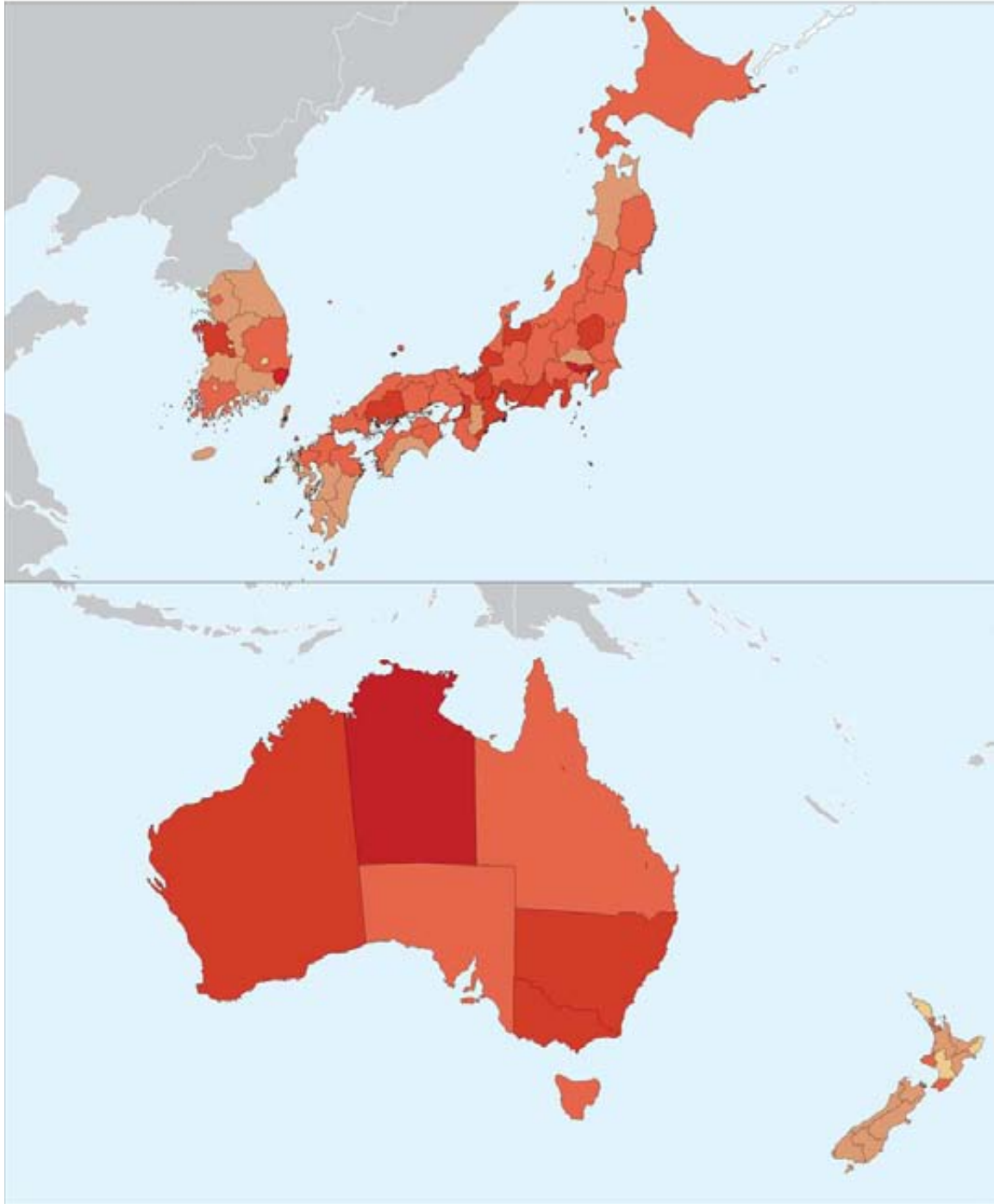


15. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

15.5 PIB régional par habitant : Asie et Océanie

En USD constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 35 000
- Entre 28 000 et 35 000
- Entre 22 000 et 28 000
- Entre 16 000 et 22 000
- Entre 8 000 et 16 000
- Inférieure à 8 000
- Données non disponibles



Australie : régions de niveau TL2.

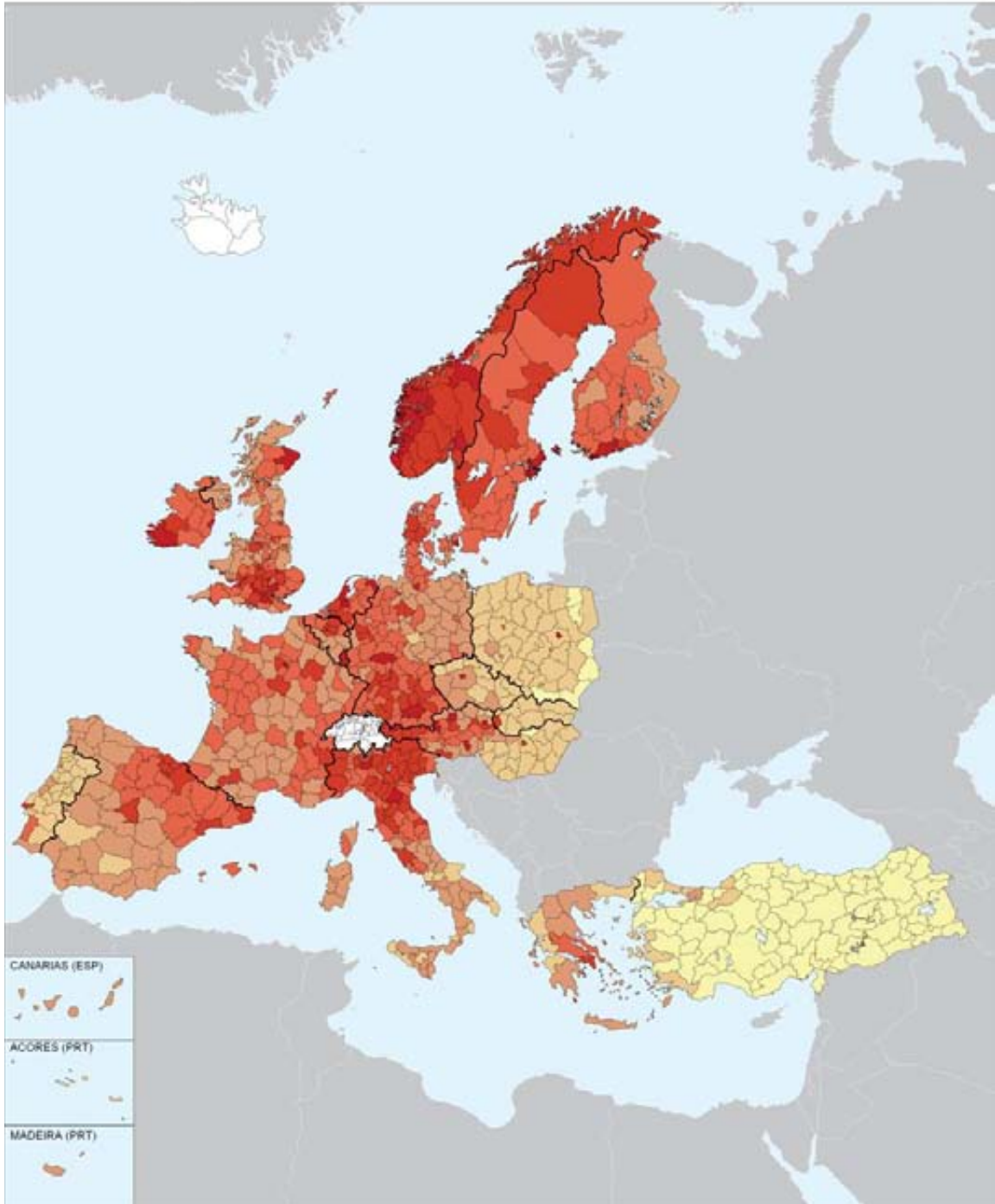
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552465781423>

15. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

15.6 PIB régional par habitant : Europe

En USD constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 35 000
- Entre 28 000 et 35 000
- Entre 22 000 et 28 000
- Entre 16 000 et 22 000
- Entre 8 000 et 16 000
- Inférieure à 8 000
- Données non disponibles



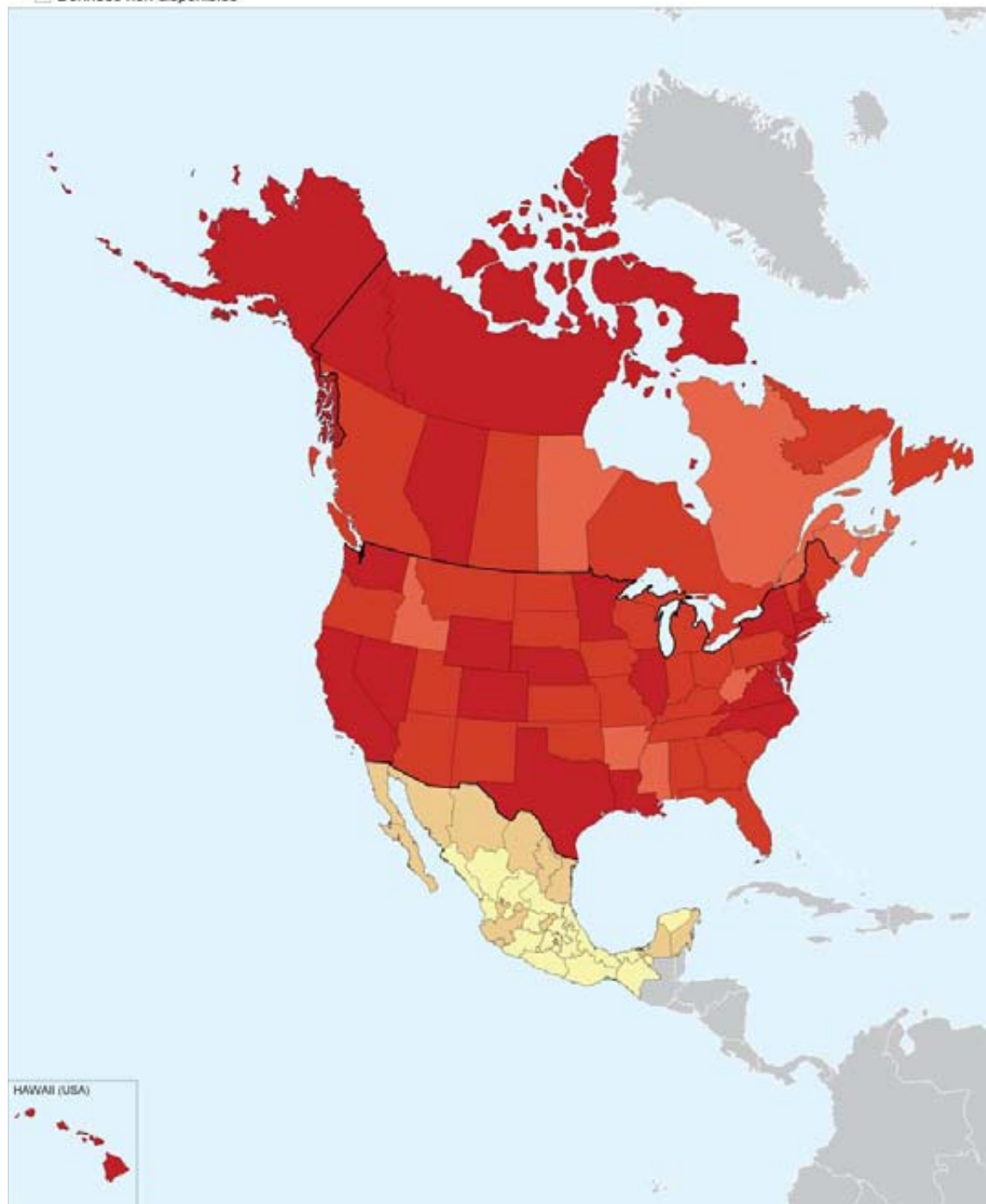
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552465781423>


15. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

15.7 PIB régional par habitant : Amérique du Nord

En USD constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 35 000
- Entre 28 000 et 35 000
- Entre 22 000 et 28 000
- Entre 16 000 et 22 000
- Entre 8 000 et 16 000
- Inférieure à 8 000
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552465781423>

Tendances d'évolution des disparités du PIB par habitant

Les disparités régionales du PIB par habitant se maintiennent avec le temps. En fait, même sur des périodes relativement courtes, on constate qu'à l'exception de l'Autriche, de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Espagne, tous les pays de l'OCDE enregistrent une augmentation des disparités entre régions, mesurées par le coefficient pondéré de variation du PIB par habitant, au cours de la période 1995-2005. Le coefficient de variation pondéré du PIB par habitant mesure les disparités entre toutes les régions d'un pays, en tenant compte de la population de chacune d'elles. Il permet d'analyser l'évolution des inégalités dans le temps car il est indépendant de la taille de la variable.

En République tchèque, en Pologne et en République slovaque, où les écarts régionaux de PIB étaient déjà élevés au départ, ils se sont encore accentués. Dans le même temps, la Grèce, la Suède et le Canada, généralement considérés comme des pays peu inégalitaires, ont également vu leurs disparités régionales se creuser entre 1995 et 2005, ce qui tend à indiquer que les inégalités observées à l'intérieur des pays peuvent avoir une incidence plus ou moins importante sur la répartition du PIB par habitant et se concentrent principalement dans les régions à faible revenu (tableau 15.8).

Diverses études montrent que les écarts de PIB par habitant entre pays ont diminué au cours des 30 dernières années. Quoi qu'il en soit, il semble que les inégalités observées à l'intérieur des pays aient plus de poids que les différences entre les moyennes nationales. On notera dans le bas du tableau 15.8 le contraste entre l'augmentation du coefficient de variation du PIB par habitant au sein des pays (entre régions de niveau TL3) et la relative stabilité du coefficient de variation du PIB par habitant entre les pays (moyennes nationales).

15.8 Coefficient de variation pondéré du PIB par habitant des régions de niveau TL3, 1995-2005¹

Entre 1995 et 2005, les disparités régionales du PIB par habitant se sont accentuées dans 21 pays de l'OCDE sur 25

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Australie (TL2)	0.07	0.08	0.08	0.08	0.08	0.09	0.09	0.09	0.10	0.09	0.10
Autriche	0.39	0.40	0.39	0.39	0.38	0.38	0.38	0.37	0.38	0.37	0.36
Belgique	0.38	0.39	0.38	0.38	0.38	0.38	0.38	0.39	0.38	0.38	0.38
Canada (TL2)	0.14	0.14	0.16	0.15	0.15	0.17	0.17	0.15	0.16	0.18	0.21
République tchèque	0.27	0.27	0.30	0.35	0.37	0.39	0.41	0.42	0.43	0.41	0.43
Danemark	0.24	0.23	0.24	0.23	0.24	0.24	0.24	0.23	0.23	0.24	0.27
Finlande	0.23	0.25	0.25	0.29	0.32	0.32	0.32	0.31	0.28	0.28	0.28
France	0.48	0.49	0.50	0.49	0.52	0.54	0.53	0.53	0.53	0.51	0.51
Allemagne	0.29	0.29	0.29	0.29	0.29	0.29	0.30	0.29	0.29	0.29	0.29
Grèce	0.17	0.17	0.15	0.14	0.14	0.27	0.28	0.31	0.32	0.35	0.39
Hongrie	0.48	0.51	0.53	0.52	0.55	0.58	0.58	0.64	0.59	0.60	0.67
Irlande	0.24	0.25	0.28	0.30	0.28	0.28	0.29	0.32	0.33	0.32	0.32
Italie	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.32	0.32	0.32	0.31	0.32	0.31
Japon	0.31	0.32	0.33	0.33	0.34	0.34	0.35	0.34	0.34	0.34	0.35
Corée	0.20	0.21	0.22	0.24	0.24	0.24	0.24	0.25	0.24	0.26	0.26
Mexique (TL2)	0.58	0.57	0.58	0.59	0.60	0.61	0.60	0.63	0.62	0.60	..
Pays-Bas	0.13	0.14	0.15	0.15	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.16
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	0.26	0.21	0.20	0.23	..	..
Norvège	0.35	0.37	0.38	0.42	0.44	0.43	0.42	0.38	0.36	0.38	0.40
Pologne	..	..	..	..	..	0.50	0.49	0.51	0.52	0.50	0.53
Portugal	0.44	0.43	0.45	0.46	0.44	0.46	0.45	0.45	0.45	0.45	0.45
République slovaque	0.42	0.40	0.42	0.42	0.41	0.43	0.43	0.45	0.45	0.45	0.51
Espagne	0.23	0.24	0.25	0.26	0.27	0.27	0.27	0.26	0.24	0.24	0.23
Suède	0.17	0.20	0.23	0.25	0.27	0.26	0.25	0.25	0.24	0.25	0.26
Turquie	..	..	..	..	..	0.60	0.58	..	..	..	..
Royaume-Uni	0.47	0.48	0.51	0.53	0.54	0.58	0.56	0.58	0.56	0.56	0.58
États-Unis (TL2)	..	..	0.15	0.15	0.16	0.17	0.17	0.17	0.20	0.20	0.17
OCDE (25) à l'intérieur des pays (TL3)	..	..	0.38	0.38	0.38	0.41	0.41	0.41	0.41	0.41	..
OCDE (25) entre pays	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.32	0.31	0.31	0.30	0.30	0.30
OCDE (30) entre pays	0.38	0.37	0.37	0.38	0.38	0.39	0.39	0.39	0.38	0.38	0.38

1. OCDE25 ne comprend pas l'Islande, le Luxembourg et la Suisse (faute de données sur le PIB régional), la Nouvelle-Zélande et la Turquie (faute de données sur des années comparables). Suite à une rupture de série, les données relatives au PIB régional par habitant de la Pologne sur la période 1995-99 ne sont pas comparables avec celles de la période 2000-05.

16. DISPARITÉS RÉGIONALES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

En 2005, la productivité du travail, mesurée par le PIB par actif occupé, atteignait presque 59 000 USD en moyenne dans les pays de l'OCDE, allant de 21 000 USD au Mexique à près de quatre fois plus aux États-Unis (graphique 16.1). Au cours de la période 1995-2005, c'est en Pologne, en République slovaque, en Irlande, en Hongrie et en Corée que la productivité du travail a connu la croissance la plus rapide, avec un rythme plus de deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE. En revanche, le PIB par actif occupé a enregistré une croissance négative au Mexique, en Italie et en Espagne (graphique 16.1).

Les écarts régionaux de PIB par actif occupé sont encore plus grands au sein des pays qu'entre les pays. Les disparités régionales sont particulièrement marquées en Turquie, au Mexique, en Pologne et en Corée, où la productivité du travail dans la région la plus productive est plus de trois fois supérieure à celle de la région affichant la plus faible productivité (graphique 16.2). Lorsqu'on substitue le PIB par actif occupé au PIB par habitant, les différences régionales sont moins marquées en Belgique, en France, en Hongrie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, ce qui tend à confirmer l'importance particulière des déplacements entre régions dans ces pays (comparer les graphiques 15.2 et 16.2).

Alors que la fourchette de variation de la productivité montre l'écart entre les régions affichant le PIB par actif occupé le plus élevé et le plus bas, l'indice de Gini mesure les disparités entre les régions d'un même pays. D'après cet indicateur, la Turquie, le Mexique, la Corée, le Portugal et le Canada sont les pays qui affichent les plus fortes disparités régionales du PIB par actif occupé, tandis que l'Espagne, la Suède, le Danemark et l'Italie figurent à l'autre extrémité (graphique 16.3).

Au cours des dix dernières années, les disparités régionales de la productivité mesurées par l'indice de Gini se sont accentuées dans la moitié des pays de l'OCDE, surtout au Canada, en Australie et au Portugal. Durant la même période, l'indice de Gini a connu sa plus forte diminution en Pologne, en Allemagne et en Espagne (graphique 16.3).

Entre 1995 et 2005, la productivité régionale de la main-d'œuvre a diminué dans environ 20 % des régions de l'OCDE, en particulier au Mexique, en Grèce, au Portugal, en Italie et en Espagne. Elle a en revanche augmenté de plus de 4 points de pourcentage par an dans de nombreuses régions de la Pologne et de la République slovaque (cartes 16.5-16.7).

Le graphique 16.4 illustre l'incidence économique des disparités régionales en indiquant la proportion de personnes occupées qui résident dans les régions à faible productivité du travail (inférieure à la valeur médiane). Cette proportion varie selon les pays, allant de 25 % au Japon à près de 60 % en Corée. Même dans les pays qui présentent des disparités régionales

analogues en termes de productivité (mesurées par l'indice de Gini), la proportion de personnes concernées par ces disparités est très variable. Ainsi, au Portugal, au Canada, en Pologne et en Corée, pays où l'indice de Gini avait à peu près la même valeur en 2005, le pourcentage des personnes occupées vivant dans des régions à faible productivité varie de 30 % à 60 % (graphique 16.4).

Définition

La productivité du travail correspond au rapport entre le PIB constant aux prix de 2000 et l'emploi total mesuré au lieu de travail.

L'indice de Gini est un indicateur des disparités entre les régions d'un pays donné (voir l'annexe pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 1, le zéro correspondant à l'absence de disparités. Comme un poids identique est assigné à chaque région indépendamment de sa taille, les différentes valeurs de l'indice selon les pays peuvent être dues en partie au fait que la taille moyenne des régions n'est pas la même dans tous les pays.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotsotat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

OCDE, PIB national par habitant, <http://dotstat/wbos/>, Comptes nationaux.

OCDE, emploi total, <http://dotstat/wbos/>, statistiques annuelles de la population active.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL3

Australie, Canada, Japon, Mexique et États-Unis : niveau TL2 uniquement.

PIB régional non connu pour l'Islande et la Suisse.

Notes des graphiques

Graphiques 16.1 et 16.4 : En USD à prix constants de 2000 (PPA). Années connues pour le Danemark (1997-2005), pour l'Allemagne (1995-2004), pour l'Italie (2000-05), pour la Corée (1996-2005), pour le Mexique (2000 et 2004), pour la Nouvelle-Zélande (2000-03), pour les Pays-Bas (1999-2005), pour la Pologne (1998-2005), pour la Suède (1999-2005), pour la Turquie (2000 uniquement) et pour les États-Unis (1997-2005).

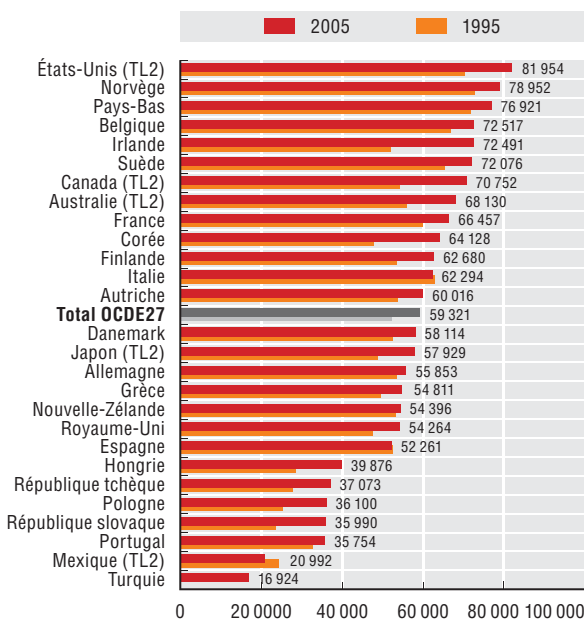
Graphique 16.2 : En pourcentage du PIB national par habitant.

Graphique 16.4 : Les régions à faible productivité sont celles dont le PIB par actif occupé est inférieur à la valeur médiane nationale.

16. DISPARITÉS RÉGIONALES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

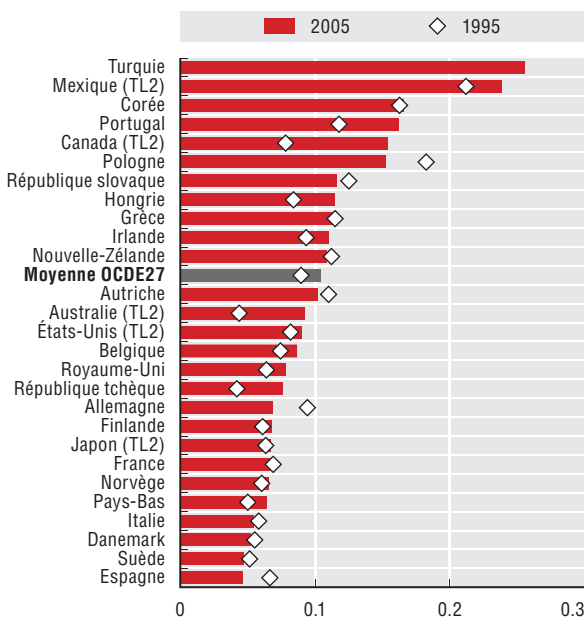
16.1 PIB national moyen par actif occupé

Entre les États-Unis et la Turquie, l'écart de productivité du travail est très important.



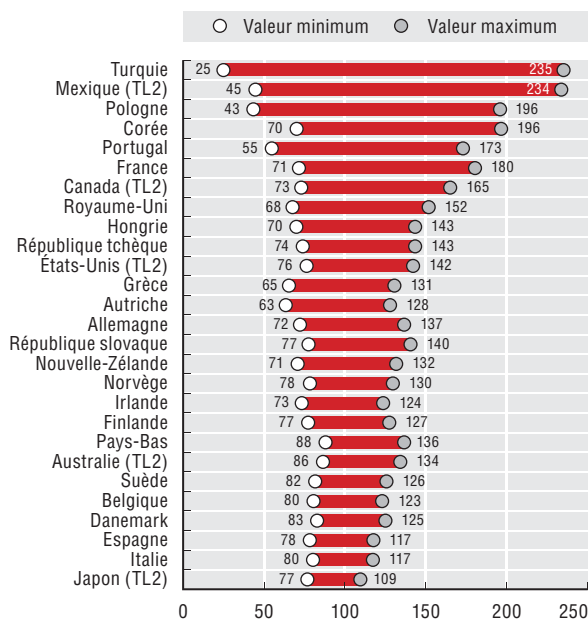
16.3 Indice de Gini des disparités du PIB par actif occupé entre régions de niveau TL3

En 2005, c'est en Turquie, au Mexique et en Corée que les disparités régionales de la productivité du travail étaient les plus importantes.



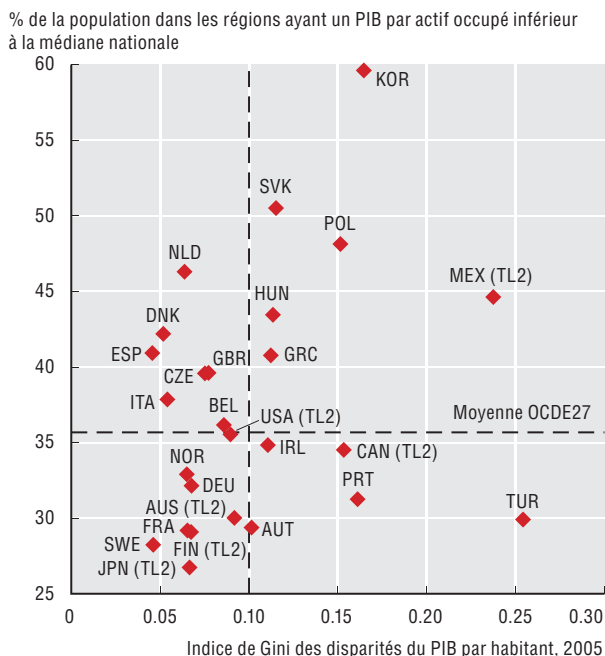
16.2 Fourchette de variation du PIB par actif occupé entre régions de niveau TL3, 2005

En 2005, c'est en Turquie que l'on observait le plus grand écart de productivité du travail entre les régions.



16.4 Indice de Gini des disparités de la productivité du travail entre régions de niveau TL3 et pourcentage de la population vivant dans des régions à faible productivité, 2005

Dans les pays de l'OCDE, 35 % des personnes occupées travaillent dans des régions où la productivité du travail est inférieure à la médiane nationale.

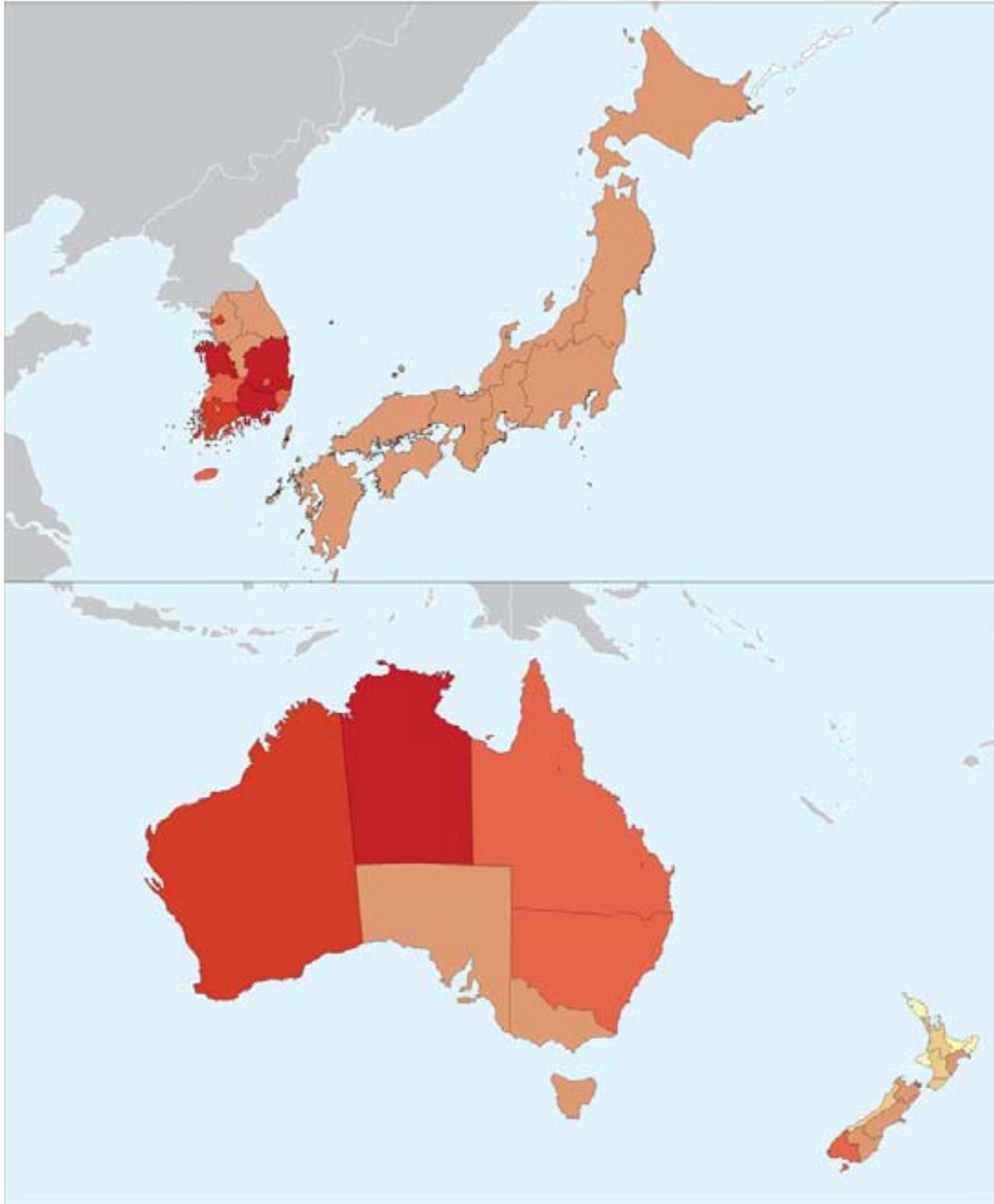


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551510015661>

16.5 Croissance de la productivité régionale : Asie et Océanie

Croissance annuelle moyenne du PIB régional par actif occupé en USD à prix constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 4.0%
- Entre 3.0% et 4.0%
- Entre 2.0% et 3.0%
- Entre 1.0% et 2.0%
- Entre 0.0% et 1.0%
- Inférieure à 0.0%
- Données non disponibles



Australie et Japon : régions de niveau TL2.

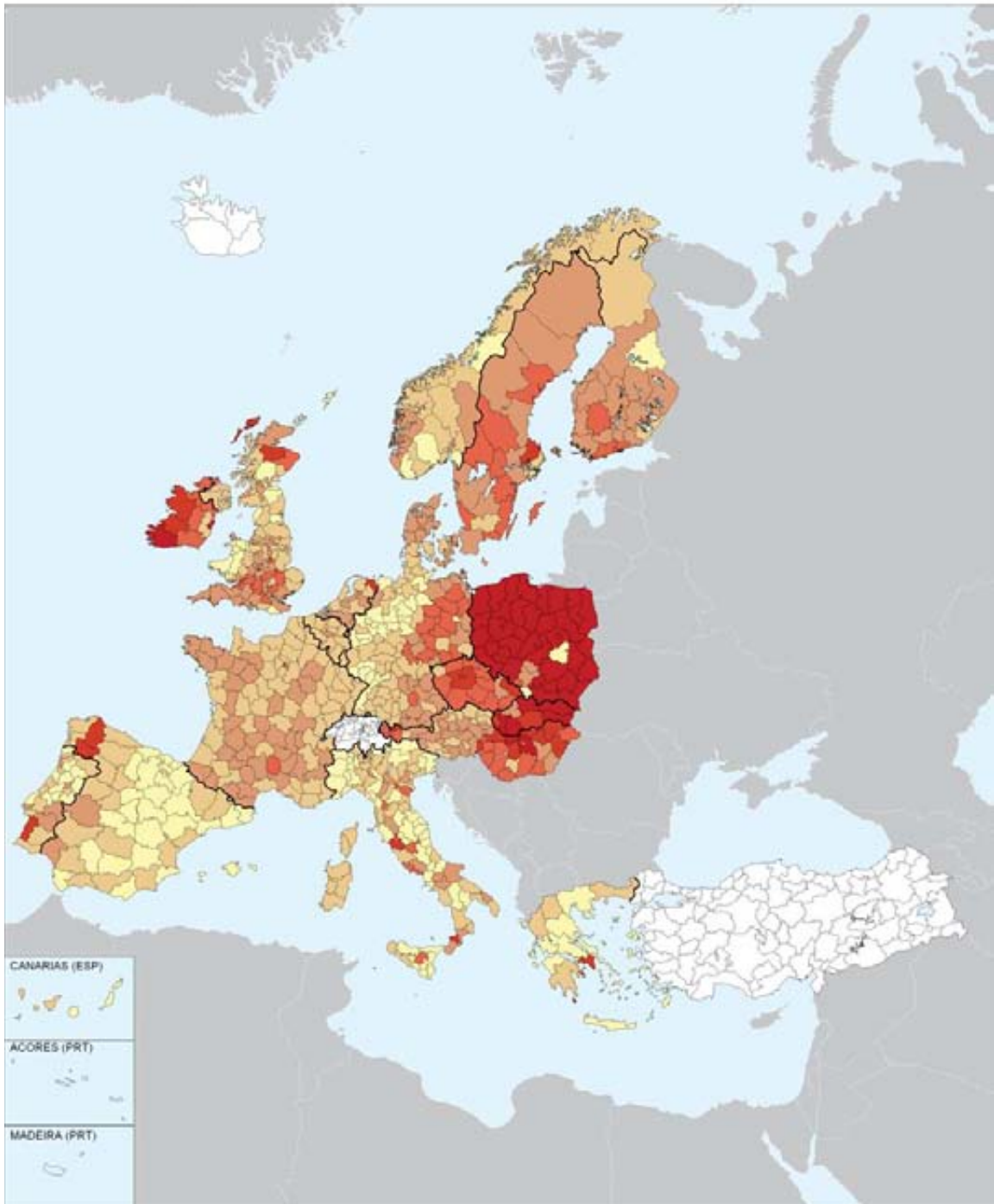
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552487504046>

16. DISPARITÉS RÉGIONALES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

16.6 Croissance de la productivité régionale : Europe

Croissance annuelle moyenne du PIB régional par actif occupé en USD à prix constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL3, 2005

- Supérieure à 4.0%
- Entre 3.0% et 4.0%
- Entre 2.0% et 3.0%
- Entre 1.0% et 2.0%
- Entre 0.0% et 1.0%
- Inférieure à 0.0%
- Données non disponibles



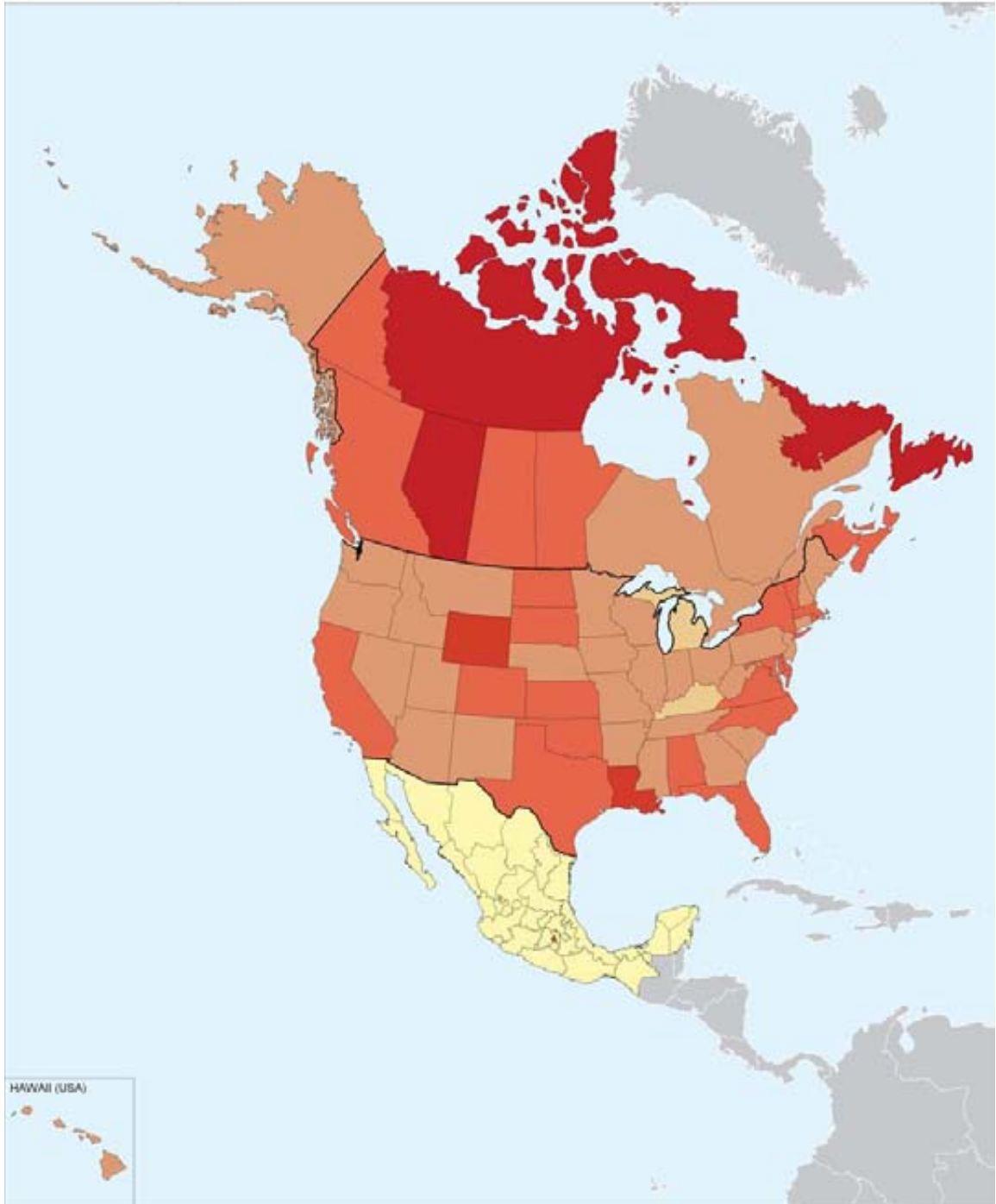
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552487504046>

16. DISPARITÉS RÉGIONALES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

16.7 Croissance de la productivité régionale : Amérique du Nord

Croissance annuelle moyenne du PIB régional par actif occupé en USD à prix constants de 2000 (PPA), régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 4.0%
- Entre 3.0% et 4.0%
- Entre 2.0% et 3.0%
- Entre 1.0% et 2.0%
- Entre 0.0% et 1.0%
- Inférieure à 0.0%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552487504046>

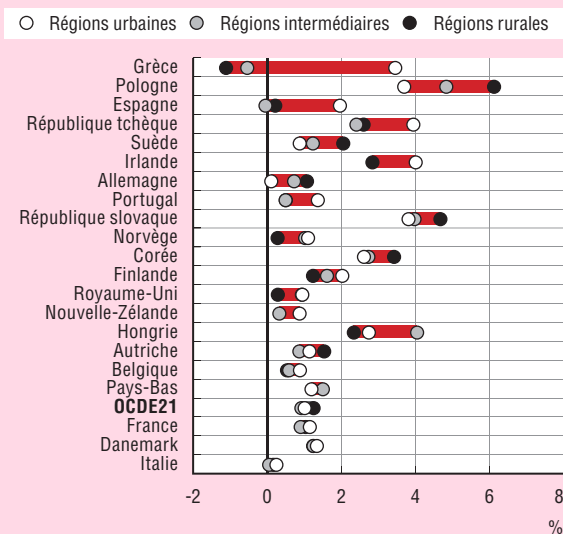
Accroître la productivité du travail : le rôle de l'emploi et de l'innovation

Les écarts de PIB par habitant constatés entre les régions tiennent essentiellement à des différences de productivité. La croissance de la productivité du travail est un indicateur clé de la compétitivité régionale. L'amélioration des conditions de vie va de pair avec une hausse continue de la productivité du travail, accompagnée d'un accroissement des taux d'activité. En fait, les économies qui parviennent à allier croissance de l'emploi et de la productivité sont les seules capables de renforcer leur avantage concurrentiel et de le défendre sur le long terme. Entre 1995 et 2005, la productivité du travail a augmenté en moyenne de 1.5 % par an dans la zone OCDE. Elle a progressé de plus de 4 points de pourcentage par an dans de nombreuses régions de la Pologne et de la République slovaque, mais elle a diminué dans environ 20 % des régions de l'OCDE, (Mexique, Grèce, et Italie). Dans l'ensemble, la productivité du travail a augmenté plus vite dans les régions rurales que dans les régions urbaines, ce qui montre qu'un mouvement de rattrapage est en cours. Les gains de productivité enregistrés par les régions rurales ont été particulièrement importants en Pologne, en Suède, en Allemagne, en République slovaque et en Corée (graphique 16.8). Souvent, le processus de rattrapage résulte d'un déplacement de l'emploi vers des activités plus productives. Entre 1995 et 2005, l'emploi s'est ainsi fortement contracté (de plus de 30 %) dans le secteur de l'agriculture en République slovaque, en Pologne et en Corée, pays qui ont enregistré à la fois une croissance positive de la productivité du travail et des gains plus importants dans les régions rurales que dans les régions urbaines (graphique 16.8).

Les écarts de productivité du travail entre régions résultent toujours de multiples facteurs liés notamment aux politiques et à l'organisation du marché du travail (taxes, coûts de main-d'œuvre, salaires, importance du travail informel, investissement étranger, migration, investissements dans le domaine de la R-D, etc.). L'adoption de nouvelles technologies est considérée comme un déterminant majeur de la croissance de la productivité, en particulier de la productivité multifactorielle, c'est-à-dire de la composante de la productivité qui n'est pas due aux facteurs de production. On observe une corrélation positive dans les régions de l'OCDE entre croissance de la productivité du travail et dépôts de brevets, ce qui confirme l'impact positif des activités à forte densité de savoir sur la productivité (graphique 16.9).

16.8 Croissance de la productivité du travail par type de région (TL3), 1995-2005¹

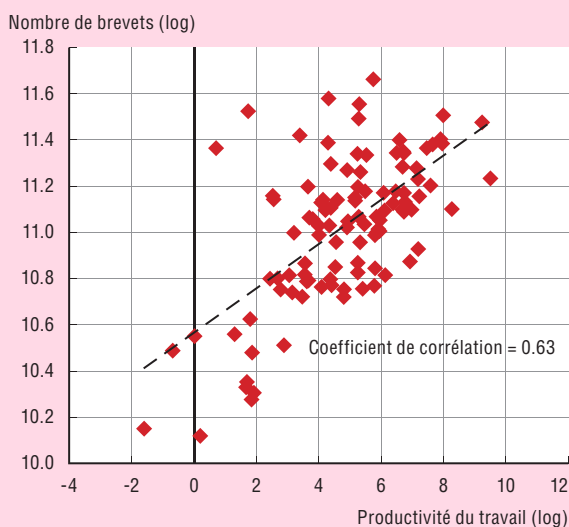
Entre 1995 et 2005, la Grèce affichait les plus grands écarts de croissance du PIB par actif occupé entre régions rurales, intermédiaires et urbaines.



1. Régions de niveau TL3 uniquement, ce qui exclut l'Australie, le Canada, le Japon, le Mexique et les États-Unis. Pour la Turquie, les données disponibles portent sur une seule année.

16.9 Productivité du travail et prise de brevets dans les régions de niveau TL2, 2005¹

Il existe une corrélation positive entre croissance régionale du PIB par actif occupé et nombre d'innovations brevetées.



1. Seules sont prises en considération les régions de niveau TL2 où la croissance de la productivité du travail est supérieure à la moyenne nationale.

17. DISPARITÉS RÉGIONALES DE SPÉCIALISATION

La spécialisation régionale varie beaucoup selon les pays de l'OCDE. On la mesure par le rapport entre le poids d'une branche d'activité dans une région et son poids dans l'ensemble du pays. On dit qu'une région est spécialisée dans une branche d'activité lorsque l'indice est supérieur à 1 et qu'elle ne l'est pas lorsque l'indice est inférieur à 1. On ne dispose de données régionales comparables sur l'emploi par branche d'activité dans 25 pays de l'OCDE que pour l'économie réelle et les services marchands (le secteur financier et les branches dont la production est essentiellement non marchande comme l'administration publique, l'éducation, la santé et la défense ont été laissées de côté).

En 2005, près de 90 % de l'emploi total de la zone OCDE dans l'économie réelle et les services marchands se concentraient dans cinq grands secteurs d'activité. Le commerce de gros et de détail en absorbait plus d'un quart, les activités de fabrication (subdivisées en 14 catégories de classement) et le secteur immobilier, locations et services aux entreprises, plus de 20 %, et la construction et le secteur hôtels et restaurants, 10 % chacun.

Le degré de spécialisation dans le secteur du commerce de gros et de détail variait beaucoup selon les régions : la Turquie, les États-Unis, l'Espagne et l'Allemagne enregistraient les plus amples variations régionales et une valeur d'indice comprise entre 1.5 et 1.7 dans la région la plus spécialisée (graphique 17.1).

La spécialisation régionale varie davantage dans certaines activités que dans d'autres. La dotation en ressources naturelles joue un rôle important dans certaines activités manufacturières, par exemple, tandis que le climat et l'environnement peuvent faciliter le développement des infrastructures de tourisme ainsi que des services de transport.

Dans le secteur hôtels et restaurants, les variations régionales de l'indice de spécialisation atteignaient leur plus grande ampleur en Allemagne, au Mexique, en Turquie, au Portugal, en Italie et en Espagne, alors qu'elles étaient minimales en Islande, aux Pays-Bas et en Belgique (graphique 17.2).

Le secteur de la construction affichait dans l'ensemble assez peu de disparités régionales en termes de spécialisation. À l'exception de la Turquie, où la région d'Ankara enregistrait un indice de spécialisation de 3.6, dans tous les autres pays l'écart entre la région la plus spécialisée et la région la moins spécialisée était inférieur à 1.5 (graphique 17.3).

En 2005, c'est au Mexique, aux États-Unis, en Turquie et en République tchèque que l'indice de spécialisation dans le secteur immobilier, locations et services aux entreprises se caractérisait par les écarts les plus importants entre les régions (graphique 17.4).

Dans près d'un tiers des pays de l'OCDE, la différence entre la région la plus spécialisée et la région la moins spécialisée dans le secteur des activités de fabrication était au minimum de 1 (cartes 17.5-17.7). Le tableau 17.8 indique le degré de spécialisation des régions de l'OCDE dans certains sous-secteurs des activités de fabrication.

Définition

La spécialisation régionale dans une branche d'activité se mesure par le rapport entre la part de cette activité dans l'emploi d'une région et sa part dans l'emploi total du pays (indice de Balassa-Hoover; voir la définition à l'annexe C). Si l'indice est supérieur à 1, la spécialisation régionale est plus forte que la spécialisation nationale, et inversement s'il est inférieur à 1.

Les branches d'activité sont définies selon la Classification internationale type des industries (CITI) Rév. 3.1. On ne dispose de données régionales comparables à un niveau de classement comportant 20 secteurs que pour l'économie réelle et les services marchands. En sont donc exclus le secteur financier et les activités dont la production est essentiellement non marchande comme l'administration publique, l'éducation, la santé et la défense.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1995-2005; TL2

Informations complémentaires

Registre des classifications des Nations Unies, <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/>.

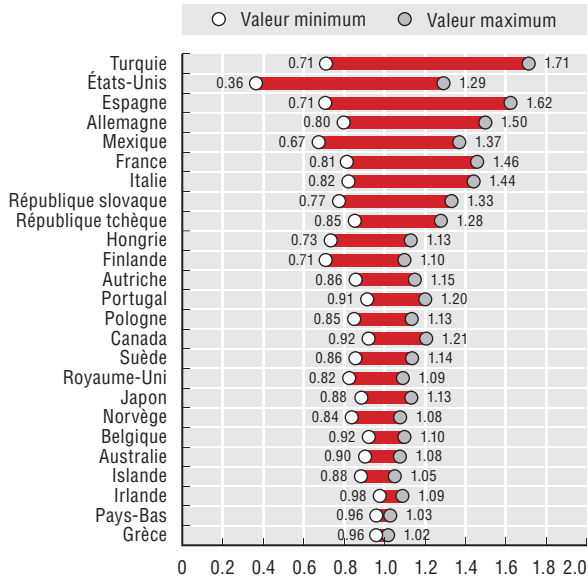
Notes des graphiques

Graphiques 17.1 à 17.4 : Dernière année connue : Australie et Canada (2007); Japon (2006); Belgique et Pays-Bas (2004); Mexique (2003); Turquie (2002).

17. DISPARITÉS RÉGIONALES DE SPÉCIALISATION

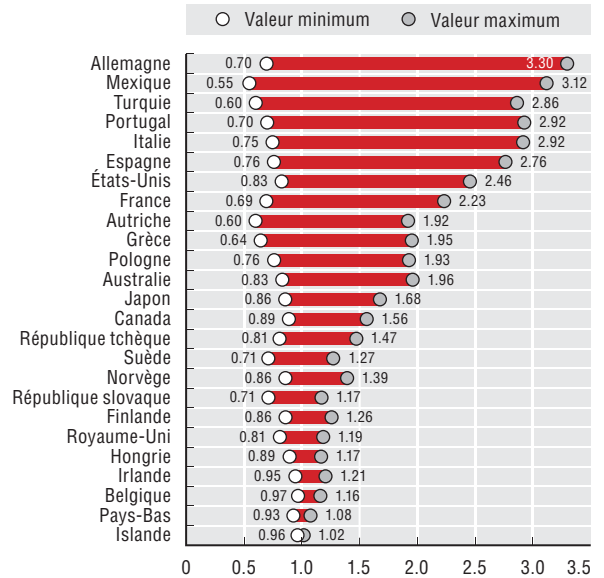
17.1 Fourchette de variation du degré de spécialisation des régions de niveau TL2 dans le secteur du commerce de gros et de détail, 2005

En 2005, la Turquie affichait les plus grandes disparités régionales de spécialisation dans le secteur du commerce de gros et de détail.



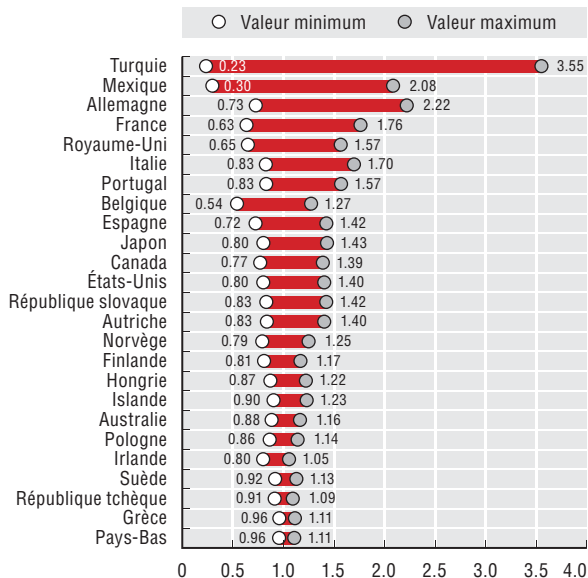
17.2 Fourchette de variation du degré de spécialisation des régions de niveau TL2 dans le secteur hôtels et restaurants, 2005

En 2005, c'est en Allemagne et au Mexique que l'on observait le degré de spécialisation régionale le plus élevé dans le secteur hôtels et restaurants.



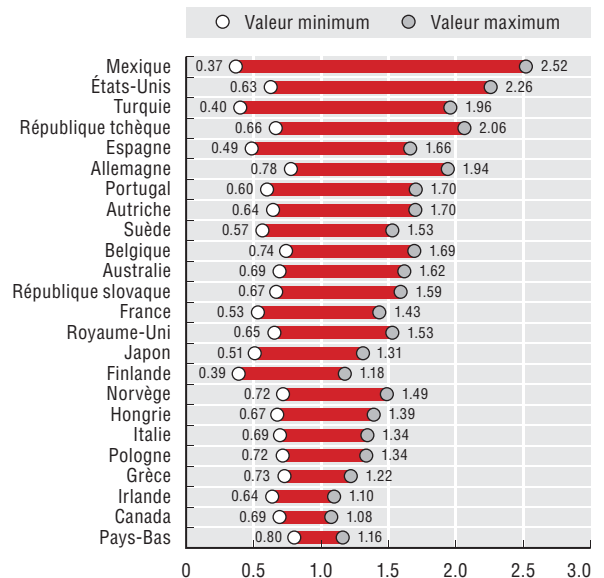
17.3 Fourchette de variation du degré de spécialisation des régions de niveau TL2 dans le secteur de la construction, 2005

En 2005, la Turquie, le Mexique et l'Allemagne étaient les pays où l'indice de spécialisation régionale atteignait ses niveaux les plus élevés dans le secteur de la construction.



17.4 Fourchette de variation du degré de spécialisation des régions de niveau TL2 dans le secteur immobilier, locations et services aux entreprises, 2005

La spécialisation dans le secteur immobilier, locations et services aux entreprises présentait les plus fortes disparités régionales au Mexique et aux États-Unis.



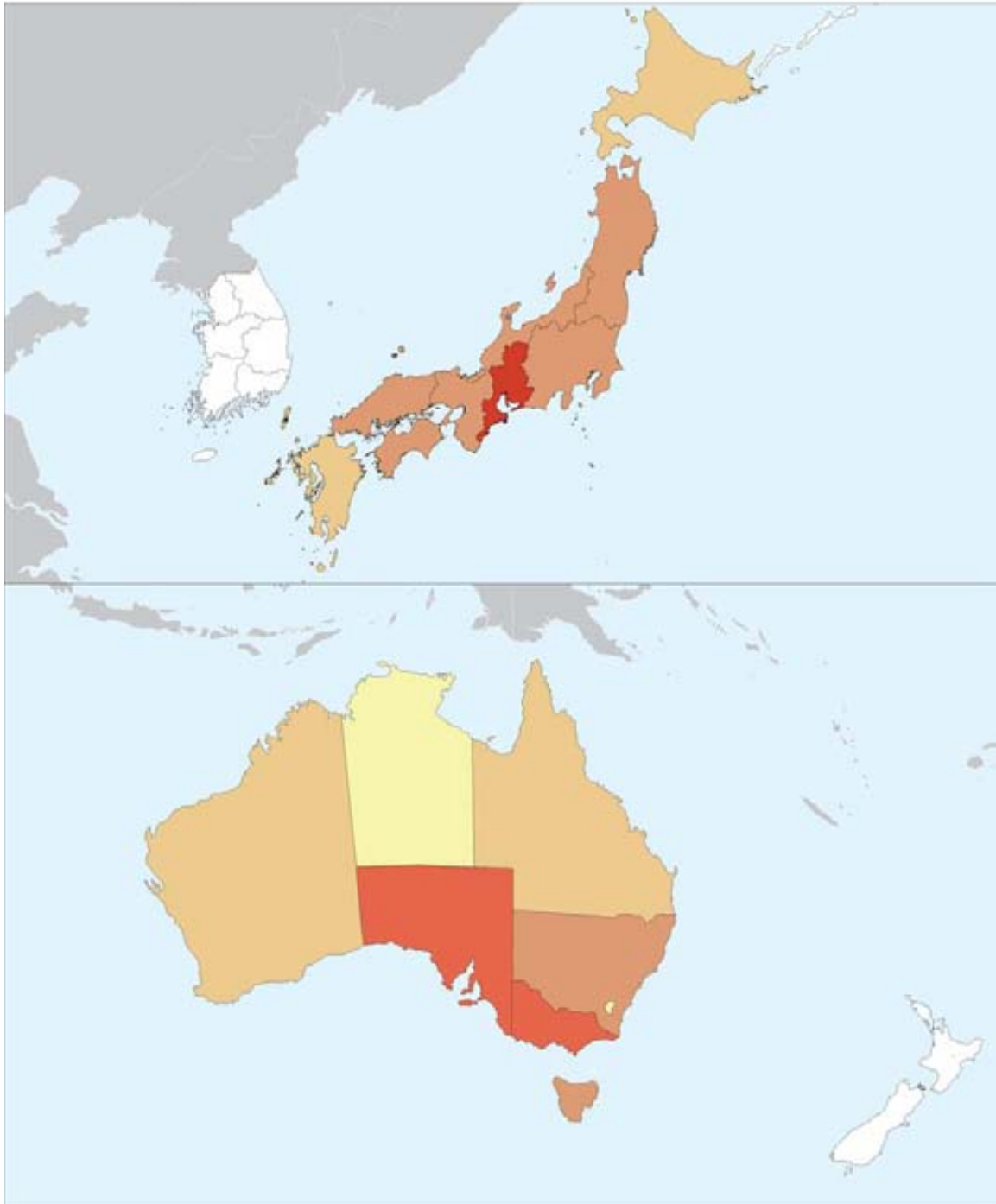
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551545876383>

17. DISPARITÉS RÉGIONALES DE SPÉCIALISATION

17.5 Spécialisation régionale : Asie et Océanie

Indice de spécialisation dans les activités de fabrication, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 1.5
- Entre 1.3 et 1.5
- Entre 1.2 et 1.3
- Entre 0.9 et 1.2
- Entre 0.5 et 0.9
- Inférieure à 0.5
- Données non disponibles

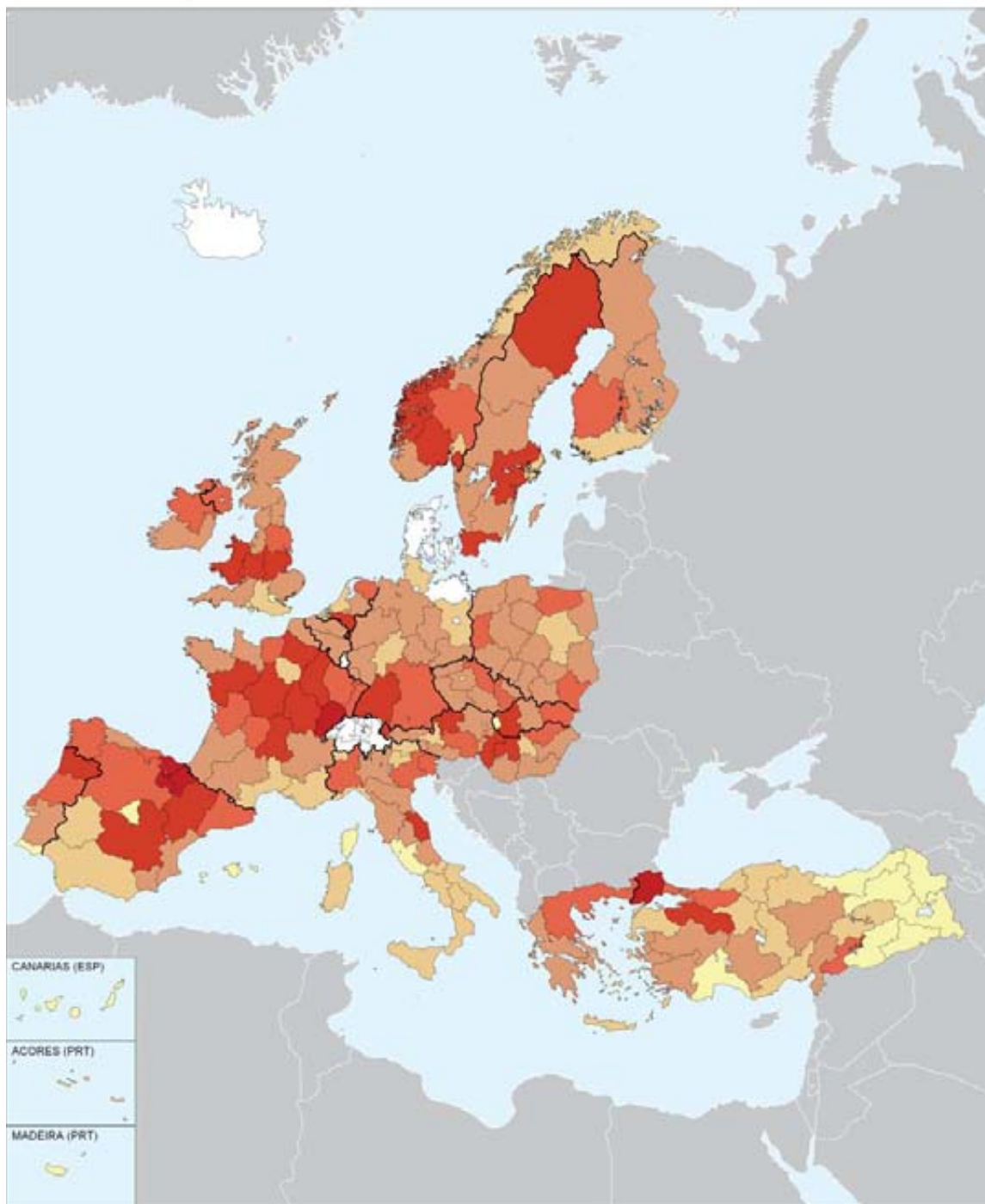


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552523623774>

17.6 Spécialisation régionale : Europe

Indice de spécialisation dans les activités de fabrication, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 1.5
- Entre 1.3 et 1.5
- Entre 1.2 et 1.3
- Entre 0.9 et 1.2
- Entre 0.5 et 0.9
- Inférieure à 0.5
- Données non disponibles



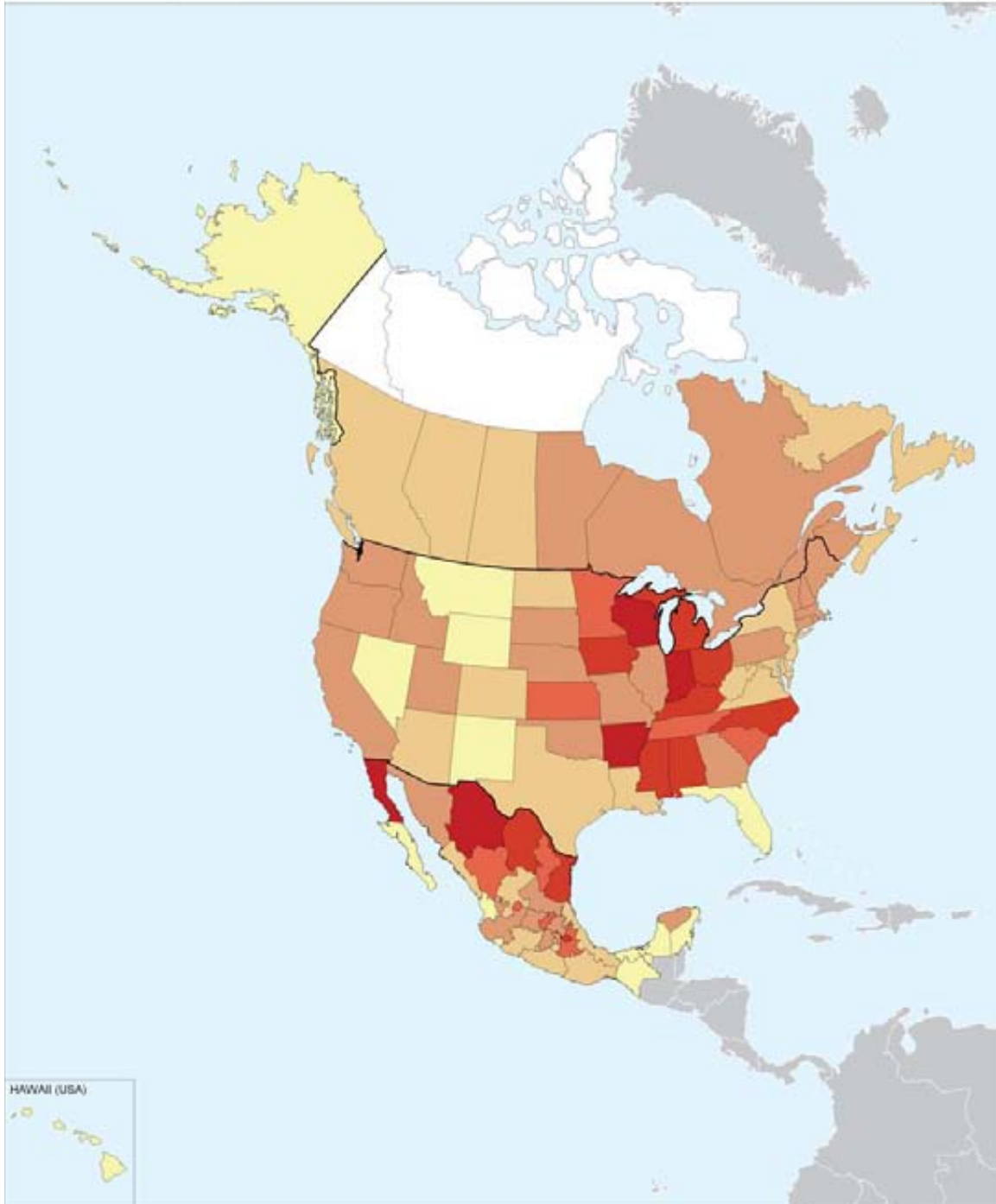
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552523623774>

17. DISPARITÉS RÉGIONALES DE SPÉCIALISATION

17.7 Spécialisation régionale : Amérique du Nord

Indice de spécialisation dans les activités de fabrication, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 1.5
- Entre 1.3 et 1.5
- Entre 1.2 et 1.3
- Entre 0.9 et 1.2
- Entre 0.5 et 0.9
- Inférieure à 0.5
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552523623774>

Spécialisation régionale et taille des branches d'activité dans les pays de l'OCDE

L'indice de spécialisation rapporte la part que représente une branche d'activité dans l'emploi d'une région à la part de cette même branche d'activité dans l'emploi total du pays. Une région est considérée comme spécialisée dans une branche d'activité lorsque la valeur de l'indice est supérieure à 1.

Le tableau 17.8 présente la liste des régions de l'OCDE de niveau TL2 les plus spécialisées dans les 20 secteurs de l'économie réelle et des services marchands correspondant au niveau de classement retenu. En 2005, le Campeche (Mexique) était la région la plus spécialisée dans les activités extractives (avec un indice de spécialisation de 15.7); trois régions turques, les plus spécialisées dans les activités manufacturières traditionnelles : Trébizonde (produits alimentaires), Kastamonu (produits du bois) et Zonguldak (produits métallurgiques de base). La Baja California Norte (Mexique) était la région la plus spécialisée dans le secteur de haute technologie « équipement électrique et optique », tandis que le District of Columbia (États-Unis) et la région d'Aland (Finlande) étaient les plus spécialisés dans les services à forte intensité de connaissance, dans les secteurs « immobilier, locations et services aux entreprises » et « transports, entreposage et communications » (pour une description complète des variations régionales de l'emploi dans le secteur de haute technologie et dans celui des services à forte intensité de connaissance, voir le chapitre 7) (tableau 17.8).

Outre le degré de spécialisation d'une région dans telle ou telle activité, la part de cette activité dans l'emploi régional donne une idée du parti que l'économie régionale, concentrée autour d'un secteur particulier, peut tirer des interactions entre les entreprises et de leurs retombées. Ainsi, près de 70 % des salariés du District of Columbia (États-Unis) travaillent dans l'immobilier, les activités de location et les services aux entreprises, contre 20 % dans l'État de Quintana Roo (Mexique). Dans la région d'Agri (Turquie), le commerce de gros et de détail et la réparation d'automobiles et de biens personnels et domestiques représentent près de 64 % de l'emploi, et dans la région d'Aland (Finlande), les transports, l'entreposage et les communications, 50 % (tableau 17.8).

17.8 Régions de niveau TL2 les plus spécialisées et part de l'emploi par secteur, 2005¹

Secteur	Région la plus spécialisée (indice de spécialisation)	Part du secteur dans l'emploi régional total (%)	Deuxième région la plus spécialisée (indice de spécialisation)	Part du secteur dans l'emploi régional total (%)
Activités extractives	Campeche (15.7) – Mexique	13.51	Wyoming (14.9) – États-Unis	12.47
Produits alimentaires, boissons et tabac	Trabzon (4.8) – Turquie	27.22	Arkansas (3.4) – États-Unis	5.82
Textiles, articles d'habillement et tannage des cuirs	Vorarlberg (6.1) – Autriche	6.21	North Carolina (4.3) – États-Unis	3.15
Production de bois et d'articles en bois et en liège sauf meubles	Kastamonu (4.9) – Turquie	7.79	Oregon (4.4) – États-Unis	2.76
Fabrication de papier/carton et d'articles en papier/carton	Maine (4.3) – États-Unis	2.09	Sør-Østlandet (4.1) – Norvège	2.39
Édition, imprimerie et reproduction de supports enregistrés	Karnten (2.7) – Autriche	0.86	Vorarlberg (2.7) – Autriche	0.85
Fabrication de combustibles, produits chimiques, articles en caoutchouc et matières plastiques	Auvergne (3) – France	10.71	Kocaeli (2.8) – Turquie	9.38
Fabrication de produits minéraux non métalliques	Swietokrzyskie (3.2) – Pologne	5.54	Manisa (3) – Turquie	7.97
Fabrication de produits métallurgiques de base	Zonguldak (10.7) – Turquie	15.23	Asturias (7.1) – Espagne	3.90
Fabrication d'ouvrages en métaux, sauf machines et matériel	Franche-Comté (3.1) – France	9.11	Pais Vasco (2.9) – Espagne	8.16
Fabrication de machines et matériel n.c.a.	Pais Vasco (3.3) – Espagne	4.85	Navarra (3.2) – Espagne	4.69
Équipement électrique et optique	Baja California Norte (5.5) – Mexique	16.08	Chihuahua (4.3) – Mexique	12.49
Fabrication de matériels de transport	Michigan (5.5) – États-Unis	7.15	Indiana (4.7) – États-Unis	6.15
Activités de fabrication n.c.a.; récupération	Border, Midlands and Western (4.7) – Irlande	1.29	Kayseri (3.6) – Turquie	8.51
Production et distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau	Lazio (5) – Italie	3.83	Erzurum (3.6) – Turquie	6.95
Construction	Ankara (3.6) – Turquie	15.85	Mecklenburg-Vorpommern (2.2) – Allemagne	7.82
Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules à moteur et de biens personnels et domestiques	Agri (1.7) – Turquie	63.80	Ciudad Autónoma De Melilla (1.6) – Espagne	39.85
Hôtels et restaurants	Mecklenburg-Vorpommern (3.3) – Allemagne	21.32	Quintana Roo (3.1) – Mexique	26.61
Transports, entreposage et communications	Aland (4.1) – Finlande	50.66	Distrito Federal (2) – Mexique	12.54
Immobilier, locations et services aux entreprises	Quintana Roo (2.5) – Mexique	18.46	District of Columbia (2.3) – États-Unis	68.78

1. Branches d'activité telles que définies dans la CITI Rév. 3.1. Dernière année connue pour l'Australie et le Canada (2007), la Belgique et les Pays-Bas (2004), le Japon (2006), le Mexique (2003) et la Turquie (2002). On ne dispose pas de données pour le Danemark, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

18. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage varie sensiblement selon les pays. En 2006, l'écart de taux de chômage était presque deux fois plus élevé entre les régions des pays de l'OCDE (supérieur à 19 points de pourcentage) qu'entre les pays eux-mêmes (11 points de pourcentage).

Dans un tiers des pays de l'OCDE, l'écart entre les régions ayant respectivement le taux de chômage le plus élevé et le taux de chômage le plus bas était supérieur à 10 points de pourcentage. Au Canada, en Allemagne, en République slovaque et en Espagne, certaines régions affichaient un taux de chômage d'à peine 5 % et d'autres, un taux supérieur à 20 % (graphique 18.2).

L'indice de Gini donne une image des disparités régionales. Il tient compte non seulement des régions affichant le plus fort et le plus faible taux de chômage, mais aussi des disparités entre toutes les régions d'un pays. L'indice s'échelonne entre zéro et un : plus sa valeur est élevée, plus les disparités régionales sont importantes. En 2006, l'Islande (données 2002), l'Italie et la Belgique étaient les pays qui enregistraient les plus fortes disparités de taux de chômage d'après cet indice. En Suède, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Grèce, les taux de chômage régionaux présentaient une plus grande homogénéité (graphique 18.3).

Les taux de chômage ont généralement diminué entre 1999 et 2006. Pendant cette période, la baisse du taux de chômage national enregistrée en Espagne et en Italie s'est accompagnée d'une réduction des disparités régionales d'après l'indice de Gini. La baisse du taux de chômage n'a pas eu d'effet sur les disparités régionales en Grèce et en Nouvelle-Zélande mais s'est traduite par un accroissement des disparités régionales en République slovaque et en Corée (comparaison des graphiques 18.1 et 18.3).

En 2006, plus de la moitié de la population active totale des pays de l'OCDE vivait dans des régions où le taux de chômage était supérieur à la valeur médiane. L'Islande, la Suisse, la Corée, les États-Unis, le Portugal et le Japon étaient les pays qui comptaient la plus forte proportion de leur population active (60 % et plus) dans des régions où le taux de chômage dépassait la médiane nationale.

On observe également des différences régionales importantes au sein des pays en ce qui concerne le chômage des jeunes (groupe d'âge des 15-24 ans). En 2006, la République slovaque, la Belgique et l'Italie étaient les pays où les disparités du chômage des jeunes entre les régions étaient les plus marquées, d'après l'indice de Gini.

Dans près de la moitié des pays considérés, la variation régionale des taux de chômage des jeunes était supérieure à 15 points de pourcentage en 2006 (graphique 18.4).

Définition

Les chômeurs sont définis comme étant les personnes qui n'ont pas d'emploi, qui sont disponibles pour travailler et qui ont pris des mesures pour rechercher activement un emploi au cours des quatre dernières semaines. Le taux de chômage correspond au pourcentage de chômeurs dans la population active, cette dernière étant formée des chômeurs et des actifs occupés.

Le taux de chômage des jeunes est le rapport entre le nombre de personnes au chômage âgées de 15 à 24 ans et la population active dans cette même classe d'âge.

L'indice de Gini est un indicateur des disparités entre les régions d'un pays donné (voir l'annexe C pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 1, le zéro correspondant à l'absence de disparités. Comme un poids identique est assigné à chaque région indépendamment de sa taille, les différentes valeurs de l'indice selon les pays peuvent être dues en partie au fait que la taille moyenne des régions n'est pas la même dans tous les pays.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

OCDE, statistiques annuelles de la population active, <http://dotstat/wbos/>, Taux de chômage nationaux.

annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1999-2006; TL3

Mexique et Turquie : régions de niveau TL2.

Les régions de l'Australie et du Canada sont regroupées selon des grilles non officielles (GNO) différentes des grilles territoriales du niveau TL3 (voir les Grilles territoriales).

Les données relatives au chômage à long terme et au chômage des jeunes ne sont disponibles que pour les régions de niveau TL2.

Informations complémentaires

Directives du BIT, <http://ilo.org>.

Définition Eurostat du chômage [Règlement (CE) n° 1897/2000 de la Commission], <http://europa.eu.int/comm/eurostat/>.

Perspectives de l'emploi de l'OCDE (2006), « Stimuler l'emploi et les revenus ».

Notes des graphiques

Graphique 18.1 : Source : OCDE, statistiques annuelles de la population active.

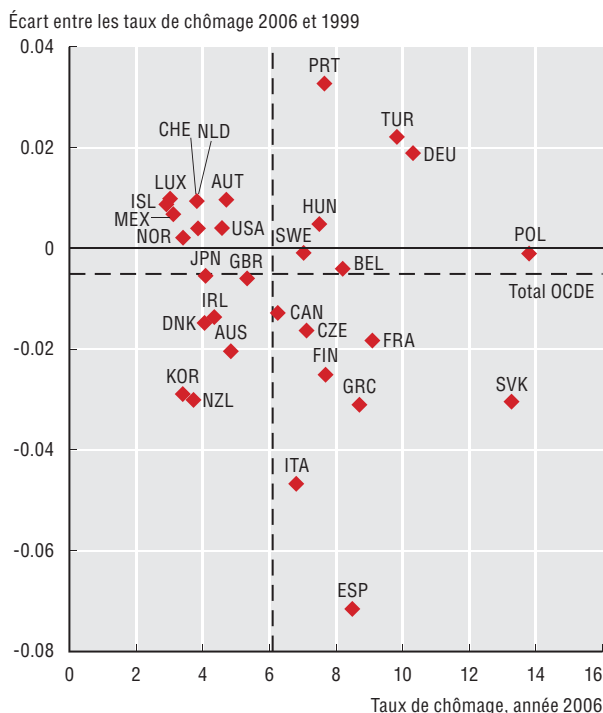
Graphiques 18.2 à 18.3 : Années connues pour l'Islande (1999-2002) et pour la Turquie (2004-06).

Graphique 18.4 : Données connues au niveau TL2 uniquement. On ne dispose pas de données régionales pour le Danemark, l'Islande, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis.

18. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

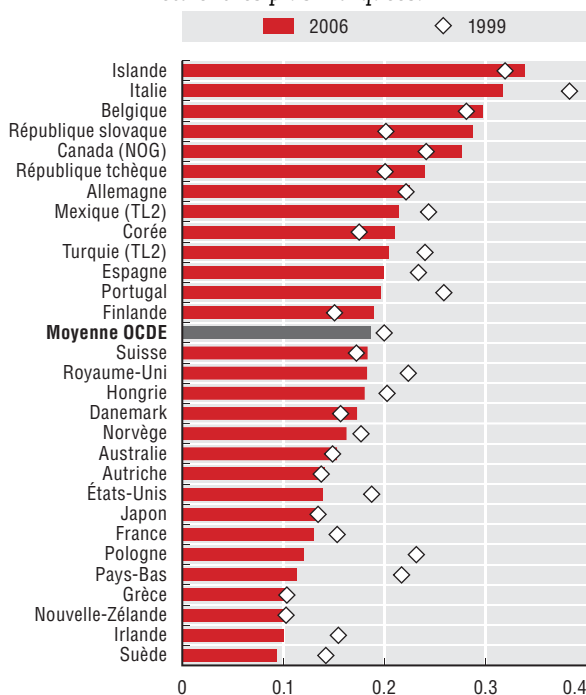
18.1 Taux de chômage national en 2006 et écart entre 2006 et 1999

Les écarts de taux de chômage entre les pays de l'OCDE allaient jusqu'à 11 points de pourcentage en 2006.



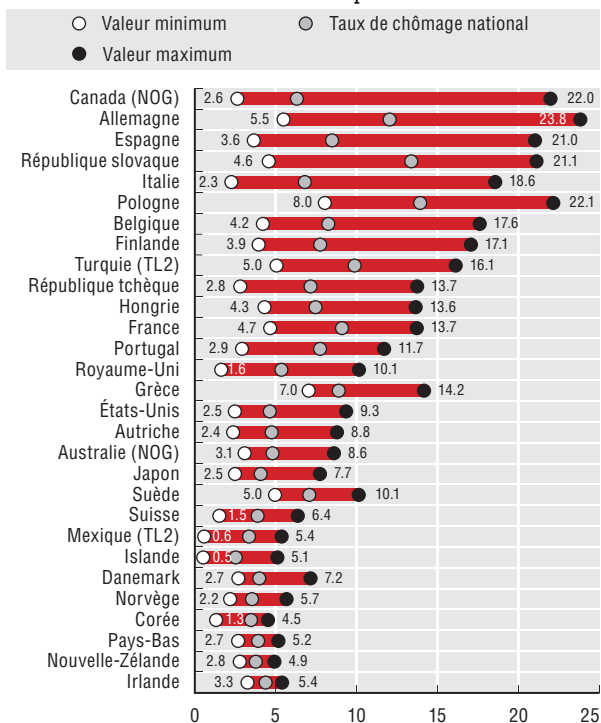
18.3 Indice de Gini des taux de chômage des régions de niveau TL3

En 2006, c'est en Islande, en Italie et en Belgique que les disparités régionales des taux de chômage étaient les plus marquées.



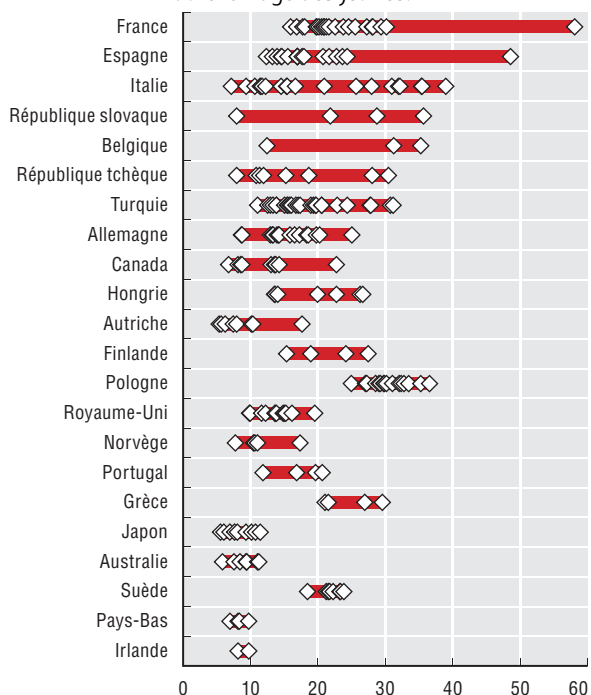
18.2 Fourchette de variation des taux de chômage des régions de niveau TL3, 2006

C'est au Canada que l'on observait l'écart de taux de chômage le plus important entre les régions et en Irlande, l'écart le moins important.



18.4 Variation du chômage des jeunes entre régions de niveau TL2, 2006

En 2006, la France, l'Espagne et l'Italie enregistraient les plus fortes variations régionales du chômage des jeunes.



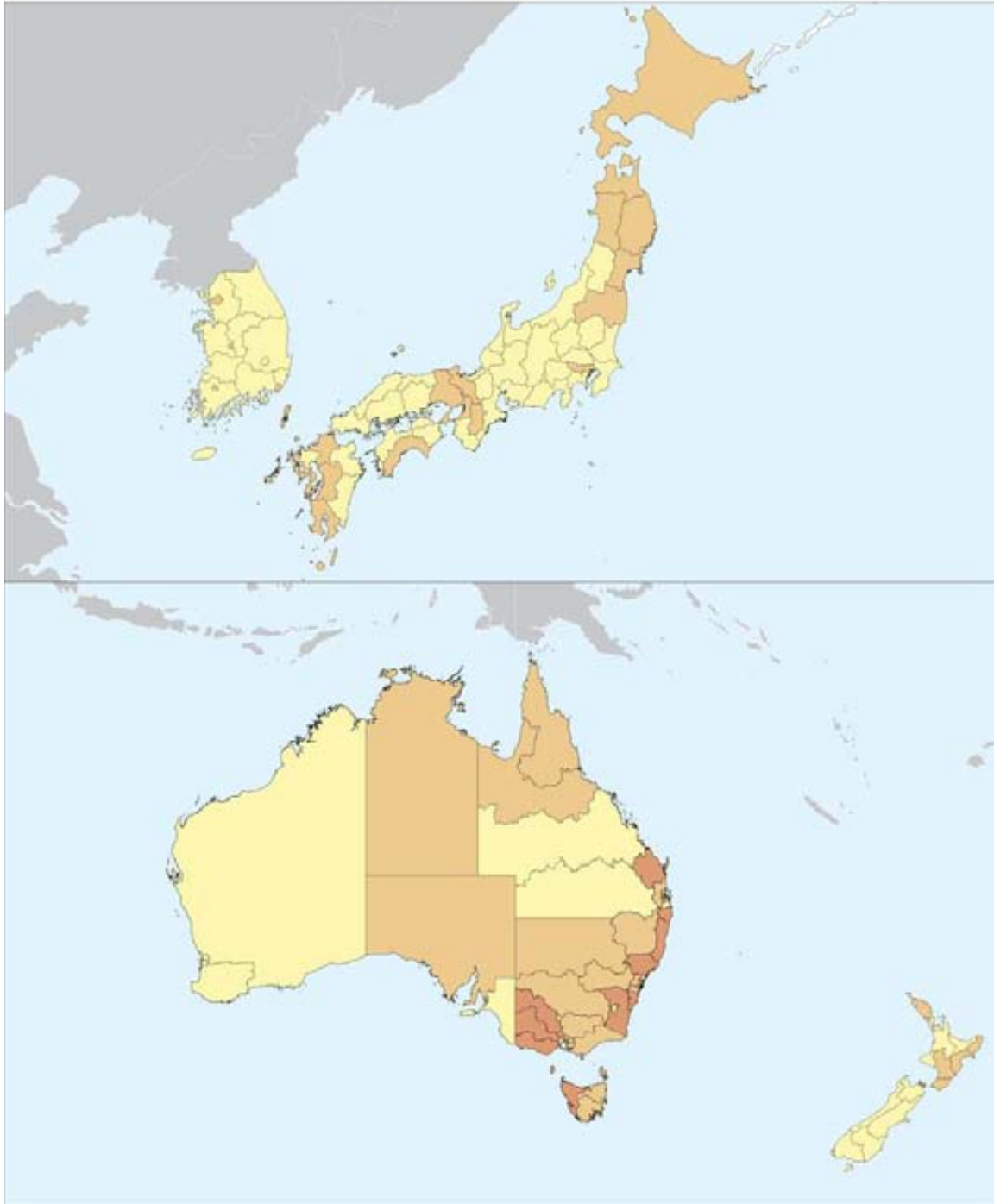
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551611230331>

18. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

18.5 Taux de chômage régionaux : Asie et Océanie

Régions de niveau TL3, 2006

- Supérieure à 19%
- Entre 14% et 19%
- Entre 9% et 14%
- Entre 6% et 9%
- Entre 4% et 6%
- Inférieure à 4%
- Données non disponibles



Australie : GNO.

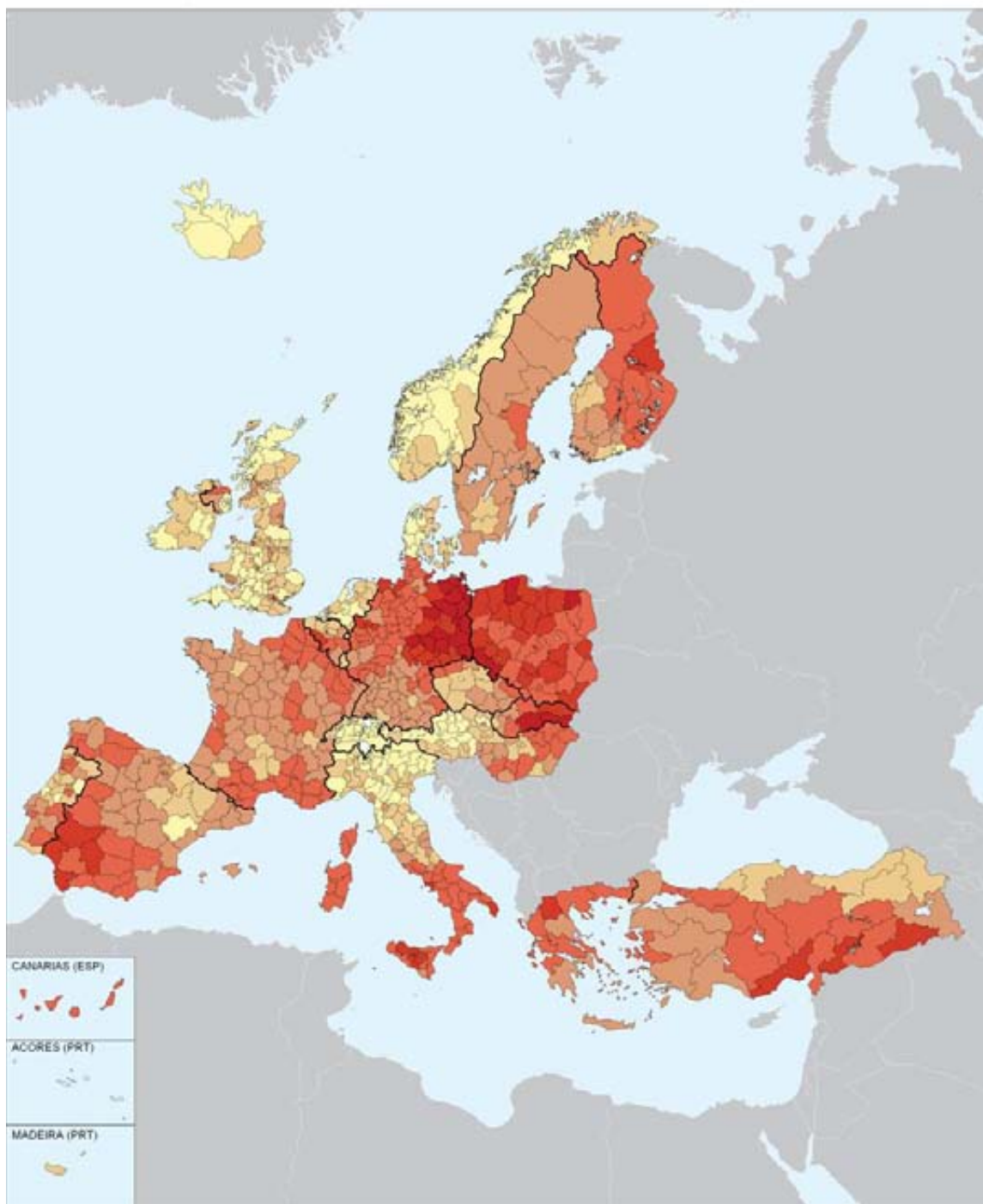
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552546572505>

18. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE


18.6 Taux de chômage régionaux : Europe

Régions de niveau TL3, 2006

- Supérieure à 19%
- Entre 14% et 19%
- Entre 9% et 14%
- Entre 6% et 9%
- Entre 4% et 6%
- Inférieure à 4%
- Données non disponibles



Turquie : régions de niveau TL2.

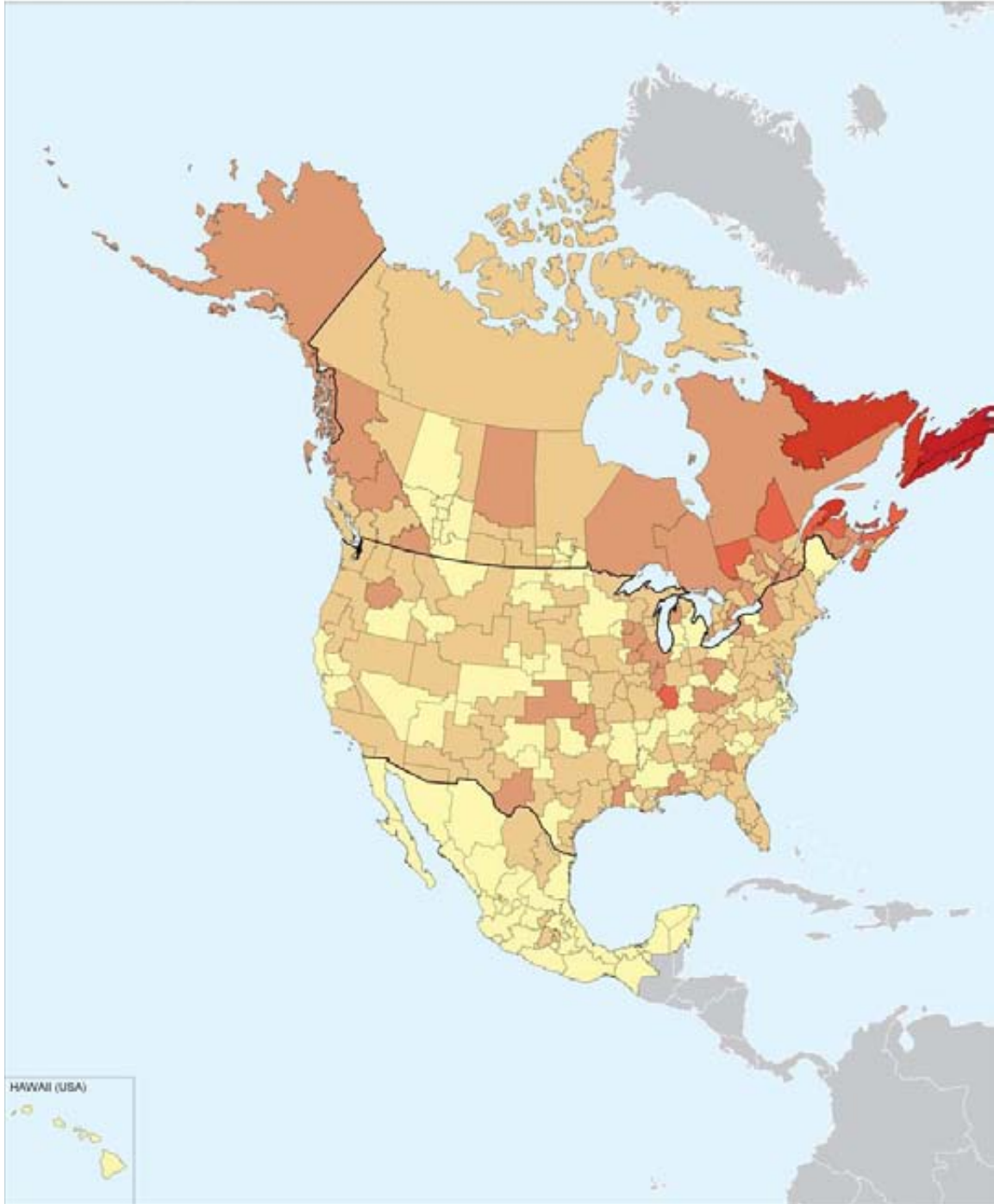
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552546572505>

18. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

18.7 Taux de chômage régionaux : Amérique du Nord

Régions de niveau TL3, 2006

- Supérieure à 19%
- Entre 14% et 19%
- Entre 9% et 14%
- Entre 6% et 9%
- Entre 4% et 6%
- Inférieure à 4%
- Données non disponibles



Canada : GNO; Mexique : régions de niveau TL2.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552546572505>

18. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

Chômage de longue durée

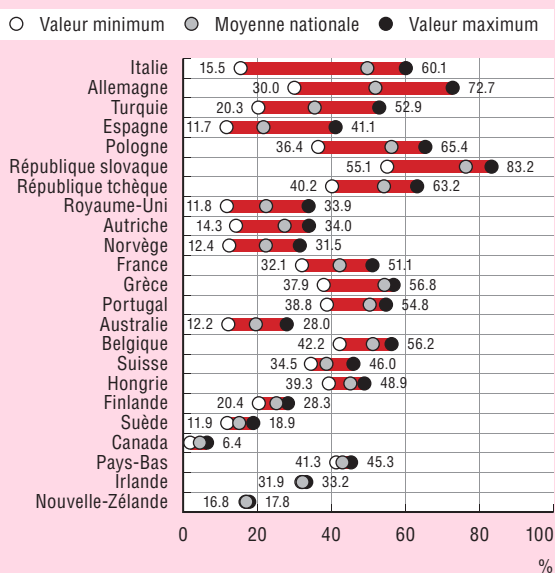
Dans de nombreux pays, les disparités régionales du chômage se sont maintenues au fil du temps (plus d'un tiers des pays n'ont enregistré aucun recul significatif de l'indice de Gini des disparités régionales des taux de chômage entre 1999 et 2006), ce qui tend à indiquer que les migrations de main-d'œuvre entre les régions ne sont pas suffisantes pour rétablir automatiquement l'équilibre sur le marché. De plus, il ne semble pas y avoir de lien entre réduction du chômage et réduction des inégalités entre les régions en matière d'emploi. Les effets dissuasifs qui pèsent sur la volonté de (re)trouver du travail ont sans doute un certain nombre de causes, mais plusieurs études tendent à montrer qu'ils sont plus marqués dans deux types de région : celles qui offrent des prestations de chômage généreuses et celles où le secteur informel joue un rôle de régulation important entre l'offre et la demande de travail.

Parmi les chômeurs, les personnes qui sont à la recherche d'un emploi depuis 12 mois ou plus, dits chômeurs de longue durée, préoccupent tout particulièrement les pouvoirs publics en raison du problème qu'ils posent pour la cohésion sociale, mais aussi parce qu'ils ont un profil qui devient de moins en moins intéressants pour les employeurs au fil du temps, de sorte que le chômage risque de rester élevé même si l'offre de main-d'œuvre se raréfie. Le chômage régional de longue durée est donc un indicateur de la rigidité du marché du travail en même temps qu'il met en évidence l'existence d'une main-d'œuvre aux qualifications insuffisantes pour trouver un emploi.

Dans les pays de l'OCDE, le chômage de longue durée représentait 40 % du chômage total en 2006 et dans huit pays cette part atteignait même 50 % ou plus (graphique 18.8). Le taux de chômage de longue durée – défini comme étant le pourcentage de personnes au chômage depuis 12 mois ou plus dans la population active totale – masque des variations régionales importantes non seulement dans les économies duales comme l'Italie ou l'Allemagne, mais aussi en République slovaque, en Belgique et en Espagne (graphique 18.9).

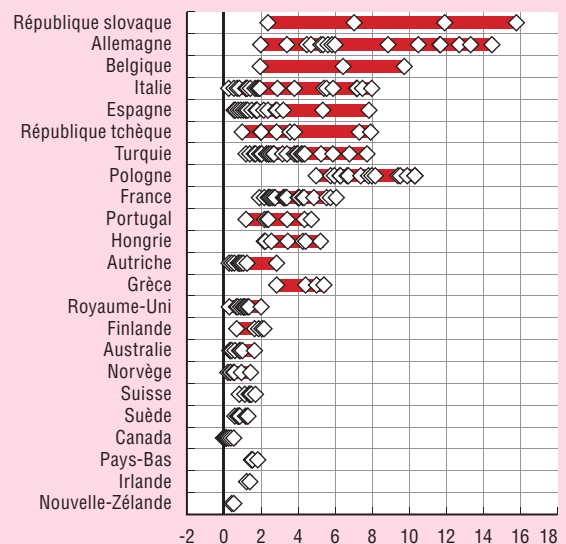
18.8 Fourchette de variation du chômage de longue durée entre régions de niveau TL2 (en pourcentage du chômage total), 2006¹

Le chômage de longue durée était compris entre 4 et 83 % du chômage dans les régions de l'OCDE.



18.9 Variation du chômage de longue durée entre régions de niveau TL2, 2006¹

En 2006, c'est en République slovaque et en Allemagne que les variations régionales du taux de chômage de longue durée étaient les plus marquées.



1. On ne dispose pas de données régionales pour le Danemark, l'Islande, le Japon, la Corée, le Mexique, la Suisse et les États-Unis.

19. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

En 2006, le taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre la population active et la population d'âge actif, était globalement de 70,6 % dans les pays de l'OCDE. Il s'échelonnait entre un plancher de 51 % en Turquie et un plafond de 88 % en Islande. C'est en Espagne et en Irlande que le taux d'activité a connu la plus forte croissance entre 1999 et 2006, à la faveur d'une nette progression de l'emploi, mais aussi, en Espagne, d'une forte réduction du chômage (graphique 19.1).

Les disparités régionales sont très importantes aussi bien dans les pays à faible taux d'activité comme la Turquie ou l'Italie que dans les pays à fort taux d'activité comme le Canada et les États-Unis. En 2006, les écarts entre les régions dépassaient 20 points de pourcentage dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE. En Turquie, en France et au Canada, certaines régions affichaient un taux d'activité inférieur à 50 % et d'autres, un taux supérieur à 80 % (graphique 19.2).

L'indice de Gini donne une image des disparités régionales. Il tient compte non seulement des régions affichant le taux d'activité le plus élevé et le plus faible, mais aussi des disparités entre toutes les régions d'un pays. L'indice s'échelonne entre zéro et un : plus sa valeur est élevée, plus les disparités régionales sont importantes. En 2006, la Turquie, la Pologne et l'Italie étaient les pays qui présentaient les plus fortes disparités régionales d'après cet indice, tandis que l'Irlande, la République tchèque et les Pays-Bas se situaient à l'autre extrémité de l'échelle (graphique 19.3).

Entre 1999 et 2006, c'est en Irlande que l'indice de Gini a le plus diminué grâce à l'accroissement de la population active dans les régions des Midlands, du Mid-West et du South-West. Mais les disparités régionales des taux d'activité ont aussi augmenté, en particulier en France et en Nouvelle-Zélande, où l'activité a progressé davantage dans les régions qui avaient déjà des taux plus élevés.

En 2006, l'écart de taux d'activité entre régions urbaines et rurales était particulièrement marqué en Suisse, en Hongrie, au Canada, en Finlande et en Espagne (avec plus de 5 points de plus dans les régions urbaines). En Corée, au Japon et en France, par contre, l'écart de taux (supérieur à 6 points de pourcentage) jouait en faveur des régions rurales (graphique 19.4).

Accroître l'offre de main-d'œuvre féminine est un objectif jugé important pour la poursuite de la croissance économique et la viabilité des systèmes de protection sociale. Or, à l'exception de certaines régions d'Allemagne et de la région d'Aland en Finlande, les taux d'activité féminine sont partout inférieurs aux taux d'activité masculine (cartes 19.5-19.7).

Définition

Le *taux d'activité* est le rapport de la population active à la population d'âge actif (15-64 ans). Le *taux d'activité des femmes* est le rapport de la population féminine active à la population féminine d'âge actif.

La *population active* est définie comme étant la somme des actifs occupés et des chômeurs.

L'*indice de Gini* est un indicateur des disparités entre les régions d'un pays donné (voir l'annexe pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 1, zéro correspondant à l'absence de disparités. Comme un poids identique est assigné à chaque région indépendamment de sa taille, les différentes valeurs de l'indice selon les pays peuvent être dues en partie au fait que la taille moyenne des régions n'est pas la même dans tous les pays.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

OCDE, statistiques annuelles de la population active, <http://dotstat/wbos/>, statistiques de la population active.

Années de référence et niveau territorial

1999-2006; TL3

Mexique, Portugal et Turquie : régions de niveau TL2.

Les régions de l'Australie et du Canada sont regroupées selon des grilles non officielles (GNO) différentes des grilles territoriales du niveau TL3 (voir les grilles territoriales).

On ne dispose pas de données sur l'activité des femmes pour l'Australie, la France, l'Islande, le Mexique et la Suisse. Pour la France, le Portugal, la Turquie et les États-Unis : régions de niveau TL2 uniquement.

Informations complémentaires

Directives du BIT, <http://ilo.org>.

OCDE (2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*.

Notes des graphiques

Graphique 19.1 : *Source* : Calculs effectués sur la base des statistiques annuelles de la population active de l'OCDE.

Graphique 19.2 : *Années connues* pour l'Autriche (2001-06), l'Islande (1999-2002), l'Irlande (2002-06) et la Turquie (2004-06).

19. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

19.1 Taux d'activité national en 2006 et écart entre les taux de 2006 et de 1999

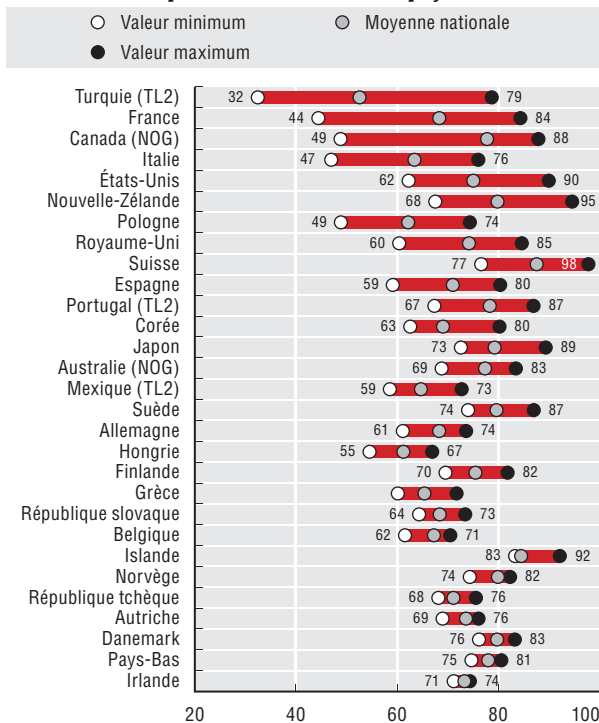
Entre 1999 et 2006, c'est en Espagne que le taux d'activité a le plus augmenté.

Écart entre les taux d'activité 2006 et 1999



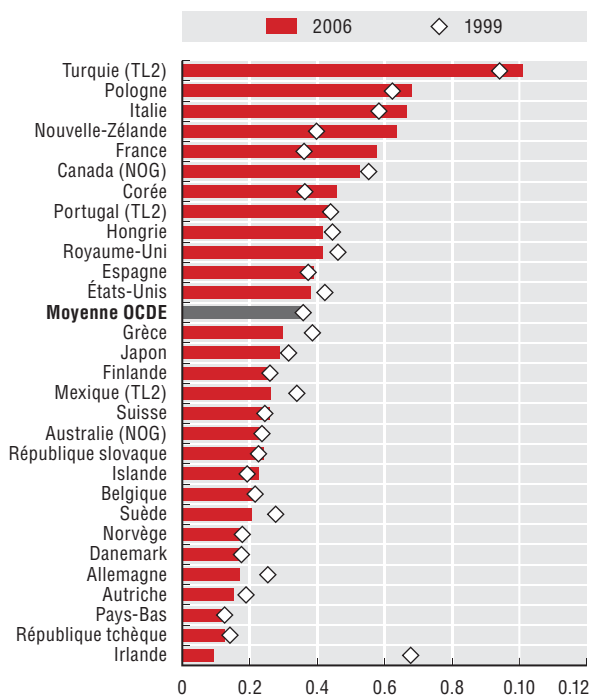
19.2 Fourchette de variation des taux d'activité entre les régions de niveau TL3, 2006

Les disparités régionales des taux d'activité sont importantes dans tous les pays.



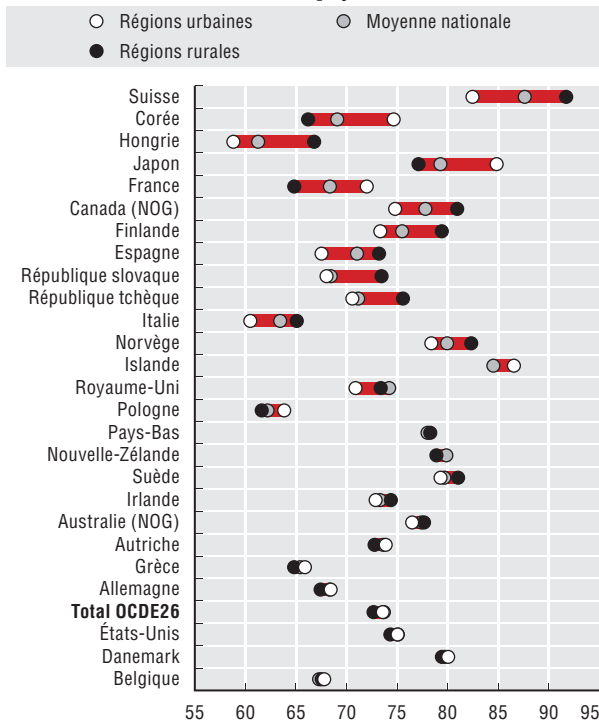
19.3 Indice de Gini des disparités des taux d'activité entre régions de niveau TL3

C'est en Turquie que les disparités régionales des taux d'activité mesurées par l'indice de Gini atteignent leur niveau le plus élevé.



19.4 Taux d'activité dans les régions rurales et dans les régions urbaines, 2006

En 2006, les taux d'activité des régions urbaines étaient plus élevés que ceux des régions rurales dans de nombreux pays de l'OCDE.



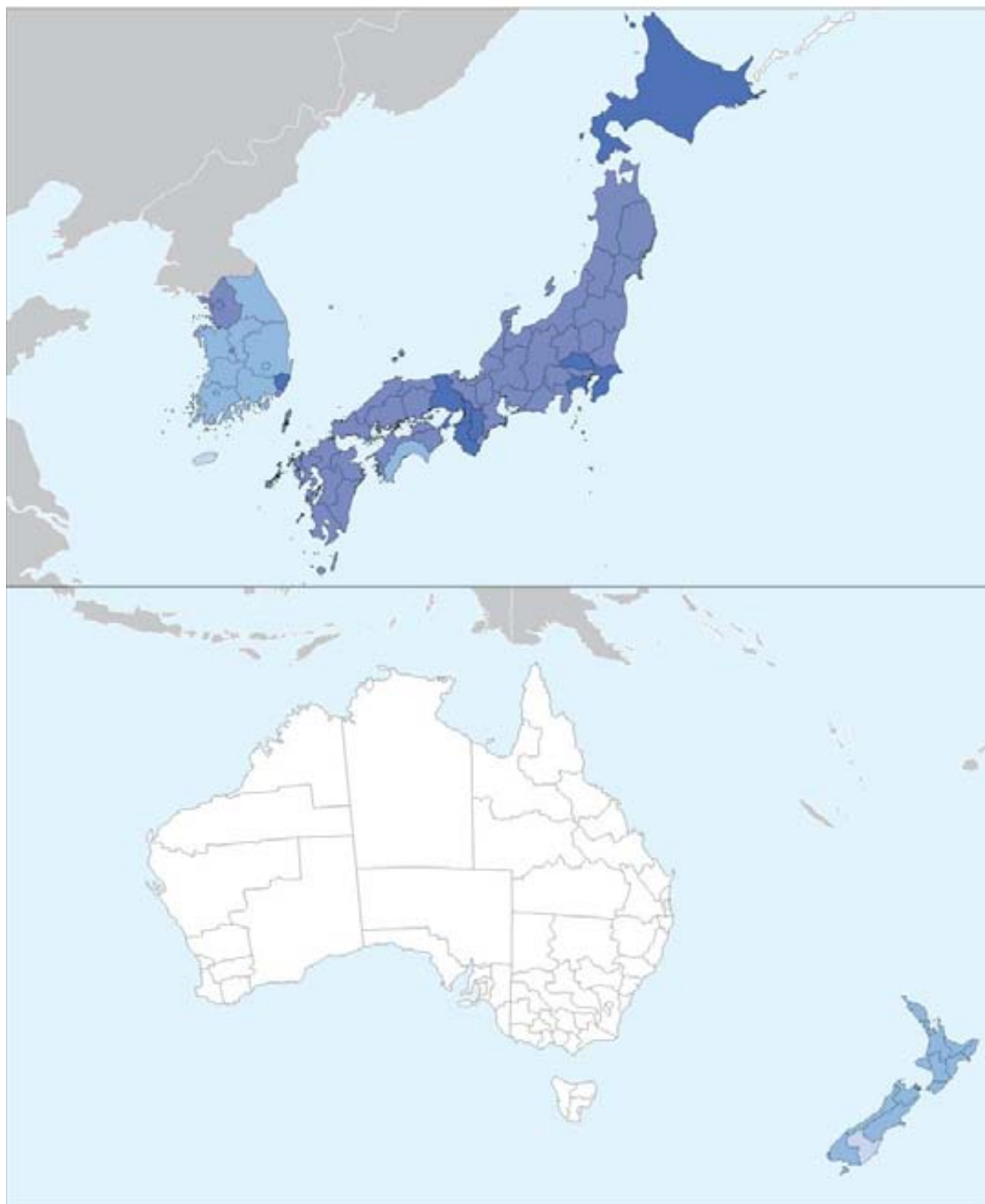
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551640030557>


19. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

19.5 Taux d'activité régionaux : Asie et Océanie

Écart entre les taux d'activité des femmes et des hommes, régions de niveau TL3, 2006

- Supérieure à 0.0
- Entre -0.1 et 0.0
- Entre -0.2 et -0.1
- Entre -0.3 et -0.2
- Inférieure à -0.3
- Données non disponibles



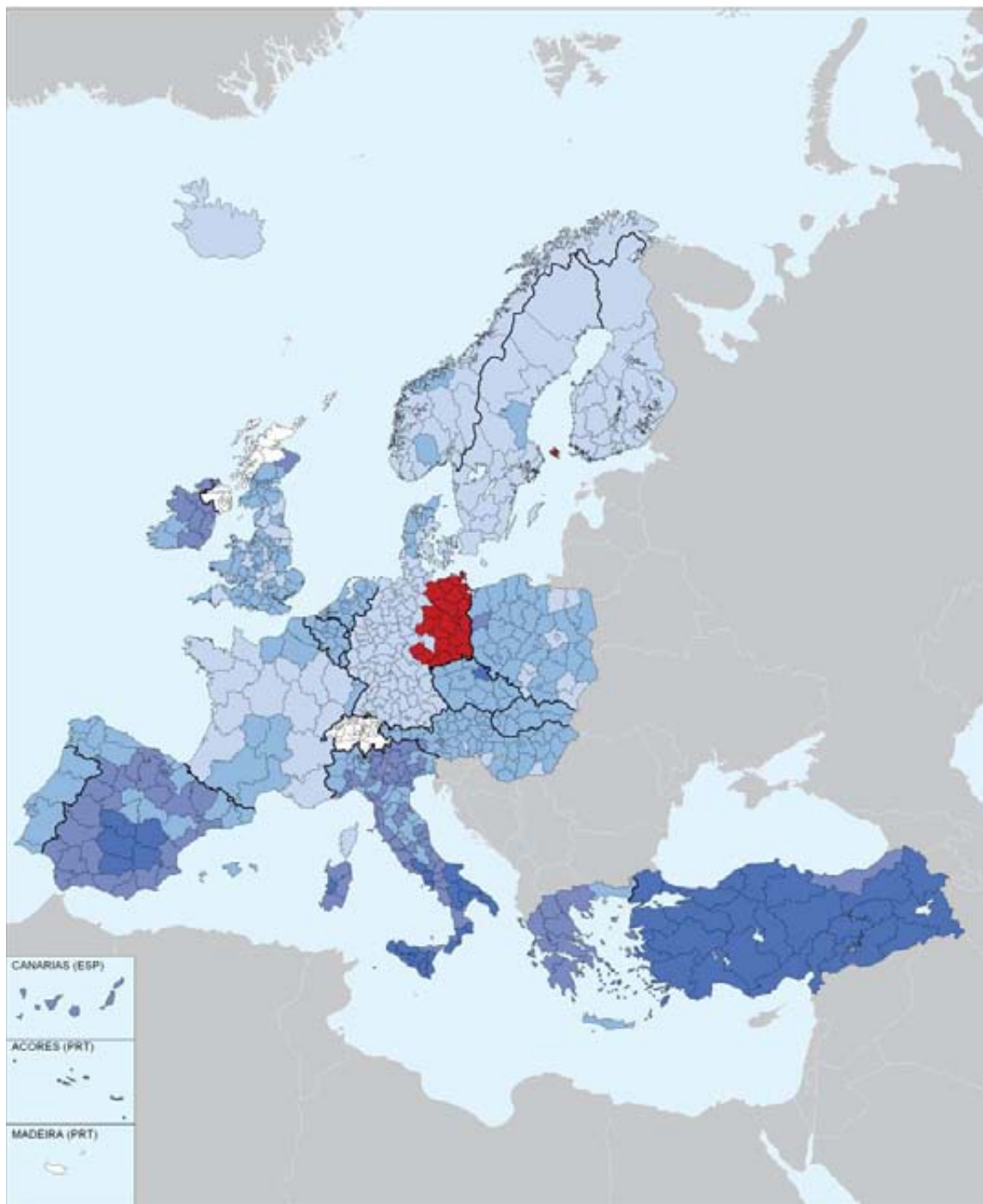
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552583633743>

19. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ


19.6 Taux d'activité régionaux : Europe

Écart entre les taux d'activité des femmes et des hommes, régions de niveau TL3, 2006

- Supérieure à 0.0
- Entre -0.1 et 0.0
- Entre -0.2 et -0.1
- Entre -0.3 et -0.2
- Inférieure à -0.3
- Données non disponibles



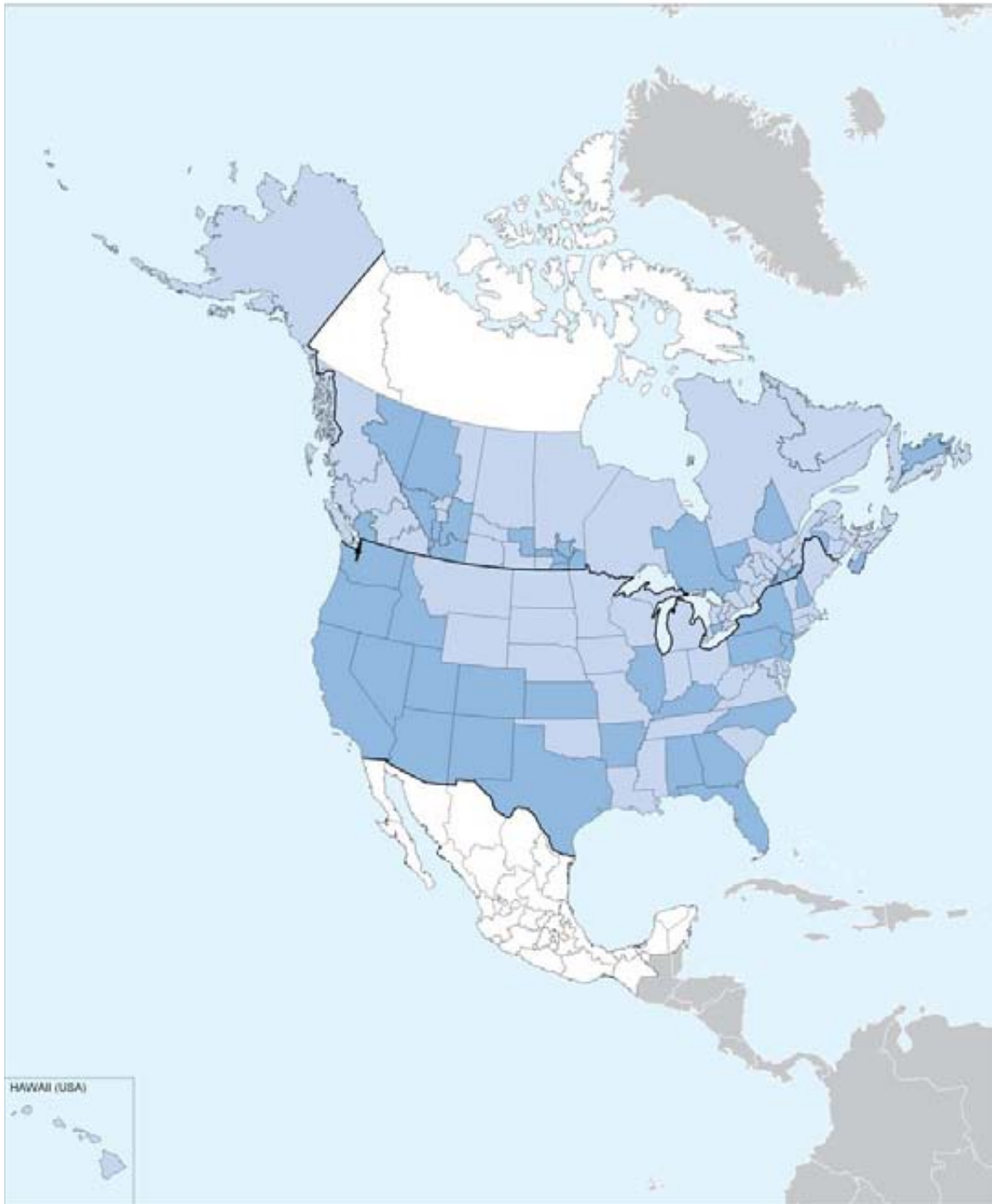
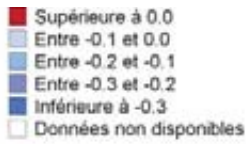
Note : France, Portugal et Turquie : régions de niveau TL2.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552583633743>

19. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

19.7 Taux d'activité régionaux : Amérique du Nord

Écart entre les taux d'activité des femmes et des hommes, 2006



Canada : grilles non officielles (GNO); États-Unis : régions de niveau TL2.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552583633743>

Taux d'activité : possibilités d'emploi et disparités régionales

Les taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre la population active et la population d'âge actif, varient beaucoup entre les pays de l'OCDE, mais aussi entre les régions d'un même pays. Trois facteurs expliquent essentiellement ces différences : la démographie, l'activité des femmes et les perspectives économiques.

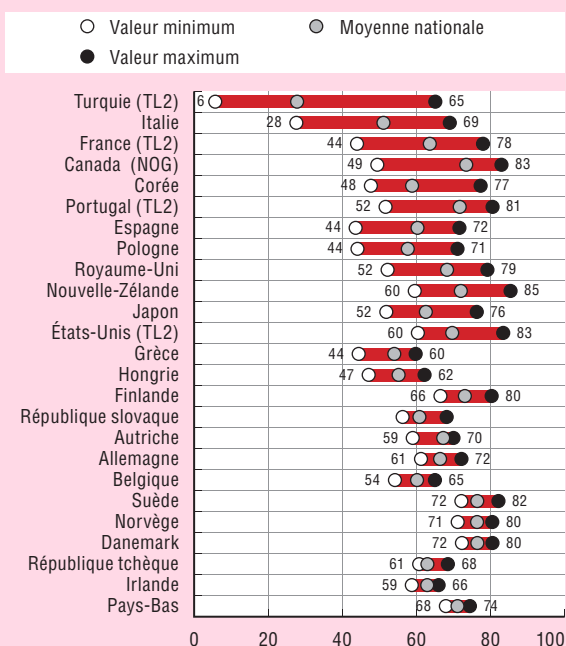
La propension à participer au marché du travail évolue avec l'âge : elle est faible pour les jeunes pendant les études et pour les adultes à l'approche de la retraite. Par conséquent, plus la part des jeunes ou des personnes âgées dans la population est élevée, plus le taux d'activité est faible.

La composition par sexe de la population et la place des femmes dans la société ont également une incidence sur les taux d'activité. À l'exception de certaines régions d'Allemagne et de Finlande, les taux d'activité des femmes sont partout plus faibles que ceux des hommes (cartes 19.5-19.7). Les taux d'activité des femmes tendent cependant à augmenter avec la présence de services permettant de concilier travail et vie de famille (garde d'enfants, crèches, congé parental, etc.). Les écarts de taux d'activité féminine entre les régions sont très importants en Turquie, en Italie, en France, au Canada, en Corée, au Portugal et en Espagne (plus de 30 points) (graphique 19.8). Ils montrent que les femmes participent généralement davantage au marché du travail là où celui-ci leur offre davantage de perspectives et de services adéquats ; en 2006, les taux d'activité féminine étaient plus élevés dans les régions urbaines que dans les régions rurales dans 14 pays de l'OCDE sur les 19 considérés.

Les perspectives économiques sont le troisième facteur qui influent sur les taux d'activité. Les disparités régionales des taux d'emploi et de chômage montrent que les possibilités d'emploi sont très variables, y compris au sein d'un même pays. Plus le chômage et le chômage de longue durée sont élevés (chapitre 18), moins un individu a de chances de trouver un emploi et donc d'entrer sur le marché du travail. En fait, on observe une corrélation négative significative entre taux d'activité et taux de chômage régionaux dans 18 pays de l'OCDE (graphique 19.9). Cette tendance générale est encore plus nette dans certaines régions où les effets dissuasifs sont tels qu'une réduction du chômage n'entraîne pas nécessairement une augmentation de la participation au marché du travail.

19.8 Fourchette de variation du taux d'activité des femmes entre les régions de niveau TL3, 2006¹

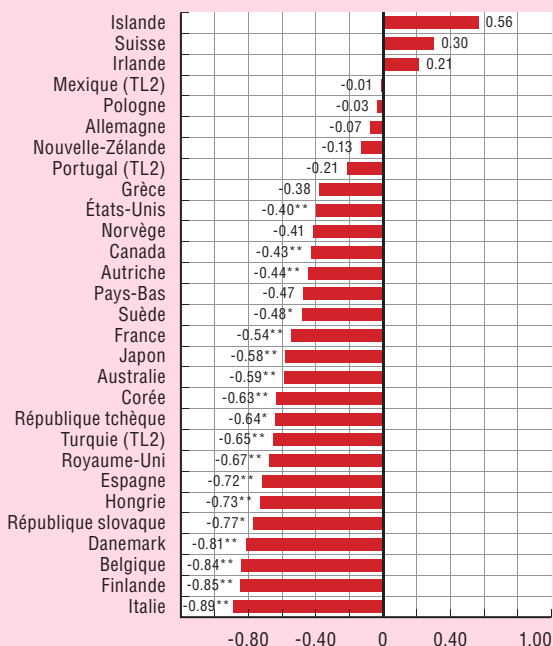
Dans 7 pays, il y avait un écart d'au moins 30 points de pourcentage entre les taux d'activité féminine des régions.



1. On ne dispose pas de données régionales pour l'Australie, l'Islande, le Mexique et la Suisse. France, Portugal, Turquie et États-Unis : régions de niveau TL2. Dernière année connue pour le Japon : 2000, pour la Finlande et la Suède : 2005, et pour les États-Unis : 2004.

19.9 Corrélation entre taux d'activité et taux de chômage au niveau des régions, 2006

Dans 18 pays, on observait une corrélation négative entre taux d'activité et taux de chômage au niveau des régions.



* Significatif à 5 %.
** Significatif à 1 %.





IV. LES PRINCIPAUX MOTEURS DE LA CROISSANCE RÉGIONALE

20. Performances régionales globales
21. Facteurs régionaux et performances régionales
22. Facteurs régionaux : population et PIB par habitant
23. Facteurs régionaux : productivité du travail
24. Facteurs régionaux : emploi, taux d'activité et vieillissement

Les facteurs de croissance nationaux sont fortement concentrés dans un petit nombre de régions (partie II). Parallèlement les différences de performance économique sont souvent bien plus importantes au niveau régional qu'au niveau national (partie III). Les écarts de croissance marqués que l'on constate à l'intérieur des pays tiennent au fait que les régions ont des dotations naturelles et des atouts différents, d'une part, et à la capacité qu'elles ont de mobiliser ces ressources, d'autre part. En règle générale, les régions performantes et compétitives se distinguent par une croissance relativement plus rapide que les autres, et leur part dans le PIB total de l'OCDE a tendance à augmenter. La comparaison de toutes les régions entre elles permet donc à la fois d'identifier les facteurs de réussite des unes et de détecter les ressources inexploitées des autres. Les performances économiques de chaque région résultent en fait de plusieurs facteurs, tant régionaux que nationaux. Pour mesurer la contribution de chacun d'eux, nous examinerons ci-après la part de chaque région dans le PIB total de l'OCDE et la façon dont elle a évolué en fonction de plusieurs critères : 1) les facteurs nationaux; 2) la productivité du travail; 3) le taux d'emploi; 4) le taux d'activité; 5) la proportion d'actifs; et 6) la population. Chacun de ces paramètres peut être considéré comme l'un des déterminants de la performance économique régionale.

20. PERFORMANCES RÉGIONALES GLOBALES

Les performances régionales résultent à la fois de facteurs nationaux et communs (comme les politiques nationales et le cycle conjoncturel) et de facteurs régionaux (comme l'évolution démographique et les politiques régionales). Si toutes les régions d'un pays croissent plus rapidement que celles des autres pays de l'OCDE, on peut attribuer cette plus grande rapidité aux bonnes performances de l'ensemble du pays (facteurs nationaux) ou à d'autres facteurs influant sur les performances de toutes les régions au sein de ce pays (conjoncture économique). En revanche, si une région croît plus rapidement que toutes les autres régions de l'OCDE, y compris celles du même pays, cela peut être imputé aux bonnes performances de la région elle-même (facteurs régionaux). En d'autres termes, la contribution d'une région au PIB national évolue globalement sous l'effet de facteurs régionaux et de facteurs nationaux.

Au cours de la période 1995-2005, moins de la moitié des régions de l'OCDE au niveau TL2 – 112 sur 313 – ont vu augmenter leur part dans le PIB global de la zone OCDE. Les 20 régions dont la part a le plus augmenté sont les suivantes : États-Unis : Nevada, Wyoming, Florida et Arizona; Corée : Chungcheong, Gyeongbuk, Gyeongnam, et le Territoire de la capitale; Canada : Alberta et Newfoundland and Labrador; Irlande : Border, Midlands and Western et Southern and Eastern; Australie : Western Australia, Northern Territory et Queensland; Hongrie : Kosep-Magyarország; Mexique : Quintana Roo; Grèce : Attiki; Espagne : Murcia; République slovaque : Bratislav Kraj (graphique 20.1).

Durant la même période, la part de plus de la moitié des régions – 201 sur 313 – dans le PIB global de l'OCDE a diminué. Les 20 régions qui ont enregistré la plus forte diminution sont les suivantes : Italie : Molise, Basilicata, Piemonte, Liguria, Valle d'Aosta, P.A. Bolzano, Puglia, Sicilia, Umbria, Campania, P.A. Trento; Turquie : Balikesir, Adana, Ankara, Bursa; Allemagne : Berlin; Portugal : Norte; France : Picardie; Grèce : Voreia Ellada et Kentriki Ellada (graphique 20.2).

Parmi les 20 régions affichant la croissance la plus rapide, la bonne performance des régions irlandaises Border, Midlands and Western et Southern and Eastern est essentiellement due à des facteurs nationaux et communs; il en est de même pour quatre régions de Corée : Chungcheong, Gyeongbuk, Gyeongnam et Gangwon (graphique 20.3). En revanche, des facteurs

régionaux expliquent essentiellement les bonnes performances de la région mexicaine de Quintana Roo, ainsi que de l'Attiki en Grèce.

Dans les 20 régions affichant la croissance la plus lente, ce sont les facteurs nationaux qui ont le plus contribué aux mauvaises performances des régions italiennes (graphique 13.4). À l'inverse, les facteurs régionaux ont été les plus déterminants dans les cas suivants : Kentriki Ellada en Grèce, Berlin en Allemagne, Scotland au Royaume-Uni, Picardie en France et Balikesir, Adana, Ankara et Bursa en Turquie.

Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur standard de la valeur de l'activité de production (biens et services) des unités productrices résidentes. Le PIB régional est mesuré conformément à la définition du Système de comptabilité nationale de 1993. Afin de permettre des comparaisons entre les périodes et entre les pays, il est exprimé à prix constants (année 2000) au moyen du déflateur de l'OCDE et est ensuite converti en dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de manière à ce que le PIB de chaque pays soit indiqué dans une monnaie commune.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1999-2005; TL2

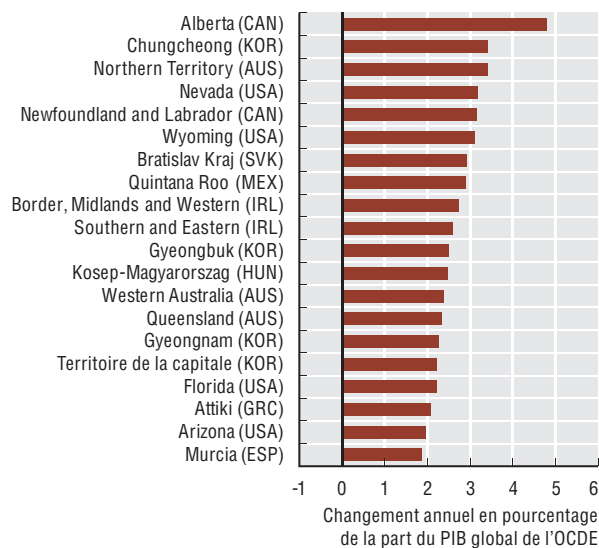
Australie, Canada, Allemagne, Grèce et Corée : 1995-2005; Japon, Norvège et États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004; Turquie : 1995-2001.

Pas de données régionales sur le PIB pour l'Islande, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

20. PERFORMANCES RÉGIONALES GLOBALES

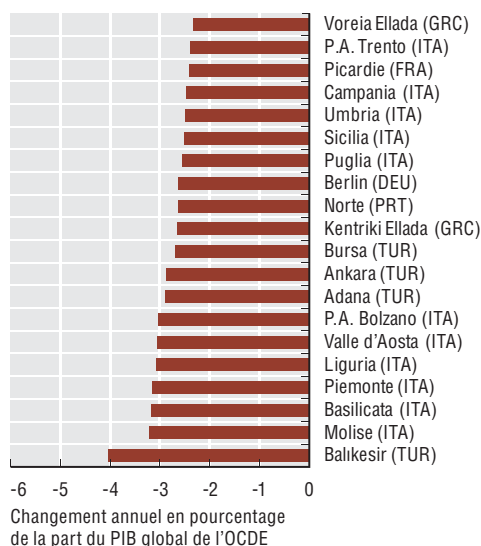
20.1 Augmentation annuelle de la part de PIB des 20 régions de niveau TL2 affichant la croissance la plus rapide, 1999-2005

Dans le classement des 20 régions les plus performantes, la première place revient à l'Alberta, au Canada, et la dernière à la région de Murcia, en Espagne.



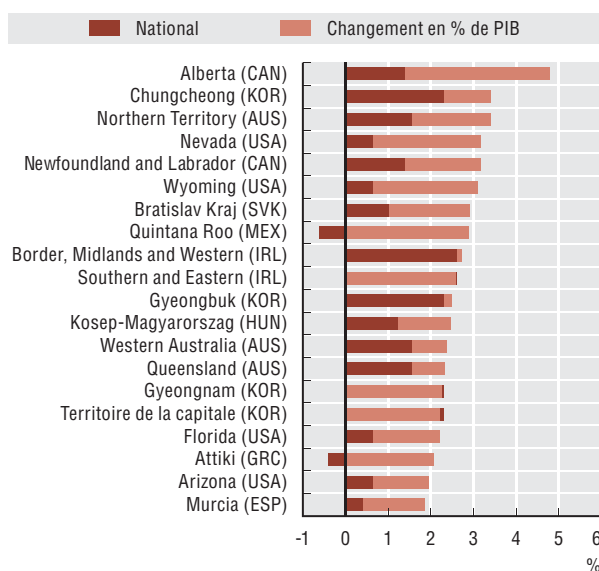
20.2 Réduction annuelle de la part de PIB des 20 régions de niveau TL2 affichant la croissance la plus lente, 1999-2005

Dans le classement des 20 régions les moins performantes, la région de Balikesir, en Turquie, enregistre la plus forte réduction de PIB et celle de Voreia Ellada, en Grèce, la plus faible.



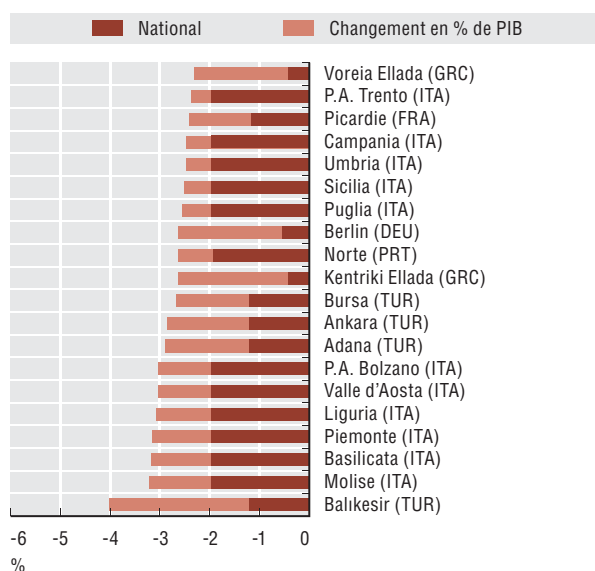
20.3 Contribution des facteurs nationaux dans les 20 régions de l'OCDE (niveau TL2) les plus performantes, 1999-2005

Parmi les régions les plus performantes, les facteurs nationaux ont été les plus déterminants pour la croissance dans les régions irlandaises et dans quatre régions coréennes.



20.4 Contribution des facteurs nationaux dans les 20 régions de l'OCDE (niveau TL2) les moins performantes, 1999-2005

Parmi les régions les moins performantes, les facteurs régionaux ont pesé sur la croissance en France, en Allemagne, en Grèce, en Turquie et au Royaume-Uni.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551652561152>

21. FACTEURS RÉGIONAUX ET PERFORMANCES RÉGIONALES

Bien que des facteurs nationaux (et communs) puissent influencer sur les performances des régions, lorsqu'une région affiche une croissance plus rapide que toutes les autres régions de l'OCDE, y compris celles du même pays, cet écart peut être imputé à des facteurs régionaux.

Au cours de la période 1995-2005, 112 régions ont vu augmenter leur part dans le PIB total de l'OCDE sous l'effet de facteurs nationaux et régionaux; dans plus de la moitié des cas, les facteurs régionaux interviennent pour plus de 25 % dans cette augmentation. De plus, parmi ces 60 régions, l'augmentation de la part de PIB due à des facteurs spécifiquement régionaux a été plus rapide que celle imputable à des facteurs nationaux et communs dans 46 régions.

Pendant la même période, la part de 201 régions dans le PIB total de l'OCDE a diminué; dans la moitié d'entre elles environ (103) les facteurs régionaux ont été responsables d'au moins 25 % de cette diminution, et dans 29 % de ces régions (60), la baisse due à des facteurs spécifiquement régionaux a été plus importante que celle imputable aux facteurs nationaux et

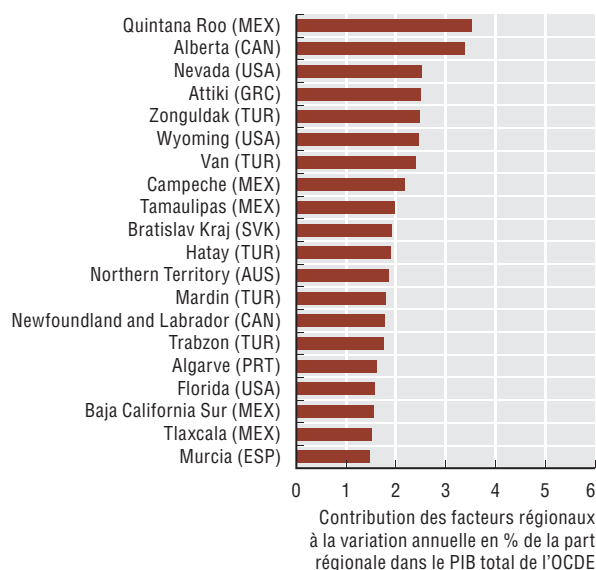
communs. Dans un assez grand nombre de cas, par conséquent, les performances des régions à l'échelle internationale sont pour une large part déterminées par les facteurs régionaux plutôt que par les facteurs nationaux et communs.

Abstraction faite des facteurs purement nationaux, la région – la plus performante dont la part du PIB national a le plus augmenté du fait de facteurs régionaux (graphique 21.1) est Quintana Roo (Mexique). Sur la même période la région dont la part du PIB national a le plus diminué en raison de facteur régionaux (graphique 21.2) est Balikesir (Turquie).

Bien que les facteurs nationaux et régionaux soient souvent étroitement liés, ce n'est pas toujours le cas : dans 40 % des 112 régions (soit 45) dont la part dans le PIB total de l'OCDE a augmenté, les facteurs régionaux ont eu un effet négatif alors que les facteurs nationaux et communs ont eu un effet positif. De même, dans environ un tiers des 201 régions dont la part dans le PIB total de l'OCDE a diminué de -31 %, soit 63 régions, les facteurs régionaux ont joué un rôle positif malgré la médiocre contribution des facteurs nationaux.

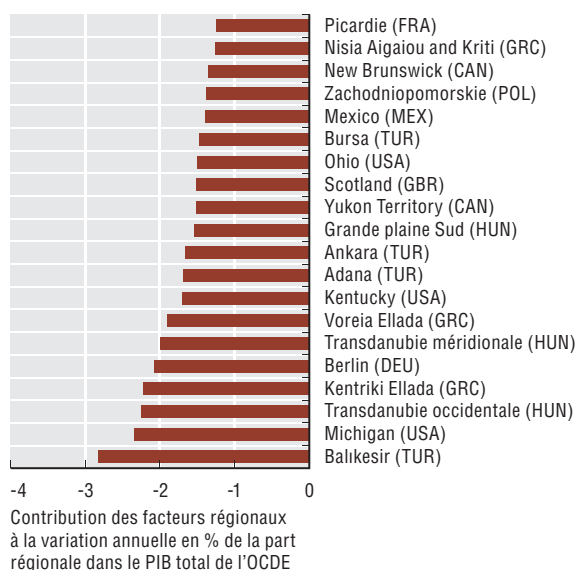
21.1 Augmentation de la part de PIB imputable à des facteurs spécifiquement régionaux dans les 20 régions de niveau TL2 affichant la croissance la plus rapide, 1999-2005


Parmi les régions les plus performantes, les facteurs régionaux ont joué le rôle le plus déterminant dans l'État de Quintana Roo, au Mexique, et le moins déterminant dans la région de Murcia, en Espagne.



21.2 Diminution de la part de PIB imputable à des facteurs spécifiquement régionaux dans les 20 régions de niveau TL2 affichant la croissance la plus lente, 1999-2005

Parmi les régions les moins performantes, les facteurs régionaux ont joué le rôle le plus déterminant dans la région de Balikesir, en Turquie, et le moins déterminant dans celle de la Picardie, en France.

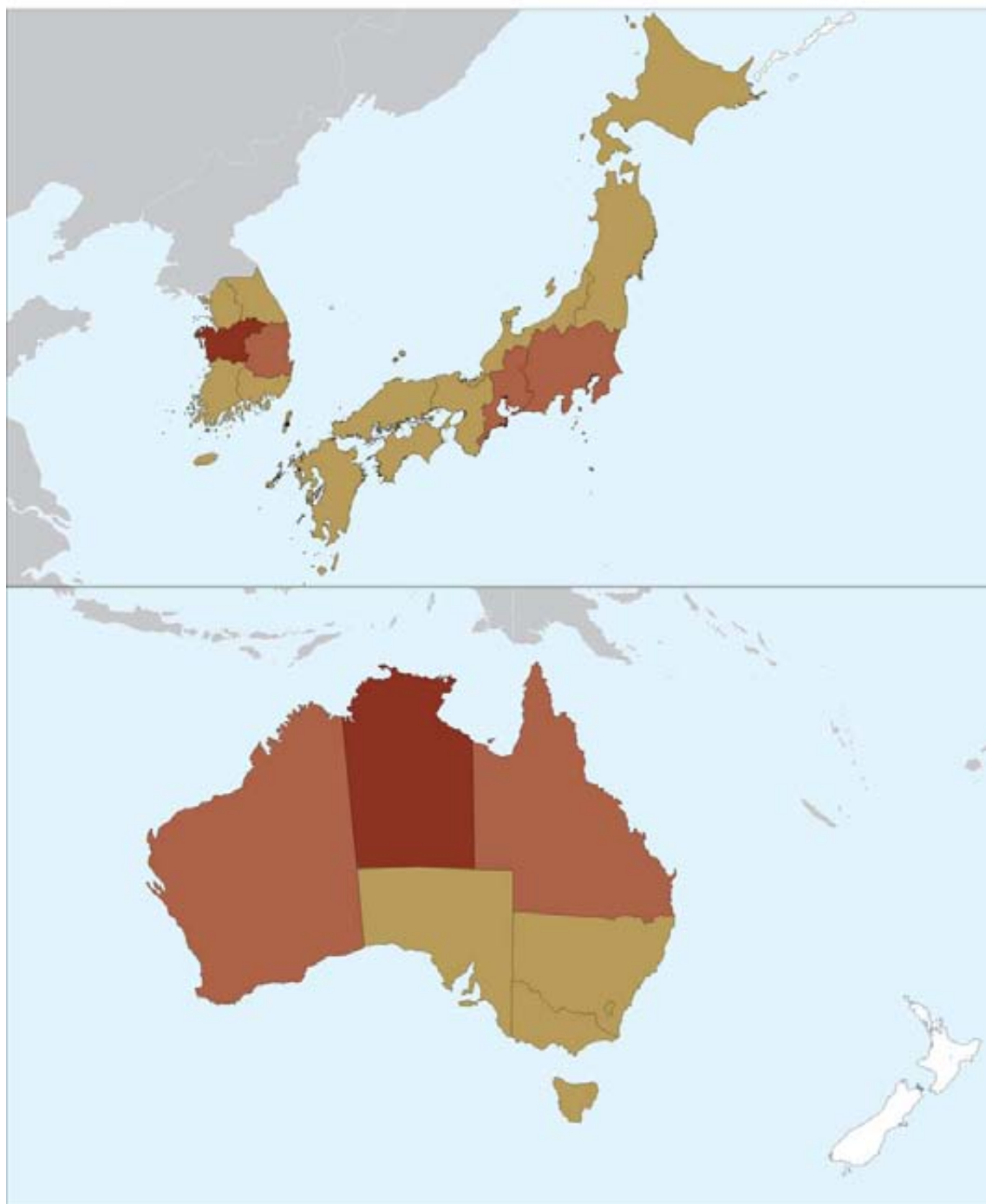


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/551674410375>


21.3 Variation de la part du PIB de l'OCDE due à la variation de la part des régions dans le PIB national : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, variation annuelle, 1999-2005

- Supérieure à 5%
- Entre 1% et 5%
- Entre 0% et 1%
- Entre -2% et 0%
- Entre -5% et -2%
- Inférieure à -5%
- Données non disponibles



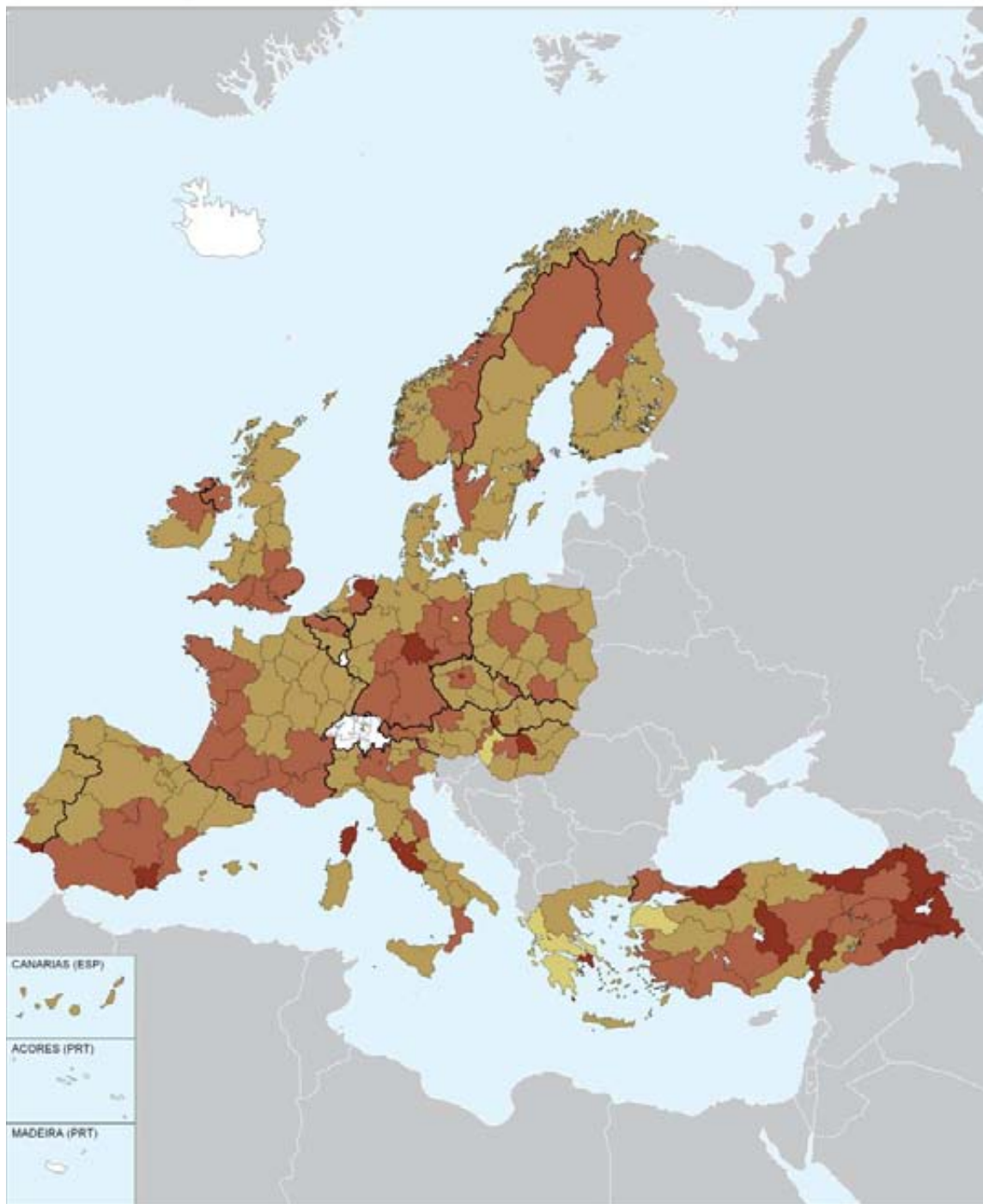
Australie et Corée : 1995-2005; Japon : 1997-2005.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552650277103>

21. FACTEURS RÉGIONAUX ET PERFORMANCES RÉGIONALES

21.4 Variation de la part du PIB de l'OCDE due à la variation de la part des régions dans le PIB national : Europe

Régions de niveau TL2, variation annuelle, 1999-2005



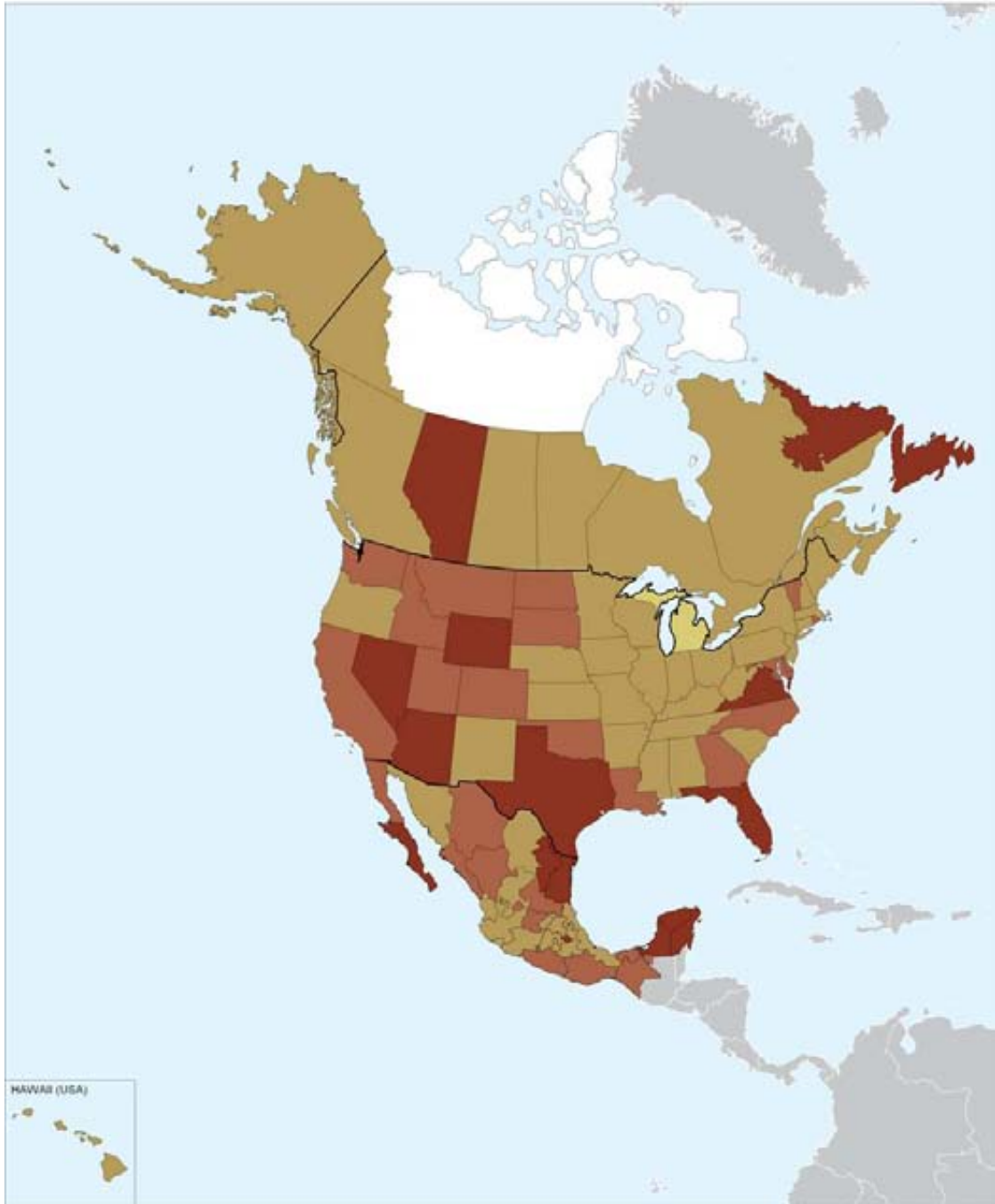
Allemagne et Grèce : 1995-2005; Norvège : 1997-2005; Turquie : 1995-2001.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552650277103>

21.5 Variation de la part du PIB de l'OCDE due à la variation de la part des régions dans le PIB national : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, variation annuelle en pourcentage, 1999-2005

- Supérieure à 5%
- Entre 1% et 5%
- Entre 0% et 1%
- Entre -2% et 0%
- Entre -5% et -2%
- Inférieure à -5%
- Données non disponibles



Canada : 1995-2005; les territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas pris en compte faute de données sur des années comparables; États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552650277103>

22. FACTEURS RÉGIONAUX : POPULATION ET PIB PAR HABITANT

La variation de la part d'une région dans le PIB de l'OCDE peut se décomposer en trois éléments : les facteurs nationaux (variation de la part du PIB national), la démographie et le PIB par habitant. Les variations de la population peuvent résulter des tendances démographiques naturelles et des migrations en provenance d'autres régions et d'autres pays. La croissance du PIB par habitant, elle, peut à son tour s'analyser en plusieurs composantes : le PIB par actif occupé (productivité du travail), le taux d'emploi (rapport emploi/population active), le taux d'activité (rapport population active/population d'âge actif) et la proportion d'actifs (rapport population d'âge actif/population totale) (voir la formule à l'annexe C).

Entre 1999 et 2005, 112 régions ont vu augmenter leur part dans le PIB global de l'OCDE, dont 60 pour des raisons spécifiquement régionales (les facteurs régionaux ayant contribué à cette augmentation pour au moins un quart). Parmi ces 60 régions, l'augmentation a été entièrement imputable à la croissance de la population dans 22 % des cas (soit 13 régions), à l'accroissement du PIB par habitant dans 40 % des cas (soit 24 régions) et à un accroissement relatif de ces deux composantes dans les 38 % restants (soit 23 régions).

L'augmentation relative de la population a été la principale source de croissance du PIB dans quelques-unes des 20 régions les plus performantes (graphique 22.1), en particulier dans l'État de Quintana Roo (Mexique), dans le Nevada, l'Arizona et la Florida (États-Unis), dans la région de Murcia (Espagne) et dans l'Alberta (Canada).

Parmi les 20 régions les plus performantes, l'accroissement (relatif) de la population dans le Territoire de la capitale (Corée) ainsi que dans le Nevada et l'Arizona (États-Unis) a été suffisamment important pour compenser la diminution (relative) du PIB par habitant (graphique 22.3). En revanche, le recul démographique enregistré dans la province de Newfoundland and Labrador (Canada), dans le Wyoming (États-Unis), dans la région de Bratislav Kraj (République slovaque), dans la région Southern and Eastern de l'Irlande et dans les régions de Gyeongbuk et de Gyeongnam (Corée) a été contrebalancé par l'augmentation du PIB par habitant (graphique 22.3) et par des facteurs nationaux qui ont maintenu la part du PIB régional global en pourcentage du PIB global de l'OCDE à un niveau inchangé.

Durant la période 1999-2005, 34 % des régions de l'OCDE (soit 103) ont vu leur part diminuer dans le PIB total de la zone en raison de facteurs spécifiquement régionaux. Cette diminution a été entièrement due à une baisse de la population dans 20 % des cas (soit 19 régions) (l'écart de croissance entre la région et l'ensemble du pays étant négatif pour la population et positif pour le PIB par habitant), à une baisse relative

du PIB par habitant dans 25 % des cas (soit 26 régions) et à une baisse relative de ces deux composantes dans les 55 % restants (soit 57 régions).

Parmi les 20 régions les moins performantes en termes de croissance du PIB global, la baisse du PIB par habitant a été plus importante que celle de la population (graphique 22.2). En fait, aucune région n'a enregistré une progression du PIB par habitant, alors que quelques-unes ont vu leur population augmenter. L'accroissement (relatif) de la population dans les provinces autonomes de P.A. Trento et de P.A. Bolzano, dans le Valle d'Aosta et en Umbria (Italie) ainsi que dans les régions de Bursa, d'Ankara et d'Adana (Turquie) a donc été compensé par une diminution (relative) du PIB par habitant et par des facteurs nationaux.

Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur standard de la valeur de l'activité de production (biens et services) des unités productrices résidentes. Le PIB régional est mesuré conformément à la définition du Système de comptabilité nationale de 1993. Afin de permettre des comparaisons entre les périodes et entre les pays, il est exprimé à prix constants (année 2000) au moyen du déflateur de l'OCDE et est ensuite converti en dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de manière à ce que le PIB de chaque pays soit indiqué dans une monnaie commune.

La population totale d'une région donnée peut être soit la population annuelle moyenne, soit la population à une date spécifique durant l'année considérée.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

1999-2005; TL2

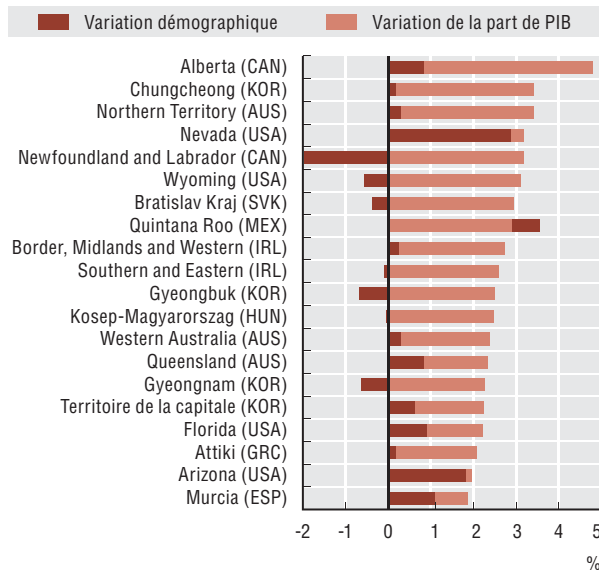
Australie, Canada, Allemagne, Grèce et Corée : 1995-2005; Japon, Norvège et États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004; Turquie : 1995-2001.

Pas de données régionales sur le PIB pour l'Islande, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

22. FACTEURS RÉGIONAUX : POPULATION ET PIB PAR HABITANT

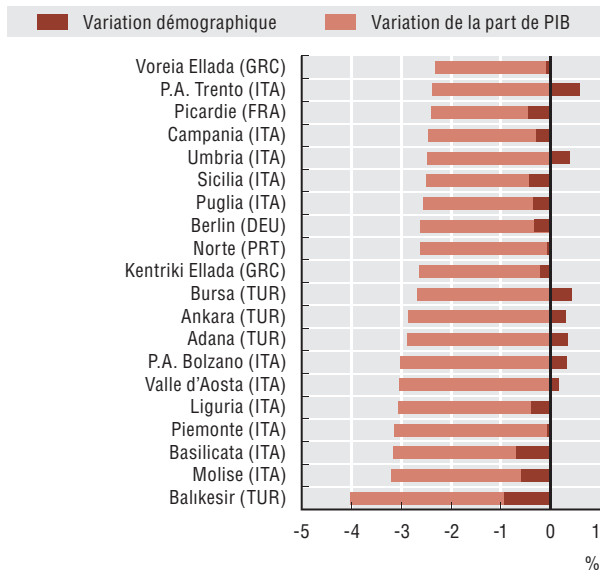
22.1 Variation annuelle de la population des régions de niveau TL2 affichant la plus forte augmentation de leur PIB par rapport au PIB global, 1999-2005

L'accroissement relatif de la population a largement contribué à la croissance du PIB dans l'État de Quintana Roo, au Mexique, et dans l'Arizona, aux États-Unis.



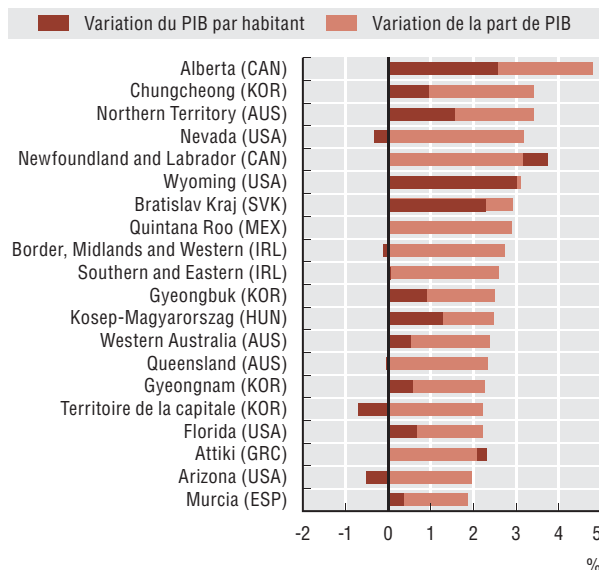
22.2 Variation annuelle de la population des régions de niveau TL2 affichant la plus forte baisse de leur PIB par rapport au PIB global, 1999-2005

Dans les 20 régions les moins performantes, la baisse du PIB par habitant a été plus importante que celle de la population.



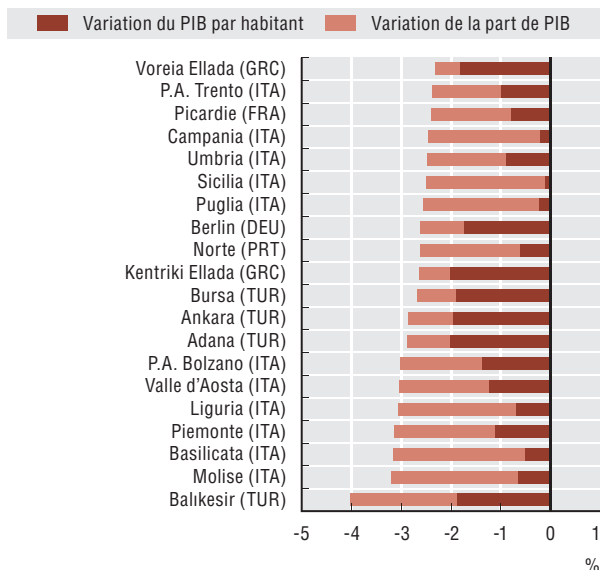
22.3 Variation annuelle du PIB par habitant des régions de niveau TL2 affichant la plus forte augmentation de leur PIB par rapport au PIB global, 1999-2005

Parmi les 20 régions les plus performantes, l'accroissement de la population dans le Territoire de la capitale, en Corée, et dans le Nevada, aux États-Unis, a compensé la baisse du PIB par habitant.



22.4 Variation annuelle du PIB par habitant des régions de niveau TL2 affichant la plus forte diminution de leur PIB par rapport au PIB global, 1999-2005

Aucune des 20 régions les moins performantes n'a enregistré une hausse de son PIB par habitant.



23. FACTEURS RÉGIONAUX : PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Au niveau régional, la productivité du travail traduit l'efficacité du système de production. Bien que ce niveau d'efficacité soit le résultat de nombreux facteurs, la productivité de la main-d'œuvre dépend essentiellement de l'équilibre entre capital et travail et des technologies disponibles dans cette région.

Les écarts de productivité du travail reflètent à la fois la diversité des ressources naturelles et les différents atouts que les régions sont à même d'exploiter. On peut considérer que la part de la croissance de la productivité qui tient à des facteurs non reproductibles (terres, pétrole) est attribuable aux dotations naturelles, tandis que les améliorations dues à des ressources reproductibles (infrastructures, technologie et compétences) sont fonction des atouts dont dispose une région.

Une augmentation de la productivité du travail par rapport au taux de croissance du pays peut être due à un effet de composition (davantage de personnes travaillent dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée et le ratio capital/travail est plus élevé) ou à des améliorations de la productivité moyenne des secteurs existants (accroissement du ratio capital/travail au sein des secteurs grâce au perfectionnement des infrastructures, à l'amélioration des compétences ou à des technologies de production plus efficaces). Malheureusement, il est impossible d'opérer une distinction entre ces effets au niveau régional, faute de données disponibles.

Les gains de productivité du travail sont une composante clé de la croissance régionale parmi les régions de l'OCDE les plus performantes. En fait, la productivité du travail a été la principale source de croissance rapide dans cinq des sept régions dont la part dans le PIB

total de l'OCDE a le plus augmenté au cours de la période 1999-2005 (graphique 23.1). Parmi les 20 régions affichant la croissance la plus lente par rapport au PIB de la zone OCDE, le recul de la productivité du travail a été particulièrement marqué dans celles de la Turquie et de Kentriki Ellada (Grèce) (graphique 23.2).

Définition

La productivité du travail est le rapport entre le PIB constant, mesuré aux prix de 2000, et l'emploi total mesuré sur le lieu de travail.

Source

OCDE, base de données régionales <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

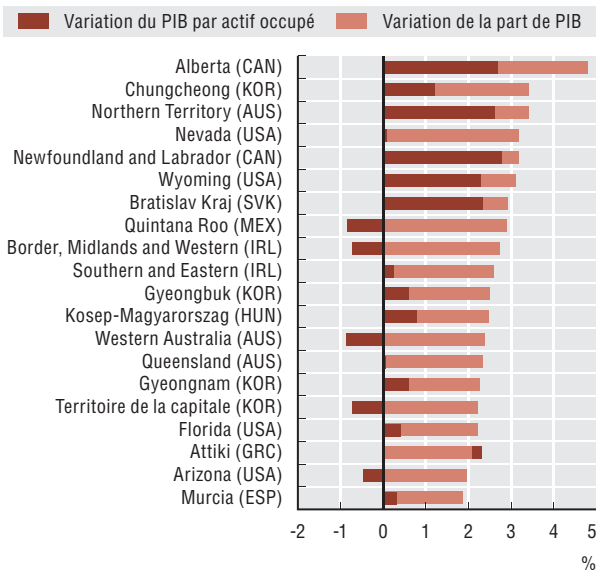
1999-2005; TL2

Australie, Canada, Allemagne, Grèce et Corée : 1995-2005; Japon, Norvège et États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004; Turquie : 1995-2001.

Pas de données régionales sur le PIB pour l'Islande, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

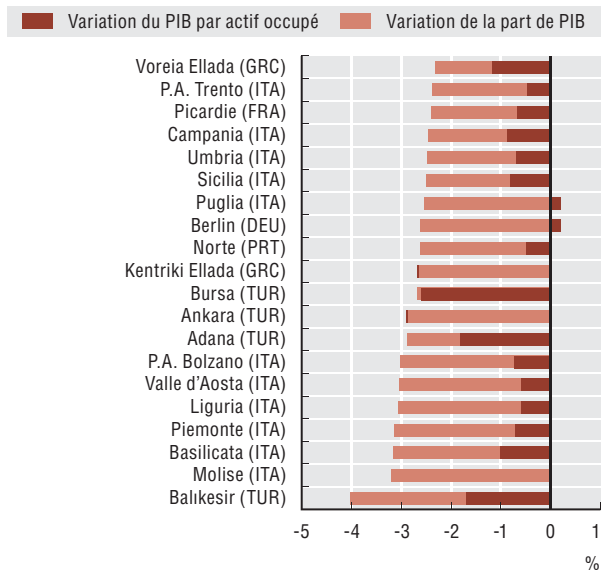
23.1 Contribution du PIB par actif occupé dans les 20 régions de niveau TL2 les plus performantes de l'OCDE, 1999-2005

La productivité du travail a été la principale source de croissance dans 6 des 20 régions dont la part dans le PIB total de l'OCDE a le plus augmenté.



23.2 Contribution du PIB par actif occupé dans les 20 régions de niveau TL2 les moins performantes de l'OCDE, 1999-2005

La productivité du travail a baissé de façon particulièrement marquée dans les régions turques.

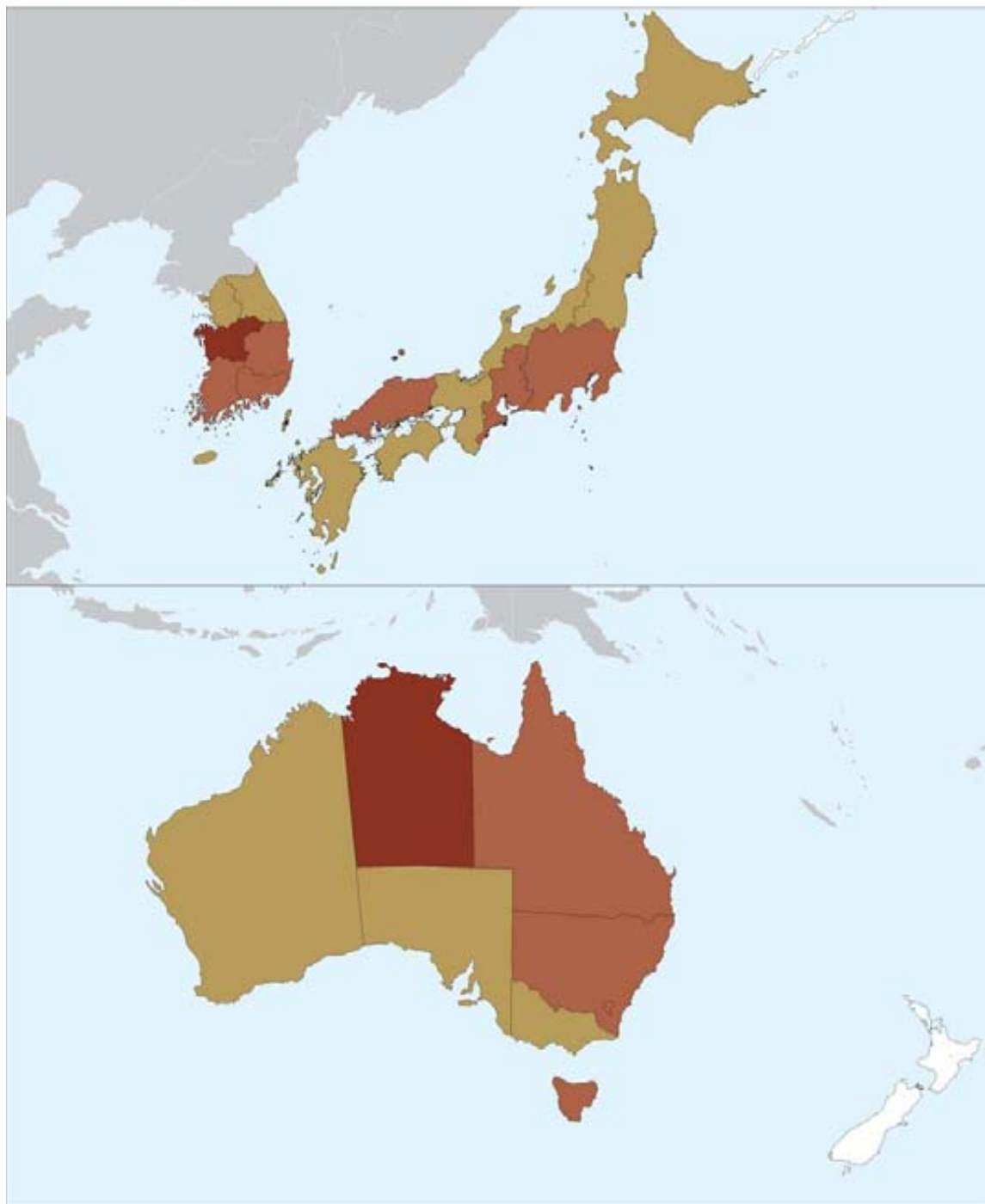


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551768466011>


23.3 Variation de la part du PIB total de l'OCDE imputable au PIB par actif occupé : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, variation annuelle, 1999-2005

- Supérieure à 3%
- Entre 1% et 3%
- Entre 0% et 1%
- Entre -1% et 0%
- Entre -3% et -1%
- Inférieure à -3%
- Données non disponibles



Australie et Corée : 1995-2005; Japon : 1997-2005.

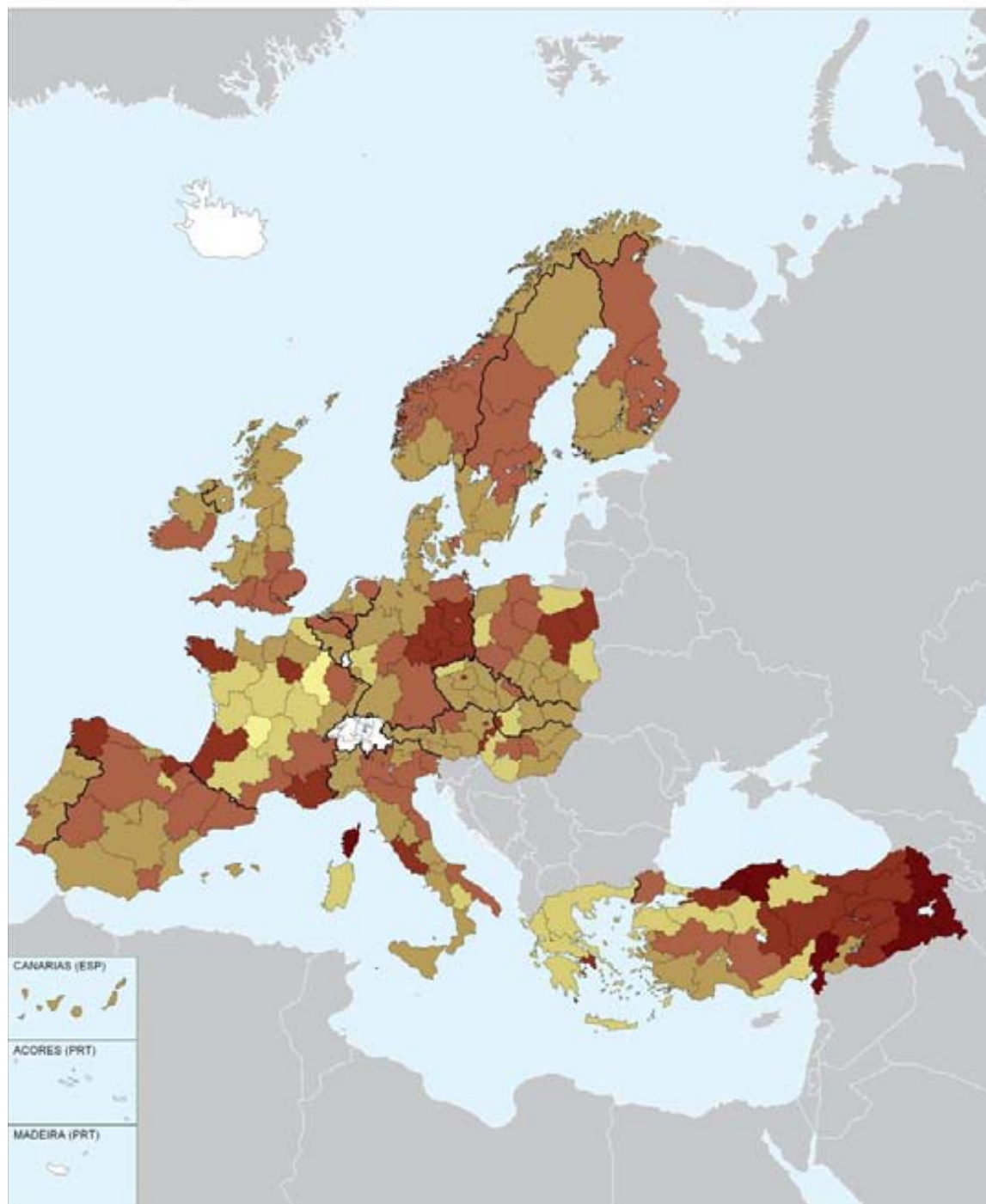
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552760780852>

23. FACTEURS RÉGIONAUX : PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL


23.4 Variation de la part du PIB total de l'OCDE imputable au PIB par actif occupé : Europe

Régions de niveau TL2, variation annuelle, 1999-2005

- Supérieure à 3%
- Entre 1% et 3%
- Entre 0% et 1%
- Entre -1% et 0%
- Entre -3% et -1%
- Inférieure à -3%
- Données non disponibles

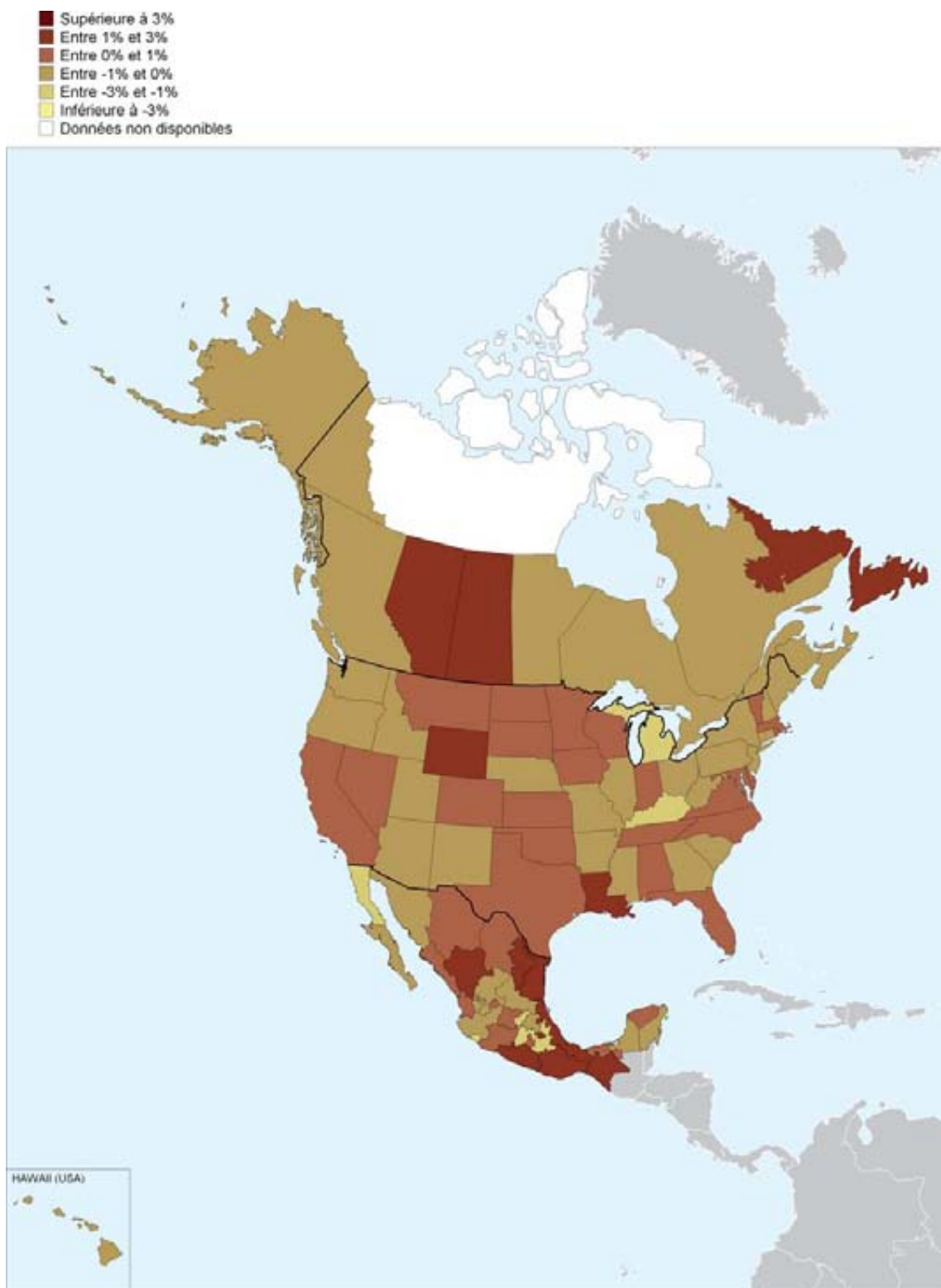


Allemagne et Grèce : 1995-2005; Norvège : 1997-2005; Turquie : 1995-2001.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552760780852>

23.5 Variation de la part du PIB total de l'OCDE imputable au PIB par actif occupé : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, variation annuelle, 1999-2005



Canada : 1995-2005; les territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas pris en compte faute de données sur des années comparables; États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552760780852>

24. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT

Les taux d'emploi, les taux d'activité et la proportion d'actifs dans la population totale ont une incidence sur les performances des régions. Une forte croissance des taux d'emploi peut être due à un accroissement des niveaux de compétences ou à une plus grande efficacité du marché du travail local. L'un comme l'autre peuvent être considérés comme relevant des atouts régionaux : les compétences peuvent en effet être améliorées par la formation et l'éducation, et des réformes de la réglementation du travail ainsi que des programmes actifs du marché du travail peuvent augmenter l'efficacité du marché du travail régional.

Une augmentation relative de la proportion d'actifs peut résulter d'un accroissement de la population d'âge actif ou d'un accroissement des taux d'activité dans tous les groupes d'âge. Comme les jeunes et les personnes âgées ont en général des taux d'activité plus faibles, les variations des taux d'activité imputables à la structure par âge de la population peuvent être considérées comme résultant des dotations naturelles. En revanche, des taux d'activité élevés dans tous les groupes d'âge sont un indicateur des atouts régionaux.

Parmi les 20 régions dont la part dans le PIB total de l'OCDE a crû le plus vite au cours de la période 1999-2005 (graphique 24.1), les gains d'emploi les plus importants ont été enregistrés dans les régions de Bratislav Kraj (République slovaque) et dans l'Attiki (Grèce), tandis que les taux d'activité ont été le principal facteur de croissance dans les régions de Western Australia (Australie) et Newfoundland and Labrador (Canada). Enfin, c'est en Florida, dans le Nevada et dans le Wyoming (États-Unis) que la proportion d'actifs a le plus augmenté.

Au cours de la même période, parmi les 20 régions affichant la croissance la plus lente (graphique 24.2), la baisse des taux d'emploi a eu la plus forte incidence

dans la P.A. Bolzano (Italie); la baisse des taux d'activité a été la plus marquée dans le Molise (Italie), et la proportion d'actifs a surtout diminué en Liguria et dans le Piemonte (Italie).

Définition

La *taux d'emploi* est le pourcentage de la population active pourvue d'un emploi.

La *taux d'activité* est le rapport entre la population active et la population d'âge actif (15-64 ans).

La *proportion d'actifs* est le rapport entre la population d'âge actif (15-64 ans) et la population totale.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

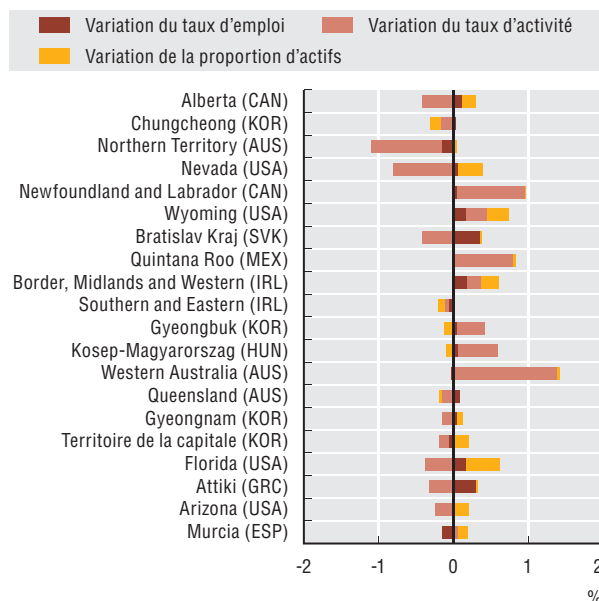
1999-2005; TL2

Australie, Canada, Allemagne, Grèce et Corée : 1995-2005; Japon, Norvège et États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004; Turquie : 1995-2001.

Pas de données régionales sur le PIB pour l'Islande, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

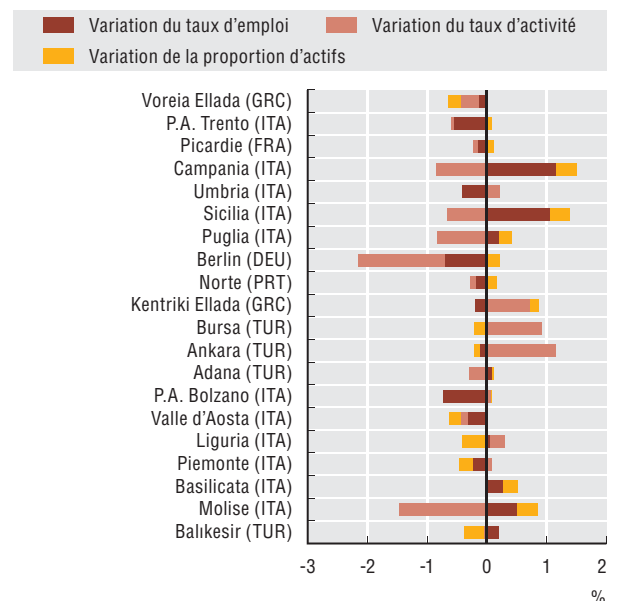
24.1 Décomposition de la variation du PIB par habitant des 20 régions de niveau TL2 affichant la plus forte croissance du PIB par habitant, 1999-2005

Parmi les régions les plus performantes, c'est en Western Australia que les taux d'activité ont le plus contribué à la croissance.



24.2 Décomposition de la variation du PIB par habitant des 20 régions de niveau TL2 affichant la plus faible croissance du PIB par habitant, 1999-2005

La baisse des taux d'emploi a eu la plus forte incidence dans les P.A. Bolzano et P.A. Trento, en Italie, et dans celle de Berlin, en Allemagne.



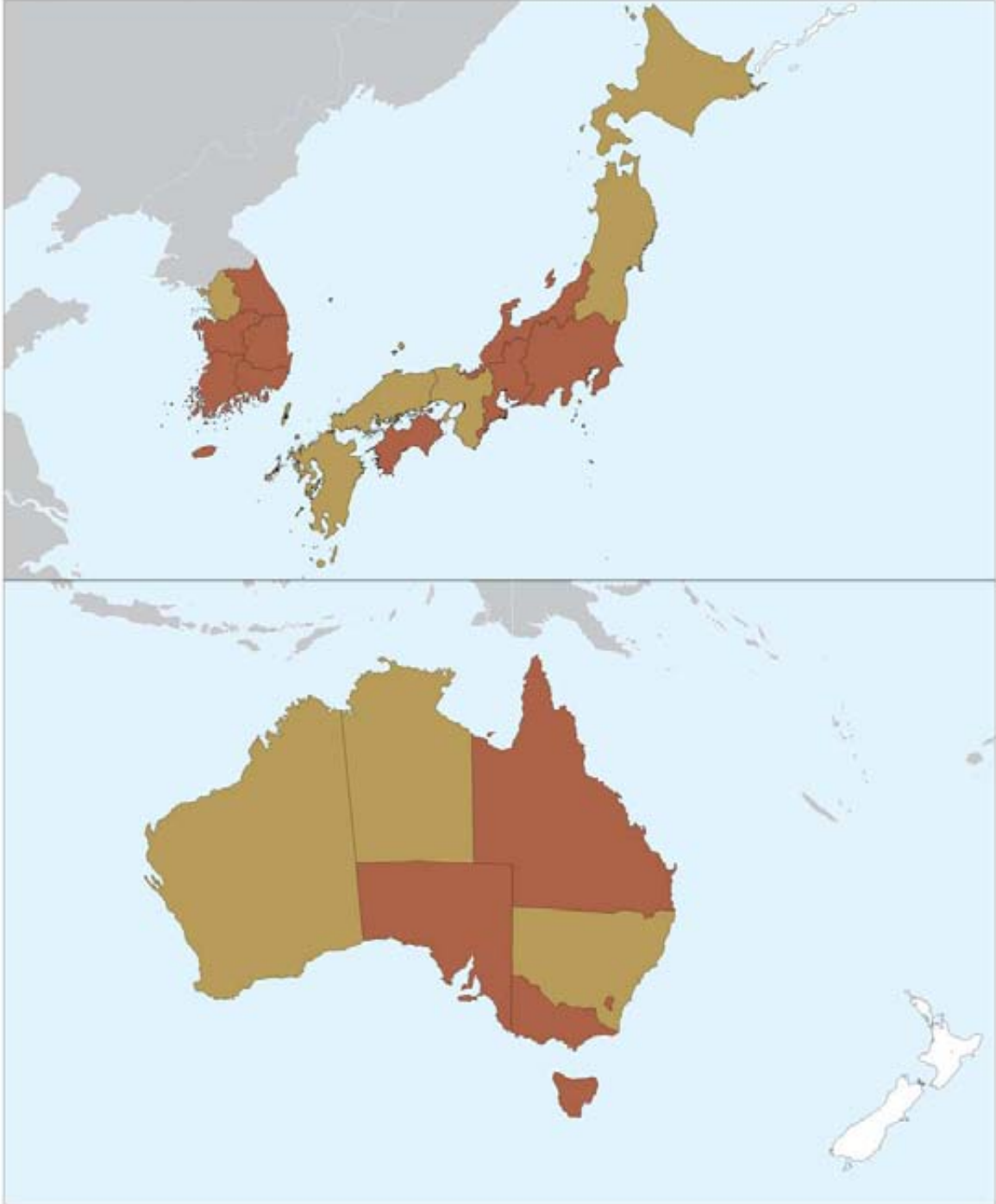
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551815338886>

24. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT

24.3 Variation de la part du PIB total de l'OCDE imputable à l'emploi : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2; variation annuelle, 1999-2005

- Supérieure à 0.5%
- Entre 0.2% et 0.5%
- Entre 0% et 0.2%
- Entre -0.2% et 0%
- Entre -0.5% et -0.2%
- Inférieure à -0.5%
- Données non disponibles



Australie et Corée : 1995-2005; Japon : 1997-2005.

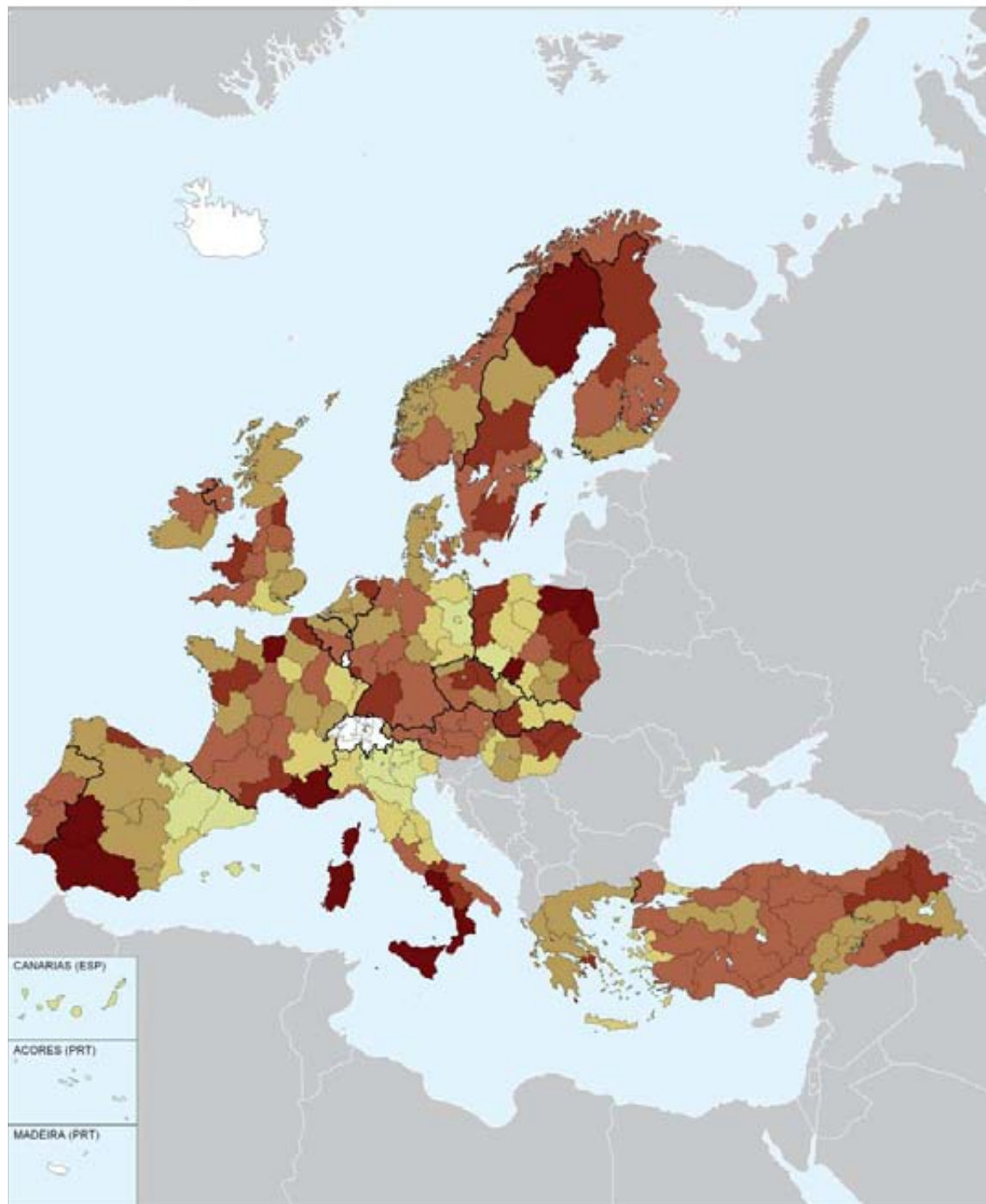
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552781418245>

24. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT


24.4 Variation de la part du PIB total de l'OCDE imputable à l'emploi : Europe

Régions de niveau TL2; variation annuelle, 1999-2005

- Supérieure à 0.5%
- Entre 0.2% et 0.5%
- Entre 0% et 0.2%
- Entre -0.2% et 0%
- Entre -0.5% et -0.2%
- Inférieure à -0.5%
- Données non disponibles



Allemagne et Grèce : 1995-2005; Norvège : 1997-2005; Turquie : 1995-2001.

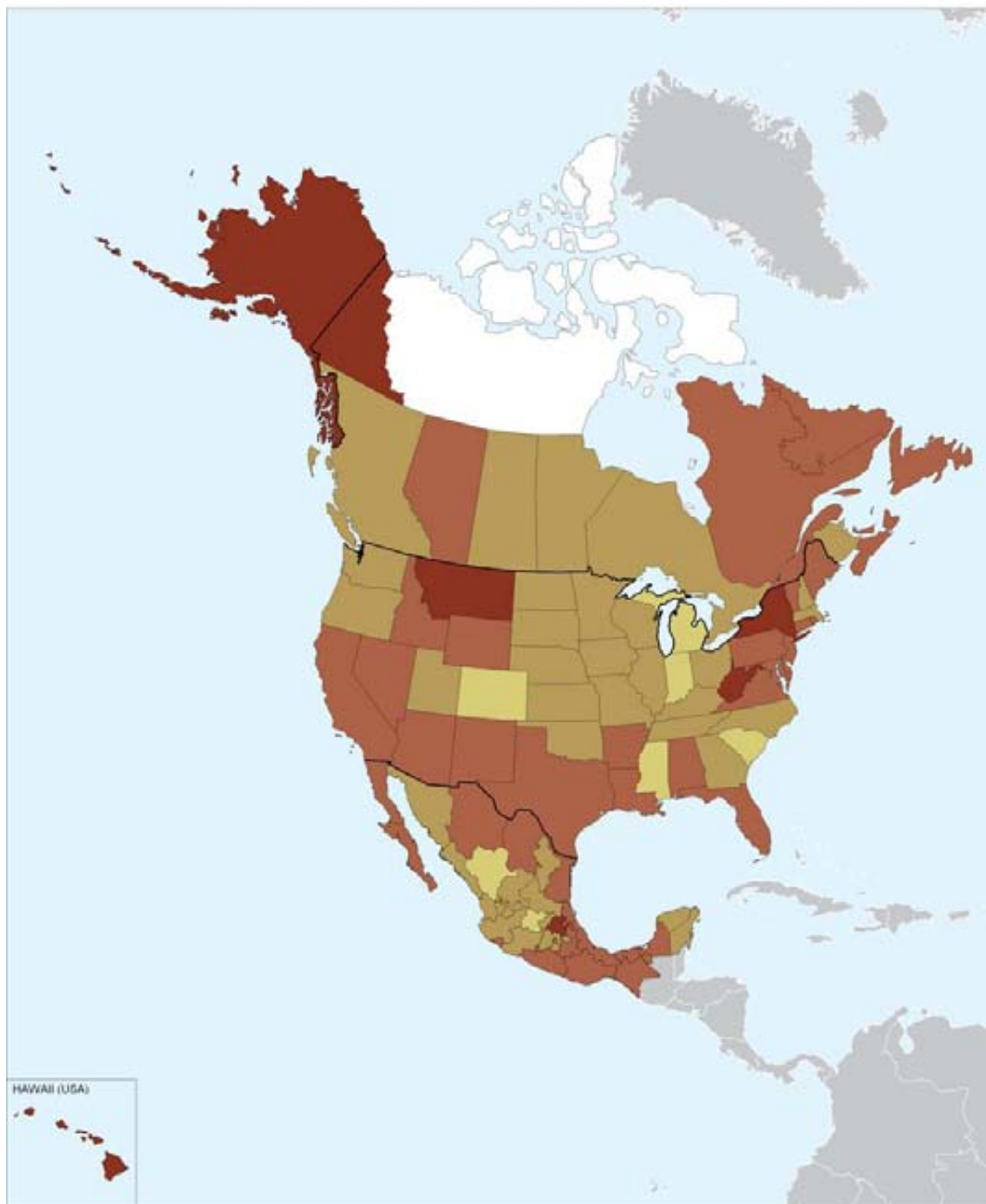
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552781418245>

24. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT


24.5 Variation de la part du PIB total de l'OCDE imputable à l'emploi : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2; variation annuelle, 1999-2005

- Supérieure à 0.5%
- Entre 0.2% et 0.5%
- Entre 0% et 0.2%
- Entre -0.2% et 0%
- Entre -0.5% et -0.2%
- Inférieure à -0.5%
- Données non disponibles



Canada : 1995-2005; les territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas pris en compte faute de données sur des années comparables; États-Unis : 1997-2005; Mexique : 1998-2004.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552781418245>





V. LE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, FACTEUR DE COMPÉTITIVITÉ

25. État de santé : taux de mortalité ajusté selon l'âge
26. Ressources sanitaires : nombre de médecins
27. Sécurité : crimes et délits déclarés contre les biens
28. Sécurité : meurtres déclarés
29. Environnement : déchets municipaux
30. Environnement : véhicules particuliers par habitant
31. Taux de participation aux scrutins nationaux
32. Accès à l'éducation

Les indicateurs macroéconomiques comme la croissance et l'emploi ne peuvent pas à eux seuls décrire la qualité de vie que peut offrir une région ni sa capacité à attirer population et activité économique. La sécurité, la santé, l'éducation, la qualité de l'environnement, le capital social et la confiance dans les institutions sont autant d'autres éléments qui contribuent à améliorer le « bien-être régional ». Ils compléteront l'analyse des ressources économiques régionales, de leur concentration géographique et de leurs disparités, présentée dans les autres parties. Il existe encore des différences marquées entre les régions de l'OCDE en ce qui concerne l'offre et la qualité des services dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la gestion des déchets. Ces différences ont des conséquences non seulement pour le bien-être de la population et la cohésion sociale d'un pays, mais aussi pour la compétitivité de ses régions. L'analyse proposée dans cette cinquième et dernière partie se heurte au problème que pose habituellement la comparaison internationale des indicateurs sociaux et environnementaux, à savoir celui de la disponibilité des données au niveau infranational. À cela s'ajoute le fait que dans certains domaines comme l'éducation et la santé, les statistiques régionales sur l'impact ou la qualité des services ne sont pas collectées de façon systématique ni comparables d'un pays à l'autre. Il n'en demeure pas moins, si l'on en juge d'après les études nationales, que ces services continuent de présenter, eux aussi, des différences régionales en termes de qualité et d'efficacité.

25. ÉTAT DE SANTÉ : TAUX DE MORTALITÉ AJUSTÉ SELON L'ÂGE

Le taux de mortalité est un indicateur de l'état de santé de la population. Un taux de mortalité supérieur à la moyenne de l'OCDE indique qu'une fois prises en compte les différences d'âge, le taux de mortalité de la région est supérieur à la moyenne de l'OCDE.

En 2005, le taux de mortalité était en moyenne de 8.4 pour 1 000 habitants dans la zone OCDE. Le pays qui affichait la plus faible mortalité était le Japon (6 décès pour 1 000 habitants), tandis que la Hongrie enregistrait la valeur la plus élevée (12 décès pour 1 000 habitants). Les écarts de mortalité étaient également très grands entre les régions. En 2005, c'était au Mexique, aux États-Unis et au Portugal que l'on observait les variations régionales les plus importantes. En Grèce, aux Pays-Bas et en Irlande, en revanche, la mortalité ajustée selon l'âge était plus uniformément répartie entre les régions (graphique 25.1).

Dans 18 pays sur 25, on observe une corrélation positive entre le taux de mortalité ajusté selon l'âge et la part de la population dans les régions rurales. L'Australie est le pays où cette corrélation est la plus forte, suivie de la République slovaque, de la Belgique et du Japon (graphique 25.2).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Belgique : 2003; Australie, Italie et Royaume-Uni : 2004; Corée : 2000.

Pas de données régionales pour la Nouvelle-Zélande et la Turquie.

25.1 Fourchette de variation des taux de mortalité ajustés selon l'âge entre régions de niveau TL2, 2005

En 2005, c'est au Mexique que l'on observait l'écart le plus important entre les taux de mortalité ajustés selon l'âge des régions de niveau TL2.



Définition

Une fois ajustés selon l'âge, les taux de mortalité éliminent les différences dues à la structure par âge d'une population et sont comparables entre pays et entre régions. On calcule le *taux de mortalité ajusté selon l'âge* en appliquant les taux de décès par âge d'une région donnée à la répartition par âge d'une population standard, ici la population moyenne par classe d'âge de toutes les régions de l'OCDE.

La *corrélation de Spearman* mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence le taux de mortalité ajusté selon l'âge et la part de la population par type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire ou essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale l'absence de relation (voir la formule à l'annexe C).

Informations complémentaires

Rowland, D.T. (2003), « Demographic Methods and Concepts », Oxford University Press.

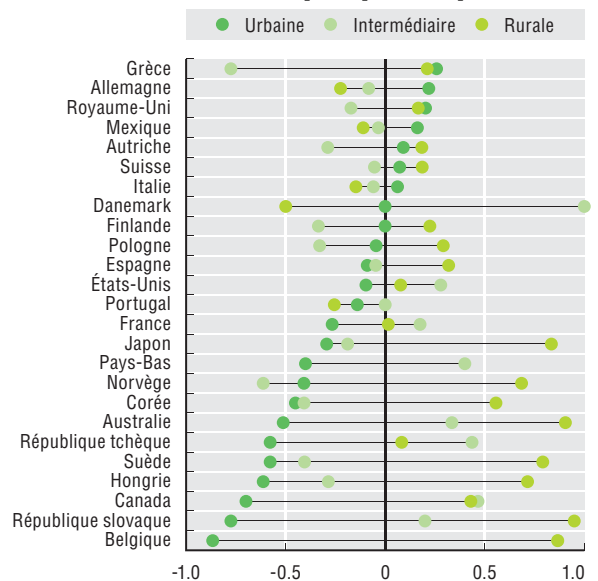
Notes des graphiques

Graphique 25.1 : Nombre de décès pour 1 000 personnes.

Graphique 25.2 : La corrélation entre taux de mortalité ajusté selon l'âge et population est calculée pour chaque type de région (EU, IN, ER) à l'intérieur de chaque pays.

25.2 Corrélation de Spearman entre les taux de mortalité ajustés selon l'âge des régions de niveau TL2 et la part de la population par type de région, 2005

En 2005, la corrélation entre mortalité ajustée selon l'âge et population rurale atteignait son niveau le plus élevé en Australie et en République slovaque.

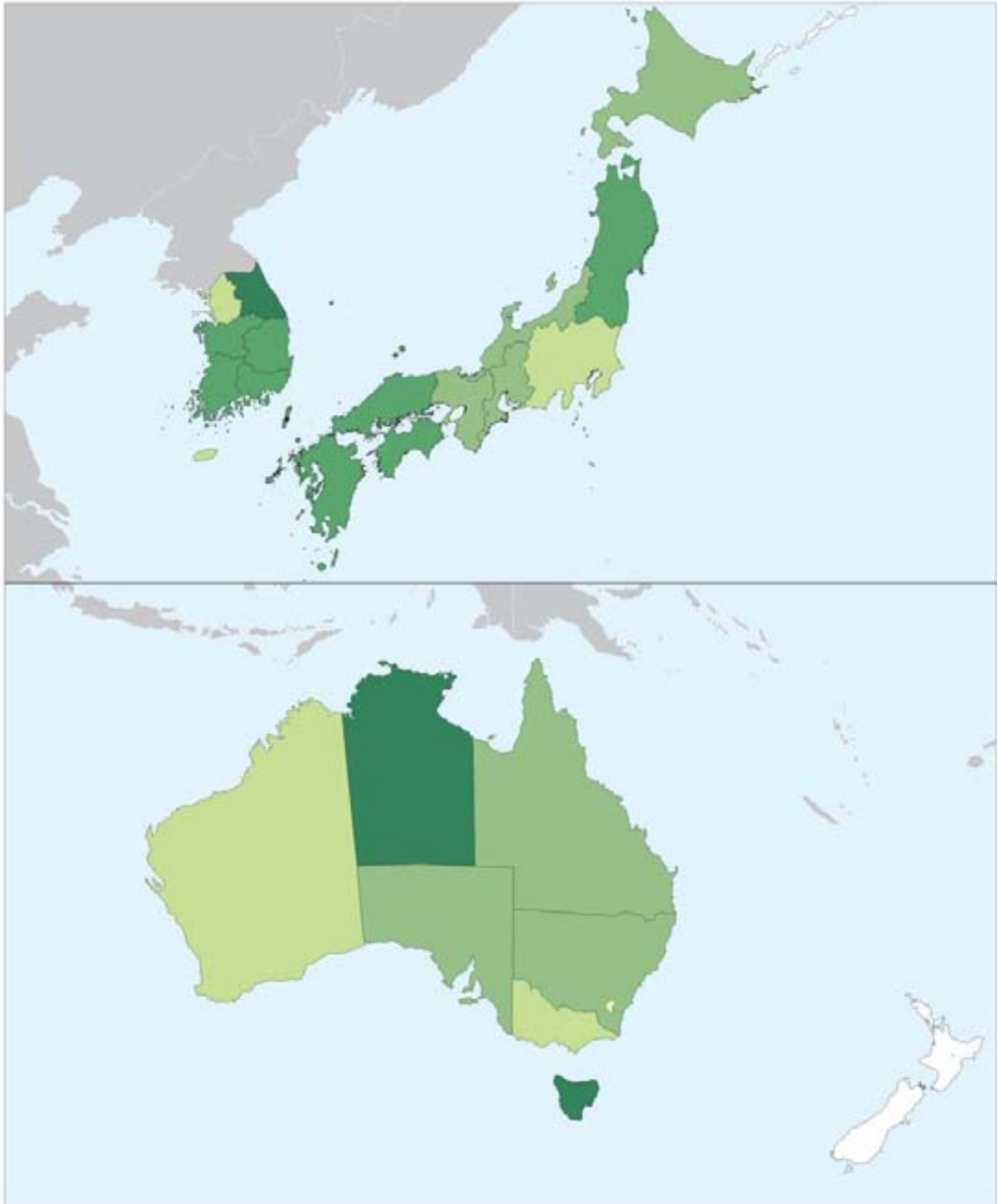


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551822854287>

25.3 Taux de mortalité ajustés selon l'âge : Asie et Océanie

En pourcentage de la moyenne nationale, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 130%
- Entre 110% et 130%
- Entre 103% et 110%
- Entre 98% et 103%
- Entre 90% et 98%
- Inférieure à 90%
- Données non disponibles

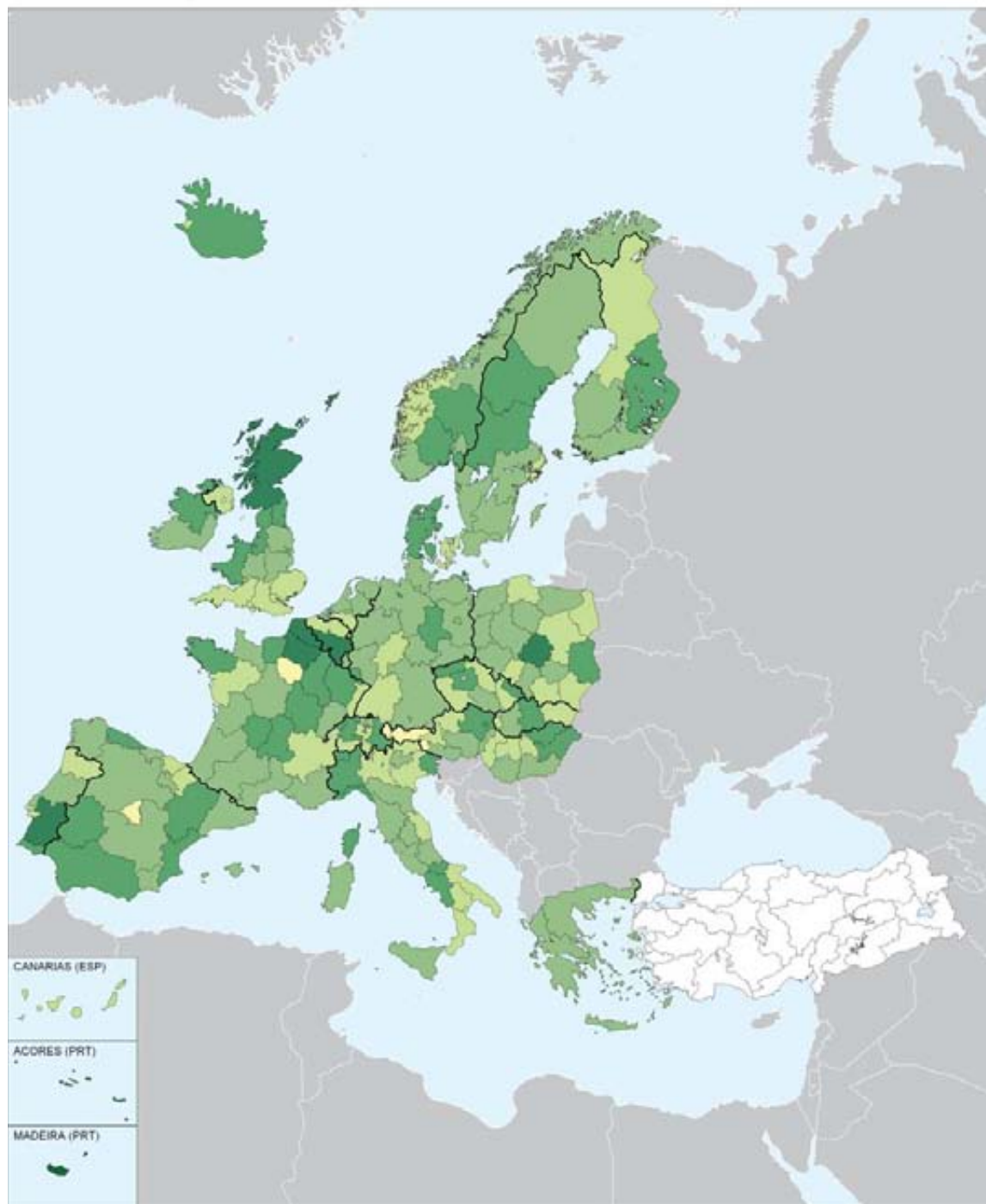


25. ÉTAT DE SANTÉ : TAUX DE MORTALITÉ AJUSTÉ SELON L'ÂGE

25.4 Taux de mortalité ajustés selon l'âge : Europe

En pourcentage de la moyenne nationale, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 130%
- Entre 110% et 130%
- Entre 103% et 110%
- Entre 98% et 103%
- Entre 90% et 98%
- Inférieure à 90%
- Données non disponibles



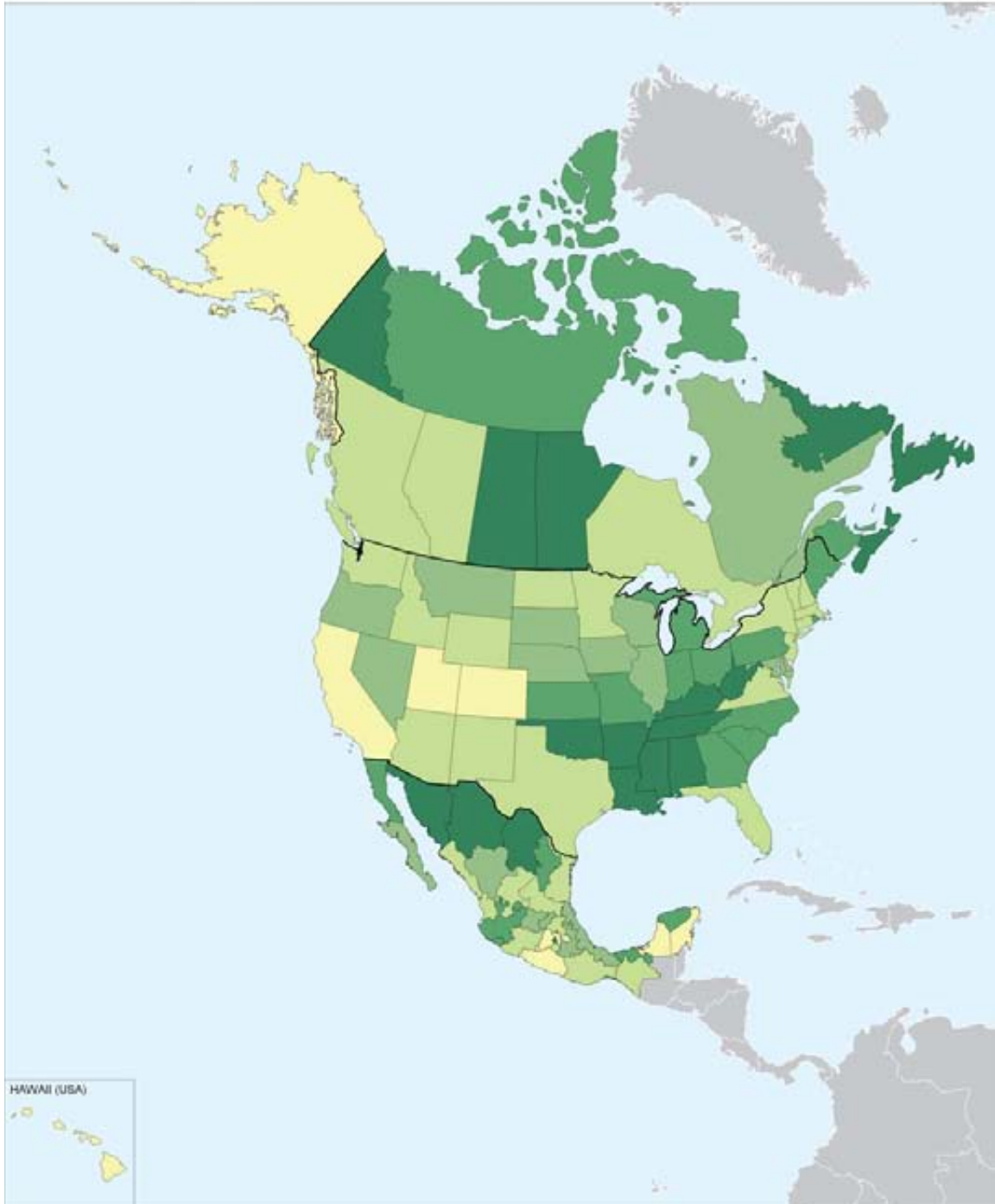
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552833162506>


25. ÉTAT DE SANTÉ : TAUX DE MORTALITÉ AJUSTÉ SELON L'ÂGE

25.5 Taux de mortalité ajustés selon l'âge : Amérique du Nord

En pourcentage de la moyenne nationale, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 130%
- Entre 110% et 130%
- Entre 103% et 110%
- Entre 98% et 103%
- Entre 90% et 98%
- Inférieure à 90%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552833162506>

Des services médicaux sûrs et de qualité nécessitent, entre autres choses, un nombre adéquat de médecins en activité. Ce nombre varie beaucoup d'un pays à l'autre à l'intérieur de la zone OCDE. En 2005, la densité de médecins allait de 1.5 pour 1 000 habitants en Turquie, soit la moitié de la moyenne de l'OCDE, à 5 pour 1 000 habitants en Grèce (graphique 26.1).

La variation du nombre de médecins selon les pays reflète des différences non seulement dans les taux de morbidité et de mortalité, mais aussi dans la conception et la gestion territoriale du système de santé.

Au sein d'un pays, les disparités du nombre de médecins entre les régions donnent une indication de l'accessibilité des services de santé. En 2005, ce sont les États-Unis et la République tchèque qui présentaient les plus fortes disparités régionales en matière de densité médicale. Dans ces pays, l'ampleur de la variation est due à une seule région qui affiche une densité de médecins très élevée par rapport aux autres. Aux États-Unis, c'est la région de District of Columbia, avec une densité trois fois supérieure à la moyenne nationale et en République tchèque la région de Prague est la mieux dotée en médecins avec une densité atteignant le double de la moyenne nationale. En Nouvelle-Zélande, au Japon et en Pologne, le nombre de médecins est plus uniformément réparti entre les régions (graphique 26.3).

Comme on pouvait s'y attendre, la densité de médecins est plus élevée dans les régions où la population urbaine est majoritaire. Dans 19 pays sur 21, elle est positivement corrélée à la part de la population qui vit en zone urbaine. Cette corrélation est particulièrement forte en Grèce, en République slovaque, en Allemagne et en Suède (graphique 26.3).

Définition

Nombre de médecins en activité, généralistes et spécialistes, recensés dans une région au cours de l'année, qu'ils exercent dans le secteur public ou privé.

La *corrélation de Spearman* mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence le nombre de médecins par habitant et la part de la population selon le type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire, essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale une absence de relation (voir la formule à l'annexe C).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

OCDE, base de données des statistiques de la santé, <http://dotstat/wbos/>, Médecins en activité.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Japon et Pays-Bas : 2004; Portugal et Turquie : 2003; Islande et Suisse : 2002; Royaume-Uni : 2000.

Pas de données régionales pour le Danemark, l'Irlande et la Corée.

Notes des graphiques

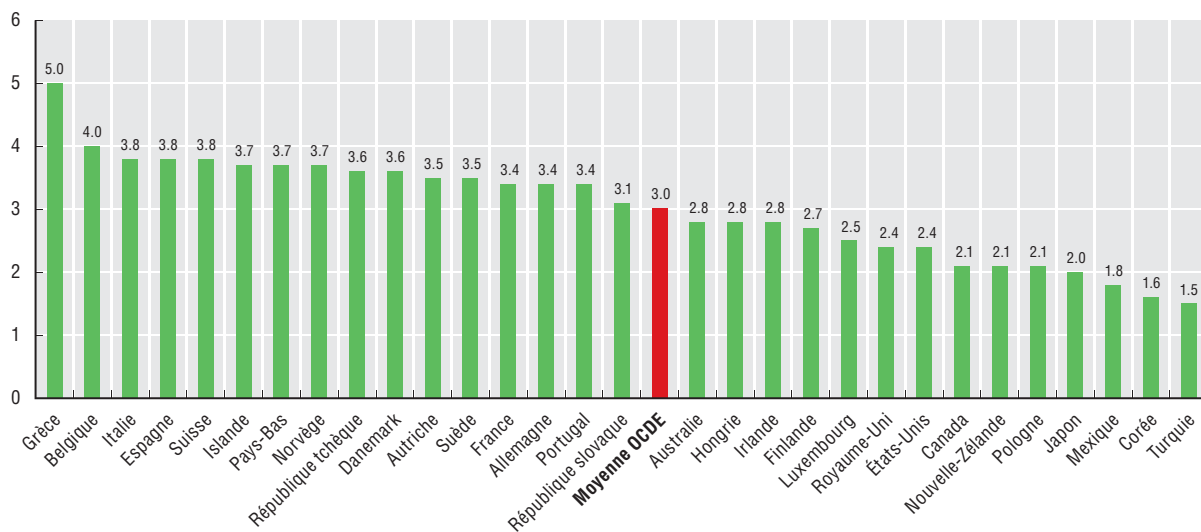
Graphique 26.1 : *Source* : OCDE, Statistiques de la santé. Danemark, Japon et République slovaque, 2004.

Graphique 26.3 : La corrélation entre densité de médecins et population est calculée pour chaque type de région (EU, IN et ER) à l'intérieur de chaque pays.

26. RESSOURCES SANITAIRES : NOMBRE DE MÉDECINS

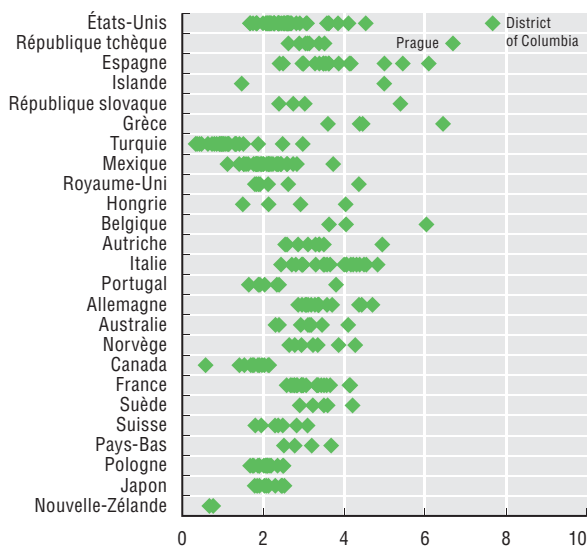
26.1 Nombre de médecins en activité pour 1 000 habitants, 2005

Il y a deux fois plus de médecins en activité en Grèce qu'au Luxembourg et près de trois fois plus qu'en Turquie.



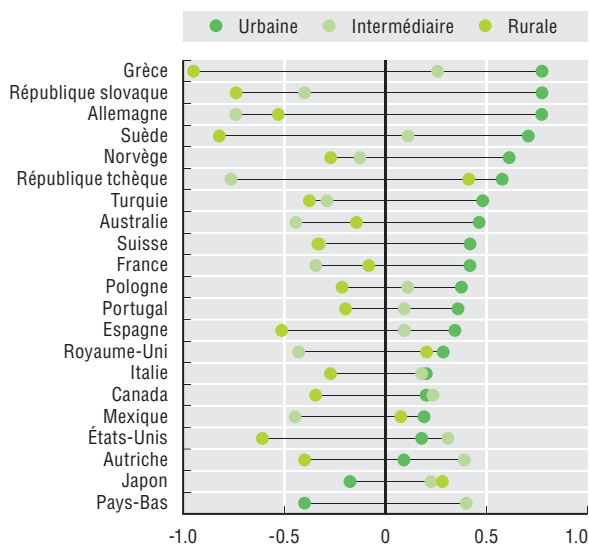
26.2 Fourchette de variation du nombre de médecins pour 1 000 habitants entre régions de niveau TL2, 2005

C'est aux États-Unis et en République tchèque que le nombre de médecins varie le plus entre les régions.



26.3 Corrélation de Spearman entre la densité de médecins des régions de niveau TL2 et la part de la population selon le type de région, 2005

La densité de médecins est plus élevée dans les régions urbaines que dans les régions rurales.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551838215335>

27. SÉCURITÉ : CRIMES ET DÉLITS DÉCLARÉS CONTRE LES BIENS

La sécurité est un élément important de l'attractivité des régions. En matière de délinquance et de criminalité, les statistiques dépendent cependant de la façon dont la législation nationale définit ces notions et des critères retenus pour enregistrer les faits. L'absence de normes internationales pour les statistiques de la criminalité rend les comparaisons difficiles. De plus, la propension de la population à déposer plainte varie beaucoup elle aussi, non seulement entre les pays, mais aussi entre les régions d'un même pays.

Le graphique 27.1 illustre les variations autour de la moyenne nationale du nombre de crimes et délits contre les biens. L'Espagne, le Mexique et la République tchèque affichent les variations régionales les plus marquées et la Nouvelle-Zélande, le Danemark et les Pays-Bas les plus faibles disparités. L'ample variation observée en Espagne est principalement due à deux régions (Ceuta et Melilla) dont le taux de criminalité atteint quatre fois la moyenne nationale. Au Mexique, l'État de Baja California Norte, et en République tchèque, la région de Prague, ont un taux de criminalité trois fois supérieur à la moyenne nationale.

La corrélation entre le taux de crimes et délits contre les biens et la part de la population urbaine est positive dans tous les pays considérés, sauf les États-Unis et le Mexique (graphique 27.2). Elle est en revanche sensiblement négative pour les régions rurales, à l'exception des États-Unis, du Mexique et du Canada.

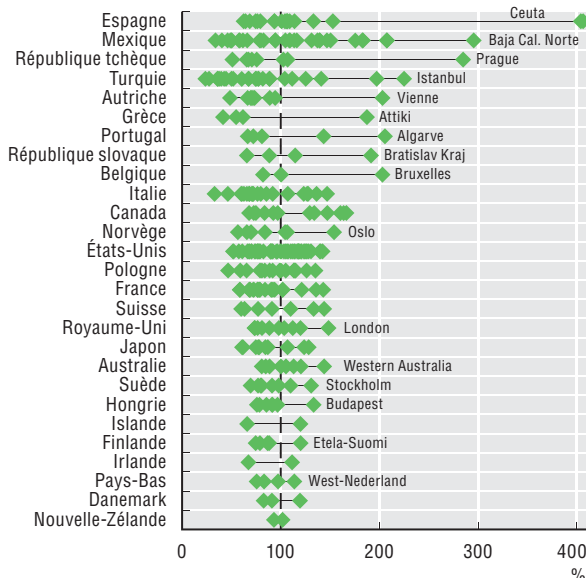
Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

27.1 Fourchette de variation du nombre de crimes et délits contre les biens pour 100 habitants entre régions de niveau TL2, 2005

C'est en Espagne que la criminalité contre les biens varie le plus entre les régions, et en Nouvelle-Zélande qu'elle varie le moins.



Définition

Le taux de crimes et délits contre les biens est le nombre de crimes et délits constatés pour 100 habitants. Les crimes et délits déclarés contre les biens sont les crimes et délits constatés par les services de police. Ils comprennent les faux, incendies volontaires, cambriolages, vols, escroqueries, dégradations et autres dommages volontaires.

La corrélation de Spearman mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence la criminalité contre les biens et la part de la population selon le type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire, essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale une absence de relation (voir la formule à l'annexe C).

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Pas de données régionales pour l'Allemagne et la Corée.

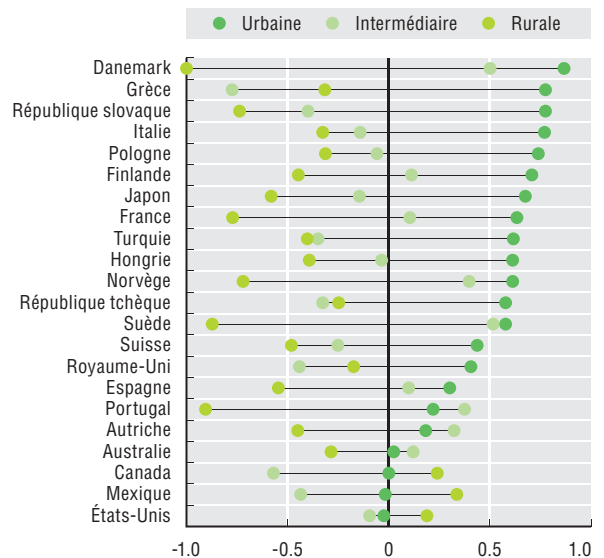
Notes des graphiques

Graphique 27.1 : Pourcentage de la moyenne nationale (moyenne nationale = 100).

Graphique 27.2 : Irlande, Espagne et Royaume-Uni : 2004; Italie : 2006. La corrélation entre criminalité régionale contre les biens et population est calculée pour chaque type de région (EU, IN, ER) à l'intérieur de chaque pays.

27.2 Corrélation de Spearman entre la criminalité contre les biens des régions de niveau TL2 et la part de la population selon le type de région, 2005

Il existe une corrélation positive entre criminalité contre les biens et population urbaine, sauf aux États-Unis et au Mexique.



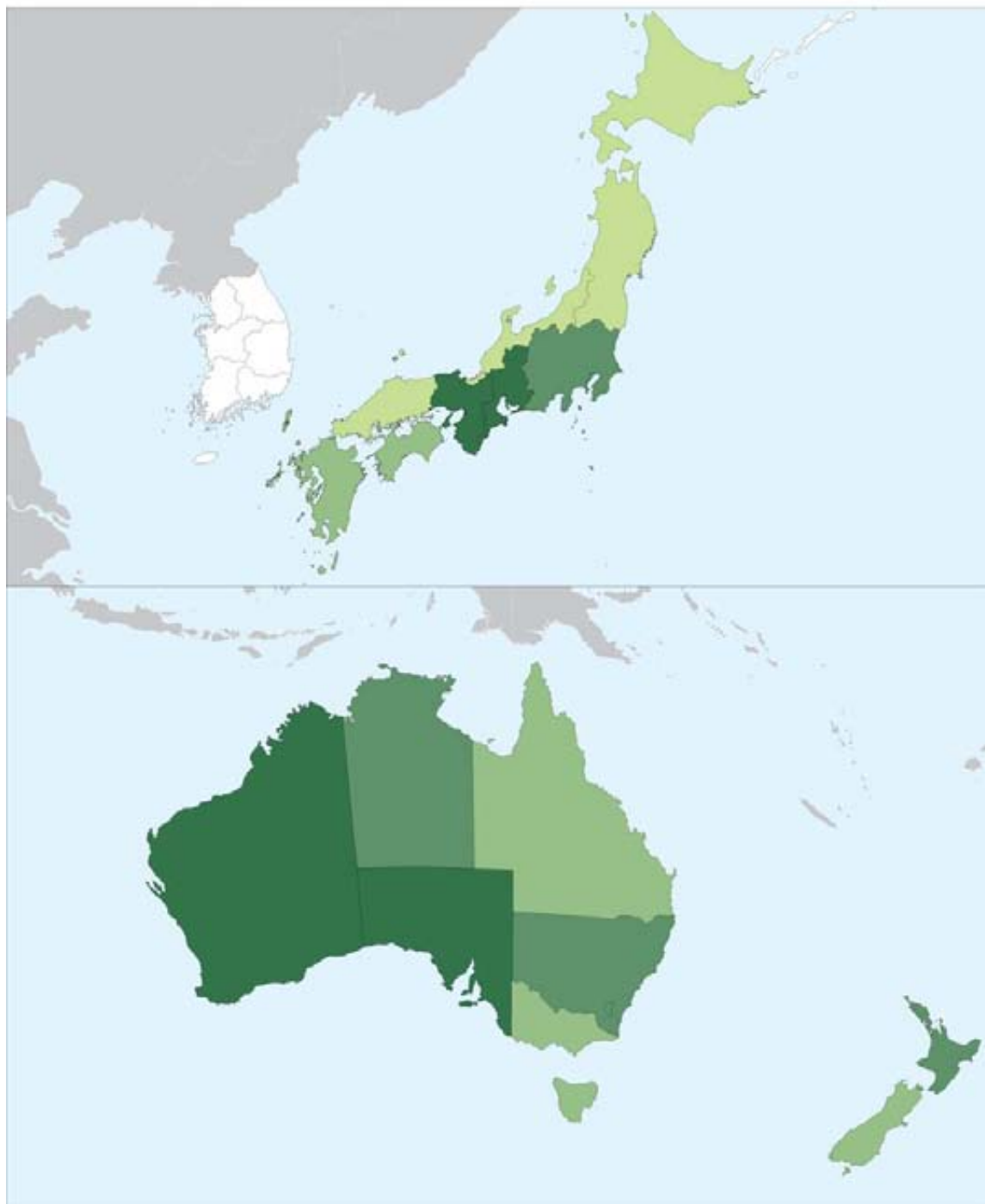
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552025313124>


27. SÉCURITÉ : CRIMES ET DÉLITS DÉCLARÉS CONTRE LES BIENS

27.3 Taux de crimes et délits contre les biens : Asie et Océanie

En pourcentage de la moyenne nationale, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 150%
- Entre 120% et 150%
- Entre 100% et 120%
- Entre 80% et 100%
- Entre 60% et 80%
- Inférieure à 60%
- Données non disponibles

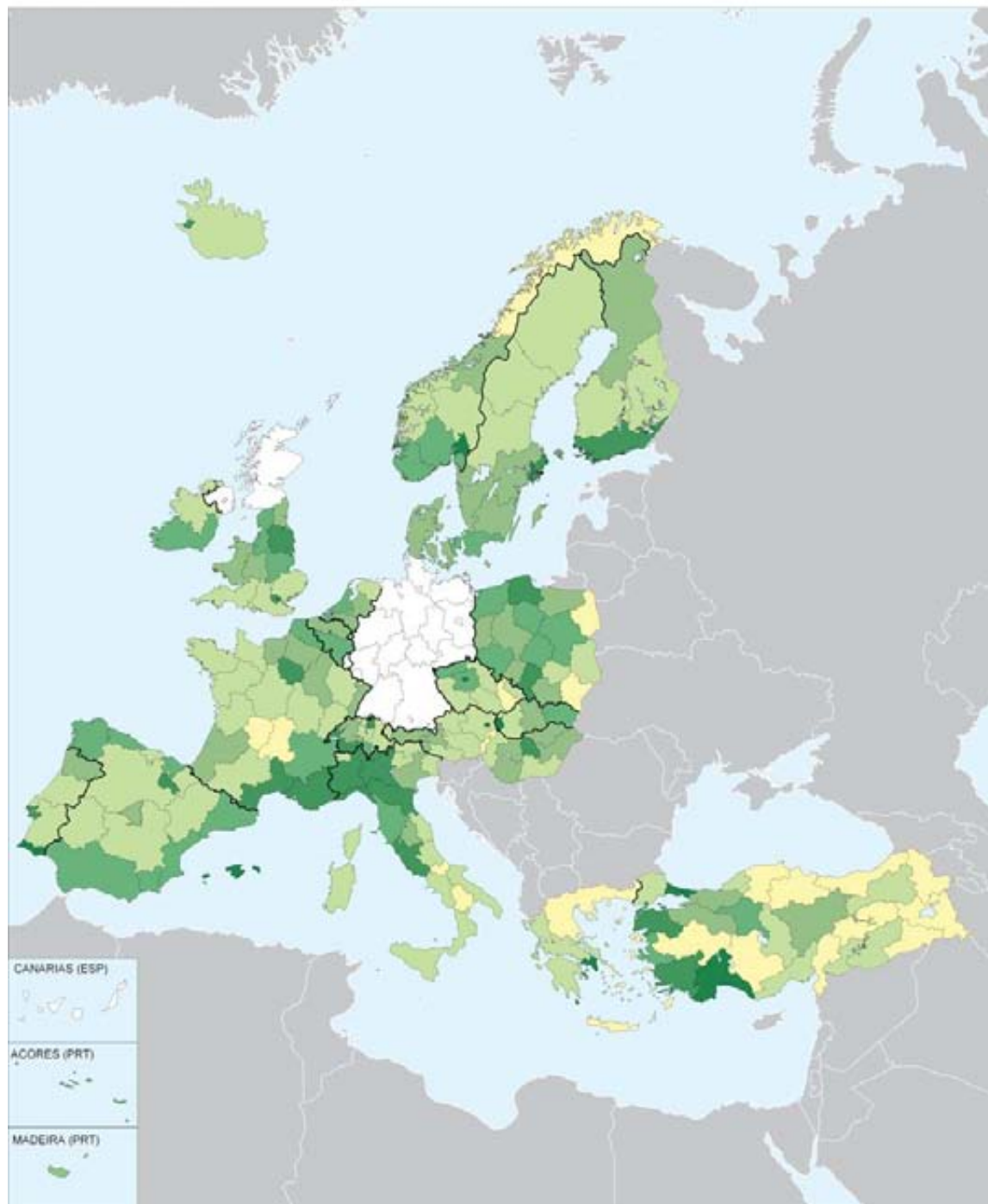


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552860557750>

27.4 Taux de crimes et délits contre les biens : Europe

En pourcentage de la moyenne nationale, régions de niveau TL2, 2005

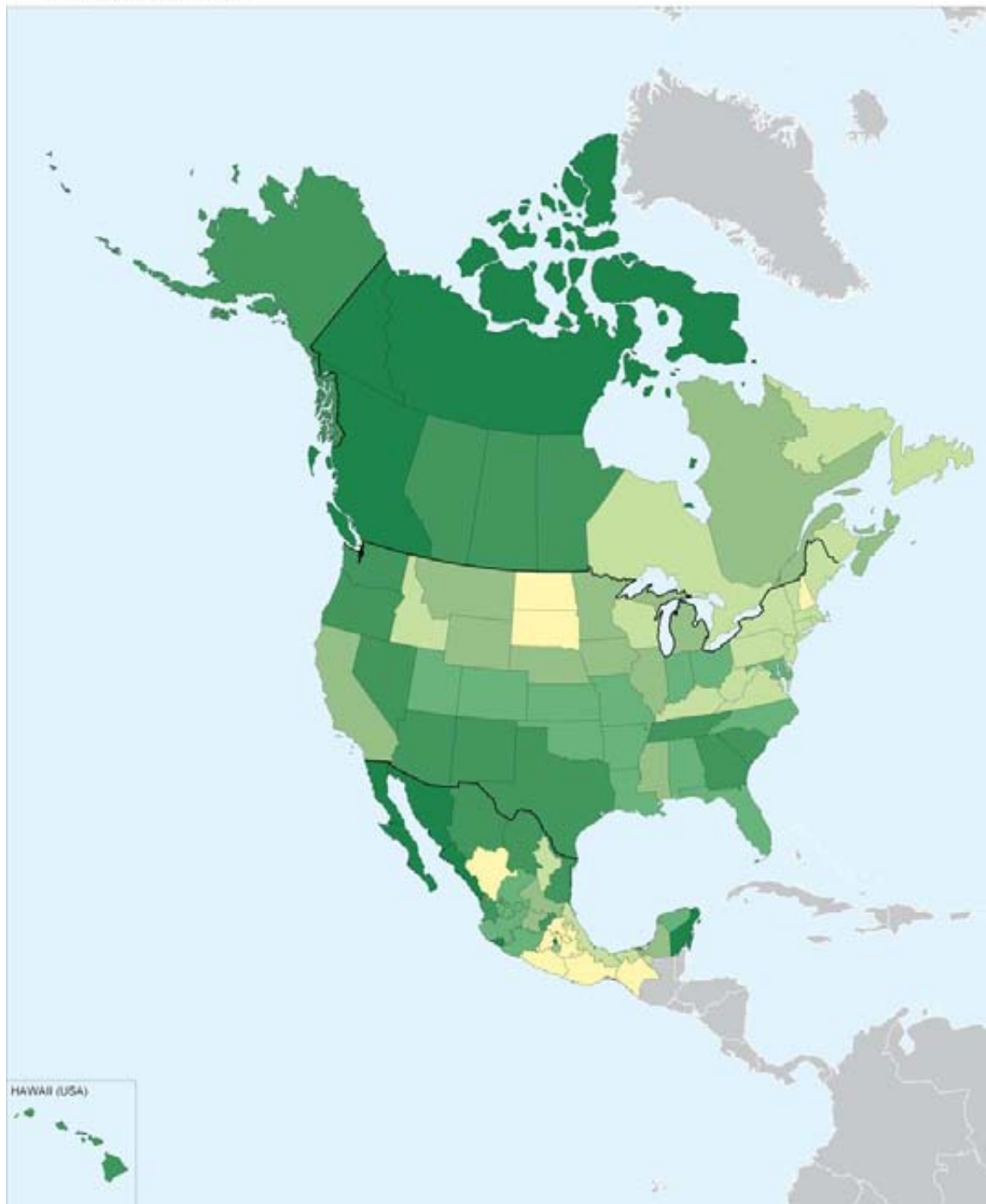
- Supérieure à 150%
- Entre 120% et 150%
- Entre 100% et 120%
- Entre 80% et 100%
- Entre 60% et 80%
- Inférieure à 60%
- Données non disponibles




27.5 Taux de crimes et délits contre les biens : Amérique du Nord

En pourcentage de la moyenne nationale, régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 150%
- Entre 120% et 150%
- Entre 100% et 120%
- Entre 80% et 100%
- Entre 60% et 80%
- Inférieure à 60%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552860557750>

28. SÉCURITÉ : MEURTRES DÉCLARÉS

Le nombre d'homicides volontaires par habitant est un indicateur du degré de sécurité d'une région. Contrairement à d'autres indicateurs de la sécurité comme le nombre de délits déclarés contre les biens, le nombre de meurtres déclarés n'est pas fonction de la propension du public à porter plainte. Il se prête donc mieux aux comparaisons internationales.

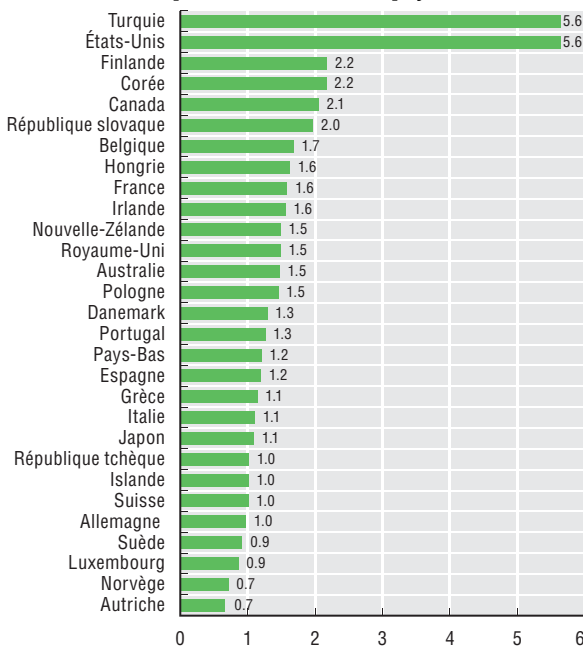
La Turquie et les États-Unis étaient les pays qui avaient le taux de meurtres le plus élevé en 2005 (5.6 meurtres pour 100 000 habitants dans les deux cas) (graphique 28.1). À l'opposé, l'Autriche et la Norvège avaient les taux de meurtres les plus bas (moins de 0.7 meurtre pour 100 000 habitants).

En France, en Australie, aux États-Unis et en Italie, les taux d'homicides volontaires accusent la plus forte variation régionale autour de la moyenne nationale (graphique 28.2). Dans tous ces pays, cela est dû à une seule région qui affiche un taux de meurtres très élevé : la Corse (France), avec un taux plus de six fois supérieur à la moyenne nationale, Northern Territory (Australie) et Washington D.C. (États-Unis) (environ 4 fois la moyenne nationale), et la Calabria (Italie). L'Espagne, la Suède, la Norvège, la Finlande et le Japon possèdent eux aussi une région à part où le taux de meurtres est supérieur à la moyenne nationale.

La Nouvelle-Zélande, le Portugal et l'Irlande enregistrent de faibles variations régionales du nombre de meurtres par habitant. Enfin, plusieurs pays comptaient au moins une région sans homicide volontaire en 2005 : l'Italie (Valle d'Aosta), l'Espagne (Melilla), Canada (l'île du Prince-Édouard) et les territoires du Nord-Ouest), et la Finlande (Åland).

28.1 Nombre de meurtres pour 100 000 habitants, 2005

En 2005, la Turquie et les États-Unis avaient le taux de meurtres le plus élevé de tous les pays de l'OCDE.



Définition

Le meurtre est l'action de donner la mort illégalement et intentionnellement, encore appelée homicide volontaire. Le taux de meurtres est le nombre de meurtres pour 100 000 habitants. Les meurtres sont les meurtres signalés à la police.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Données nationales : ONU, Neuvième enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et Eurostat.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Royaume-Uni : 2004.

Pas de données régionales disponibles pour la Belgique, l'Allemagne, la Corée et l'Islande.

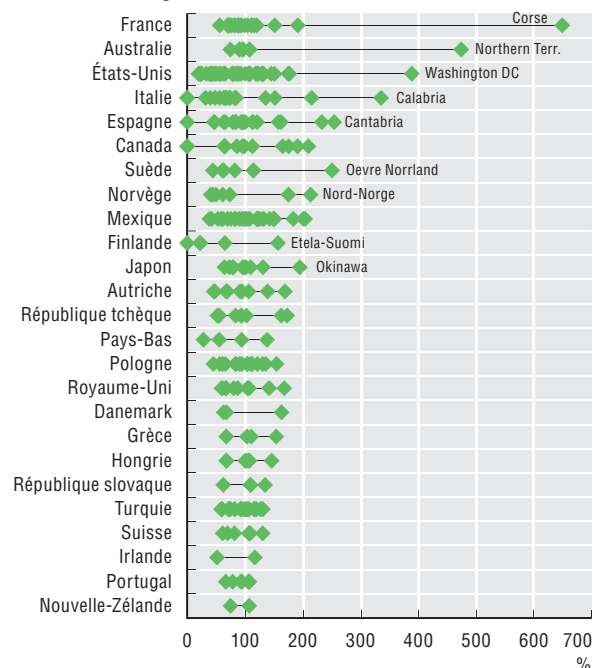
Notes des graphiques

Graphique 28.1 : France et Corée : 2004.

Graphique 28.2 : Royaume-Uni : 2004. Pourcentage de la moyenne nationale (moyenne nationale = 100).

28.2 Fourchette de variation des taux de meurtres pour 100 000 habitants entre régions de niveau TL2, 2005

La France et l'Australie affichent les plus fortes variations régionales du taux de meurtre.

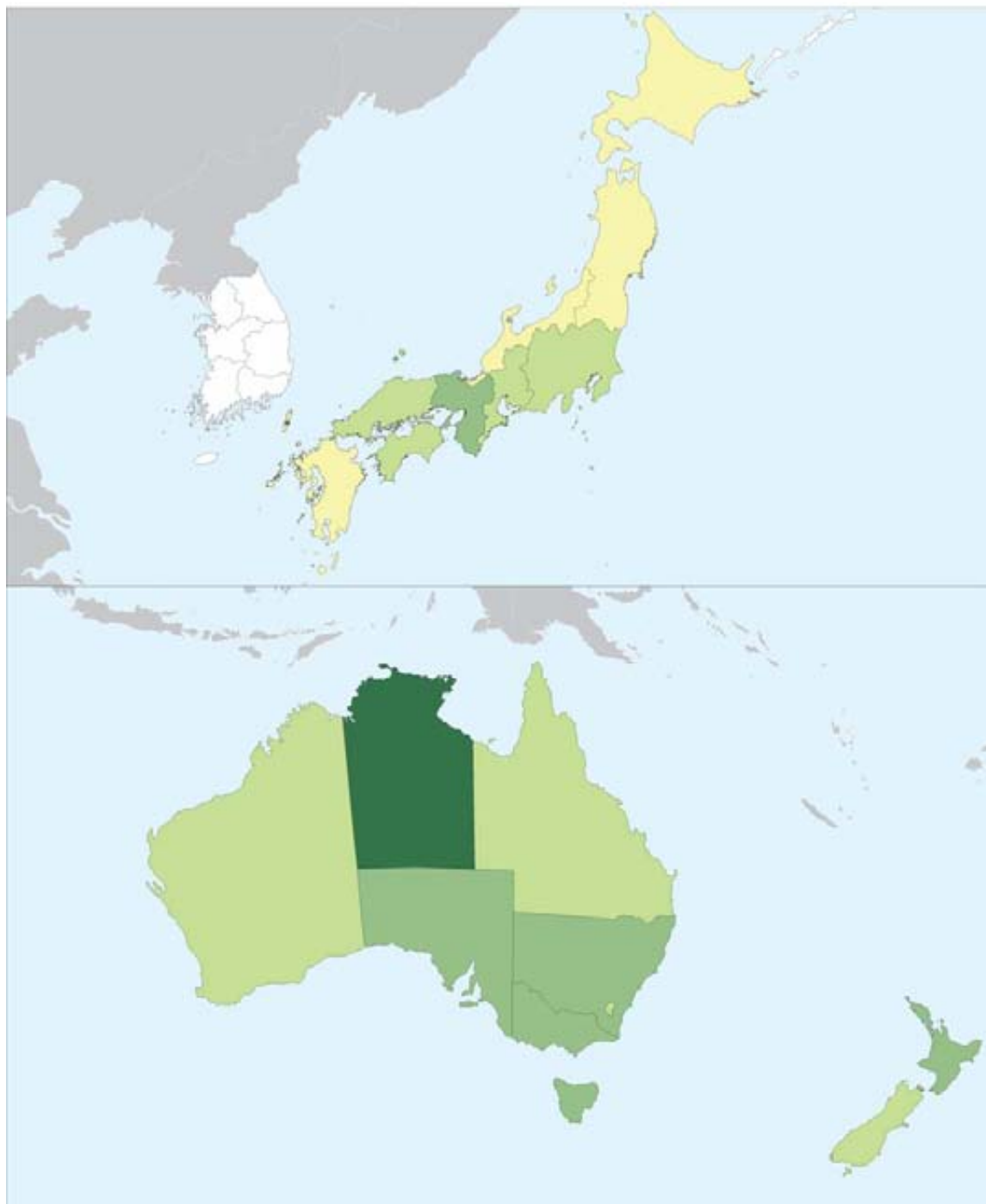



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552075418617>

28.3 Nombre de meurtres pour 100 000 habitants : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 6.5
- Entre 3.05 et 6.5
- Entre 1.7 et 3.05
- Entre 1.25 et 1.7
- Entre 0.9 et 1.25
- Inférieure à 0.9
- Données non disponibles



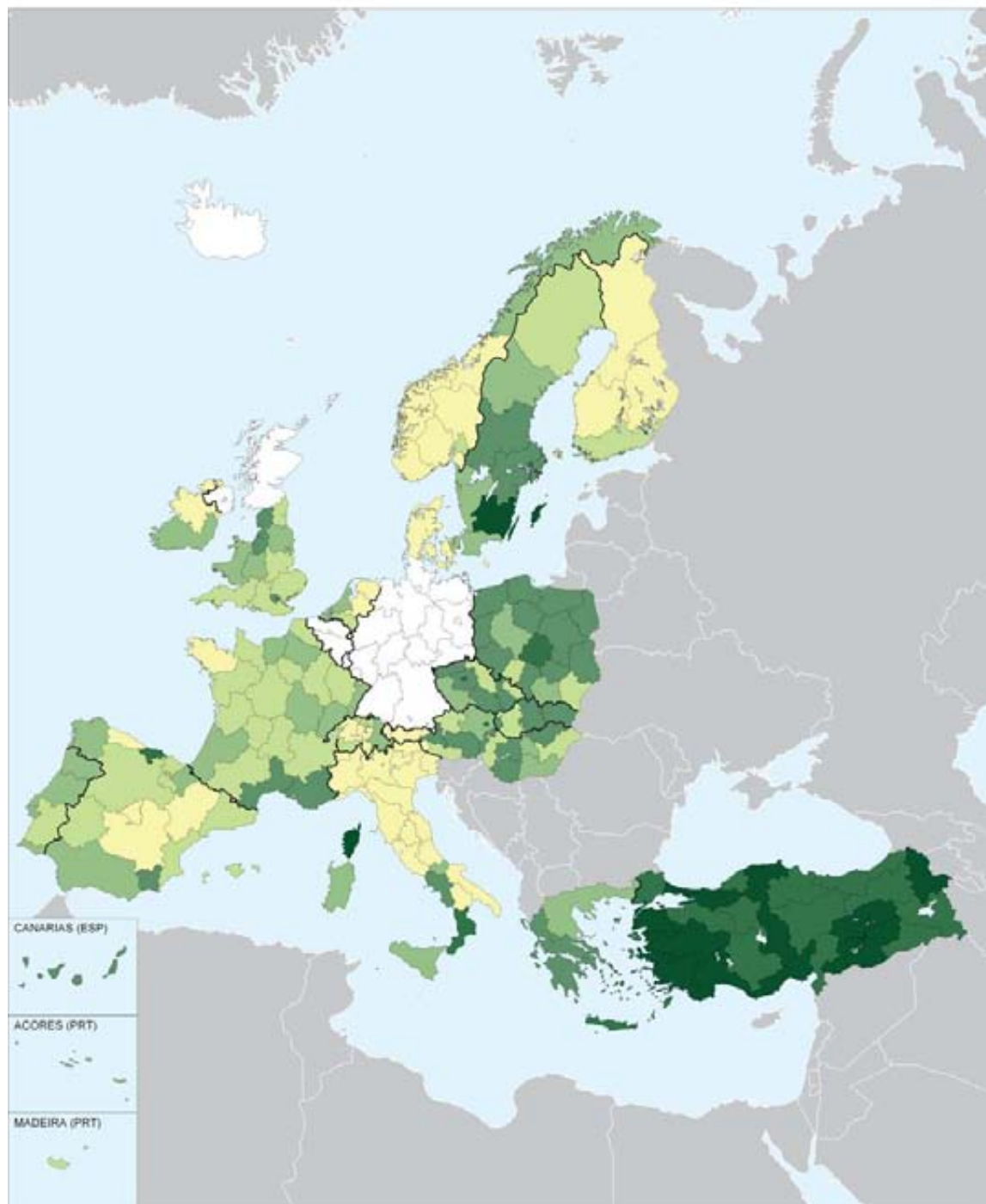
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552868630501>


28. SÉCURITÉ : MEURTRES DÉCLARÉS

28.4 Nombre de meurtres pour 100 000 habitants : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 6.5
- Entre 3.05 et 6.5
- Entre 1.7 et 3.05
- Entre 1.25 et 1.7
- Entre 0.9 et 1.25
- Inférieure à 0.9
- Données non disponibles

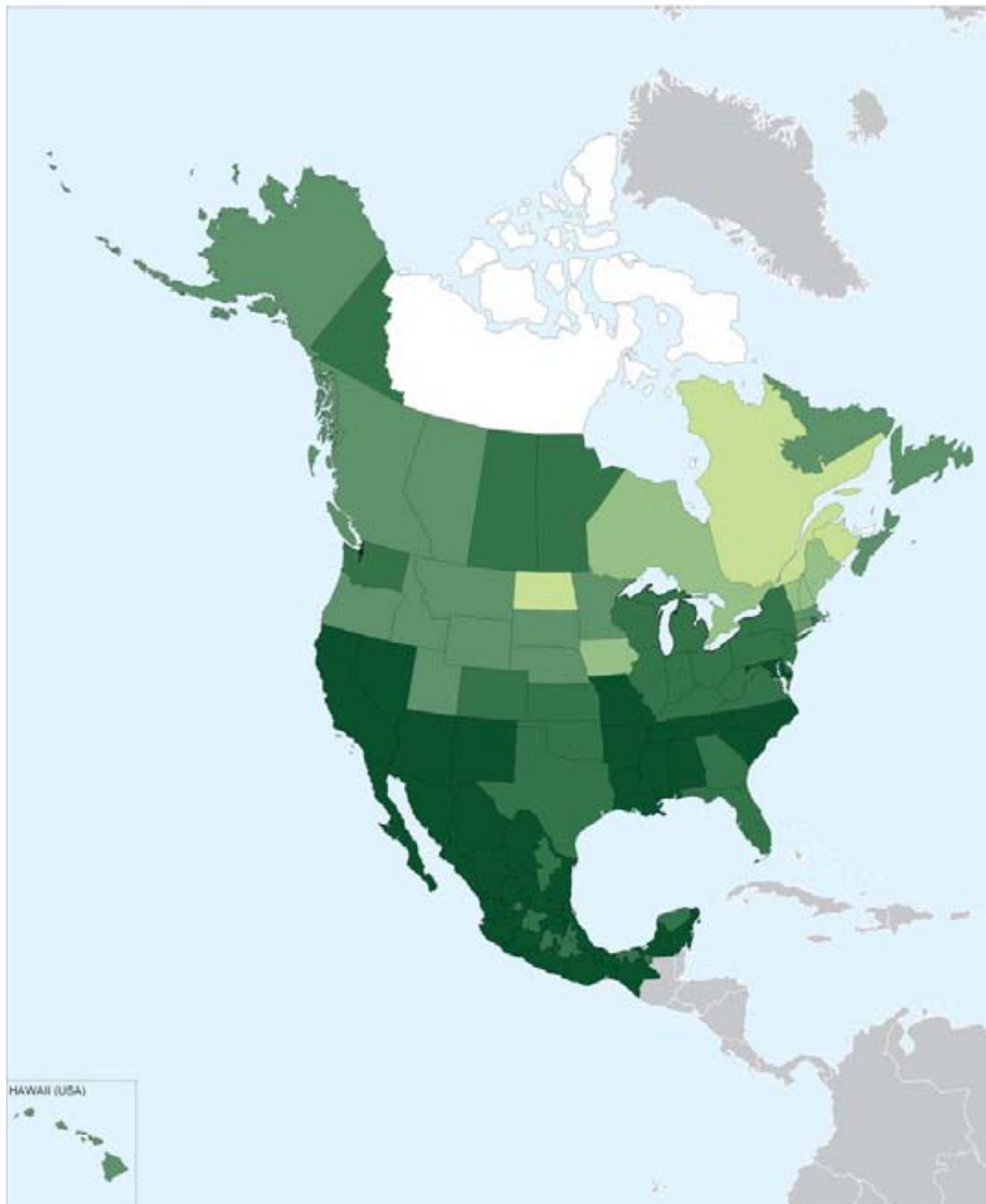



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552868630501>

28.5 Nombre de meurtres pour 100 000 habitants : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 6.5
- Entre 3.05 et 6.5
- Entre 1.7 et 3.05
- Entre 1.25 et 1.7
- Entre 0.9 et 1.25
- Inférieure à 0.9
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552868630501>

29. ENVIRONNEMENT : DÉCHETS MUNICIPAUX

La gestion des déchets est une activité qui peut avoir des conséquences pour la santé humaine et les écosystèmes. En outre, la capacité des installations d'élimination des déchets actuellement en service, l'implantation de nouvelles usines de traitement et leur acceptation par la société restent des problèmes d'actualité. L'impact social, économique et environnemental de la production de déchets a aussi une dimension régionale car c'est généralement aux collectivités locales qu'il appartient d'assurer l'élimination des déchets. De nombreux pays de l'OCDE ont pris des mesures pour renforcer la réduction et le recyclage des déchets, la gestion des produits sur l'ensemble de leur cycle de vie et la responsabilité des producteurs.

Le volume de déchets municipaux donne une idée approximative de la pression sur l'environnement et du coût économique que peuvent entraîner la gestion et le traitement des déchets. D'après certaines études, l'élimination des déchets municipaux peut représenter plus d'un tiers des efforts financiers du secteur public pour lutter contre la pollution.

En 2005, la production de déchets municipaux des pays de l'OCDE était comprise entre 760 kg par habitant en Norvège et 250 en Pologne (graphique 29.1). La différence dépend du niveau et des habitudes de consommation, du taux d'urbanisation, du mode de vie et aussi, bien sûr, des pratiques nationales en matière de gestion des déchets. Entre 1995 et 2005, le volume de déchets municipaux produits dans les pays de l'OCDE a augmenté en moyenne de 40 kg par habitant. L'Irlande est le pays qui a connu la plus forte augmentation (230 kg par habitant), suivie du Danemark (170) et de l'Espagne et la Grèce (140). Ces données doivent toutefois être interprétées avec prudence étant donné les différences de méthodologie qui existent dans la collecte des informations.

Les données montrent à l'inverse que la production de déchets municipaux a diminué en Pologne, en République slovaque, en République tchèque et en Corée. Là encore, les résultats sont à interpréter avec prudence car tous les pays n'utilisent pas nécessairement les mêmes nomenclatures ni les mêmes méthodes de collecte des données. Ils n'en donnent pas moins une indication du niveau et de l'évolution tendancielle de la production de déchets municipaux dans les pays concernés.

À l'échelle régionale, le volume de déchets municipaux par habitant varie beaucoup d'un pays à l'autre aussi bien qu'au sein d'un même pays. En 2005, c'est le Mexique qui présentait les plus fortes variations régionales, le District Fédéral produisant deux fois plus de déchets municipaux par habitant que la moyenne nationale, tandis que Oaxaca en produisait 50 % de moins. Les disparités régionales sont également importantes au Portugal et en Turquie. L'Irlande, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les pays où la répartition régionale des déchets municipaux par habitant est la plus équilibrée (graphique 29.2).

On observe une corrélation positive entre la production de déchets municipaux par habitant et la part de la population qui vit en zone urbaine dans 12 pays sur les 20 examinés. En Espagne et en Autriche, cette corrélation est plus marquée dans les régions intermédiaires que dans les régions urbaines (graphique 29.3).

Définition

Les déchets municipaux correspondent à la quantité totale de déchets collectés par les communes ou pour leur compte. Il s'agit de déchets ménagers et assimilés (issus des activités commerciales et artisanales, administrations, petites entreprises et jardins); ne sont pas compris les déblais et gravats, les eaux usées et les boues d'épuration.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Voir l'annexe pour une description des sources de données.

Données nationales : OCDE, Données OCDE sur l'environnement : compendium 2007.

La somme des données régionales recueillies sur les déchets ne correspond pas toujours aux données nationales de l'OCDE.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Dernière année connue pour l'Australie 2003 et le Canada : 2002; pour la France, le Japon, la Turquie et le Royaume-Uni : 2004; l'Allemagne 2007.

Pas de données régionales pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis.

Informations complémentaires

OCDE (2008), Indicateurs clés de l'environnement.

Notes des graphiques

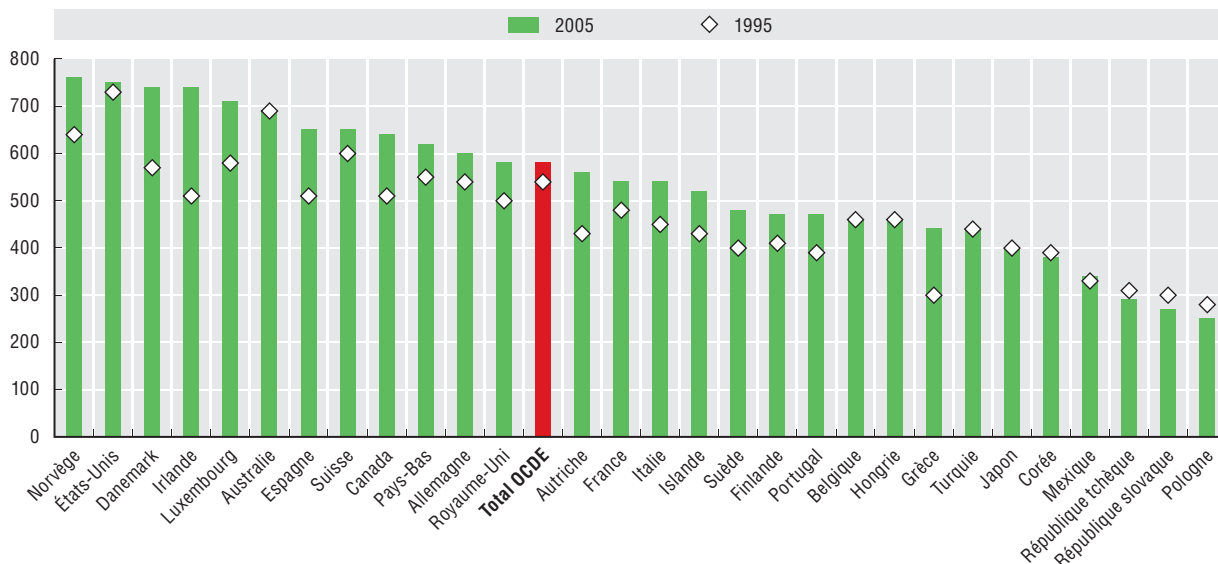
Graphique 29.1 : Source : Présentation *ad hoc* à partir des Données OCDE sur l'environnement : compendium 2007. Pour l'Australie, années 1980 et 1990; pour le Canada, années 1990 et 2000.

Graphique 29.2 : En pourcentage de la moyenne nationale.

Graphique 29.3 : La corrélation entre volume de déchets municipaux par habitant et population est calculée pour chaque type de région (EU, IN, ER) à l'intérieur de chaque pays.

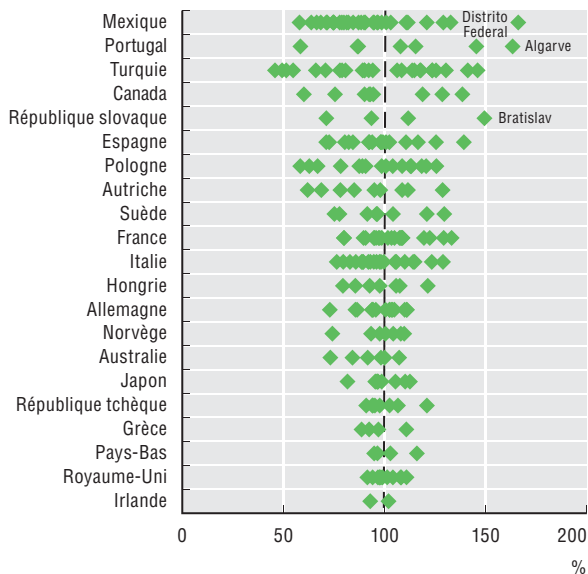
29.1 Déchets municipaux (en kg par habitant), 2005 et 1995

Les pays de l'OCDE ont produit près de 600 kg de déchets municipaux par personne, en moyenne, en 2005.



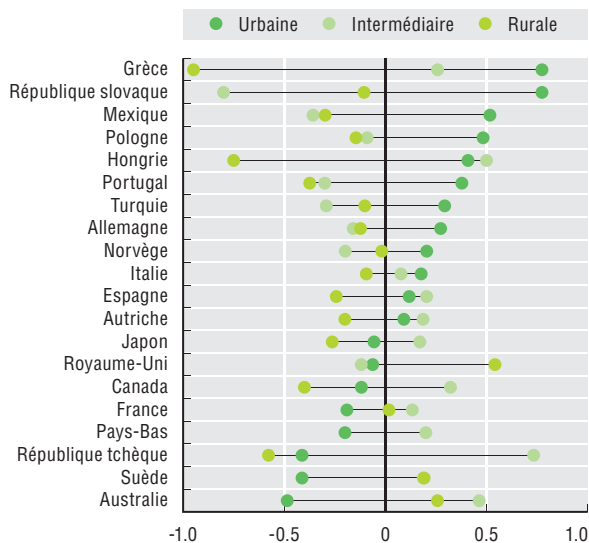
29.2 Fourchette de variation du volume de déchets municipaux par habitant entre régions de niveau TL2, 2005

Le volume de déchets municipaux par habitant varie beaucoup d'une région à l'autre en Allemagne, au Mexique et au Portugal.



29.3 Corrélation de Spearman entre le volume de déchets municipaux par habitant dans les régions de niveau TL2 et la part de la population selon le type de région

Dans 12 pays sur 20, on observe une corrélation positive entre production de déchets municipaux par habitant et population urbaine.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552086527063>

30. ENVIRONNEMENT : VÉHICULES PARTICULIERS PAR HABITANT

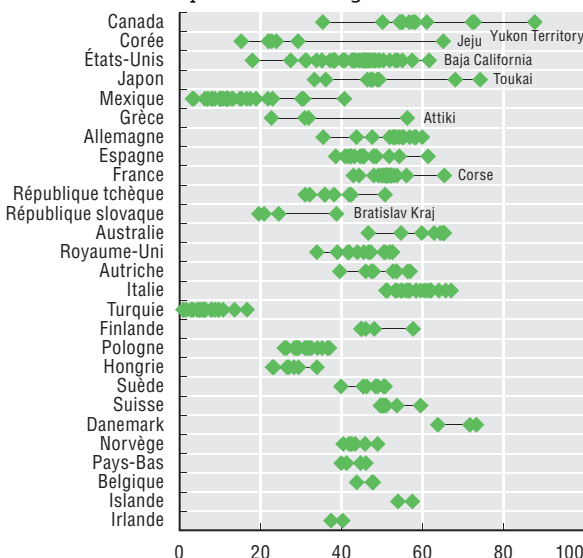
Les transports font peser une double pression sur l'environnement parce qu'ils constituent une source de pollution atmosphérique et consomment des ressources naturelles comme la terre et l'énergie. Dans de nombreuses zones urbaines, les véhicules à moteur sont le plus gros contributeur à l'ozone troposphérique, composante majeure des nuages de pollution. Le nombre de véhicules particuliers par habitant est un indicateur couramment utilisé pour définir des objectifs d'intégration des critères environnementaux dans les politiques de transport.

Le nombre de véhicules particuliers par habitant varie beaucoup d'un pays de l'OCDE à l'autre, allant de 8 véhicules pour 100 habitants en Turquie à 70 au Danemark (le classement des pays ne change pas lorsque l'on tient compte du poids relatif de la population n'ayant pas l'âge de conduire). Il est également très variable selon les régions à l'intérieur d'un même pays. Les plus fortes variations régionales s'observent au Canada (entre 36 et 88 voitures pour 100 habitants), en Corée (de 16 à 66), aux États-Unis (de 18 à 62) et au Japon (de 34 à 75). Dans ces pays, à l'exception des États-Unis, l'ampleur des différences est due à une seule région affichant un nombre très élevé de véhicules par habitant. C'est le cas du Yukon (Canada), de la région de Jeju (Corée) et de Toukai (Japon). La France, la Grèce, le Mexique et la République slovaque possèdent eux aussi une région où le nombre de voitures par habitant est beaucoup plus élevé que dans le reste du pays. L'Irlande, l'Islande, la Belgique et les Pays-Bas ne présentent quasiment pas de variations entre les régions (graphique 30.1).

La corrélation entre le nombre de véhicules particuliers par habitant et la part de la population selon le type de région (EU, IN, ER) ne révèle pas de tendance claire dans les pays de l'OCDE (graphique 30.2). La corrélation est positive pour les régions urbaines dans 13 pays sur les 25 considérés et elle est négative pour les régions rurales également dans 13 pays.

30.1 Fourchette de variation du nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants entre régions de niveau TL2, 2005

C'est au Canada et en Corée que le nombre de véhicules varie le plus selon les régions.



Définition

Les véhicules particuliers sont les véhicules motorisés autres que les deux-roues destinés à transporter au maximum neuf passagers, y compris le conducteur.

La corrélation de Spearman mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence le nombre de véhicules particuliers par habitant et la part de la population selon le type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire, essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale l'absence de relation (voir la formule à l'annexe C).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2005; TL2

Dernière année connue pour le Danemark et l'Islande : 2003.

Pas de données régionales pour la Nouvelle-Zélande et le Portugal.

Informations complémentaires

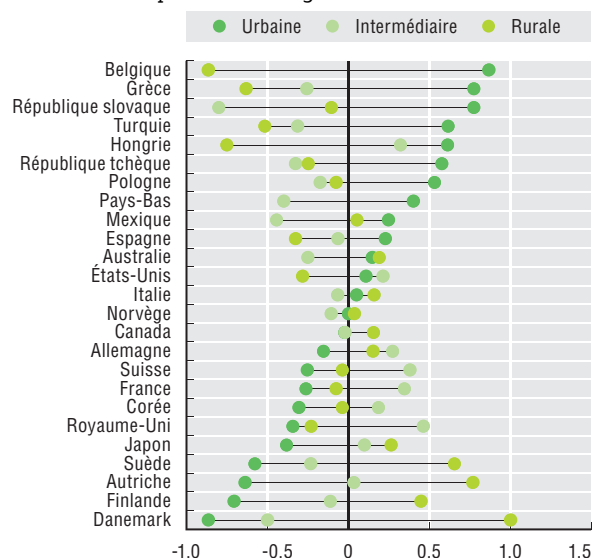
OCDE (2008), Indicateurs clés de l'environnement.

Notes des graphiques

Graphique 30.2 : La corrélation entre volume de déchets municipaux par habitant et population est calculée pour chaque type de région (EU, IN, ER) à l'intérieur de chaque pays.

30.2 Corrélation de Spearman entre le nombre de véhicules particuliers par habitant dans les régions de niveau TL2 et la part de la population selon le type de région, 2005

Le nombre de véhicules particuliers par habitant n'est pas toujours plus élevé dans les régions urbaines que dans les régions rurales.

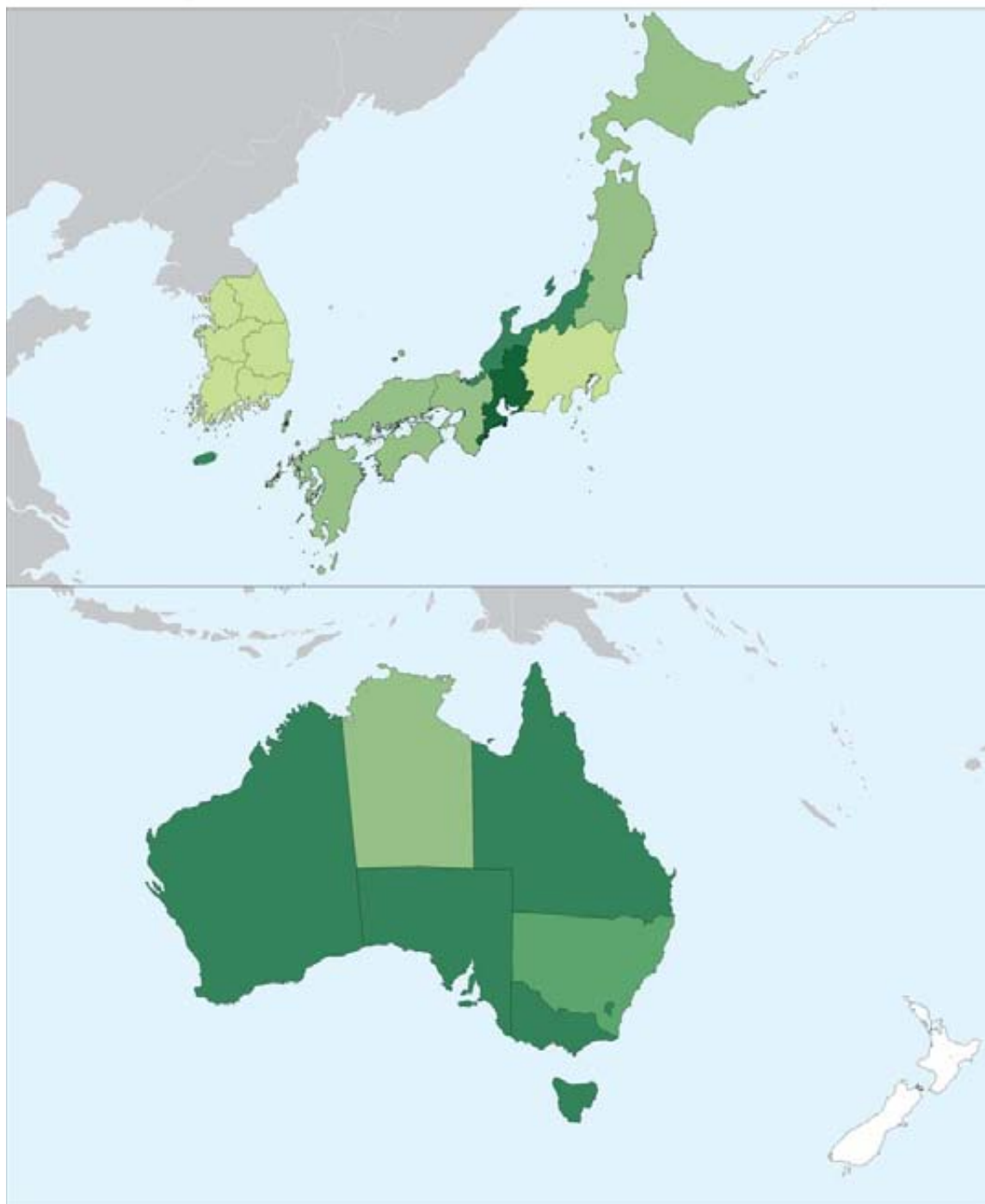


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552115877652>

30.3 Nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 70
- Entre 60 et 70
- Entre 50 et 60
- Entre 35 et 50
- Entre 10 et 35
- Inférieure à 10
- Données non disponibles



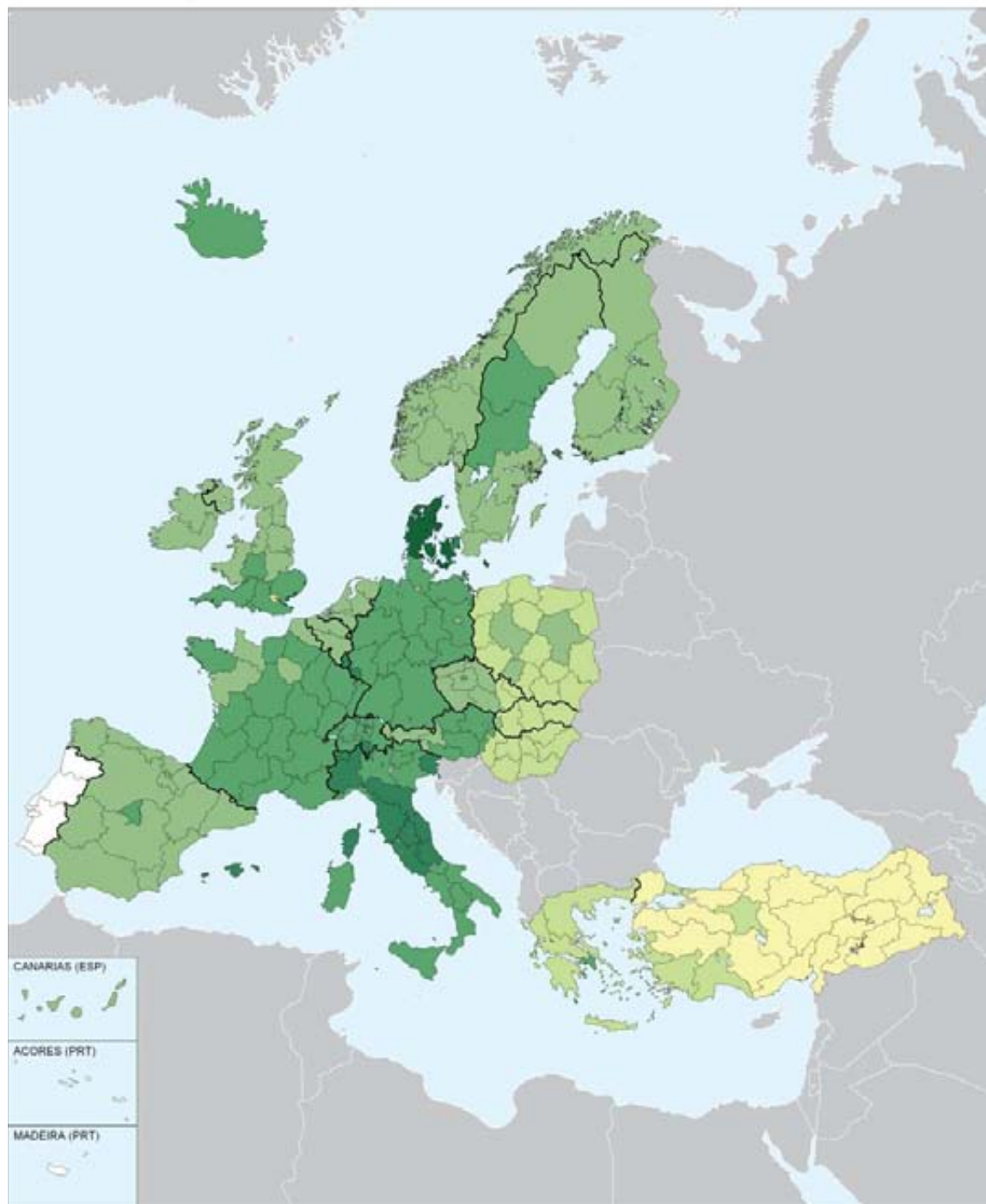
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552878501267>


30. ENVIRONNEMENT : VÉHICULES PARTICULIERS PAR HABITANT

30.4 Nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants : Europe

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 70
- Entre 60 et 70
- Entre 50 et 60
- Entre 35 et 50
- Entre 10 et 35
- Inférieure à 10
- Données non disponibles



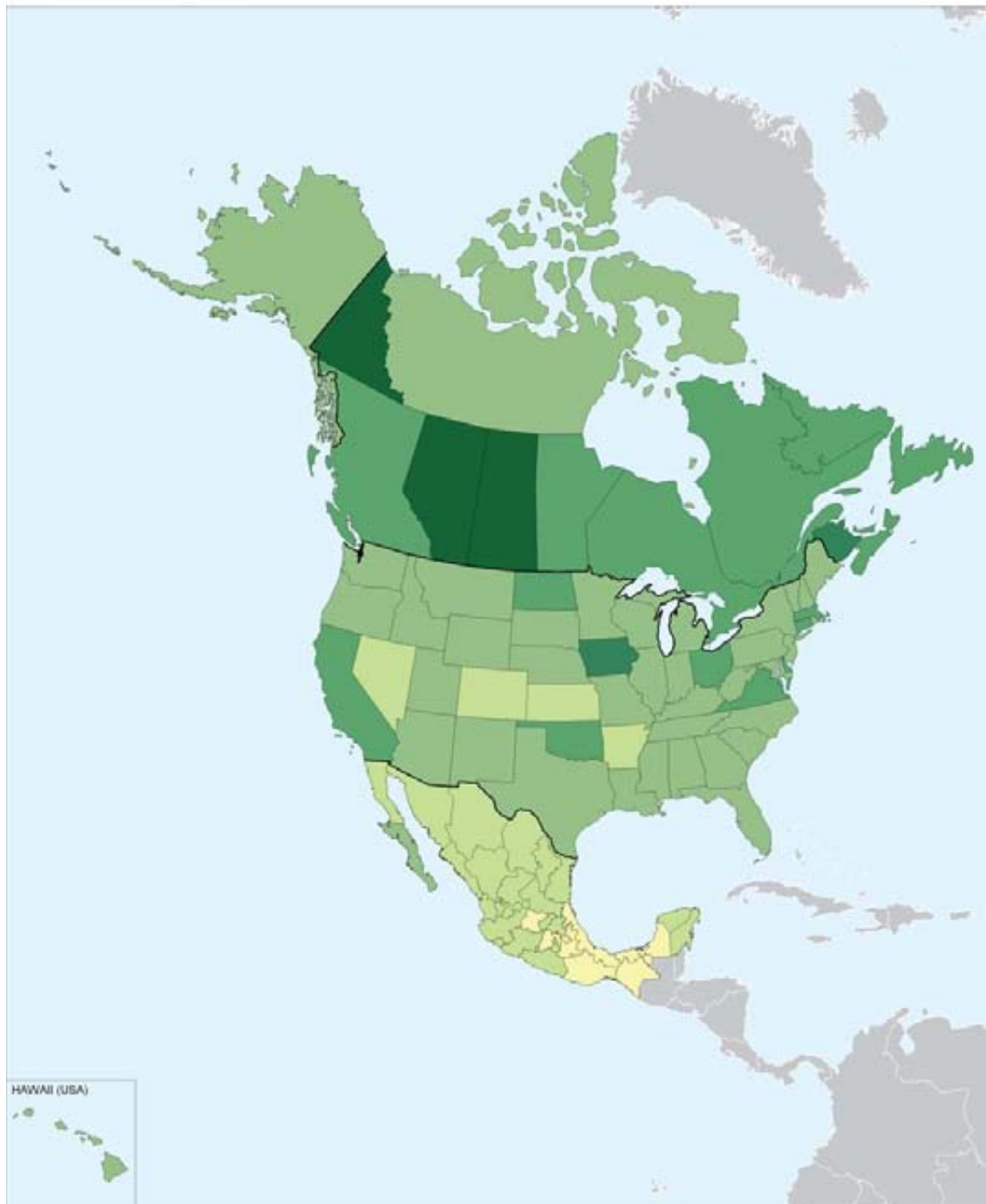
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552878501267>


30. ENVIRONNEMENT : VÉHICULES PARTICULIERS PAR HABITANT

30.5 Nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, 2005

- Supérieure à 70
- Entre 60 et 70
- Entre 50 et 60
- Entre 35 et 50
- Entre 10 et 35
- Inférieure à 10
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/552878501267>

31. TAUX DE PARTICIPATION AUX SCRUTINS NATIONAUX

Le taux de participation aux élections donne une indication du degré de confiance des citoyens dans l'État et de leur engagement dans la vie politique.

Le taux de participation aux derniers scrutins nationaux varie beaucoup dans les pays de l'OCDE (graphique 31.1). L'Australie et la Belgique (où le vote est obligatoire), l'Autriche, la Turquie, et l'Italie affichent des taux de participation très élevés (plus de 90 % dans certaines régions). À l'opposé, la République tchèque et la Pologne ont les taux les plus bas. En République tchèque, le taux de participation est inférieur à 40 % dans toutes les régions et en Pologne, il est inférieur à 50 %.

Ce sont les États-Unis qui présentent la plus forte variation régionale, avec un écart de 31 points entre le Minnesota (77 %) et Hawaii (46 %). L'Espagne, le Mexique et la Finlande enregistrent aussi des différences marquées entre les régions, tandis que la Nouvelle-Zélande, la Suède et l'Irlande ont des taux de participation plus uniformes (graphique 24.1). Les variations régionales en Espagne, en Finlande et en Australie, tiennent essentiellement au résultat d'une seule région – respectivement Melilla, Aland et Northern Territory – où le taux de participation est beaucoup plus bas que dans le reste du pays.

La corrélation entre le taux de participation aux élections et la part de la population selon le type de région ne révèle par de tendance claire dans les pays de l'OCDE (graphique 31.2). On observe une corrélation positive pour les régions urbaines dans 12 pays sur 22. En République tchèque, en Australie, au Portugal et en Suède, le taux de participation aux élections est corrélé positivement à la part de la population dans les régions urbaines et rurales, mais au

Portugal et en Suède, le coefficient de corrélation est plus élevé dans les régions rurales.

Définition

Le taux de participation est le rapport entre le nombre de votants et le nombre d'électeurs lors du dernier scrutin national.

La corrélation de Spearman mesure la solidité et le sens de la relation entre deux variables, en l'occurrence la participation des électeurs et la part de la population selon le type de région (essentiellement urbaine, intermédiaire, essentiellement rurale). Une valeur proche de zéro signale l'absence de relation (voir la formule à l'annexe C).

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

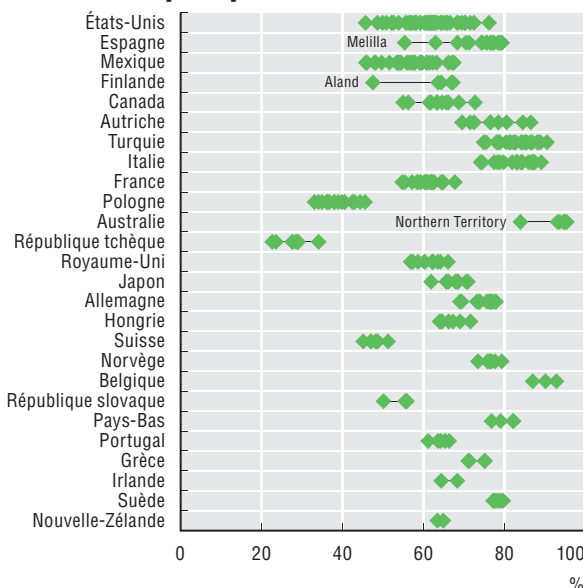
Différentes années (derniers scrutins nationaux); TL2
Pas de données régionales pour le Danemark, l'Islande et la Corée.

Notes des graphiques

Graphique 31.2 : La corrélation entre participation aux élections et population est calculée pour chaque type de région (EU, IN, ER) à l'intérieur de chaque pays.

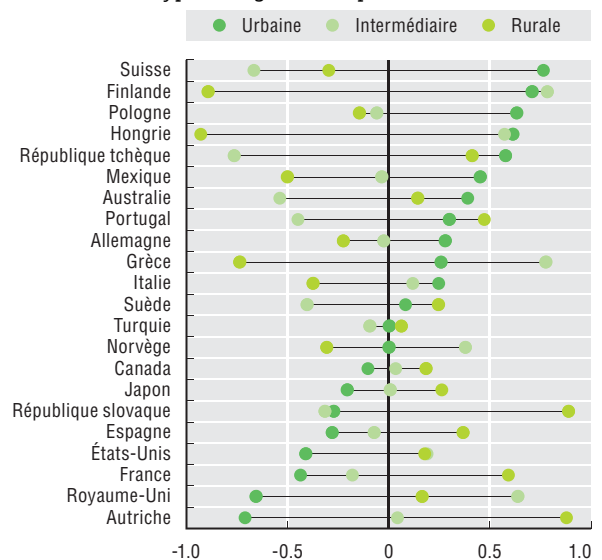
31.1 Fourchette de variation du taux de participation au scrutin national le plus récent dans les régions de niveau TL2

Les États-Unis et l'Espagne affichent les disparités régionales les plus marquées en ce qui concerne la participation aux élections.



31.2 Corrélation de Spearman entre le taux de participation aux élections dans les régions de niveau TL2 et la part de la population selon le type de région

La corrélation entre propension à voter et type de région n'est pas claire.

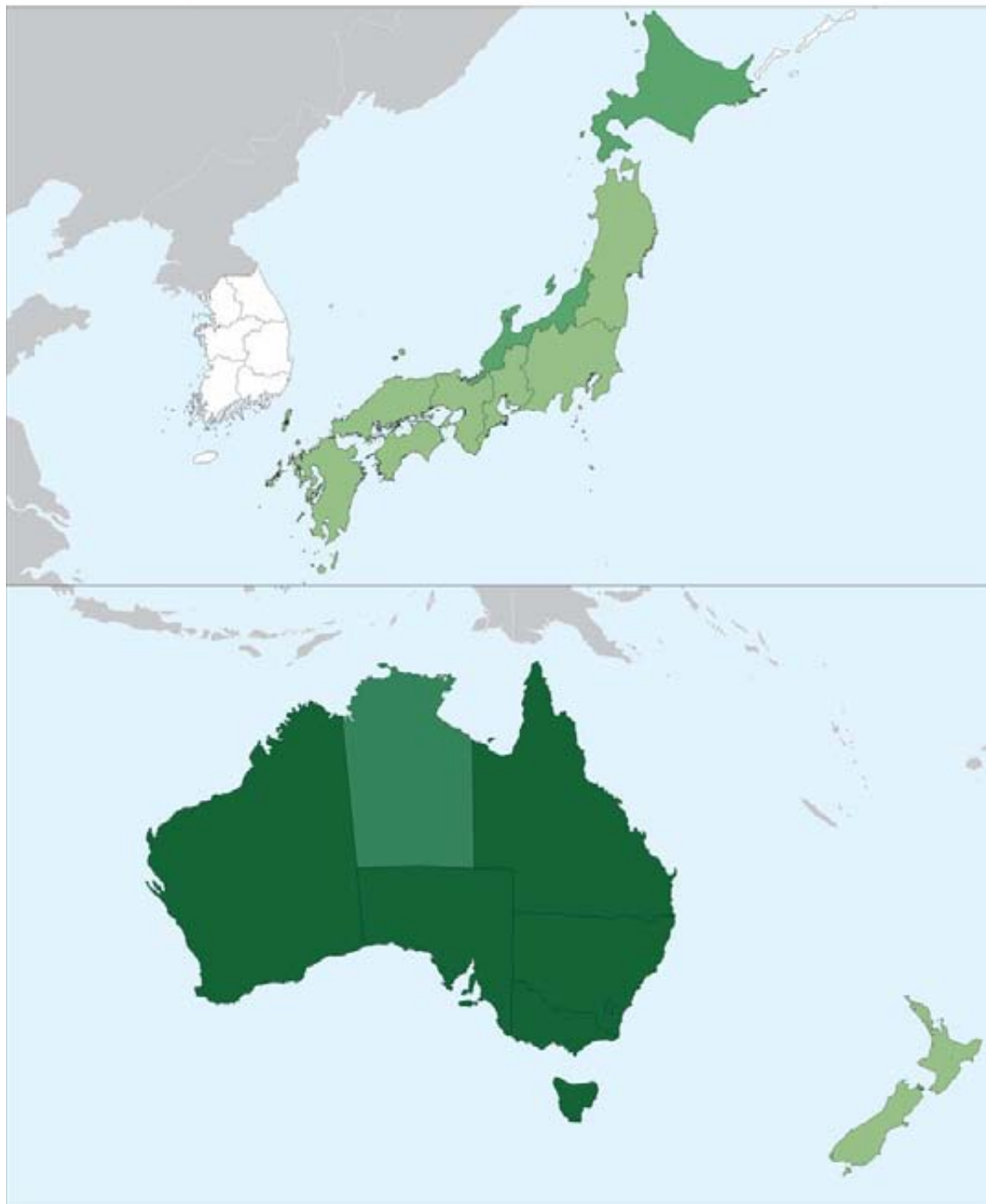



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/552141261767>

31.3 Taux de participation aux élections par région : Asie et Océanie

Régions de niveau TL2, dernière année connue

- Supérieure à 90%
- Entre 80% et 90%
- Entre 70% et 80%
- Entre 60% et 70%
- Entre 50% et 60%
- Inférieure à 50%
- Données non disponibles



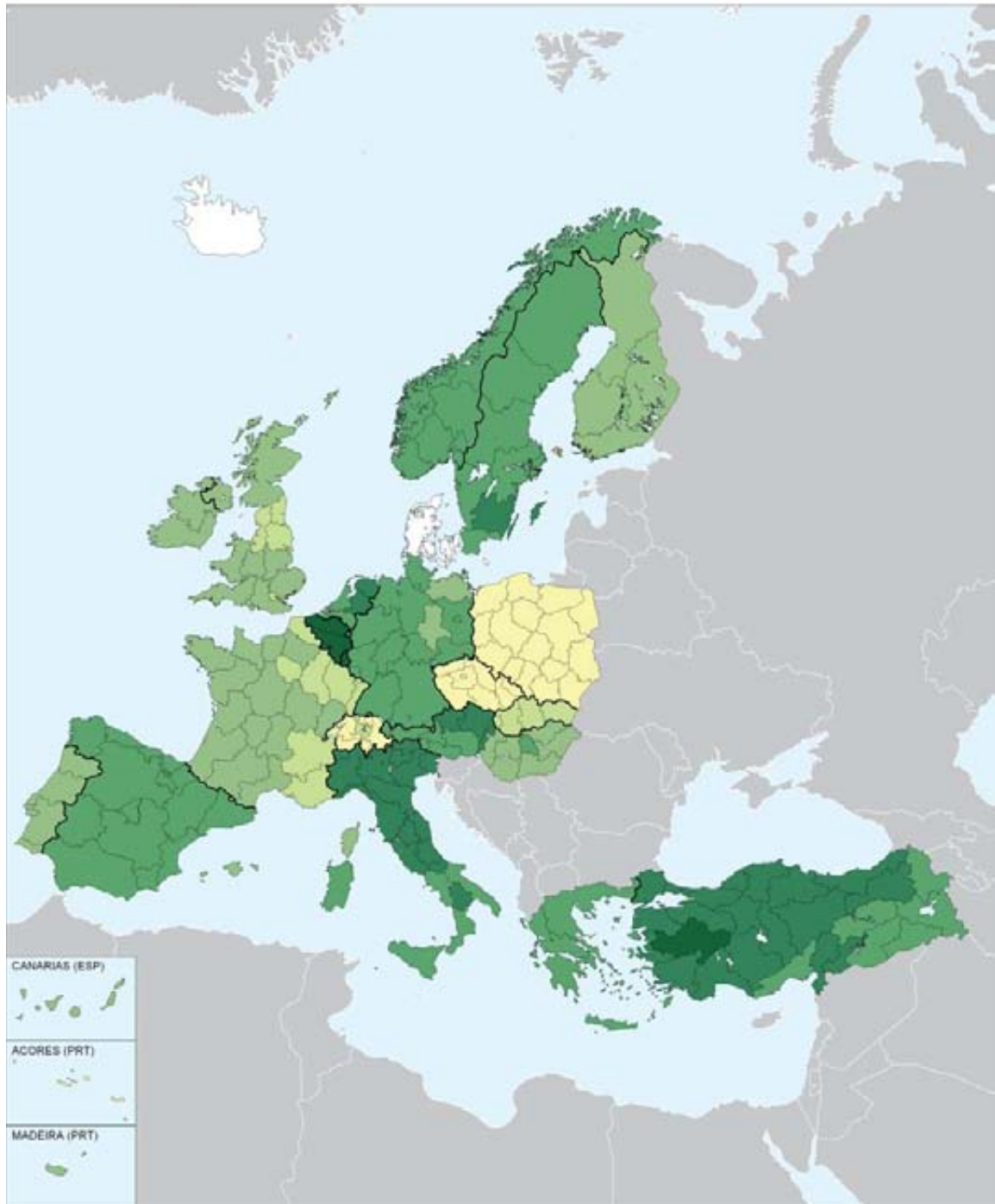
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/553044824356>

31. TAUX DE PARTICIPATION AUX SCRUTINS NATIONAUX

31.4 Taux de participation aux élections par région : Europe

Régions de niveau TL2, dernière année connue

- Supérieure à 90%
- Entre 80% et 90%
- Entre 70% et 80%
- Entre 60% et 70%
- Entre 50% et 60%
- Inférieure à 50%
- Données non disponibles



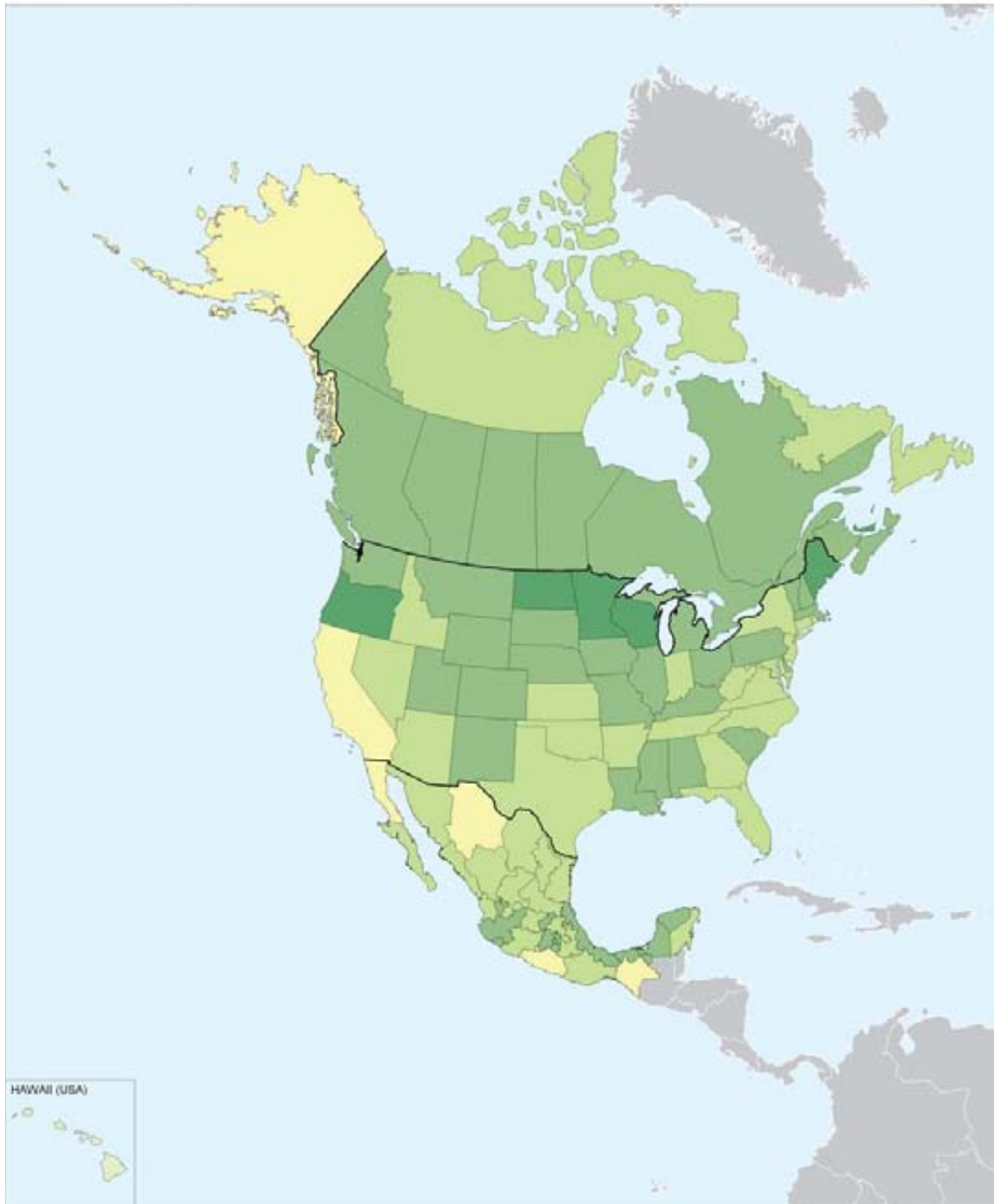
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/553044824356>


31. TAUX DE PARTICIPATION AUX SCRUTINS NATIONAUX

31.5 Taux de participation aux élections par région : Amérique du Nord

Régions de niveau TL2, dernière année connue

- Supérieure à 90%
- Entre 80% et 90%
- Entre 70% et 80%
- Entre 60% et 70%
- Entre 50% et 60%
- Inférieure à 50%
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/553044824356>

32. ACCÈS À L'ÉDUCATION

En 2006, la moitié de la population active des pays de l'OCDE avait fait des études secondaires. Dans une économie désormais placée sous le signe de la connaissance, la demande de personnel qualifié va en augmentant et le diplôme de fin d'études secondaires est devenu le minimum requis pour pouvoir entrer dans le monde du travail et avoir accès aux études supérieures. Or, en 2006, près d'un quart de la population active de la zone OCDE avait seulement reçu une éducation de base (correspondant au mieux au premier cycle de l'enseignement secondaire). Cette situation masque toutefois des différences selon les pays. En 2006, le Portugal était le pays qui comptait la plus forte proportion d'actifs ayant au mieux une éducation de base (environ 70 %), alors qu'en République tchèque cette proportion était inférieure à 10 % (graphique 32.1).

Une population disposant d'un bon niveau de formation est un facteur clé pour le bien-être social et économique d'une région. La part des personnes ayant un certain niveau de formation donne une mesure du stock de capital humain que possède un pays ou une région. Des disparités régionales importantes en termes de formation sont donc synonymes de disparités dans l'accès à l'éducation, susceptibles de faire obstacle au développement d'un pays.

De nombreux pays de l'OCDE continuent de présenter de fortes disparités régionales dans les niveaux de formation de la population. En 2006, la proportion d'adultes ayant reçu au mieux une éducation de base variait de plus de 20 points selon les régions au Mexique, en Espagne, en Grèce, au Portugal, en France et en Italie. Dans les mêmes pays, cette part de la population était en outre supérieure à la moyenne de l'OCDE (28 % contre 24 %) (graphique 32.3).

De même, en 2006, la proportion de personnes ayant achevé leurs études secondaires était comprise entre 79 % en République slovaque et 11 % au Portugal. Avec l'Autriche, les pays d'Europe orientale étaient ceux qui affichaient la part la plus élevée de personnes ayant fait des études jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire. Les variations régionales les plus prononcées s'observaient en Australie (avec un écart de 37 points de pourcentage entre la Nouvelle-Galles-du-Sud et le territoire de la capitale), suivie des États-Unis et de la France (avec un même écart de 24 points) (graphique 32.4).

L'indice de Gini mesure les disparités entre toutes les régions d'un même pays pour la proportion la plus élevée et la proportion la plus faible d'adultes ayant un certain niveau de formation. D'après cet indicateur, c'était la Corée qui présentait les plus grandes disparités régionales en ce qui concerne la part de la population disposant du niveau de formation de base, suivie de la République tchèque et de la Grèce. Le Portugal et la Belgique étaient les pays les plus inégaux en ce qui concerne la répartition régionale de la population ayant achevé leurs études secondaires (graphique 32.4). Dans un tiers des pays de l'OCDE, les disparités de formation entre les régions se sont resserrées grâce à une amélioration des niveaux de

formation des régions comptent la plus forte proportion d'adultes ayant seulement reçu une éducation de base entre 1999 et 2006.

Définition

Les niveaux d'enseignement utilisés pour décomposer la population active en fonction de critères de formation sont ceux de la *Classification internationale type de l'éducation (CITE 97)*. L'enseignement préprimaire, l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire correspondent aux trois premiers niveaux de la CITE (respectivement 0, 1 et 2). Par souci de simplicité, ils sont regroupés ici sous le terme d'éducation de base. Le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement post-secondaire non supérieur correspondent respectivement aux niveaux 3 et 4 de la CITE, tandis que l'enseignement supérieur comprend les niveaux 5 et 6.

L'indice de Gini est un indicateur des disparités entre les régions d'un pays donné (voir l'annexe C pour la formule). L'indice prend une valeur entre 0 et 1, zéro correspondant à l'absence de disparités. Comme un poids identique est assigné à chaque région indépendamment de sa taille, les différentes valeurs de l'indice selon les pays peuvent être dues en partie au fait que la taille moyenne des régions n'est pas la même dans tous les pays.

Source

OCDE, base de données régionales, <http://dotstat/wbos/>, Statistiques régionales.

Annexe B : Sources et description des données.

Années de référence et niveau territorial

2006; TL2

Pas de données régionales pour l'Islande, le Japon et la Turquie. Pas de régions de niveau TL pour le Luxembourg.

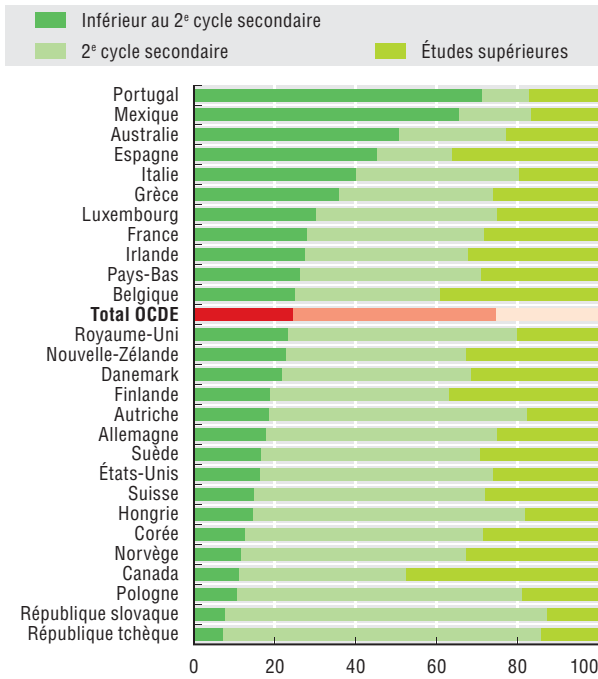
Dernière année connue pour l'Australie et le Mexique : 2005.

Notes des graphiques

Graphiques 32.1 et 32.4 : Un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire correspond à l'achèvement de l'enseignement pré-primaire, de l'enseignement primaire ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 0-2 de la CITE); le deuxième cycle du secondaire correspond aux niveaux 3 et 4 de la CITE; les études supérieures correspondent aux niveaux 5 et 6 de la CITE.

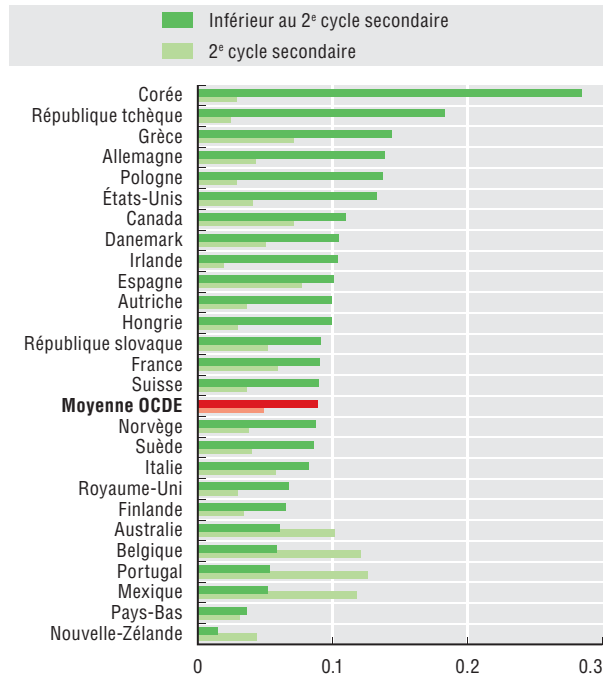
32.1 Ventilation de la population active selon le niveau de formation, 2006

Un quart de la population active de l'OCDE dispose tout au plus d'une formation de base.



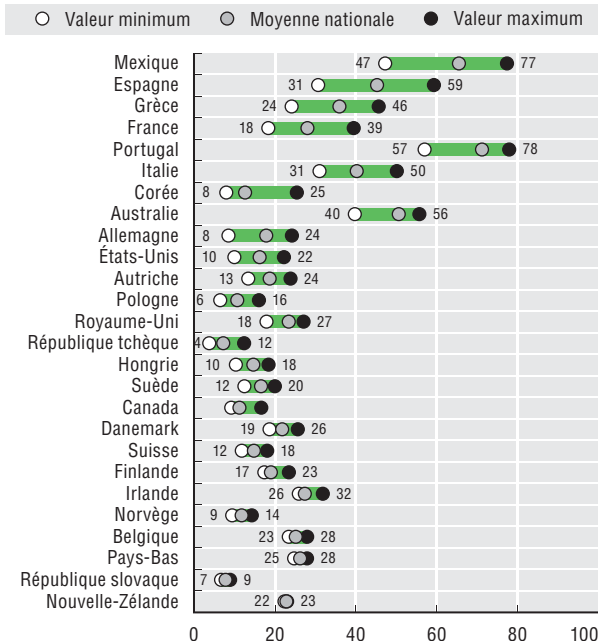
32.2 Indice de Gini des disparités du niveau de formation entre les régions de niveau TL2, 2006

Les grandes disparités de formation observées entre les régions révèlent l'existence d'inégalités dans l'accès à l'éducation.



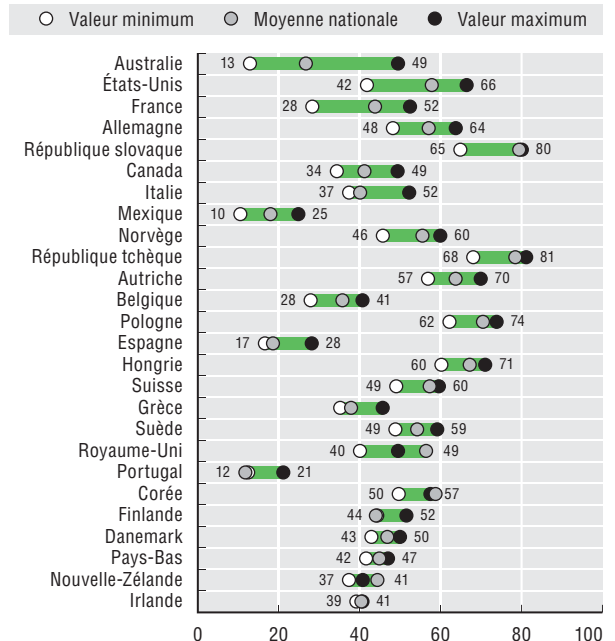
32.3 Fourchette de variation de la proportion d'actifs ayant un niveau de formation primaire ou secondaire (1^{er} cycle) entre régions de niveau TL2, 2006

C'est au Mexique et en Espagne que l'accès à l'enseignement primaire varie le plus entre les régions.



32.4 Fourchette de variation de la proportion d'actifs ayant un niveau de formation secondaire entre régions de niveau TL2, 2006

C'est en Australie et aux États-Unis que l'accès à l'enseignement secondaire varie le plus entre les régions.



ANNEXE A


Grilles territoriales et typologie régionale

Tableau A.1. Grille territoriale des pays membres de l'OCDE

Région	Niveau territorial 2	Grilles non officielles	Niveau territorial 3
Australie	États/territoires (8)	LFS, Dissemination Regions (30)	Statistical Divisions (58)
Autriche	Bundesländer (9)	–	Gruppen von Politischen Bezirken (35)
Belgique	Régions (3)	–	Provinces (11)
Canada	Provinces/territoires (12)	EFT, Régions économiques (71)	Divisions de recensement (288)
République tchèque	Oblasti (8)	–	Kraje (14)
Danemark	Régions (3)	–	Amter (15)
Finlande	Suuralueet (5)	–	Maakunnat (20)
France	Régions (22)	–	Départements (96)
Allemagne	Länder (16)	–	Régions d'aménagement du territoire (97)
Grèce	Groupes de régions de développement (4)	–	Régions de développement (13)
Hongrie	Régions statistiques (7)	–	Comtés + Budapest (20)
Islande	Régions (2)	–	Landsvæi (8)
Irlande	Groupes de régions (2)	–	Regional Authority Regions (8)
Italie	Régions (21)	–	Provinces (103)
Japon	Groupes de préfectures (10)	–	Préfectures (47)
Corée	Régions (7)	–	Zone métropolitaine spéciale + provinces (16)
Luxembourg	État (1)	–	État (1)
Mexique	Estados (32)	–	Groupes de municipios (209)
Pays-Bas	Landsdelen (4)	–	Provinces (12)
Nouvelle-Zélande	Groupes de regional councils (2)	–	Regional Councils (14)
Norvège	Landsdeler (7)	–	Fylker (19)
Pologne	Voivodies (16)	–	Sous-régions (45)
Portugal	Comissões de coordenação regional + Regiões autónomas (7)	–	Groupes de Concelhos (30)
République slovaque	Zoskupenia Karajov (4)	–	Kraj (8)
Espagne	Comunidades autónomas (19)	–	Provinces (52)
Suède	Riksområden (8)	–	Län (21)
Suisse	Grandes régions (7)	–	Cantons (26)
Turquie	Régions (26)	–	Provinces (81)
Royaume-Uni	Régions (Government Office Regions) + pays (12)	–	Collectivités de niveau supérieur ou groupes de collectivités de niveau inférieur ou groupes de collectivités unitaires ou LEC ou groupes de districts (133)
États-Unis	États (51)	–	Régions économiques (179)

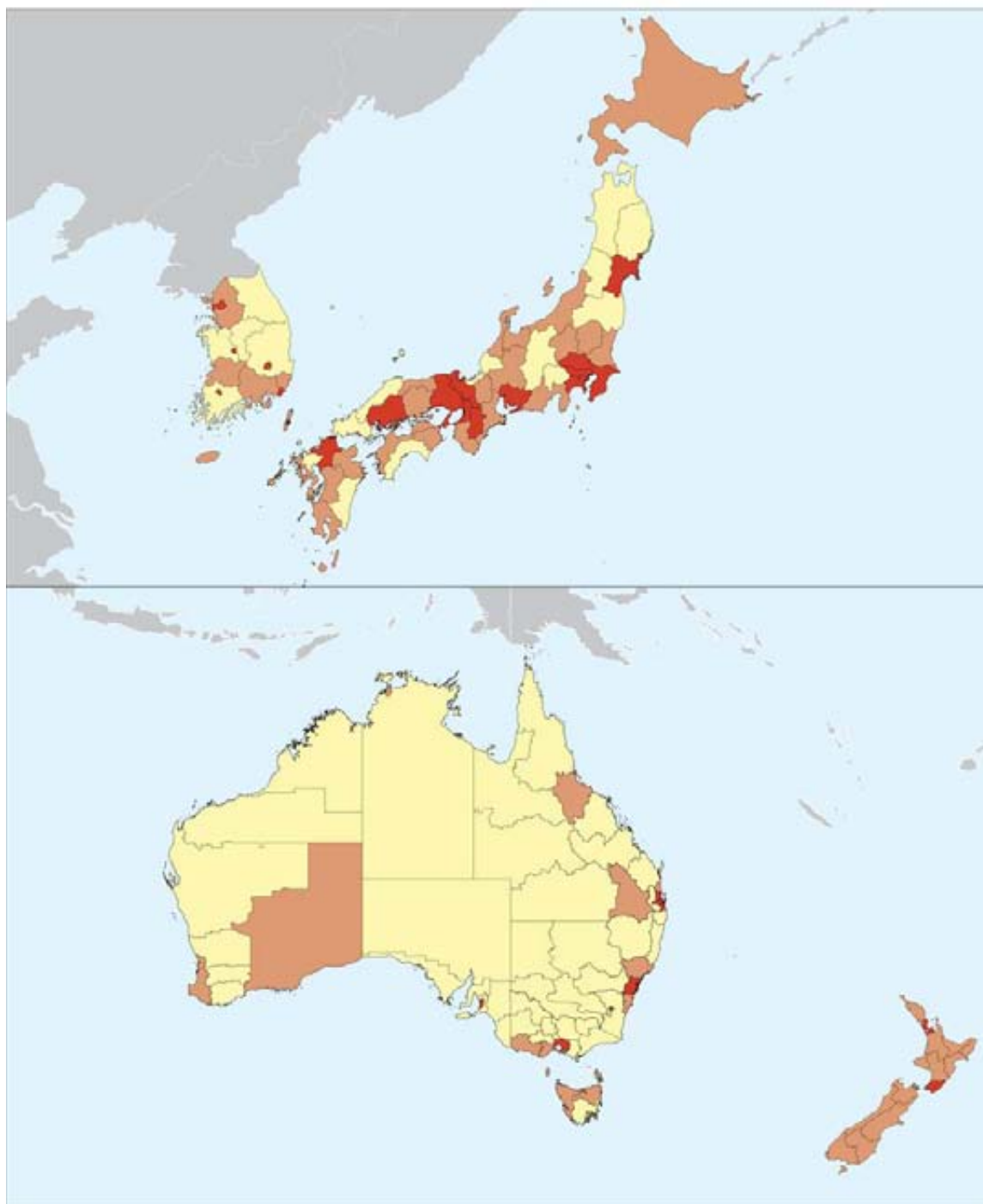
Tableau A.2. Pourcentage de la population nationale vivant dans des régions EU, IN et ER de niveau TL3 et nombre de régions classées comme telles dans chaque pays


	Pourcentage de la population (2005)			Nombre de régions (TL3)		
	Urbaine	Intermédiaire	Rurale	Urbaine	Intermédiaire	Rurale
Australie	57	21	22	6	13	41
Australie (GNO)	–	–	–	6	7	17
Autriche	23	31	46	2	8	25
Belgique	83	14	2	8	2	1
Canada	54	17	29	27	38	223
Canada (GNO)	37	37	26	6	18	47
République tchèque	11	84	5	1	12	1
Danemark	29	32	39	3	4	8
Finlande	25	21	54	1	3	16
France	29	55	17	11	49	36
Allemagne	50	40	10	27	50	20
Grèce	36	24	40	1	2	10
Hongrie	17	42	41	1	8	11
Islande	0	62	38	0	1	7
Irlande	29	0	71	1	0	7
Italie	54	37	9	34	49	20
Japon	54	32	13	12	22	13
Corée	45	36	20	6	5	5
Luxembourg	0	100	0	0	1	0
Mexique	46	17	37	34	30	145
Pays-Bas	85	15	0	7	5	0
Nouvelle-Zélande	42	58	0	2	12	0
Norvège	11	39	49	1	5	13
Pologne	23	39	38	8	15	22
Portugal	51	27	22	7	8	15
République slovaque	11	63	25	1	5	2
Espagne	45	42	13	10	25	17
Suède	21	30	50	1	2	18
Suisse	41	50	9	7	12	7
Turquie	46	26	28	13	23	45
Royaume-Uni	70	28	2	82	40	11
États-Unis	43	20	37	26	21	132

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/553143133705>

Graphique A.1. Typologie régionale des pays de l'OCDE : Asie et Océanie (TL3)

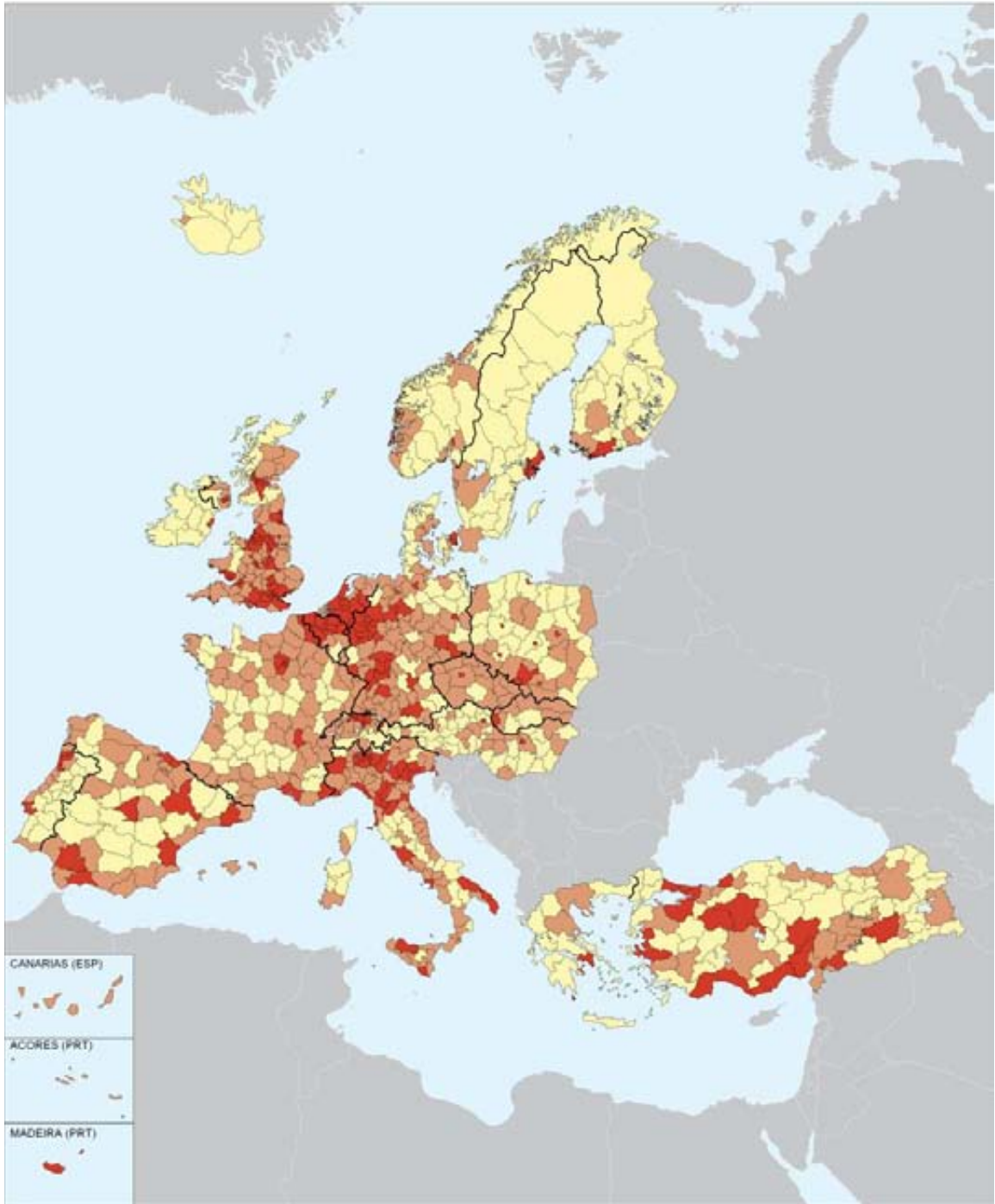
- Essentiellement urbaine
- Intermédiaire
- Essentiellement rurale
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/553131008382>

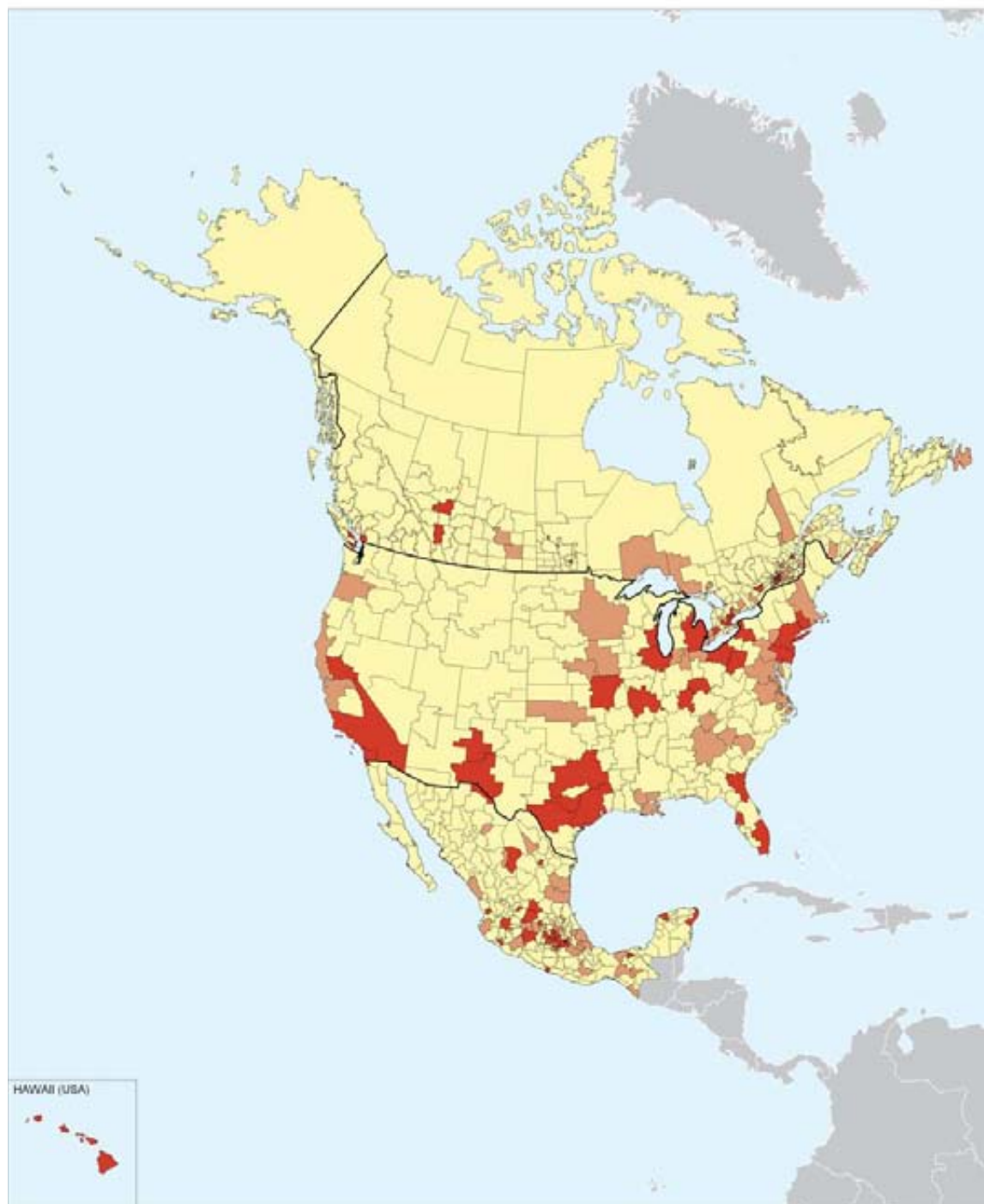
Graphique A.2. Typologie régionale des pays de l'OCDE : Europe (TL3)


- Essentiellement urbaine
- Intermédiaire
- Essentiellement rurale
- Données non disponibles



Graphique A.3. **Typologie régionale des pays de l'OCDE : Amérique du Nord (TL3)**

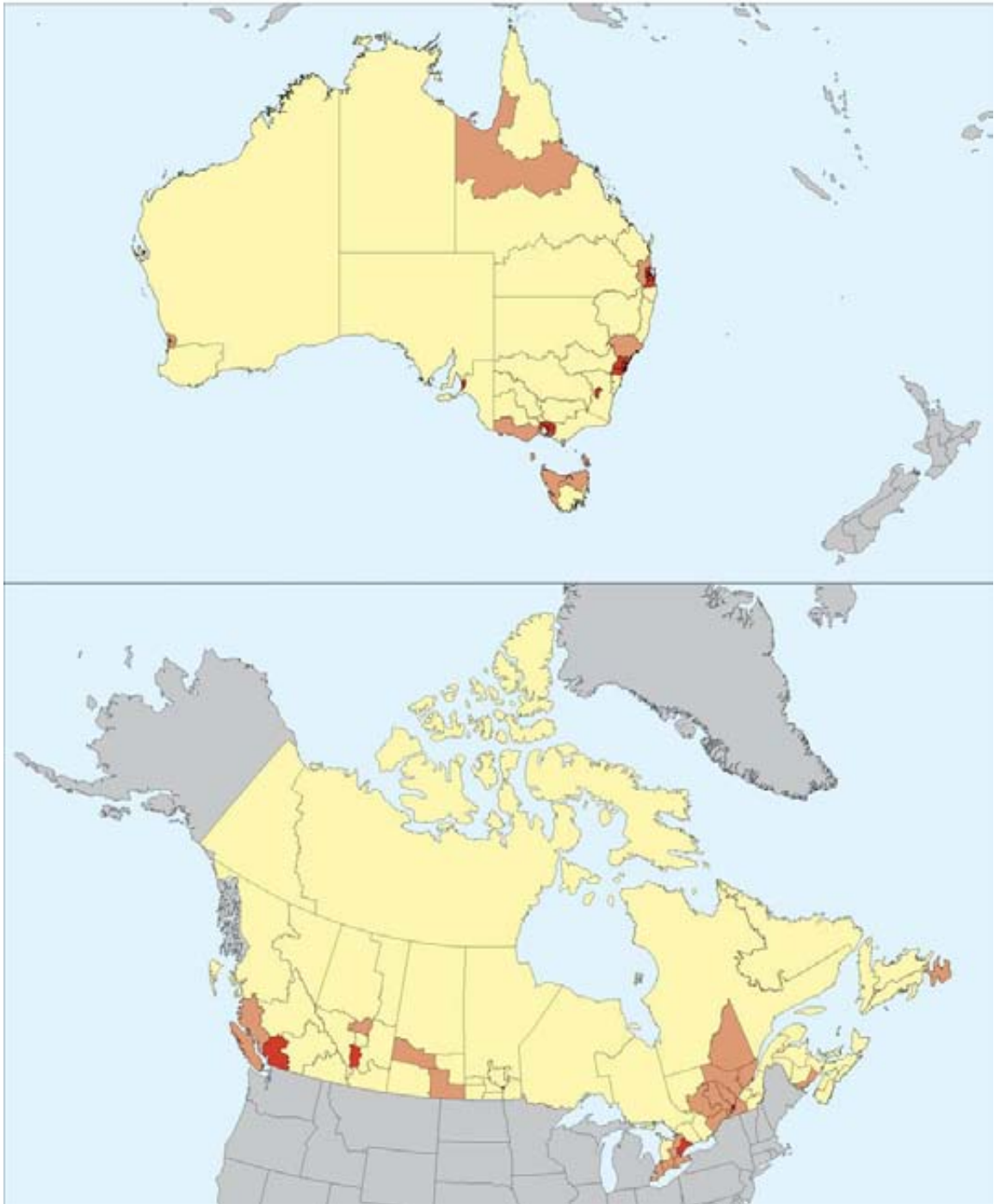
- Essentiellement urbaine
- Intermédiaire
- Essentiellement rurale
- Données non disponibles



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/553131008382>

Graphique A.4. Typologie régionale : Canada et Australie (GNO)

- Essentiellement urbaine
- Intermédiaire
- Essentiellement rurale
- Données non disponibles



ANNEXE B

*Sources et description des données*Tableau B.1. **Liste des indicateurs et des variables par chapitre**

Chapitre	Indicateur	Variables	Numéro de page
Chapitre 1	Dépenses de recherche et de développement	Dépenses de R-D par secteur d'exécution; PIB; nombre de demandes de brevets PCT	174-175
Chapitre 2	Personnel affecté aux activités de recherche et de développement	Personnel de R-D; emploi total; dépenses de R-D	174-175; 181
Chapitre 3	Concentration régionale des brevets	Nombre de demandes de brevets PCT; population totale moyenne	175; 178
Chapitre 4	Coopération régionale en matière de brevets	Brevets dont un co-inventeur au moins vit dans une autre région	175
Chapitre 5	Inscriptions dans l'enseignement supérieur	Taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur (niveaux 5 et 6 de la CITE); population totale moyenne; population active par niveau de formation (niveaux 5 et 6 de la CITE); formation tout au long de la vie	176; 178; 190
Chapitre 6	Main-d'œuvre hautement qualifiée	Ventilation de la population active par niveau de formation (niveaux 5 et 6 de la CITE); population active totale; taux d'inscriptions dans l'enseignement supérieur (niveaux 5 et 6 de la CITE)	176; 181; 190
Chapitre 7	Emploi dans les secteurs à haute densité de savoir	Emploi dans les industries de haute technologie; emploi dans les services à forte intensité de savoir; emploi total	177
Chapitre 8	Répartition de la population et typologie régionale	Population totale; superficie	177-178
Chapitre 9	Concentration géographique de la population	Population totale; superficie	177-178
Chapitre 10	Contribution régionale à la croissance du PIB national	Produit intérieur brut	180
Chapitre 11	Contribution régionale aux variations de l'emploi	Emploi total	181
Chapitre 12	Concentration géographique de la population âgée	Population par âge (0-14; 15-64; 65+)	179
Chapitre 13	Concentration géographique du PIB	Produit intérieur brut; population totale; superficie	178; 180
Chapitre 14	Concentration géographique des activités économiques	Emploi par branche d'activité	182
Chapitre 15	Disparités régionales du PIB par habitant	Produit intérieur brut; population totale	178; 180
Chapitre 16	Disparités régionales de la productivité du travail	Produit intérieur brut; emploi au lieu de travail	180; 182
Chapitre 17	Disparités régionales de spécialisation	Emploi par branche d'activité	183
Chapitre 18	Disparités régionales des taux de chômage	Chômage; chômage de longue durée; population active; taux de chômage des jeunes	181; 183-184
Chapitre 19	Disparités régionales des taux d'activité	Population active selon le sexe; population selon l'âge (0-14; 15-64; 65+) et le sexe	179; 181
Chapitre 20	Performances régionales globales	Produit intérieur brut	180
Chapitre 21	Facteurs régionaux et performances régionales	Produit intérieur brut	180
Chapitre 22	Facteurs régionaux : population et PIB par habitant	Produit intérieur brut; population totale	178; 180
Chapitre 23	Facteurs régionaux : productivité du travail	Produit intérieur brut; emploi au lieu de travail	180; 182
Chapitre 24	Facteurs régionaux : emploi, taux d'activité et vieillissement	Emploi; population active; population selon l'âge (0-14; 15-64; 65+)	179; 181
Chapitre 25	État de santé : taux de mortalité ajusté selon l'âge	Nombre de décès par âge; population selon l'âge	179; 184
Chapitre 26	Ressources sanitaires : nombre de médecins	Nombre de médecins; population totale	179; 185
Chapitre 27	Sécurité : crimes et délits déclarés contre les biens	Crimes et délits contre les biens; population totale	179; 186
Chapitre 28	Sécurité : meurtres déclarés	Nombre de meurtres; population totale	179; 187
Chapitre 29	Environnement : déchets municipaux	Déchets municipaux; population totale	179; 188
Chapitre 30	Environnement : nombre de véhicules par habitant	Stock de véhicules particuliers; population totale	179; 189
Chapitre 31	Taux de participation aux scrutins nationaux	Taux de participation aux élections	189
Chapitre 32	Accès à l'éducation	Population active par niveaux de formation (trois niveaux)	190

Dépenses de R-D par secteur d'exécution* – chapitres 1 et 4

Données nationales : OCDE, base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Statistiques régionales Science et technologie, Dépenses et personnel de R-D, Dépense de R-D <i>intra-muros</i> (DIRD) par secteur d'exécution et région.	2005	2
Australie	(2)	Pour les secteurs d'exécution : ABS, 8 104.0 Research and Experimental Development, Business.	2005	2
Canada		Statistique Canada, www.statcan.gc.ca/pub/88-221-x/2008001/5006926-fra.htm . Tableau 2 : Dépenses intérieures brutes provinciales en recherche et développement, dans les sciences totales.	2005	2
Islande	(4)	–	–	–
Japon	(4)	–	–	–
Corée	–	Korea Institute of Science and Technology Évaluation and Planning (KISTEP).	2005	2
Mexique	(4)	–	–	–
Nouvelle-Zélande	(4)	–	–	–
Norvège		Eurostat, Statistiques régionales Science et technologie, Dépenses et personnel de R-D, Dépense de R-D <i>intra-muros</i> (DIRD) par secteur d'exécution et région.	2005	2
Suisse	(4)	–	–	–
Turquie	(4)	–	–	–
États-Unis	(3)	National Science Foundation (NSF)/Division of Science Resources Statistics (SRS).	2005	2

- UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - Autriche et France : 2004.
 - Danemark : pas de données disponibles au niveau régional.
- Australie : les valeurs manquantes pour Northern Territory ont été calculées par le secrétariat de l'OCDE en déduisant du total national le total de toutes les régions y compris l'étranger. Les totaux correspondent à la somme des valeurs régionales et ne tiennent pas compte de l'étranger ni des territoires australiens extérieurs. Lorsque les données manquent pour certaines régions, les totaux nationaux sont ceux d'ABS : 8112.0 – Research and Experimental Development, All Sector Summary, Australia : www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/allprimarymainfeatures/07E66F957A46864BCA25695400028C64?opendocument. Les données se rapportent à l'exercice budgétaire. Les données relatives à l'exercice 2004-05 sont attribuées à l'année 2005 (l'exercice budgétaire australien commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante).
- États-Unis : les totaux des États ne correspondent pas aux totaux nationaux mentionnés ailleurs pour quatre raisons : 1) certaines dépenses de R-D ne peuvent être allouées à aucun des 50 États ni au District of Columbia; 2) les financements non fédéraux affectés aux autres dépenses de R-D des ISBL ne peuvent pas être ventilés par État; 3) certains crédits de R-D transférés d'un établissement à l'autre font l'objet d'un double comptage dans les dépenses de R-D de l'enseignement supérieur au niveau des États; et 4) les statistiques de R-D au niveau des États concernent les exercices budgétaires et n'ont pas été converties sur la base des années civiles.
- Islande, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Suisse et Turquie : pas de données disponibles au niveau régional.

* Les secteurs d'exécution sont les suivants : les entreprises, l'État, l'enseignement supérieur et les institutions privées sans but lucratif (ISBL). Le secteur des entreprises comprend toutes les firmes, organismes et institutions dont l'activité première est la production marchande de biens ou de services (autres que d'enseignement supérieur) en vue de leur vente au public, à un prix qui correspond à la réalité économique. Il comprend aussi les institutions privées sans but lucratif principalement au service de ces firmes, organismes et institutions (cf. *Manuel de Frascati*, section 3.4). Le secteur de l'État comprend tous les ministères, bureaux et autres organismes qui fournissent, sans normalement les vendre, des services collectifs, autres que d'enseignement supérieur, qu'il n'est pas possible d'assurer de façon pratique et économique par d'autres moyens et qui, de surcroît, administrent les affaires publiques et appliquent la politique économique et sociale de la collectivité. Les entreprises publiques sont comprises dans le secteur des entreprises. Il comprend aussi les ISBL contrôlées et principalement financées par l'État, à l'exclusion de celles qui sont administrées par le secteur de l'enseignement supérieur (cf. *Manuel de Frascati*, section 3.5). Le secteur de l'enseignement supérieur comprend l'ensemble des universités, grandes écoles, instituts de technologie et autres établissements post-secondaires, quels que soient l'origine de leurs ressources financières et leur statut juridique. Il comprend aussi tous les instituts de recherche, les stations d'essais et les centres hospitaliers qui travaillent sous le contrôle direct des établissements d'enseignement supérieur ou qui sont administrés par ces derniers ou leur sont associés (cf. *Manuel de Frascati*, section 3.7). Le secteur privé sans but lucratif comprend les institutions privées sans but lucratif non marchandes au service des ménages (c'est-à-dire du public) et les simples particuliers ou les ménages (cf. *Manuel de Frascati*, section 3.6).

Personnel de R-D (effectifs) – chapitre 2

Données nationales : OCDE, base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie.

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Ensemble du personnel de R-D par secteur d'exécution (emploi) et région.	2005	2
Australie	(3)	–	–	–
Canada	(2)	Statistique Canada, Statistique des sciences, édition mai 2008, 88-001-X, www.statcan.gc.ca/pub/88-001-x/2008001/5201502-fra.htm .	2005	2
Pays de l'UE	(2)	Eurostat, Effectif total de chercheurs par secteurs d'exécution (emploi) et par régions.	2005	2
Islande	(3)	–	–	–
Japon	(3)	–	–	–
Corée	–	Korea Institute of Science and Technology Évaluation and Planning (KISTEP).	2005	2
Mexique	(3)	–	–	–
Nouvelle-Zélande	(3)	–	–	–
Norvège	–	Eurostat, Ensemble du personnel de R-D par secteur d'exécution (emploi) et région.	2005	2
Suisse	(3)	–	–	–
Turquie	(3)	–	–	–
États-Unis	(3)	–	–	–

- UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - Autriche : 2004; France : 2001.
 - Danemark et Suède : pas de données disponibles au niveau régional.
- Canada : données exprimées en équivalence plein-temps.
- Australie, Royaume-Uni, Islande, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Suisse et Turquie : pas de données disponibles au niveau régional.

Nombre de demandes de brevets PCT – chapitres 3 et 4

Données nationales : OCDE, base de données REGPAT (correspond à la somme des données régionales).

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
Ensemble des pays	(1) (2)	OCDE, base de données REGPAT.	2005	2
Islande	(3)	–	2005	2
Nouvelle-Zélande	(3)	–	2005	2

- La base de données REGPAT de l'OCDE contient des informations sur les brevets que l'on a rapportées à l'échelle régionale en fonction de l'adresse des demandeurs et des inventeurs. Pour plus de détails, consulter le site : www.oecd.org/dataoecd/22/19/40794372.pdf.
- Un brevet est généralement délivré par un office national de brevets ou par un office régional représentant un certain nombre de pays, comme l'Office européen des brevets ou l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle. Dans le cadre d'un système régional, la protection d'une invention peut être sollicitée pour un ou plusieurs pays qui décident ensuite, individuellement, d'accorder ou non sur leur territoire le brevet demandé. Les statistiques présentées ici ont trait aux demandes déposées au titre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), administré par l'OMPI, en vertu duquel une demande internationale unique a le même effet que plusieurs demandes déposées séparément dans les pays désignés. Le PCT permet en effet de déposer une seule demande pour obtenir une protection dans autant de pays que nécessaires parmi ceux qui ont signé le traité. Pour de plus amples informations sur le PCT, consulter le site : www.wipo.int/export/sites/www/pct/en/basic_facts/faqs_about_the_pct.pdf.
- Islande et Nouvelle-Zélande : pas de données disponibles au niveau régional.

Taux d'inscription dans l'enseignement par niveau d'études – chapitre 6

Données nationales : Base de données de l'OCDE sur l'éducation.

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Statistiques régionales de l'éducation.	2005	2
Australie	–	Australian Bureau of Statistics.	2005	2
Canada	(2)	Statistique Canada. Pour les niveaux 0-2 et 3-4 de la CITE : Statistique Canada, Projet statistique sur l'enseignement primaire et secondaire (PSEPS). Pour les niveaux 5-6 de la CITE, les données proviennent du Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur les collèges et les instituts, Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP).	2005	2
Islande	(6)	–	–	–
Japon	–	Ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie.	2005	2
Corée	–	Annuaire statistique de l'éducation.	2005	2
Mexique	(3)	INEGI, recensement 2005.	2005	2
Nouvelle-Zélande	(6)	–	–	–
Norvège	–	Eurostat, statistiques régionales de l'éducation.	2005	2
Suisse	(4)	Office fédéral de la statistique.	2005	2
Turquie	–	Ministère de l'Éducation.	2005	2
États-Unis	(5)	Census Bureau, American Community Survey (ACS).	2005	2

- UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - Danemark : données obtenues auprès de Statistique Danemark, Éducation et culture, Nombre d'étudiants, Effectif d'étudiants par niveau d'instruction; U11 : Effectif d'étudiants par commune de résidence, niveau d'instruction, âge et sexe (sans suite).
 - Allemagne : données obtenues auprès de Statistique régionale Allemagne, système de suivi de l'aménagement du territoire du BBR.
- Canada : les niveaux 0-2 de la CITE englobent tous les niveaux depuis la prématernelle jusqu'à la 9^e année. Les niveaux 3-4 de la CITE recouvrent les 10^e, 11^e et 12^e années du secondaire. Pour les niveaux 5-6 de la CITE, les effectifs correspondent aux inscriptions dans les collèges et instituts publics et les universités.
- Mexique : population âgée de 5 ans et plus par État et niveau d'instruction.
- Suisse : avant le début des études supérieures, les étudiants des niveaux 5-6 de la CITE sont répartis entre les régions en fonction de leur lieu de résidence. Il en résulte une sous-estimation des effectifs à ce niveau (les étudiants qui vivent à l'étranger avant le début de leurs études supérieures n'étant pas pris en compte).
- États-Unis : Census Bureau, Census ACS (American Community Survey). B14001. Inscription dans l'enseignement par niveau d'études pour la population dont l'âge est supérieur à 3 ans. Universe : Population dont l'âge est supérieur à 3 ans. Les données sont basées sur un échantillon et donc susceptibles d'une marge d'erreur. Elles ont été adaptées à la classification de la CITE de la façon suivante : effectifs de la maternelle et préscolaires + effectifs du jardin d'enfants + effectifs de la 1^{re} à la 4^e année + effectifs de la 5^e à la 8^e année = niveaux 0-2 de la CITE; effectifs de la 9^e à la 12^e année = niveaux 3-4 de la CITE; effectifs du « college » et en pré-licence + effectifs en post-licence ou « professional school » = niveaux 5-6 de la CITE.
- Islande et Nouvelle-Zélande : pas de données disponibles au niveau régional.

Formation tout au long de la vie – chapitre 6

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Statistiques régionales de l'éducation.	2005	2

Définition : Participation des adultes âgés de 25 à 64 ans au système d'éducation et de formation. La formation tout au long de la vie désigne l'ensemble des activités d'apprentissage qui peuvent être entreprises à tout âge de la vie afin d'améliorer ses compétences, qualifications et connaissances dans une perspective personnelle, citoyenne, sociale et/ou professionnelle. Elle englobe donc l'éducation sous toutes ses formes, scolaire et extrascolaire, organisée et non organisée, et dans toutes ses motivations, citoyenneté active, enrichissement personnel, insertion sociale, perfectionnement professionnel et emploi.

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. On ne dispose pas de données pour le Danemark.

Emploi dans le secteur manufacturier de haute technologie; emploi dans les services à forte intensité de connaissance – chapitre 7

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Données annuelles sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et à forte intensité de connaissances au niveau régional, par sexe (htec_emp_reg).	2005	2
Australie	(2)	–	–	–
Canada	–	Statistique Canada, tableau spécial de l'enquête sur la population active.	2005	2
Islande	(2)	–	–	–
Japon	(2)	–	–	–
Corée	–	Korean Institute for Industrial Economics and Trade (KIET) – Regional Statistics and Information Database (RSID).	2005	2
Mexique	(2)	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–
Norvège	–	Eurostat, Données annuelles sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et à forte intensité de connaissances au niveau régional, par sexe (htec_emp_reg).	2005	2
Suisse	–	Eurostat, Données annuelles sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et à forte intensité de connaissances au niveau régional, par sexe (htec_emp_reg).	2005	2
Turquie	–	Eurostat, Données annuelles sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et à forte intensité de connaissances au niveau régional, par sexe (htec_emp_reg).	2006	2
États-Unis	–	Bureau of Labour Statistics (BLS), State and County Employment and Wages (Quarterly Census of Employment and Wages – QCEW).	2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Autriche et France : 2004.
 - 1.2. Danemark : données obtenues auprès de Statistique Danemark, statistiques de la population active basées sur le registre de la population (statistiques RAS). Les totaux relatifs au secteur manufacturier, au secteur des services et à l'emploi ont été téléchargés sur le site StatBank Denmark (en anglais), tableau RASU2.
2. Australie, Islande, Mexique et Japon : pas de données disponibles au niveau régional.

Superficie – chapitres 8, 9 et 13

	Notes	Source
EU19 pays	(1)	Eurostat, Statistiques générales et régionales, statistiques démographiques, population et superficie
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, summing up SLAs.
Canada	–	Statistique Canada, www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/popdwell/Table-CD-P.cfm?PR=10&T=2&SR=1&S=1&O=A .
Islande	–	Statistics Iceland
Japon	–	Statistics Bureau, Area by Configuration, Gradient and Prefecture, www.stat.go.jp/English/data/nenkan/1431-01.htm .
Corée	–	Korea National Statistical Office
Mexique	–	INEGI
Nouvelle-Zélande	–	Statistics New Zealand, données extraites du rapport intitulé « Water Physical Stock Account 1995-2005 », www.stats.govt.nz/analytical-reports/water-physical-stock-account-1995-2005.htm .
Norvège	–	Statistics Norway, StatBank, tableau 01402 : Area of land and fresh water (km ²), (M) (2005-07).
Suisse	–	Office fédéral de la statistique, ESPOP, RFP.
Turquie	–	Eurostat, Statistiques générales et régionales, statistiques démographiques, population et superficie.
États-Unis	–	Census Bureau, www.census.gov/population/www/censusdata/density.html .

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Les données se rapportent à l'année 2006, sauf pour la Belgique (2005), l'Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni (2004).

Population – chapitres 8, 9 et 15

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	–	Eurostat, statistiques démographiques régionales, population moyenne annuelle.	1995-2005	3
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, 3201.0.	1995-2005	3
Canada	(1)	Statistique Canada, CANSIM tableau 051-0036, estimations de la population.	1995-2005	3
Islande	(2)	Statistics Iceland.	1995-2005	3
Japon	(3)	Bureau de la statistique, ministère de l'Intérieur et des Communications.	1995-2005	3
Corée	(3)	Korea National Statistical Office.	1995-2005	3
Mexique	(5)	Estimations du Secrétariat d'après le recensement de la population (INEGI).	1995-2005	3
Nouvelle-Zélande	(6)	Statistics New Zealand, Estimated Resident Population.	1996-2005	3
Norvège	–	Statistics Norway, StatBank.	1995-2005	3
Suisse	(7)	Office fédéral de la statistique, Statweb.	1995-2005	3
Turquie	(8)	Institut statistique turc (TurkStat).	1995-2005	3
États-Unis	(8)	US Census Bureau, Intercensal estimates.	1995-2005	3

1. Canada : divisions de recensement établies pour le recensement 2001.
2. Islande : population au 1^{er} décembre.
3. Japon : population au 1^{er} octobre.
4. Corée : les données pour 2001-04 sont basées sur des projections démographiques.
5. Mexique : les données pour 1998 et 2003 sont estimées au moyen de la fonction de croissance exponentielle sur la base des périodes 1995-2000 et 2000-05.
6. Nouvelle-Zélande : population au 30 juin. Les estimations au 30 juin 1996-2000 sont basées sur les délimitations territoriales des conseils régionaux de 2001, puis, à partir de 2001, sur les délimitations territoriales des conseils régionaux de 2005.
7. Suisse : population résidente permanente en fin d'année.
8. Turquie et États-Unis : estimations en milieu d'année.

Population par âge et par sexe – chapitres 12, 19 et 24

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, 3201.0.	1996-2005	3
Autriche	(1)	Estimations du Secrétariat sur la base des données de Statistique Autriche.	2001-05	3
Belgique	(2)	Eurostat, statistiques démographiques régionales.	1995-2005	3
Canada	(3)	Statistique Canada, CANSIM tableau 051-0036, estimations de la population.	1995-2005	3
République tchèque	(4)	Office tchèque de la statistique.	1995-2005	3
Danemark	(5)	Statistics Denmark, Statbank.	1995-2005	3
Finlande	–	Statistics Finland.	1995-2005	3
France	(2)	INSEE, estimations de la population locale.	1995-2005	3
Allemagne	–	Statistique régionale Allemagne, système de suivi de l'aménagement du territoire du BBR.	1995-2005	3
Grèce	(2)	Eurostat, statistiques démographiques régionales.	1995-2005	3
Hongrie	(2)	Office hongrois de la statistique, KSH.	1995-2005	3
Islande	–	Statistics Iceland.	1997-2005	3
Irlande	–	Central Statistics Office, Irlande (recensement de la population).	1995-2005	3
Italie	(2)	ISTAT, estimations intercensitaires de la population.	1995-2005	3
Japon	(6)	Bureau de la statistique, ministère de l'Intérieur et des Communications.	1995-2005	3
Corée	(7)	Korea National Statistical Office.	1995-2005	3
Luxembourg	(2)	Eurostat, statistiques démographiques régionales.	1995-2005	3
Mexique	–	INEGI, (recensement de la population).	1995-2005	3
Pays-Bas	(2)	Eurostat, statistiques démographiques régionales.	1995-2005	3
Nouvelle-Zélande	–	Statistics New Zealand (recensement de la population).	1995-2005	3
Norvège	(2)	Statistics Norway, StatBank.	1995-2005	3
Pologne	–	Office central de la statistique, Pologne.	2000-2005	3
Portugal	(8)	Institut national de la statistique (INE).	1995-2005	3
République slovaque	(4)	Office statistique de la République slovaque.	1996-2005	3
Espagne	(9)	Institut national de la statistique (INE).	1995-2005	3
Suède	(10)	Statistics Sweden.	1995-2005	3
Suisse	(11)	Office fédéral de la statistique, Statweb.	1995-2005	3
Turquie	(12)	Institut statistique turc (TurkStat).	1995-2005	3
Royaume-Uni	–	National Statistical Office, estimations de la population.	1995-2004	3
États-Unis	(13)	US Census Bureau, Population Estimates Program.	1995-2005	3

1. Autriche : estimations sur la base des données démographiques au niveau TL2; avant 2004, les données se rapportent à la population au 1^{er} janvier, puis, à partir de 2004, à la population moyenne annuelle.
2. Belgique, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège : population au 1^{er} janvier.
3. Canada : divisions de recensement établies pour le recensement 2001.
4. République tchèque et République slovaque : population au 31 décembre.
5. Danemark : population au 1^{er} janvier. La source des statistiques est le registre de population de Statistique Danemark, alimenté en partie par un relevé annuel de la population totale et en partie par un relevé hebdomadaire qui comprend des informations sur des événements tels que déménagements, immigration et émigration, naissances et décès d'après le registre des personnes.
6. Japon : population au 1^{er} octobre.
7. Corée : les données pour 2001-04 sont basées sur des projections.
8. Portugal : estimations provisoires de la population résidente au 31 décembre pour 2001-06. Estimation définitive de la population résidente au 31 décembre pour 1991-2000.
9. Espagne : les données pour les années 1991-99 sont des estimations intercensitaires de la population. Les données pour la période 2000-06 sont des projections.
10. Suède : situation au 31 décembre de chaque année selon les subdivisions administratives du 1^{er} janvier de l'année suivante.
11. Suisse : population résidente permanente en fin d'année.
12. Turquie : estimations de la population en milieu d'année.
13. États-Unis : population au 1^{er} avril.

Produit intérieur brut – chapitres 10, 13, 15, 16, 20, 21, 22 et 23

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, statistiques démographiques régionales.	1995-2005	3
Australie	(2)	Australian Bureau of Statistics, 5220.0.	1995-2005	2
Canada	–	Statistique Canada, comptes économiques provinciaux.	1995-2005	2
Islande	(5)	–	–	–
Japon	(3)	Institut de recherche économique et sociale, Bureau du Conseil des ministres.	1995-2005	3
Corée	–	Korea National Statistical Office.	1995-2005	3
Mexique	–	INEGI, Système de comptabilité nationale du Mexique.	1995-2004	2
Nouvelle-Zélande	–	Statistics New Zealand.	2000-03	3
Norvège	(4)	Comptes régionaux norvégiens.	1995-2005	3
Suisse	(5)	–	–	–
Turquie	–	Institut statistique turc (TurkStat).	1995-2001	3
États-Unis	–	Bureau of Economic Analysis.	1997-2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Les données relatives aux pays membres de la zone euro sont des séries en euros/écus. Pour la comparaison des taux de croissance entre pays, les séries du PIB sont en euro fixe pour les années précédant l'adoption de l'euro. Pour les pays qui n'ont pas adopté l'euro, les données obtenues initialement étaient exprimées en millions d'euros aux prix courants. Le Secrétariat de l'OCDE a converti ces valeurs en millions d'unités monétaires nationales aux prix courants en utilisant les taux de change annuels en vigueur entre l'euro et les différentes monnaies nationales.
 - 1.2. Italie, Pologne et Allemagne : suite à la modification de la classification NUTS, les données ont été obtenues auprès des délégués. Le PIB par habitant de la Pologne se rapporte aux années 2000-05.
2. Australie : produit brut par État. Les chiffres sont basés sur l'exercice budgétaire (juillet-juin).
3. Japon : PIB réel en millions JPY aux prix courants. Les chiffres sont basés sur l'exercice budgétaire (avril-mars).
4. Norvège : valeur ajoutée brute en millions NOK aux prix courants. Le Secrétariat de l'OCDE a estimé le PIB aux niveaux territoriaux 2 et 3 sur la base du PIB national.
5. Islande et Suisse : pas de données disponibles au niveau régional.

Population active, emploi au lieu de résidence par sexe et chômage – chapitres 11, 18, 19 et 24

Données nationales sur l'emploi et le chômage : OCDE, statistiques annuelles de la population active.

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, statistiques régionales sur les forces de travail, EFT.	1999-2006	3
Australie	(2)	Australian Bureau of Statistics, LFS, tableau 6291.0.55.001.	1999-2006	GNO
Canada	(3)	Statistique Canada, EPA, CANSIM, tableau 282-0055.	1999-2006	GNO
Islande	–	Statistics Iceland.	1999-2005	3
Japon	–	Bureau de la statistique, ministère de l'Intérieur et des Communications.	1999-2006	3
Corée	–	Korea National Statistical Office.	1999-2006	3
Mexique	(4)	INEGI, EPA (Encuesta nacional de ocupación y empleo).	2000-2006	2
Nouvelle-Zélande	(5)	Statistics New Zealand, LFS.	1999-2006	3
Norvège	–	Statistics Norway, Statbank, tableau 05613.	1999-2006	3
Suisse	(6)	Estimations du Secrétariat à partir des données de l'Office fédéral de la statistique.	1999-2006	3
Turquie	(7)	Institut statistique turc (TurkStat), recensement.	2000; 2004-06	2
États-Unis	(8)	Bureau of Labor Statistics, données sur la population active par comté, moyennes annuelles.	1999-2006	3

Les données relatives au chômage par sexe ne sont disponibles qu'au niveau TL2.

- UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède
 - Finlande : pour les régions FI191 Satakunta, FI192 Pirkanmaa, FI193 Keski-Suomi, FI194 Etelä-Pohjanmaa et FI195 Pohjanmaa, les données 2006 sur l'emploi sont estimées à partir des chiffres figurant sur le site Internet de Statistics Finland (www.stat.fi/til/tyti/2008/03/tyti_2008_03_2008-04-22_tau_031_fi.html).
 - Allemagne et Italie : suite à la modification de la classification NUTS, les données ont été obtenues auprès des délégués (Allemagne : statistiques de l'Agence fédérale du marché du travail, système de suivi de l'aménagement du territoire du BBR, travailleurs indépendants exclus).
 - Pologne : années de référence 2000-06 (les données de 1999 ne sont pas connues pour les régions PL126 Warszawski et PL127 Miasto Warszawa).
 - Portugal : pas de données pour la Região Autónoma dos Açores et la Região Autónoma da Madeira. Statistiques de la population active pour le niveau TL2 uniquement.
 - Suède : les données 2006 au niveau TL3 sont estimées sur la base des données de Statistique Suède (Befolkningen 16-64 år (AKU), 1000-tal efter region, arbetskraftstillhörighet, kön) et ajustées au moyen de données d'Eurostat au niveau TL2.
 - Royaume-Uni : les données d'Eurostat non disponibles pour 2006 ont été estimées à partir de données de l'Office for National Statistics (Nomis) et de l'enquête Annual Population Survey en Scotland. On ne dispose pas de données pour les régions Caithness, Sutherland, Ross et Cromarty, et Comhairle Nan Eilan (Western Isles).
- Australie : les données sont basées sur les Labour Force Dissemination Regions telles que définies par l'Australian Bureau of Statistics.
- Canada : les données sont basées sur un regroupement de régions TL3 correspondant aux régions économiques définies par Statistique Canada (2006), Guide de l'Enquête sur la population active (Ottawa : Statistique Canada, Catalogue n° 71-543) (www.statcan.ca/bsolc/english/bsolc?catno=71-543-G)
- Mexique : les seules données de niveau TL3 dont on dispose se rapportent à l'année 2000 et proviennent du recensement de la population (Censo general de población y vivienda 2000); les statistiques de l'emploi concernent les personnes âgées de 12 ans et plus.
- Nouvelle-Zélande : pour les régions NZ015-NZ016 et NZ021-NZ02, les données de l'enquête LFS sont agrégées. Les estimations pour les régions regroupées ont été faites en tenant compte de leur part dans la population.
- Suisse : les données au niveau TL3 sont estimées à partir du chômage au niveau TL2 pondéré par la part de la population active.
- Turquie : les données au niveau TL2 proviennent du recensement de la population pour l'année 2000 et de l'enquête-ménages de TurkStat sur la population active pour les années 2004-06. Au niveau TL3, on ne dispose de données que pour 2000.
- États-Unis : les chiffres relatifs à la région US117 New Orleans-Metairie-Bogalusa (Louisiane) sont des estimations pour 2006 car les Local Area Unemployment Statistics ne sont pas complètes pour cette année-là. Les chiffres sont des moyennes annuelles.

Emploi par branche d'activité (6 secteurs) – chapitre 14

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, comptes économiques régionaux, comptes de branche, emploi.	1995-2005	2
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, LFS, tableau 6291.0.55.003.	1995-2005	2
Canada	(2)	Statistique Canada, données communiquées par le délégué.	1995-2005	2
Islande	–	Statistics Iceland.	1995-2005	2
Japon	–	Office de la statistique, recensement des établissements et entreprises.	1999; 2004; 2006	2
Corée	–	Recensement KNSO-KOSIS sur les caractéristiques fondamentales des établissements.	1999-2004	2
Mexique	–	Recensement économique.	1998-2004	2
Nouvelle-Zélande	–	Statistics New Zealand.	1999-2005	2
Norvège	–	Statistics Norway.	2000-2006	2
Suisse	–	Office fédéral de la statistique (OFS), recensement de la population, tableau VZ0024KD.	2000	2
Turquie	–	TurkStat, nombre d'unités locales et emploi par branche d'activité.	2002	2
États-Unis	–	Bureau of Economic Analysis.	2005	2

Les branches d'activité sont définies selon la Classification internationale type des industries (CITI) Rév. 3.1. Compte tenu de la disponibilité des données régionales, les activités couvertes par les comptes de branche d'Eurostat ont été regroupées en six secteurs : 1) Agriculture, sylviculture et pêche; 2) Activités de fabrication, activités extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau; 3) Construction; 4) Commerce, hôtels et restaurants, transports, entreposage et communications; 5) Intermédiation financière, immobilier, locations et activités de services aux entreprises; 6) Éducation, administration publique et défense, santé et autres activités publiques.

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Allemagne : 1996-2005; Pays-Bas : 1995-2004; Pologne : 1998-2005; Royaume-Uni : 2003-07.
 - 1.2. Suède : les données proviennent de l'Office statistique suédois et concernent les années 2003-06.
2. Canada : pas de données disponibles pour les régions du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.

Emploi au lieu de travail – chapitres 16 et 23

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, comptes économiques régionaux, comptes de branche, emploi.	1995-2005	3
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, LFS, tableau 6291.0.55.003.	1996, 2001, 2006	2
Canada	–	Statistique Canada, recensement, personnes occupées par lieu de travail.	1996, 2001, 2006	2
Islande	(2)	–	–	–
Japon	–	Bureau de la statistique, ministère de l'Intérieur et des Communications.	1995, 2000-01, 2005-06	2
Corée	–	Korea National Statistical Office.	1996-2005	3
Mexique	–	INEGI, EPA (Encuesta nacional de ocupación y empleo).	2000, 2005-06	2
Nouvelle-Zélande	–	Statistics New Zealand, LEED, Annual, tableau 3.5 : Length of Continuous Job Tenure.	1999-2005	3
Norvège	–	Statistics Norway, personnes occupées de 16-64 ans par région de travail, par région et par période.	1995, 1998-2001, 2005-06	3
Suisse	(2)	–	–	–
Turquie	–	Institut statistique turc (TurkStat), recensement.	2000	3
États-Unis	–	Bureau of Labour Statistics, State and area employment (sm series).	1995-2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Danemark : 1997-2005; Allemagne : 1995-2004; Pays-Bas : 1999-2005; Suède : 1999-2005.
2. Islande et Suisse : pas de données disponibles au niveau régional.

Emploi par branche d'activité (20 secteurs) – chapitre 17

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, statistiques structurelles sur les entreprises, emploi.	2005	2
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, LFS, tableau 6291.0.55.003.	2007	2
Canada	(2)	Statistique Canada, données communiquées par le délégué.	2004	2
Islande	–	Statistics Iceland.	2005	2
Japon	–	–	2006	–
Corée	(3)	–	–	–
Mexique	–	–	2003	–
Nouvelle-Zélande	(3)	–	–	–
Norvège	–	Statistics Norway.	2005	2
Suisse	(3)	–	–	–
Turquie	–	TurkStat, nombre d'unités locales et emploi par branche d'activité.	2002	2
États-Unis	–	Bureau of the Census, US Department of Commerce.	2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Les données sur l'emploi par branche d'activité des statistiques structurelles d'Eurostat sur les entreprises concernent uniquement les services marchands et l'économie réelle. Les branches dont la production est essentiellement non marchande comme l'administration publique, l'éducation, la santé et la défense ne sont donc pas prises en compte, et le secteur financier est également laissé de côté. Les activités considérées relèvent des secteurs suivants : 1) Industries extractives; 2) Produits alimentaires, boissons et tabac; 3) Textiles, articles d'habillement et tannage des cuirs; 4) Production de bois et d'articles en bois et en liège, sauf meubles; 5) Fabrication de papier/carton et d'articles en papier/carton; 6) Édition, imprimerie et reproduction de supports enregistrés; 7) Fabrication de combustibles, produits chimiques, articles en caoutchouc et matières plastiques; 8) Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques; 9) Fabrication de produits métalliques de base; 10) Fabrications d'ouvrages en métaux, sauf machines et matériel; 11) Fabrication de machines et matériel n.c.a.; 12) Équipement électrique et optique; 13) Fabrication de matériel de transport; 14) Activités de fabrication n.c.a.; récupération; 15) Production et distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau; 16) Construction; 17) Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules à moteur et de biens personnels et domestiques; 18) Hôtels et restaurants; 19) Transports, entreposage et communications; 20) Immobilier, locations et services aux entreprises.
 - 1.2. Belgique et Pays-Bas : 2004.
 - 1.3. Danemark : pas de données disponibles au niveau régional.
 2. Canada : pas de données pour le Yukon et les territoires du Nord-Ouest.
 3. Corée, Nouvelle-Zélande et Suisse : pas de données disponibles au niveau régional.

Taux de chômage des jeunes – chapitre 18

	Notes	Source	Population de référence	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, statistiques régionales sur les forces de travail, chômage.	15-24	1999-2006	2
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, youth unemployment, cat. 4102.0.	15-24	1999-2006	2
Canada	(2)	Statistique Canada, CANSIM, tableau 109-5304.	15-24	2001-07	2
Islande	–	–	–	–	–
Japon	–	Office de la statistique, MIC.	15-24	2006	2
Corée	–	–	–	–	–
Mexique	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–
Norvège	(3)	Statistics Norway, personnes occupées de 16-64 ans par région, par région de travail et par période.	15-24	1999-2006	2
Suisse	–	–	–	–	–
Turquie	–	Institut statistique turc (TurkStat), EPA.	15-24	2004-06	2
États-Unis	–	–	–	–	–

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
 - 1.1. Danemark : pas de données disponibles au niveau régional.
 - 1.2. Italie : pas de données disponibles pour le Valle d'Aosta.
 - 1.3. Pays-Bas : 1999-2005; Suède : 1999-2005.
2. Canada : pas de données disponibles pour le Yukon et les territoires du Nord-Ouest.
3. Norvège : pas de données disponibles pour les régions Hedmark og Oppland et Trondelag.

Chômage de longue durée – chapitre 18

	Notes	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Statistiques régionales du marché du travail, taux de chômage régionaux.	1999-2006	2
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, LFS.	1993-2007	2
Canada	(2)	Statistique Canada, EFT.	1990-2007	2
Islande	(3)	–	–	–
Japon	(3)	–	–	–
Corée	(3)	–	–	–
Mexique	(3)	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	1991-2006	2
Norvège	–	Statistics Norway.	1999-2006	2
Suisse	(3)	–	–	–
Turquie	–	Institut statistique turc, EFT.	2004-06	2
États-Unis	(3)	–	–	–

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
1.1. Danemark : pas de données disponibles au niveau régional.
2. Canada : pas de données disponibles pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
3. Islande, Japon, Corée, Mexique, Suisse et États-Unis : pas de données disponibles au niveau régional.

Taux de mortalité ajusté selon l'âge – chapitre 25

	Note	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat. Statistiques démographiques régionales.	2005	2
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, Demographic Summary, Statistical areas.	2004	2
Canada	(2)	Statistique Canada, 2005, tableau 102-0503.	2005	2
Danemark	–	Statbank Denmark, www.statistikbanken.dk .	2005	2
Islande	–	Statistics Iceland, www.statice.is/Statistics/Population/Births-and-deaths .	2005	2
Japon	–	Statistiques démographiques du Japon.	2005	2
Corée	–	Korea National Statistical Office, recensement de la population et du logement.	2000	2
Mexique	–	INEGI. Estadísticas de mortalidad, www.inegi.gob.mx/inegi/default.aspx?c=11094&s=est .	2005	2
Nouvelle-Zélande	(3)	–	–	–
Norvège	–	Eurostat. Statistiques démographiques régionales.	2005	2
Suisse	–	Eurostat. Statistiques démographiques régionales.	2005	2
Turquie	(3)	–	–	–
États-Unis	–	National Centre for Health Statistics, www.cdc.gov/nchs/ .	2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
1.1. Les données se rapportent à l'âge atteint dans l'année, sauf pour la Belgique, l'Irlande et le Royaume-Uni, où elles se rapportent à l'âge en nombre d'années révolues.
1.2. Italie et Irlande : 2004.
2. Canada : on entend par décès la disparition permanente de tout signe de vie à tout moment après une naissance vivante. La mortinatalité n'est pas prise en compte. L'âge est celui du dernier anniversaire précédant le décès.
3. Nouvelle-Zélande et Turquie : pas de données disponibles au niveau régional.

Nombre de médecins – chapitre 26

Données nationales : base de données Éco-santé OCDE.

	Note	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat. Statistiques régionales de la santé.	2005	2
Canada	(3)	Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), http://secure.cihi.ca/cihiweb/dispPage.jsp?cw_page=AR_14_F .	2005	2
Danemark	(6)	–	–	–
Islande	–	Direction de la santé : registre des médecins.	2002	2
Irlande	(6)	–	–	–
Japon	(3)	Département de la statistique et de l'information, Secrétariat du ministre, ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales.	2004	2
Corée	(6)	–	–	–
Luxembourg	–	Eurostat. Statistiques régionales de la santé.	2004	2
Mexique	(4)	SSA. Boletín de Información Estadística. Recursos físicos, materiales y humanos. Volúmen I. Núm. 23, 24 y 25. México, D.F.	2005	2
Nouvelle-Zélande	–	Medical Council, The New Zealand Medical Force in 2005.	2005	2
Norvège	–	Eurostat. Statistiques régionales de la santé.	2005	2
Suisse	–	OFAS; OFS, Annuaire statistique 2002.	2002	2
Turquie	–	Eurostat. Statistiques régionales de la santé.	2003	2
Royaume-Uni	–	Eurostat. Statistiques régionales de la santé	2000	2
États-Unis	(5)	American Medical Association, www.ama-assn.org/ .	2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
1.1. Portugal : 2003; Luxembourg et Pays-Bas : 2004; Royaume-Uni : 2000.
2. Australie : nombre de médecins praticiens en activité, y compris les cliniciens et les non-cliniciens.
3. Canada : comprend les médecins qui exercent des activités cliniques et/ou non cliniques. Ne comprend pas les résidents et les médecins non autorisés n'ayant pas consenti à la diffusion de renseignements les concernant au 31 décembre 2005, http://secure.cihi.ca/cihiweb/dispPage.jsp?cw_page=AR_14_E.
4. Japon : d'après les données de l'Enquête sur les médecins, dentistes et pharmaciens et du Rapport sur l'administration de la santé publique.
5. Mexique : les données relatives aux praticiens du secteur public sont fondées sur les prévisions du CONAPO. Les totaux englobent les données concernant les *institutos nacionales de salud* et les *hospitales federales de referencia* qui ne peuvent pas être ventilées par État.
6. États-Unis : sont exclus les ostéopathes, les médecins sans adresse connue et ceux qui ne sont pas en exercice. Sont compris tous les médecins non classés en fonction de leur situation au regard de l'activité.
7. Danemark, Finlande, Irlande et Corée : pas de données disponibles au niveau régional.

Crimes et délits contre les biens – chapitre 27

	Note	Source	Années	Niveau territorial
Australie	(1)	Australian Bureau of Statistics – Reported Crime 4510.0.	2005	2
Autriche	–	ministère de l'Intérieur, statistiques de la criminalité, sect. II 3-4.	2005	2
Belgique	–	Statistique Belgique, Criminalité enregistrée.	2005	2
Canada	(2)	Statistique Canada, CANSIM, tableau 252-0013.	2005	2
République tchèque	–	Direction nationale de la police.	2005	2
Danemark	(3)	Statistics Denmark, STRAF1 : Reported criminal offences by region and type of offence.	2005	2
Finlande	–	Statistics Finland.	2005	2
France	–	INSEE.	2005	2
Allemagne	(9)	–	–	–
Grèce	–	Service national de la statistique de Grèce (ESYE).	2005	2
Hongrie	–	ministère de la Justice et de la Police.	2005	2
Islande	(4)	Statistics Iceland; Commissaire national de la police islandaise.	2005	2
Irlande	–	Central Statistics Office Ireland.	2004	2
Italie	–	ISTAT, Statistiche giudiziarie; Ministero dell'interno, Sistema informativo dell'interno (SDI).	2006	2
Japon	–	Agence nationale de la police.	2005	2
Corée	(9)	–	–	–
Luxembourg	–	Portail statistique du Luxembourg.	2005	–
Mexique	(5)	INEGI. Estadísticas judiciales en materia penal. Delitos de los presuntos delincuentes.	2005	2
Pays-Bas	–	CBS-STATLINE.	2005	2
Nouvelle-Zélande	–	www.stats.govt.nz/products%1eand%1eservices/table%1ebuilder/crime%1et .	2005	2
Norvège	–	Statistics Norway, Offences reported to the police, by group of offence and scene of crime (county).	2005	2
Pologne	(6)	Office central de la statistique, Annuaire statistique des régions.	2005	2
Portugal	–	INE, clasificación de los delitos por provincias y naturaleza del delito.	2005	2
République slovaque	–	ministère de l'Intérieur	2005	2
Espagne	–	Estadística Penal Común. Audiencias Provinciales y Juzgado de lo Penal.	2004	2
Suède	–	Conseil national pour la prévention des crimes.	2005	2
Suisse	(7)	Office fédéral de la statistique/EFPP-choros.	2005	2
Turquie	–	Institut statistique turc.	2005	2
Royaume-Uni	(8)	Office national de la statistique.	2004	2
États-Unis	–	Federal Bureau of Investigation (FBI).	2005	2

1. Australie : les crimes et délits contre les biens comprennent les infractions suivantes : cambriolage; chantage/extorsion; violation de domicile; vol de voiture; autres vols.
2. Canada : les crimes et délits contre les biens comprennent les infractions suivantes : entrée par effraction, vol de voiture, vol de plus de 5 000 CAD, vol de 5 000 CAD ou moins, recel, escroquerie.
3. Danemark : les crimes et délits contre les biens comprennent les infractions suivantes : faux, incendie volontaire, cambriolage, escroquerie, vol, vol de véhicule immatriculé, vol de moto, de cyclomoteur, vol de vélo, dégradation volontaire de biens. Une infraction commise par plus d'une personne est enregistrée comme un seul délit; si l'infraction touche plus d'une victime, elle est aussi enregistrée comme un seul délit. Si plus d'une personne a porté plainte, plus d'un délit peut être enregistré.
4. Islande : les données regroupent les infractions suivantes : faux, délits d'acquisition, et délits contre les biens.
5. Mexique : les crimes et délits contre les biens comprennent les infractions suivantes : crimes et délits contre les biens individuels et privés (vol de bétail, cambriolage, atteinte à la propriété privée, escroquerie et vol qualifié), les crimes et délits contre la sécurité des personnes (vol) et les atteintes à la confiance publique (falsification de documents, monnaies, certificats, titres de crédit et documents administratifs, sceaux, marques et autres objets).
6. Pologne : crimes et délits contre les biens constatés à l'issue d'une procédure préliminaire.
7. Suisse : les données régionales correspondent au nombre de condamnations par type d'infraction. Le nombre total d'infractions commis es pour la Suisse est donc réparti proportionnellement par grandes régions.
8. Royaume-Uni : les données se rapportent à l'exercice budgétaire. Les crimes et délits contre les biens comprennent : vol, cambriolage, vol de véhicule motorisé et vol à la roulotte. Les données concernant l'Irlande du Nord proviennent du Northern Ireland Police Service et les données pour Scotland sont tirées des Scottish Executive Statistics.
9. Allemagne et Corée : pas de données disponibles au niveau régional.

Meurtres déclarés – chapitre 28

Données nationales : ONU, neuvième enquête de l'Organisation des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et l'organisation des systèmes de justice pénale; Eurostat.

	Note	Source	Années	Niveau territorial
Australie	–	Australian Bureau of Statistics – Reported Crime 4510.0.	2005	2
Autriche	(1)	Ministère de l'Intérieur, données statistiques sur la criminalité, ministère de l'Intérieur, section II 3-4.	2005	2
Belgique	(7)			
Canada	–	Statistique Canada, CANSIM, tableau 252-0013.	2005	2
République tchèque	–	Direction nationale de la police.	2005	2
Danemark	–	Statistics Denmark.	2005	–
Finlande	–	Statistics Finland.	2005	2
France	–	INSEE, données communiquées par le délégué.	2005	2
Allemagne	(7)		2005	–
Grèce	–	Service national de la statistique de Grèce (ESYE). Données communiquées par le délégué.	2005	2
Hongrie	–	Ministère de la Justice et de la Police.	2005	–
Islande	(7)	–	–	–
Irlande	–	Garda Síochána Annual Report.	2005	2
Italie	–	Istat, Statistiche giudiziarie; Ministero dell'interno, Sistema informativo dell'interno (SDI).	2005	2
Japon	–	Agence nationale de la police.	2005	2
Corée	(8)	Rapport analytique sur la criminalité 1999-2006.	2005	–
Luxembourg	–	–	2005	–
Mexique	–	Crimes et délits contre les biens : INEGI. Estadísticas judiciales en materia penal. Delitos de los presuntos delincuentes.	2005	2
Pays-Bas	–	Statistics Netherlands (CBS) – STATLINE.	2005	2
Nouvelle-Zélande	(2)	Statistics New Zealand.	2005	2
Norvège	–	Statistics Norway, Crime statistics, Offences reported to the police.	2005	2
Pologne	(3)	Office central de la statistique, Annuaire statistique des régions.	2005	2
Portugal	–	INE – Instituto Nacional de Estatística.	2005	2
République slovaque	(4)	Données administratives, Direction de la police au ministère de l'Intérieur.	2005	2
Espagne	(5)	Instituto Nacional de Estadística.	2005	2
Suède	(7)	Conseil national pour la prévention des crimes.	2005	2
Suisse	(6)	OFS/EFPF-choros.	2005	2
Turquie	–	Institut statistique turc.	2005	2
Royaume-Uni	–	Coleman, K., C. Hird et D. Povey (2006), <i>Violent Crime Overview, Homicide and Gun Crime 2004/2005</i> , Home Office Statistical Bulletin 02/06 : Home Office.	2004	2
États-Unis	–	Federal Bureau of Investigation (FBI).	2005	2

1. Les données relatives à l'Autriche et à la Suède comprennent les homicides involontaires.
2. Nouvelle-Zélande : la notion de meurtre est définie à la section 172 du Crimes Act (1961). Les données policières recueillies sous la rubrique « Offence Type » « Murder » englobent un large éventail d'infractions, notamment l'incitation au meurtre, l'instigation au meurtre et la tentative d'homicide (section 174), la complicité de meurtre (section 175) et la complicité de meurtre par aide ou assistance *ex post facto* (section 176).
3. Pologne : les crimes et délits contre les biens sont ceux qui ont été constatés à l'issue d'une procédure préliminaire. Les données comprennent les homicides involontaires.
4. République slovaque : les données proviennent du système d'enregistrement statistique de la criminalité.
5. Espagne : les données comprennent le nombre de personnes condamnées figurant dans la catégorie « Homicidio y sus formas » de l'Instituto nacional de Estadística.
6. Suisse : les données tiennent uniquement compte des homicides du type « Vollendete Tötungsdelikte ».
7. Belgique, Allemagne et Islande : pas de données disponibles au niveau régional.
8. Corée : données disponibles seulement pour les Zones métropolitaines spéciales.

Déchets municipaux – chapitre 29

Données nationales : données OCDE sur l'environnement : compendium 2007.

	Note	Source	Années	Niveau territorial
Australie	–	Australian Bureau of Statistics, 8698.0, Waste management survey.	2003	2
Autriche	–	Agence autrichienne de l'environnement (UBA).	2005	2
Belgique	(2)			
Canada	–	Statistique Canada.	2002	2
République tchèque	–	Office tchèque de la statistique.	2005	2
Danemark	(2)	–	–	–
Finlande	(2)	–	–	–
France	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	2004	2
Allemagne	–	Office fédéral de la statistique .	2007	2
Grèce	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	2001	2
Hongrie	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	1998	2
Islande	(2)	–	–	–
Irlande	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	1998	2
Italie		Apat, Annuario dei dati ambientali e Rapporto rifiuti, 2006.	2005	2
Japon	–	Ministère des Affaires intérieures et de la Communication.	2004	2
Corée	(2)	–	–	–
Luxembourg	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	1999	2
Mexique	–	INEGI. D'après les données du SEDESOL. DGOT. Subdirección de Asistencia Técnica a Organismos Operadores Urbanos Regionales.	2005	2
Pays-Bas	–	CBS.	2005	2
Nouvelle-Zélande	(2)	–	–	–
Norvège	–		2005	2
Pologne		Office central de la statistique, Annuaire statistique des régions.	2005	2
Portugal		INE, Statistiques de l'environnement pour la période 1998-2001 et INE, statistiques municipales de l'eau pour la période 2002-05.	2005	2
République slovaque		Enquête de l'Office slovaque de la statistique. Rapports annuels sur les déchets municipaux collectés auprès des communes.	2005	2
Espagne	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	2005	2
Suède	–	Eurostat. Statistiques régionales des déchets.	1998	2
Suisse	(2)	–	–	–
Turquie	–		2004	2
Royaume-Uni	(1)	Department for Environment, Food and Rural Affairs – Municipal Waste Management Survey.	2004	2
États-Unis	(2)	–	–	–

1. Royaume-Uni : à l'intérieur du pays, les données proviennent des sources suivantes : Scottish Environmental Protection Agency (Scotland); Welsh Assembly Government (pays de Galles); Environment and Heritage Service (Irlande du Nord).
2. Belgique, Islande, Corée, Nouvelle-Zélande, Danemark, Finlande, Suisse et États-Unis : pas de données disponibles au niveau régional.

Nombre de véhicules particuliers – chapitre 30

	Note	Source	Années	Niveau territorial
UE	(1)	Eurostat, Statistiques régionales des transports.	2005	2
Australie	(2)	Australian Bureau of Statistics, Motor Vehicle Census 9309.0.	2005	2
Canada	(3)	Statistique Canada, Enquête sur les véhicules au Canada 2005.	2005	2
Islande	–	Statistics Iceland.	2003	2
Japon	–	Ministère du Territoire, de l'Infrastructure et des Transports.	2005	2
Corée	–	Korea National Statistical Office.	2005	2
Mexique	–	INEGI, Estadísticas de Vehículos de Motor Registrados en Circulación.	2005	2
Nouvelle-Zélande	(4)	–	–	–
Norvège	–	Statistics Norway.	2005	2
Suisse	–	Office fédéral de la statistique.	2005	2
Turquie	–	Eurostat, Statistiques régionales des transports.	2005	2
États-Unis	–	US Department of Transportation.	2005	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.
1.1. Portugal : pas de données disponibles au niveau régional.
2. Australie : les données de l'ABSD Motor Vehicle Census comprennent les véhicules suivants : berlines, familiales et voitures particulières à conduite avancée, camping-cars et véhicules utilitaires.
3. Canada : nombre de véhicules inscrits sur les listes d'immatriculation. Conformément à la classification utilisée dans l'Enquête sur les véhicules au Canada, les données portent sur les véhicules légers jusqu'à 4.5 tonnes. Catalogue n° 53-223-XIE.
4. Nouvelle-Zélande : pas de données disponibles au niveau régional.

Taux de participation aux élections nationales – chapitre 31

	Note	Source	Années	Niveau territorial
Australie	–	Australian Electoral Commission.	2004	2
Autriche	–	Statistique Autriche, Annuaire statistique 2008, p. 498, 36.08.	2006	2
Belgique	–	Résultats électoraux – www.ibzdgip.fgov.be .	2003	2
Canada	–	Élections Canada – www.elections.ca .	2006	2
République tchèque	–		2004	2
Danemark	(4)	–	–	–
Finlande	–	Ministère de l'Intérieur.	2003	2
France	–	Ministère de l'Intérieur.	2007	2
Allemagne	–	Statistique régionale Allemagne, système de suivi de l'aménagement du territoire du BBR.	2005	2
Grèce	(1)	Ministère de l'Intérieur.	2007	2
Hongrie	–	Bureau national des élections.	2006	2
Islande	(4)	–	–	–
Irlande	–		1997	2
Italie	–	Ministère de l'Intérieur.	2006	2
Japon	(1)	Ministère de l'Intérieur et des Communications.	2005	2
Corée	(4)	–	–	–
Luxembourg	–	–	2004	2
Mexique	–	Instituto Federal Electoral. Estadísticas de las Elecciones Federales 2006.	2006	2
Pays-Bas	–	Statistics Netherlands.	2003	2
Nouvelle-Zélande	–	Élections générales, http://2005.electionresults.govt.nz .	2005	2
Norvège	–	Annuaire statistique.	2005	2
Pologne	–	Commission électorale.	2005	2
Portugal	(2)	Secrétariat pour le processus électoral (STAPE), ministère de l'Administration interne.	2005	2
République slovaque	–	Office statistique de la République slovaque.	2004	2
Espagne	–	Congrès espagnol www.congreso.es .	2006	2
Suède	–	Autorité électorale.	2006	2
Suisse	–	SFSO.	2007	2
Turquie	–	TURKSTAT.	2007	2
Royaume-Uni	–	www.electoralcommission.org.uk .	2005	2
États-Unis	(3)	US Census Bureau, www.census.gov/population/www/socdemo/voting.html .	2004	2

1. Japon : élections législatives.

2. Portugal : élections législatives.

3. États-Unis : le taux de participation correspond au rapport entre le nombre de votants et le nombre total de citoyens.

4. Danemark, Islande et Corée : pas de données disponibles au niveau régional.

Population active par niveau d'études – chapitres 6 et 32

	Note	Source	Années	Niveau territorial
UE19 pays	(1)	Eurostat, Enquête sur les forces de travail.	1999-2006	2
Australie	(2)	Australian Bureau of Statistics, tableau 6227.0, Education and Work, LFS.	2001-05	2
Canada	(3)	Statistique Canada, Enquête sur les forces de travail.	1999-2006	2
Islande	(10)	–	–	–
Japon	(10)	–	–	–
Corée	(4)	KOSIS, Enquête sur la population économiquement active.	2000-06	2
Mexique	(5)	Conteo de Población y Vivienda, 2005.	2000, 2005	2
Nouvelle-Zélande	(6)	Statistique Nouvelle-Zélande.	1999-2006	2
Norvège	(7)	Eurostat, Enquête sur les forces de travail.	1999-2006	2
Suède	–	Statistics Sweden.	1999-2006	2
Suisse	(8)	Office fédéral de la statistique, Enquête sur les forces de travail.	1999-2006	2
Turquie	(10)	–	–	–
États-Unis	(9)	Census Bureau, American Community Survey (ACS).	1999-2006	2

1. UE19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède
 - 1.1. Les données se rapportent à la population active âgée de 15 ans et plus.
 - 1.2. Pour l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni, les « non-réponses » ont été réparties en fonction de la proportion de l'année 2006 entre les niveaux 02, 34 et 56 de la CITE. La somme des 3 niveaux de la CITE équivaut à présent à la population active totale.
 - 1.3. Danemark : les données se rapportent à la population active âgée de 25 à 64 ans. Elles sont tirées des statistiques de la population active basées sur le registre de la population. Données compilées par l'Analyse Institut for Forskning et publiées par Statistics Denmark.
 - 1.4. Suède : données obtenues auprès de Statistics Sweden.
2. Australie : les données se rapportent à la population active totale.
3. Canada : les données se rapportent à la population active âgée de 25 à 64 ans..
4. Corée : les données se rapportent à la population active totale.
5. Mexique : les données se rapportent à la population totale.
6. Nouvelle-Zélande : les « non-réponses » ont été réparties en fonction de la proportion de l'année 2006 entre les niveaux 02, 34 et 56 de la CITE. La somme des 3 niveaux de la CITE équivaut à présent à la population active totale.
7. Norvège : les données se rapportent à la population âgée de 15 ans et plus.
8. Suisse : les données se rapportent à la population active totale. Rupture de série en 2004 du fait des modifications de la CITE concernant le niveau 3C.
9. États-Unis : les données se rapportent à la population âgée de 18 ans et plus.
10. Islande, Japon et Turquie : pas de données disponibles au niveau régional.

ANNEXE C

Indices et formules

Partie I – Coup de projecteur sur l'innovation et partie II – Les régions, ressorts de la croissance nationale

Indice de concentration géographique

Définition : L'indice de concentration géographique pour la variable y (par ex. : population, PIB, etc.) est défini par l'équation :

$$\left[\sum_{i=1}^N |y_i - a_i| / 2 \right] * 100$$

où y_i est la part de la région i dans le total national, a_i est la superficie de la région i en pourcentage de la superficie du pays, N est le nombre de régions et $||$ indique la valeur absolue.

L'indice se situe entre 0 (concentration nulle) et 100 (concentration maximum) dans tous les pays et convient aux comparaisons internationales de la concentration géographique.

Interprétation : La valeur de l'indice est influencée par la taille des régions. Par conséquent, les différences de concentration géographique entre deux pays peuvent être en partie dues à des différences de la taille moyenne des régions dans chaque pays.

Partie III – Exploiter au mieux les atouts régionaux

Indice de Gini

Définition : Les disparités régionales sont mesurées par un indice de Gini non pondéré, défini par l'équation :

$$GINI = \frac{2}{N-1} \sum_{i=1}^{N-1} |F_i - Q_i|$$

où : N est le nombre de régions, $F_i = \frac{i}{N}$, $Q_i = \frac{\sum_{j=1}^i y_j}{\sum_{i=1}^n y_i}$ et y_i est la valeur de la variable y (par ex. :

PIB par habitant, taux de chômage, etc.) dans la région j classée de faible (y_1) et à élevée (y_N) parmi l'ensemble des régions d'un pays.

L'indice s'échelonne entre 0 (égalité parfaite : y est identique dans toutes les régions) et 1 (inégalité parfaite : y est nul dans toutes les régions sauf une).

Interprétation : La valeur de l'indice est influencée par la taille des régions. C'est pourquoi les différences de degré des disparités régionales entre deux pays peuvent être en partie dues à des différences de la taille moyenne des régions de chaque pays.

Coefficient de variation pondéré

Définition : Les disparités régionales peuvent se mesurer au moyen d'un indice de variation pondéré. Le coefficient de variation pondéré de la variable y (par ex. : PIB par habitant) dans un pays i est défini par l'équation :

$$CV = \frac{1}{\bar{y}_i} \left\{ \sum_{j=1}^N \left[\left(y_{i,j} - \bar{y}_i \right)^2 \left(\frac{p_{i,j}}{p_i} \right) \right] \right\}^{1/2}$$

où $y_{i,j}$ est la variable y dans la région j du pays i ; \bar{y}_i est la moyenne nationale de la variable y ; et $p_{i,j}$ et p_i sont, respectivement, la population de la région j et du pays i .

Interprétation : Le coefficient de variation pondéré est une mesure de dispersion relative normalisée par rapport à la valeur moyenne de la variable; les écarts à la moyenne sont pondérés par la part de la population nationale vivant dans la région. Le coefficient de variation étant indépendant de la taille de la variable, il est donc apte à mesurer les disparités présentes dans un pays d'année en année.

Partie I – Coup de projecteur sur l'innovation et partie III – Exploiter au mieux les atouts régionaux

Indice de spécialisation

Définition : La spécialisation est mesurée à l'aide de l'indice de Balassa-Hoover, qui correspond au rapport entre le poids d'une branche d'activité dans une région et le poids de la même branche d'activité dans le pays :

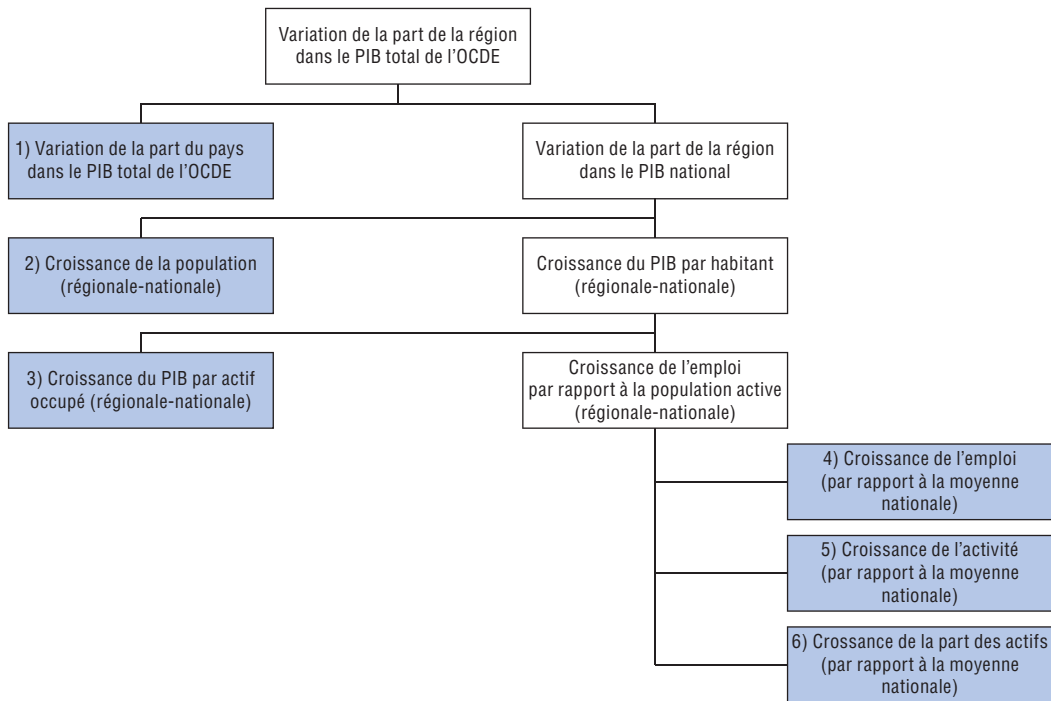
$$BH_i = \frac{Y_{ij}/Y_j}{Y_i/Y}$$

où Y_{ij} est l'emploi total de la branche d'activité i dans la région j , Y_j est l'emploi total dans la région j de toutes les branches d'activités, Y_i est l'emploi national dans la branche d'activité i , et Y est l'emploi national total pour toutes les branches d'activité. Une valeur de l'indice supérieure à 1 indique une spécialisation dans une branche d'activité et une valeur inférieure à 1 indique une absence de spécialisation.

Interprétation : La valeur de l'indice de spécialisation diminue avec le niveau d'agrégation des branches d'activité. C'est pourquoi l'indice de spécialisation basé sur une branche d'activité à un chiffre (par ex. : activités de fabrication) sous-estimerait le degré de spécialisation dans toutes les branches d'activité à deux chiffres qui la composent (par ex. : textile, industrie chimique, etc.).

Partie IV – Les principaux moteurs de la croissance régionale

Décomposition des taux de croissance



Méthode de décomposition de la croissance du PIB régional

La part de la région i dans le PIB total de l'OCDE peut s'écrire de la façon suivante :

$$1. \frac{GDP_i}{GDP_{OECD}} = \frac{GDP_j}{GDP_{OECD}} * \frac{GDP_i}{GDP_j}$$

où j est le pays de la région i . La part du PIB de la région i dans le pays j est alors égale à :

$$2. \frac{GDP_i}{GDP_j} = \frac{GDP_i/E_i}{GDP_j/E_j} * \frac{E_i/LF_i}{E_j/LF_j} * \frac{LF_i/WA_i}{LF_j/WA_j} * \frac{WA_i/P_i}{WA_j/p_j} * \frac{P_i}{p_j}$$

où P , E , LF et WA représentent respectivement la population, l'emploi, la population active et la population d'âge actif (15-64 ans). Par conséquent, la part du PIB de la région i dans le pays j est fonction de la productivité, du taux d'emploi, du taux d'activité et de la proportion d'actifs de cette région par rapport à la productivité, au taux d'emploi, au taux d'activité et à la proportion d'actifs du pays, tels que définis ci-dessous :

- Productivité : PIB par actif occupé (GDP/E), l'emploi étant mesuré au lieu de travail.
- Taux d'emploi : pourcentage de la population active pourvue d'un emploi (E/LF), la population active étant la somme des actifs occupés et inoccupés.
- Taux d'activité : rapport entre la population active et la population en âge de travailler (LF/WA), c'est-à-dire âgée de 15 à 64 ans.
- Proportion d'actifs : pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) dans la population totale.

En substituant l'équation 2 dans l'équation 1, en prenant le logarithme et en le différenciant, on obtient :

$$3. (g_i - g_j) = (g_{p,i} - g_{p,j}) + (g_{e,i} - g_{e,j}) + (g_{f,i} - g_{f,j}) + (g_{wa,i} - g_{wa,j}) + (g_{p,i} - g_{p,j})$$

ce qui équivaut à :

	Écart de	Écart de	Écart de	Écart de	Écart de
Écart de	croissance	croissance	croissance	croissance	croissance
du PIB entre	du PIB par	du taux	du taux	de la	de la
la région i	actif occupé	d'emploi	d'activité	proportion	population
et le pays j	entre	entre	entre	d'actifs	entre
	la région i	la région i et	la région i	entre	la région i
	et le pays j	le pays j	et le pays j	la région i	et le pays j
				et le pays j	

Partie V – Le bien-être régional, facteur de compétitivité

Taux de mortalité ajustés selon l'âge

Définition : Le taux de mortalité ajusté selon l'âge d'une région i est défini par la somme pour tous les groupes d'âge g ($g = 1, \dots, G$) du produit du taux de mortalité dans chaque groupe d'âge g et de la part que celui-ci représente dans la population standard :

$$MR_i = \sum_{g=1}^G M_{g,i} \times P_{g,std}$$

où MR_i est le taux de mortalité ajusté selon l'âge de la région i, $M_{g,i}$ le taux de mortalité du g ème groupe d'âge de la région et $P_{g,std}$ la part de la population standard que représente le groupe d'âge g .

Partie I – Coup de projecteur sur l'innovation et partie V – Le bien-être régional, facteur de compétitivité

Définition : Le coefficient de corrélation de Spearman mesure le lien qui peut exister entre deux variables pour voir si celles-ci varient l'une en fonction de l'autre, c'est-à-dire si lorsque l'une augmente, l'autre tend à augmenter ou à diminuer parallèlement. Les deux variables sont classées par ordre croissant et l'on étudie alors la corrélation entre les rangs des valeurs observées. Le coefficient de corrélation de Spearman prend une valeur comprise entre -1 et 1 et son seuil de signification est calculé de la même façon que pour une corrélation ordinaire.

Dans la présente publication, le coefficient de corrélation de Spearman est calculé trois fois dans chaque pays où est mesuré le lien entre les valeurs régionales (au niveau TL2) d'une variable donnée (par exemple, taux de mortalité, déchets municipaux, population active ayant fait des études supérieures, etc.) et la part de la population des régions de niveau TL2 vivant respectivement dans des régions de niveau TL3 essentiellement urbaines (EU), intermédiaires (IN) et essentiellement rurales (ER).

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(04 2009 01 2 P) ISBN 978-92-64-05612-1 – n° 56504 2009

Panorama des régions de l'OCDE 2009

Les performances des économies régionales et l'efficacité des politiques régionales n'ont jamais été aussi importantes. Elles sont déterminantes pour la croissance d'une nation et définissent la mesure du bien-être dans toute la zone OCDE. En effet, seulement 10 % des régions de l'OCDE ont assuré un bon tiers de la production économique totale des pays membres entre 1995 et 2005.

Les responsables politiques ont besoin à la fois de sources utiles sur les performances des différentes régions et d'une analyse plus vaste des tendances et des disparités territoriales, étayée par des informations fiables qui soient comparables au niveau international. Le *Panorama des régions de l'OCDE 2009* permet d'apprécier en un coup d'œil la compétitivité et les performances des régions. Il s'appuie sur des données infranationales comparables qui sont illustrées par des graphiques et des cartes. Le *Panorama* met en évidence les nouveaux moyens qui s'offrent aux régions pour mieux tirer parti des facteurs locaux, mobiliser des ressources et nouer des liens avec d'autres régions. En mesurant des facteurs tels que les niveaux d'instruction, les possibilités d'emploi et l'intensité des activités fondées sur la connaissance, cet ouvrage donne un aperçu statistique de la qualité de la vie – et des améliorations possibles – dans les différentes régions de la zone OCDE.

Cette troisième édition présente les données et tendances comparables les plus récentes pour les régions de l'OCDE, en donnant une place particulière à la dimension spatiale de l'innovation. Elle s'appuie sur la base de données régionales de l'OCDE, qui constitue l'ensemble le plus complet de statistiques infranationales, permettant des comparaisons entre pays sur des données comme la démographie, les performances de l'économie et du marché du travail, l'éducation, la santé, les résultats environnementaux et les activités fondées sur la connaissance.

Pour chaque graphique et carte, un lien dynamique (StatLink) est proposé : il oriente l'utilisateur vers la page web où il peut trouver les données correspondantes dans un fichier Excel®. Pour la première fois, la base de données peut être pleinement exploitée grâce à OECD eXplorer, un outil en ligne original qui combine des cartes interactives et d'autres éléments graphiques, présentés de manière souple, intuitive et efficace. Vous pouvez consulter le site OECD eXplorer sur : www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators/explorer.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne aux adresses suivantes :

www.sourceocde.org/developpementregional/9789264056121

www.sourceocde.org/gouvernance/9789264056121

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :

www.sourceocde.org/9789264056121

SourceOCDE est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou SourceOECD@oecd.org.